

La Pologne au bord du capitalisme

DU sang, de la sueur et des larmes : c'est à peu près tout ce que peuvent promettre à court terme les nouveaux dirigeants polonais, auxquels échoit la tâche de faire sortir le pays de quarante-cinq ans d'économie communiste. On ne parle pas ici de lendemains qui chantent, on veut très modestement tenter de parvenir un jour à « une vie normale », si grande est l'étendue du désastre.

Exposant, jeudi 12 octobre, dans le quotidien « Rzeczpospolita », son programme de passage à l'économie de marché, le gouvernement de M. Tadeusz Mazowiecki, en fonction depuis à peine un mois, a averti les Polonais qu'aucun signe d'amélioration ne devrait être perceptible avant un an. D'ici là, il faut s'attendre à une période de récession et à une brutale apparition du chômage. Les dirigeants de Solidarité s'attendent pour l'an prochain à un « problème social très dur ».

La priorité est donnée aux mesures anti-inflationnistes dans les trois mois à venir. Pour lutter contre l'inflation, dont le taux annuel atteint actuellement près de 1 000 %, le gouvernement entend fortement réduire le déficit budgétaire en diminuant les subventions aux entreprises, en limitant la progression des salaires, en fermant les usines non rentables, en réduisant les dépenses de l'armée et de la police.

L'introduction « des institutions et des mécanismes de marché » commencera véritablement l'an prochain et devrait être menée à bien pour la fin de 1991. « L'objectif est de mettre en place une économie de marché dont les caractéristiques ressembleront à celles des systèmes ayant déjà fait leurs preuves dans les pays hautement développés », affirme le programme. « Il s'agit d'élaborer un système économique qui permette aux gens de mener une vie normale et leur donne, à eux et au pays tout entier, une chance de développement. »

Le programme prévoit donc une privatisation à grande échelle de l'industrie — dont 80 % sont actuellement aux mains de l'Etat — la création d'une Bourse des valeurs et un nouveau système fiscal avec imposition des bénéfices des entreprises, impôt individuel sur le revenu et taxe sur la valeur ajoutée. Il faut aussi s'attendre à une dévaluation du zloty, afin d'amener le taux de change officiel et celui du marché libre à des niveaux comparables avant d'envisager, beaucoup plus tard, la convertibilité de la monnaie polonaise.

Toutes ces mesures sont essentielles pour obtenir l'aide de l'Occident. La Pologne demande au FMI, dont une équipe est attendue ces jours-ci à Varsovie, des crédits « standby » d'un montant de 700 millions de dollars (4,5 milliards de francs), à la Banque mondiale un prêt de 500 millions, et aux gouvernements occidentaux un prêt de stabilisation d'un milliard de dollars, ainsi qu'un moratoire sur la dette. Sans le soutien de l'Occident, assure le gouvernement polonais, ce programme est voué à l'échec. Il l'est aussi — Lach Walesa le sait très bien — si la société ne se mobilise pas tout entière derrière ses nouveaux dirigeants.

M 0147 - 10140 - 4,50 F
3790147004500 10140

La grève à Mulhouse et à Sochaux

Peugeot : évacuation de la forge et début des négociations

La situation pourrait se débloquer chez Peugeot le vendredi 13 octobre, après l'évacuation de la forge de Mulhouse, avec l'ouverture de négociations entre les syndicats et la direction.

En revanche, l'impasse persiste aux finances, et les infirmières préparent, après celle de jeudi, une nouvelle manifestation.

Après plus de cinq semaines de grève, une chance d'apaisement se présente dans le conflit des usines Peugeot de Mulhouse et de Sochaux. La direction rencontre les syndicats, le vendredi 13 octobre, après que les grévistes eurent décidé, jeudi, à une large majorité, d'évacuer la forge. Un scrutin qui constitue un camouflet pour la CGT, qui préconisait la poursuite de l'occupation. Cependant, les négociations s'annoncent très difficiles même si les organisations syndicales ne mettent pas en avant les mêmes revendications salariales (page 37 - section C).

Dans la fonction publique, une agitation subsiste dans certains secteurs. Les infirmières ont

manifesté jeudi, à Paris, et un nouveau rassemblement est prévu le 21 octobre avec l'ensemble des personnels de santé. Mais le mouvement repart lentement : les blouses blanches n'étaient que quatre mille cinq cents. Et leurs revendications semblent porter plus sur les conditions de travail que sur les rémunérations (page 14 - section B).

Les agents des finances ont manifesté jeudi 12 et recommenceront le 19 octobre. Le gouvernement manie la carotte et le bâton. Il fait miroiter de substantielles améliorations indiciaires avec l'aménagement de la grille. Mais il fait aussi évacuer rapidement les bâtiments administratifs occupés... Chaud et froid (pages 35 et 44 - section C).

Flot de demandes d'asile en France

Les autorités françaises constatent avec préoccupation une très forte augmentation du nombre des demandeurs d'asile depuis le printemps de 1988. Plus de 27 000 ressortissants étrangers avaient réclamé le statut de réfugié en 1987. Ce chiffre pourrait atteindre 60 000 en 1989 selon les prévisions de l'OFPPA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).

Or la très grande majorité des demandeurs, déjà présents en France, sont déboutés, parfois au terme d'une longue procédure, parce qu'ils apparaissent comme des immigrants déguisés. Peut-on les expulser ? La France n'est pas le seul pays européen confronté à ce problème.

Lire page 13 - section B
les articles de JUDITH RUEFF
et de ROBERT SOLÉ

Tirs croisés contre M. Rocard

La politique sociale du premier ministre mécontente le PS et sa popularité dans l'opinion agace M. Mitterrand

par Jean-Marie Colombani

Le fond de l'air est frais : voilà qui conviendrait sans doute mieux à un président qui n'aime la chaleur ni dans l'atmosphère ni dans la relation qu'il entretient avec le premier ministre. La logique infernale de la V^e République est, en effet, de nouveau à l'œuvre : le temps semble venu, pour M. François Mitterrand, non plus seulement de chercher à contenir M. Michel Rocard dans les limites du rôle qui lui a été attribué, mais bel et bien de l'affaiblir.

Les signes d'une crispation progressive s'accumulent alors que les occasions qui peuvent justifier non le déclenchement d'une crise — à l'évidence prématurée — mais l'amorce d'un

Le plan d'urgence pour l'Ile-de-France

Deux fois plus de logements sociaux construits à Paris

M. Rocard devait présenter au conseil des ministres, vendredi 13 octobre, le plan d'urgence pour l'Ile-de-France. Pour doubler les logements sociaux à Paris et en proche banlieue, l'Etat est prêt à sacrifier le prix des terrains publics. Deux nouvelles liaisons RER seront réalisées. La construction d'autoroutes dans la région parisienne sera accélérée, mais les nouvelles seront à péage.



Lire page 8 nos informations et l'article de Thierry BRÉHIER
« Une nouvelle épreuve pour la méthode Rocard »

Accord en vue entre députés libanais

Vers un rééquilibrage institutionnel en faveur des musulmans
page 5

Contradictions vietnamiennes

Ouverture économique, rigidité politique
page 7

Code pénal

L'Assemblée nationale a adopté le livre premier
page 10

« Télévision sans frontières »

Les pressions américaines s'accroissent contre la directive européenne. M. Lang riposte
page 25 - section B

Revendications policières

La FASP satisfait des déclarations de M. Rocard
page 16 - section B

Universités de la région parisienne

Les recteurs de Paris, Créteil et Versailles annoncent la création de cinq ou six nouveaux centres universitaires
page 14 - section B

SANS VISA

Le trésor du vizir du pharaon

En Egypte, avec l'équipe d'archéologues qui viennent de découvrir le trésor funéraire d'Aper El, vizir oublié d'Aménophis

Balade en Ardennes

● Gastronomie ● Escapes ● Jeux
pages 19 à 24 - section B

« Sur le vif »
et le sommaire complet se trouvent page 44 - section C

La France, l'Allemagne et l'autruche

Il faut lever les ambiguïtés de la politique française sans attendre d'être confronté à des échéances non souhaitées

Le moment est-il venu ou non de clore une parenthèse de plusieurs décennies et de poser de nouveau la question de l'unité allemande ? « Non ! » s'exclame, outre-Rhin, M. Hans Dietrich Genscher. Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères s'élève, de discours en discours, à expliquer qu'il n'est pas temps, que la République fédérale ne prendra pas prétexte des événements de RDA pour relancer ce débat « déstabilisateur ». Et de répéter humblement que, en raison d'une histoire coupable, le statut de l'Allemagne n'est pas « à la disposition » des Allemands.

Mais M. Genscher a beau faire, le sujet est lancé. La presse ouest-allemande elle-même en regorge depuis plusieurs semaines. La question est dans

toutes les têtes, même si sa réponse n'est explicitement tranchée qu'aux deux franges extrêmes de l'opinion ouest-allemande : à droite, par certains des républicains qui feraient volontiers passer la réunification avant tout ; à l'opposé, par les Verts et les confins gauchistes du SPD qui prônent au contraire un renoncement définitif à l'unité allemande. Cette dernière attitude, comme le fait remarquer un spécialiste français des questions germaniques, ne semble d'ailleurs pas vraiment plus saine que la première, par son fort relent freudien, son côté « retenez-vous ou nous allons encore faire un malheur ».

Faut-il pour autant souscrire à l'approche du ministre ouest-allemand des affaires étrangères, et qu'en pense la France ?

Elle ne s'est exprimée jusqu'à présent sur le sujet qu'avec

grande discrétion. Dimanche 8 octobre, M. Roland Dumas estimait que la réunification relève pour l'instant de la « politique-fiction ». Deux jours plus tard, le président de la République, pressé par des journalistes à... Caracas, fit une déclaration qui avait le mérite de réaffirmer clairement les principes — à savoir que la France souscrit « depuis le premier jour » à l'objectif de réunification de l'Allemagne — et de convenir, tout en s'entourant de précautions, que la question se pose aujourd'hui « de façon plus actuelle ». Cela ne peut pas malgré tout tenir lieu d'exposé de la politique française sur les questions allemandes.

CLAIRE TRÉAN

Lire la suite page 4

Mathieu de Boisséson

Une amitié stellaire

« Crayons en notre amitié stellaire, même si nous devons être, sur cette terre, des ennemis. »

E. NIETZSCHE, LE GAI SAVOIR

DÉBATS

Territoire

L'Ile-de-France : alibi ou ambition ?

par Michel Giraud

Au moment où le premier ministre fait appel à Her-
cule pour engager ses
grands travaux, notamment dans
l'agglomération parisienne, à la
veille de la présentation devant
le conseil des ministres de ses
« propositions urgentes » pour la
première région de France, à
l'heure où s'amorce une large
réflexion sur la révision du
schéma directeur d'aménage-
ment et d'urbanisme de la région
capitale, l'Ile-de-France est, plus
que jamais, sous les feux de
l'actualité. L'enjeu est à la fois
politique et économique.

Que personne ne s'en étonne :
l'issue du débat d'aujourd'hui
marquera, si elle s'inscrit dans le
bon sens, le décollage de la for-
midable puissance économique
de demain que sera l'Ile-de-
France. Autrement, toutes les
craintes sont permises.

Avec l'ouverture des fron-
tières, la disparition progressive
des obstacles juridiques,
l'Europe offre à tous ses mem-
bres une nouvelle dimension de
l'espace économique et humain.
Elle fait émerger des métropoles
à la fois plus solidaires et plus
concurrentes. La région capitale
se doit de devenir la capitale éco-
nomique et culturelle de
l'Europe. Elle en a les atouts : sa
position centrale au carrefour de
l'Europe du Nord et du Sud, son
important réseau de communica-
tion qui met en moins de trois
heures cent millions d'Européens
aux portes de Paris, le nombre et
la diversité de ses entreprises, la
qualité de son appareil de forma-
tion et de recherche, son patri-
moine culturel et artistique.

Toutefois, ses atouts ne suffi-
sent pas. Il faut lui donner les
moyens de sa réussite. L'Ile-de-
France ne pourra devenir l'Ile
d'Europe que si une politique
dynamique, constructive et pro-
spective la soutient et l'accompa-
gne dans cette ambition légitime.
Tel était le sens du projet Ile-de-
France 2000 que j'ai proposé, au
printemps 1986, et qui n'avait
d'autres objectifs que de conférer
à la région capitale une plus
grande compétitivité en offrant
aux dix millions de Franciliens le
cadre de vie le plus épanouissant
possible.

Je ne doute pas que les
« urgences » s'inscrivent dans la
recherche de tels objectifs. C'est
vrai qu'il faut tendre vers un
développement équilibré de
l'ensemble de la région. C'est
vrai qu'il faut relancer la
construction de logements
sociaux comme la réalisation de
grandes infrastructures de trans-
port. Et le moins que l'on puisse
dire, c'est que le contrat de Plan
qui prévoit, de 1989 à 1993, 24
milliards de francs de crédits,
s'avère tout à fait insuffisant
pour relever le défi de la concu-
rence européenne et améliorer la
qualité de vie des habitants. On

ne peut échapper — cela est vrai
aussi — à la mise en place de res-
sources nouvelles. Mais il ne faut
pas que, sous couvert
d'urgences ou de nécessités,
apparaissent les fantômes, sou-
dain ressuscités et fortifiés,
d'une dictature administrative et
d'un autoritarisme politique, fan-
tômes que cache mal le voile
d'une hâtive consultation.

Ainsi revoit-on le spectre de
l'aggrégation planer au-dessus des
nouveaux bureaux de la région.
Ce retour en arrière, qui remet
au — mauvais — goût du jour le
principe de l'intervention publi-
que, allant ainsi à l'encontre de
l'économie de marché et de la
décentralisation, est tout simple-
ment inacceptable. D'abord
parce qu'il ne s'agit plus de pro-
téger la province contre Paris,
mais de jouer l'Europe ensemble,
c'est-à-dire toutes les métropoles
françaises de concert. Ensuite,
parce qu'une telle mesure met-
trait à coup sûr la région capitale
à l'index de nos voisins euro-
péens et de tous les investisseurs
étrangers.

Le fantôme
de l'autoritarisme

De même, la volonté de créer
2 mètres carrés de logement
pour chaque mètre carré de
bureau est, certes, d'inspiration
généreuse, mais elle n'est pas
réaliste. A l'exception des zones
d'aménagement où l'on peut pré-
voir une répartition équilibrée
entre logements, locaux d'acti-
vités et divers équipements, rares
sont les projets conséquents de
construction de bureaux qui per-
mettent, à proximité, une com-
pensation en termes d'habitat.
La prestigieuse Grande Arche
de la Défense n'a pas entrainé,
que je sache, la mise en chantier
simultanée de quinze mille loge-
ments. Ces procédures-ratios
imposées n'auraient pour ré-
sultat que de saper toutes les
chances de l'Ile-de-France dans
sa course pour devenir la pre-
mière place économique et finan-
cière d'Europe.

A côté de ce spectre de dicta-
ture administrative se profile un
autre fantôme : celui de l'autori-
tarisme politique. L'on est bien
d'accord pour dégager des
recettes supplémentaires afin de
financer les besoins en équipe-
ment, car si l'accroissement de
richesses en région capitale est
probable, il ne sera pas suffisant
pour autant. C'est la raison pour
laquelle le renforcement des res-
sources régionales ne peut
s'appuyer que sur le potentiel
économique global. Aussi suis-je
partisan d'une taxation raisonna-
ble et modulée sur la totalité du
parc de bureaux, en incluant
impérativement ceux des entre-
prises et administrations publi-
ques mais en excluant les petites

surfaces. Celle-ci devrait rap-
porter un bon milliard de francs
par an.

Aussi suis-je partisan, pour les
mêmes motifs, de la diversifica-
tion des modes de financement
des infrastructures. Je pense à
l'opportunité d'un certain nom-
bre de concessions, et pas seule-
ment à celles qu'en accord avec
la région, le gouvernement de
Jacques Chirac a déjà décidées.

Mais, les recettes supplémen-
taires, directement issues de
l'activité économique et du dyna-
misme de l'Ile-de-France, ne doi-
vent pas représenter pour l'Etat
l'occasion inespérée de disposer,
à sa guise et de manière autori-
taire, de moyens financiers
faciles. Or, le risque est réel de
voir l'Etat s'approprier, à la pre-
mière nécessité budgétaire, les
recettes perçues au détriment du
financement des équipements
régionaux, lorsque l'on apprend
que la redevance sur les bureaux
serait rattachée directement au
budget général de l'Etat et que
la prétendue péréquation entre
communes dites riches et com-
munes dites pauvres se ferait par
confiscation de recettes fiscales.

Non seulement en procédant
ainsi, l'Etat ouvrirait le champ
de l'arbitraire, mais de plus, il
dénierait à la région le droit
d'exercer le rôle qui est le sien :
celui d'aménager, avec l'Etat,
l'espace et le temps d'un terri-
toire commun.

La seule façon de réussir l'Ile-
de-France du troisième millé-
naire est de recourir au partenar-
iat Etat-région, c'est-à-dire à
une authentique corresponsabilité
aussi bien pour la définition d'un
nouveau schéma d'aménagement
que pour la gestion des finance-
ments de grandes opérations
régionales. C'est pourquoi je
plaide pour la mise en place d'un
fonds régional unique qui serait
cogéré par l'Etat et la région,
dont le but serait de financer
exclusivement les investisse-
ments des grandes infrastruc-
tures régionales et la constitution
de réserves foncières, sans les-
quelles il est utopique de parler
de relance du logement. Ce
fonds serait notamment alimenté
par la redevance sur les bureaux
neufs, le produit de la taxation
additionnelle sur l'ensemble du
parc, le produit excédentaire des
concessions et toute autre res-
source liée à l'activité écono-
mique régionale.

Laïcité en péril
ou enfants otages ?

LES trois adolescentes invi-
tées à ne plus fréquenter
leur collège au prétexte
qu'elles entendaient porter le
« kiltier » (foulard) en classe
viennent d'être autorisées à y
revenir. Elles devront abaisser
leur foulard sur leur cou durant
les cours. Un compromis satis-
faisant pour tous, mais à quel
prix ?

En affichant leur religion,
elles se livraient à une provoca-
tion intolérable dans l'école
publique et laïque, affirme-t-on
du côté de la direction, sinon à
un prosélytisme déviant lequel
se profile le spectre de l'inté-
grisme khoméniste.

Certes le milieu scolaire doit
être protégé de ces débats.
Mieux, il doit veiller à une
stricte neutralité. On aurait rai-
son de s'opposer à la distribu-
tion de tracts au sein ou à la
porte du collège pour appeler à
la construction d'une mosquée.
Reste que l'argument avancé et
la solution retenue ne manquent
pas de surprendre, comme le
silence des militants de la laï-
cité, des droits de l'homme et
des droits des enfants.

La laïcité n'est-elle pas
d'abord la tolérance de l'autre
et la stricte égalité de traite-
ment ? Pourquoi ne pas être
également choqué que des
enfants et des adultes au sein
de l'école affichent leur
croix ou portant la croix ou
l'étoile de David ? Leur
demande-t-on de retirer leurs
médailles sous leurs pulls
durant les cours ? La présence
d'aumôniers au sein des lycées
n'a-t-elle pas de quoi surpren-

dre un jeune musulman ou un
jeune juif ? A-t-on jamais songé
à demander aux sœurs d'en-
lever leur cornette lorsqu'elles
s'installaient sur les bancs
d'une faculté publique ?

L'évolution des rythmes scolas-
saires à laquelle tous les pédo-
gogues et tous les parents ap-
préhendent n'est-elle pas aujourd'hui
liée à la découverte dans
l'emploi du temps hebdoma-
daire d'une nouvelle plage de
temps où l'école accepterait de
ne pas organiser d'activités
concurrentes pour permettre le
catéchisme ?

En vérité, derrière cette
affaire, la laïcité a bon dos.
C'est bien le peur de l'autre qui
se profile. Les chrétiens sont
majoritaires, les israélites sont
intégrés, et nous découvrons
que les musulmans constituent
la deuxième religion de France.

Je comprends la peur de
l'intégrisme, mais en l'espèce,
les enfants ne sont-ils pas pris
en otage au mépris de l'esprit
de la Convention internationale
sur les droits de l'enfant que
l'Assemblée générale de l'ONU
adoptera le 20 novembre pro-
chain et dont le président de la
République a d'ores et déjà
annoncé solennellement, le
10 juin dernier, que la France
serait signataire sans réserve ?

N'y a-t-il pas deux poids et
deux mesures dans notre
acceptation de la laïcité ? N'est-
ce pas là la vraie menace ? Je
demande à comprendre.

J.-P. ROSENZWEIG
magistrat, Paris

TRAIT LIBRE



Mythes

La « petite histoire » du sport

par Michel Caillaud

« L'ONGO dépasse Coppi »,
« Longo rejoint Anque-
til », le record du
monde de l'heure de la « Super-
woman » du cyclisme français a
déclenché une véritable pluie de
superlatifs et de diatribes
propres au monde enchanté du
sport. Malgré les dénégations
répétées de la majorité des
« acteurs » (pratiquants, diri-
geants, hommes politiques, écri-
vains, journalistes), nous savons
bien que l'histoire du sport est
avant tout l'histoire de ses
mythes : mythe de la nature
humaine et de l'instinct sportif,
mythe de la permanence du
sport à travers les âges, mythe de
la quête ininterrompue d'un
idéal perdu, cette fameuse idée
olympique « vieille de deux mille
ans ».

Mais l'histoire du sport c'est
également la « petite histoire »
des grands hommes, des événe-
ments extraordinaires et des
fabuleuses épopées. Dans la
monotonie du quotidien, le
roman de la vie exemplaire des
généralistes de la route et des princes
du stade apporte au commun des
mortels sa part de rêve et de
consolation.

Le Tour de France est l'une de
ces épopées qui consacrent à tout
jamais — mythe de l'éternité —
des héros hors du commun. Jean-
mie Longo fait d'ores et déjà par-
tie de ces héros qui parcourent le
siècle (n'a-t-on pas entendu
qu'on parlerait encore de son
record dans trente ans ?) à tra-
vers cette question centrale et
puérile : qui est le meilleur ? La
pensée sportive est une pensée de
l'archive et du classement qui
abolit le temps et l'espace pour
dresser l'inventaire des plus fan-
tastiques champions de toute
l'histoire de l'humanité : Hinaut
était-il plus fort que Bartali ?
Platin était-il supérieur à Kops ?
Tyson efface-t-il Clay ?

Certains observateurs
s'emploient régulièrement à
répondre à ces questions et il suf-
fit d'ouvrir les « bons » livres
pour apprendre par exemple que
« sur la période 1942-1964
Coppi (avec 349 points)
devance Anquetil (283)
et Bobet » ou bien encore que
« Jesse Owens (10"2 en 1936)
serait aujourd'hui en 9"9 cer-
tain ». Pour donner de la crédibi-
lité à leur démarche, les nom-
breux adeptes de la comparaison
transhistorique abusent des chif-
fres et des paramètres. Ils inven-
tent alors, en toute « rigueur
scientifique », l'affrontement
« loyal » entre les athlètes des
années 20-30 habitués aux pistes
en cendrée ou aux bicyclettes
lourdes comme du plomb et les

champions du temps présent
adeptes des pistes synthétiques
et des machines à roues lenticu-
laires.

La référence aux experts et
aux mathématiques ne saurait
masquer l'absurdité d'un pro-
cédé parfaitement illustré cha-
que année par la désignation du
« champion des champions ». La
vie est sans fin, un organe de
presse n'ayant pas hérité en 1980
à faire de Palé le « champion des
champions au hit-parade sportif
du siècle ». On pourrait d'ail-
leurs pousser la manie classifica-
toire dans le domaine de l'art :
Beethoven est-il meilleur que
Mozart ? Mahler domine-t-il
tout le monde ? On, mieux
encore, Picasso n'est-il pas le
« champion des champions au
hit-parade des arts » devant
Rodin et Brahm ?

L'infériorité
de la femme...

Avec une piste entièrement
refaite, une préparation minu-
tieuse et... secrète, un matériel
ultra-sophistiqué, qu'aurait fait
Coppi en 1989 sur l'anneau
mexicain ? La question n'a pas
de sens comme n'ont pas de sens
ces grands matches à travers les
siècles qui, nous dit-on (alibi
facile), plaisent aux lecteurs. Et
dans le cas de Longo ce qui cho-
que plus encore dans tous les dis-
cours c'est une espèce de misogynie
à rebours. Ceux qui disent
« elle a battu Coppi » pensent
« elle a quarante ans de retard ».

Le sport développe sans provo-
quer la moindre réaction un
sexisme militant qu'on ne
retrouve pas seulement dans les
vestiaires ou pendant les trois
siècles mi-temps mais dans la
pratique elle-même (voyez les
tests de féminité). La première
violence faite à la femme est
d'ordre symbolique. Elle tient à
l'infériorité des performances
féminines. Longo 1989 bat
Coppi 1942 et Anquetil 1956
mais reste loin derrière Moser
(cinq kilomètres en une heure).

Jean Giraudoux écrivait en
1928 : « Le sport reste la seule
occupation où les femmes acceptent
le principe qu'elles sont
inférieures à l'homme et incapables
de concourir avec lui (1) ». Malgré
le flot de superlatifs et de
dithyrambes, il semble bien
que sur le fond le discours n'a
pas changé.

(1) Jean Giraudoux, *Le Sport*,
Paris, Ed. Grasset, 1977, p. 198.

► Michel Caillaud est l'auteur de
Philosophie du sport en France
(Editions de la Passion, 1988).

ECOLE D'INFIRMIERES

ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS

- 25 centres de formation
- Une formation théorique et pratique gratuite de 3 ans
- Des contrats logement-études
- Des stages dès la 1^{re} année dans les 50 hôpitaux de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris

ADMISSION SUR CONCOURS

(clôture des inscriptions le 17 novembre)

ouvert aux titulaires :

- d'un baccalauréat ou titre équivalent
- ou de l'examen de niveau pour l'admission en école paramédicale
- ou d'une attestation d'expérience professionnelle délivrée par une D.D.R.A.S.S.

INFORMATIONS ET INSCRIPTIONS :
05 200 200 (appel gratuit)LA GARANTIE D'UN METIER
ET D'UNE COMPETENCE

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Sautet
Administrateur général : Bernard Wouss

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 05

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

مكتبة الأمل

ÉTRANGER

SUÈDE : soupçonné du meurtre d'Olof Palme en 1986

Christer Pettersson est acquitté par la cour d'appel de Stockholm

La cour d'appel de Stockholm a décidé à l'unanimité, jeudi 12 octobre, d'acquitter Christer Pettersson, condamné en juillet dernier en première instance à la prison à perpétuité pour le meurtre, en 1986, du premier ministre Olof Palme, « les preuves retenues contre l'accusé étant insuffisantes ». Le verdict sera officiellement rendu le 2 novembre (nos dernières éditions du 13 octobre).

STOCKHOLM

de notre correspondante

En prison depuis le 14 décembre dernier, Pettersson a été relâché dans les heures qui ont suivi la décision des juges. « Je suis surpris de cette décision. Je n'aurais jamais cru que je serais acquitté même si je suis innocent », a-t-il déclaré à la presse. Refusant la protection de la police, qui lui avait proposé de le loger à l'abri des curieux, il a tenu à rentrer à son domicile dans la banlieue nord de Stockholm pour « arroser » sa liberté avec son voisin de palier. Plus tard dans la soirée, il faisait une apparition devant les journalistes, photographes et caméramans pour dire notamment qu'il n'avait « aucune envie de demander des dommages et intérêts. Pas un rond ! Mais ça serait vraiment bien si Lisbeth Palme et moi pouvions un jour nous rencontrer. Ce serait merveilleux... ». Au cours du procès, la veuve de l'ancien premier ministre social-démocrate l'avait identifié à plusieurs reprises comme l'assassin de son mari.

L'affaire Christer Pettersson pourrait être portée devant la Cour suprême, le cas étant exceptionnel, mais cela reste à décider. Quant à l'enquête policière, si elle n'est pas abandonnée, elle aura du mal à se poursuivre, après ce nouvel échec.

Retour à la case départ

Trois ans et demi après le meurtre, c'est pratiquement le retour à la case départ avec encore moins de chances d'arriver un jour au but. Si, en Suède, 95 % des enquêtes criminelles aboutissent, celle-ci risque désormais d'entrer dans la catégorie des 5 % qui ne trouvent pas de solution. Seule la justice tire aujourd'hui son épingle du jeu. Bâtonné par M. Hans Holm, le préfet de police de Stock-

holm, qui avait fait capoter la première enquête, sabotant ainsi les chances de réussite de celle qui suivait, la justice, de nouveau mise à mal par une première condamnation de Christer Pettersson, s'est réhabilitée. Elle n'avait guère de preuves irréfutables contre l'accusé. Coupable ou non, elle a décidé de le relâcher.

Dans le climat de surexcitation médiatique qui dure depuis dix mois et qui avait été nourri par le verdict de la première instance, ce n'était pas chose facile que de garder la tête froide et de ne juger que sur le matériel présenté, sans tenir compte de la notoriété et de la situation du principal témoin, à savoir M. Palme.

Des deux femmes face à face, aussi tenaces l'une que l'autre — la présidente du tribunal, M^{me} Birgitta Blom, et la veuve du premier ministre, M^{me} Lisbeth Palme, — c'est donc la première qui l'aura emporté. La magistrate avait tenu à toutes les exigences formulées par M^{me} Palme pour sa comparution devant la cour. Celle-ci était l'atout majeur de l'accusation, la seule à avoir vu de près le meurtrier, et qui affirmait que Christer Pettersson est celui-ci. Plus sévère que son collègue des assises, M^{me} Blom avait interdit la retransmission du procès à la radio. Mais plus minutieuse, aussi, elle a cherché la précision dans les détails du témoignage catégorique de M^{me} Palme — qu'aucun véritable procès-verbal d'interrogatoire antérieur ne pouvait permettre de vérifier, puisqu'il n'y en avait pas ! Elle y a trouvé de nombreux éléments flous, comme dans la plupart des autres témoignages. L'enquête aura maintenant beaucoup de mal à repartir.

Après trois ans et demi de tumulte, d'erreurs, d'abus de pouvoir, de scandales, de démissions en chaîne et de troubles ramifications politiques qui ont ébranlé les institutions, que reste-t-il maintenant sinon une grande lassitude devant l'absence totale de résultat tangible ? Christer Pettersson sera acquitté, mais pas pour autant blanchi. Et on entendra encore parler de lui. Après vingt ans de délinquance, et de nombreux séjours dans des établissements psychiatriques, sa sécurité matérielle semble en tout cas aujourd'hui assurée. Mais qu'il ne refuse, comme il l'a fait après les premiers verres de vodka de sa liberté retrouvée, de confortables dommages et intérêts.

FRANÇOISE MÉTO

URSS : après la répression sanglante à Tbilissi en avril

Une commission d'enquête géorgienne met en cause plusieurs responsables à Moscou

La tragique dispersion d'un meeting à Tbilissi, qui fit une vingtaine de morts dans la nuit du 8 au 9 avril dernier, a déjà eu d'importantes suites politiques. Des informations ont été ouvertes au parquet de l'URSS, et une commission créée fin mai par le congrès des députés est à pied d'œuvre, sous la présidence de M. Alexan-

dre Iakovlev, le principal allié de M. Gorbatchev au bureau politique. Elle n'a pas encore remis son rapport, mais une autre commission, constituée dès avril par le Soviet suprême de Géorgie, vient de remettre ses conclusions publiées, le 5 octobre, par le quotidien de Tbilissi, Zaria Vostoka. Il en ressort que plusieurs diri-

geants de Moscou sont impliqués dans cette sanglante bavure. Le dissident Sergueï Grigoriants a déclaré dans un entretien publié par plusieurs quotidiens régionaux français, vendredi 13 octobre, que les événements de Tbilissi avaient été « planifiés pour servir de prétexte à instaurer l'état d'urgence dans l'ensemble du pays ».

Le rapport de la commission géorgienne, publié sous la signature du juriste Chavgulidze, est extrêmement sévère pour l'action de l'armée. On y admet, certes, que l'ordre déployé sur la place centrale de Tbilissi au cours d'un meeting permanent commencé le 4 avril, était « extrême » (notamment : « A bas le régime communiste ! », « A bas l'impérialisme russe ! », « L'URSS est la prison des peuples »). Mais « il ne contenait aucun appel à l'action et ne pouvait modifier la courbe pacifique du meeting ». Plus que la grève de la faim que poussaient une partie des manifestants.

La citation tronquée de M. Loukianov

Mais il y a des responsables également à Moscou, à titre divers. D'abord, M. Loukianov, le premier adjoint de M. Gorbatchev à la tête de l'État, qui, donnant lecture aux députés du télégramme reçu le 7 avril de la direction géorgienne, l'ajouta de ses propres « opérations », « donnant l'impression, ajoute le rapport, que toutes les mesures prises pour la normalisation de la situation [à Tbilissi] avaient été prises à l'insu du centre (...) ce qui ne correspond pas à la réalité ».

De fait, en l'absence de M. Gorbatchev, qui rentra de Grande-Bretagne dans l'après-midi du 8 avril, la situation en Géorgie avait été longuement discutée à Moscou. Une première fois le 7 avril, lors d'une conférence tenue sous la présidence de M. Ligatchev, en présence de MM. Slioukov, Tchebrikov, Medvedev, Lioukhanov, Razoumovski et du général Iazov, tous membres ou suppléants du politburo, ainsi que M. Krioutchikov, président du KGB. Cette conférence, révèle le rapport, « décida de satisfaire la demande du PC géorgien de lui fournir une aide militaire. C'est sur la base de cette décision que les ministères de la défense et de l'intérieur de l'URSS donnèrent les ordres pour envoyer en Géorgie les contingents correspondants ». Une seconde réunion eut lieu

le 8 avril, avec le même effectif, mais en l'absence de M. Ligatchev (M. Tchebrikov en assumait la présidence).

Pourtant, les jeux étaient faits dès la première réunion. Le 7 avril, le général Iazov ne s'était pas contenté d'envoyer le général Rodionov à Tbilissi avec l'ordre de prendre en main la situation (et nous avons vu que l'intéressé n'était pas convaincu du bien-fondé de cette décision). Il envoyait aussi, sur place son bras droit, le général Kouchkov, premier vice-ministre de la défense depuis janvier (et ancien commandant de la région militaire de Transcaucasie). Les « durs » avaient alors le vent en poupe, et l'on comprend que M. Putschvili, après un coup de téléphone le même jour avec l'entourage de M. Gorbatchev, qui venait de rentrer de Londres, refusa la proposition de ce dernier d'envoyer sur place M. Chevardnadze : la présence d'un « libéral conciliateur » n'était déjà plus souhaitable.

Ajoutons encore la présence à Tbilissi, à tous les stades des décisions précédant la répression, de deux appareils du comité central chargés de surveiller la Transcaucasie pour le compte de Moscou, MM. Viktor Lobko et Alexandre Seïvanov. Détaïl à noter : le second est un ancien de Stavropol, le fief de M. Gorbatchev.

MICHEL TATU

A TRAVERS LE MONDE

TCHÉCOSLOVAQUIE
M. Jakes s'inquiète du soutien dont l'opposition bénéficie dans certains pays socialistes

Le comité central du Parti communiste tchécoslovaque (PCT) a décidé de camper sur ses positions, tout en exprimant sa préoccupation face aux développements récents chez certains de ses voisins du pacte de Varsovie. Lors d'une session plénière qui s'est terminée le jeudi 12 octobre à Prague, M. Mlados Jakes, secrétaire général du PCT, s'est inquiété de l'apparition d'un « phénomène nouveau ». Les groupes tchécoslovaques d'opposition, a-t-il dit, sont maintenant soutenus « non seulement par l'Occident, mais aussi par divers groupes d'opposition, et aussi légaux, de quelques pays socialistes, principalement la Pologne et la Hongrie (...). Les activités de certains groupes en URSS ont également une influence ». Invité par un journaliste du quotidien du gouvernement soviétique les invités à préciser la signification de cette dernière remarque, les responsables du comité central du PCT ont observé un silence embarrassé.

M. Jakes a insisté dans son rapport devant le comité central sur le fait qu'il fallait « permettre l'adhésion de tous ceux qui, par leurs activités et leur attitude, soutiennent activement la politique du PCT, y compris ceux qui avaient perdu leur qualité de membre » après les événements de 1968. Il n'est cependant nullement question pour la direction du PCT de remettre en cause le document L'apogée des années de crise, à partir

duquel la politique de normalisation a été élaborée, a indiqué un autre membre du comité central, précisant que ce document « servirait de base pour les nouveaux statuts et le programme du PCT », qui doivent être adoptés prochainement. — (AFP.)

POLOGNE
Varsovie demande à Moscou une enquête sur le massacre de Katyn

Le procureur général de l'URSS a été officiellement invité par son homologue polonais à ouvrir une enquête sur le massacre de Katyn, a annoncé jeudi 12 octobre l'agence de presse polonaise PAP. Ce massacre « revêt le caractère d'un crime contre l'humanité, et il ne saurait y avoir prescription », a estimé le magistrat polonais.

Près de quinze mille officiers polonais avaient été faits prisonniers après l'invasion de la Pologne par l'armée rouge, le 17 septembre 1939. Les corps de près de cinq mille d'entre eux, tués d'une balle dans la nuque, ont été exhumés de fosses communes, en 1943, dans la forêt de Katyn, près de Smolensk, en Biélorussie. Le sort des dix mille autres demeure inconnu.

Le procureur de Pologne a également demandé à son collègue soviétique d'instruire le procès en réhabilitation de seize anciens chefs de la résistance polonaise, condamnés à de lourdes peines de prison, en mai 1945, à Moscou, puis portés disparus. — (AFP.)

Prochaine visite en URSS de M. Mazowiecki. — Le premier ministre polonais, M. Tadeusz

Mazowiecki, doit se rendre en visite officielle à Moscou au mois de novembre, a annoncé, jeudi 12 octobre, M. Natorf, secrétaire du Comité central du POUP. M. Natorf a indiqué, en outre, aux parlementaires, dans un compte rendu de son récent voyage dans la capitale soviétique, que l'URSS dédommagerait la Pologne pour la déportation pendant la guerre, de quelque deux millions de Polonais en Sibérie. — (AFP.)

CORÉE DU SUD
La résidence de l'ambassadeur américain à Séoul occupée par les étudiants

Six étudiants armés de bombes de fabrication artisanale ont pénétré, vendredi 13 octobre, dans la résidence de l'ambassadeur américain à Séoul, M. Donald Gregg, pour réclamer que Washington cesse ses pressions commerciales, a-t-on appris auprès de la police sud-coréenne et du département d'État américain.

Enveloppés dans des drapaux nationaux, les étudiants ont fait irruption dans l'enceinte du bâtiment à 6 heures locales après avoir fait exploser une bombe lacrymogène afin d'éloigner le personnel de sécurité. Le groupe s'est ensuite enfoncé chez l'ambassadeur pour débuter un sit-in. Une équipe de police anti-émeutes a réussi à déloger les étudiants au bout d'une demi-heure.

« L'ambassadeur et sa femme ont quitté les lieux sains et saufs », après l'attaque, a déclaré le porte-parole du département d'État américain, en soulignant que cet incident « n'affecte en aucun cas l'amitié entre les peuples coréen et américain ». — (AFP, AP.)

Selon l'agence Tass

Le trafic ferroviaire est rétabli entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie

Moscou. — Selon une dépêche de l'agence Tass datée de Bakou, le trafic ferroviaire de marchandises a « entièrement repris » entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. « Trois convois d'essence et de gaz-oil, précise l'agence, ont traversé [jeudi 12 octobre] les stations de jonction reliant les deux républiques » et « les cheminots azerbaïdjanais ont remis à leurs collègues arméniens plus de cent cinquante citernes de carburant ».

La levée du blocus imposé depuis septembre par les Azerbaïdjanais sur les voies ferrées menant en Arménie a été annoncée à plusieurs reprises au cours des derniers jours, mais c'est la première fois qu'il est fait état du passage de citernes de carburant. Mercredi encore, les Arméniens dénonçaient la poursuite du blocus « sous une autre forme », notamment par l'envoi de produits endommagés ou rendus inutilisables.

L'information donnée par Tass reste, pour le moment en tout cas, sujette à caution. Jeudi, le ministre soviétique des chemins de fer, M. Nikolai Konarev, cité par la presse de Moscou, indiquait que les Azerbaïdjanais avaient demandé au Front populaire de Géorgie de bloquer les convois en provenance de cette république et se dirigeant vers l'Arménie. Cet appel étant resté sans réponse, ajoutait-il, les Azeris s'approprièrent à étendre leur blocus à la Géorgie elle-même.

Toujours selon M. Konarev, les problèmes engendrés par le blocus azerbaïdjanais se propagent à toute l'Ukraine et jusqu'au sud de l'Oural. Le blocage d'environ mille trois cents convois dans différents points du pays, a-t-il dit, affecte désormais l'économie nationale toute entière. — (AFP.)

Science politique et démocratie

Pierre Favre

Naissances de la science politique en France 1870-1914



Fayard

L'espace de la politique

336 p. 140 F

Le fait que la science politique se constitue, enfin, en discipline autonome, doit-il être interprété comme l'heureuse contrepartie de la faillite des idéologies ? Cette question, dont les enjeux sont considérables, donne sa vraie dimension à l'essai magistral de Pierre Favre sur les origines de la science politique en France... La réflexion la plus stimulante et la plus limpide sur les rapports du citoyen et de la politique que l'on puisse lire en ce moment, écrite avec un sens pédagogique qui confine au génie.

Alain-Gérard Slama, Le Figaro

Sociologue, Pierre Favre privilégie évidemment l'approche sociologique de la politique, notamment contre celle de la philosophie du droit. Son livre en est un riche et stimulant exemple.

Thomas Ferenzy, Le Monde

FAYARD

PROCHE-ORIENT

LIBAN : la réunion des députés à Taëf

Un accord est en vue sur un rééquilibrage institutionnel en faveur des musulmans

Au troisième jour de leurs débats et pressés d'en finir par les ministres des affaires étrangères du comité tripartite (Arabie saoudite, Algérie, Maroc), les soixante-deux députés libanais réunis à Taëf ont quasiment abouti, tard dans la nuit du jeudi 12 octobre, à un accord sur la refonte du système politique confessionnel qui régit le Liban depuis 1943.

TAËF (Arabie saoudite)
de notre envoyée spéciale

Deux points concernant les conditions d'emploi de l'armée et l'abolition interne du confessionnalisme restent à régler, mais cela ne devrait pas remettre en question le consensus très laborieusement élaboré par un comité de vingt-sept députés représentant toutes les tendances.

Cet accord doit cependant encore être approuvé en séance plénière, et les députés du camp chrétien ont subordonné leur approbation finale de ce texte, qui ne concerne que les réformes, à celle du document d'entente nationale dans son entier, dont le chapitre le plus épineux, celui de la présence syrienne, n'a pas encore été abordé. « Si nous ne nous mettons pas d'accord sur un chapitre du document, les accords antérieurs sur les autres sont caducs », a ainsi déclaré, jeudi soir, M. Georges Seadé, figure de proue du camp chrétien, avant d'ajouter : « Il n'est pas question que nous rentrions à Beyrouth avec le seul accord sur les réformes. »

Cette déclaration a été faite après une nouvelle et très sévère mise en garde du général Aoun aux députés pour leur rappel notamment « que des réformes ne sauraient avoir lieu que sur un territoire libre et pour un peuple libre, et qu'il n'y aura pas de réforme politique en dehors d'un Liban souverain et indépendant ». C'était comme une réponse au chef du gouvernement militaire chrétien, qui, avant même leur départ pour Taëf, avait déjà mis en garde les députés de son camp contre toute « trahison ».

Les propos violents du général Aoun — qui a encore déclaré que « la guerre de libération [contre l'occupant syrien] ne s'arrêtera pas à cause d'une réunion qui tente de faire avorter ses objectifs », ajoutant : « Ce qu'ils font à Taëf est faux, le parrainage arabe est faux, et les objectifs de cette réunion sont faux », — ont fait monter la tension parmi les députés du camp chrétien. Ils ne vont pas faciliter la discussion qui devrait s'engager avec le comité tripartite arabe, tant le pouvoir des députés est limité à propos de la présence syrienne.

La seule promesse faite à cet égard par le comité tripartite aux députés de ce camp se limite, en effet, une fois l'accord sur les réformes acquis, à celle de les aider à obtenir « quelque chose dans toute la mesure du possible » pour satisfaire un tant soit peu leur demande de garanties sur un retrait syrien. Le document arabe ne préconise qu'un regroupement des troupes syriennes dans l'est du Liban dans un délai de deux ans maximum, au-delà duquel « le gou-

vernement syrien signera avec le gouvernement libanais un accord prévoyant l'importance de ces forces et la durée de leur présence dans ces régions ».

En attendant un accord sur ce point crucial, la quasi-adoption des réformes politiques en discussion depuis plus de quinze ans n'en constitue pas moins un premier pas d'importance et, jusqu'à la dernière minute, les tractations ont été particulièrement âpres, notamment au sein des trois grandes communautés dominantes au Liban, les chrétiens maronites, les musulmans sunnites et chiites, les druzes, oubliés du document, se faisant pour leur part fermement entendre. S'il devait être appliqué, ce document représente, en effet, quarante ans après l'indépendance du Liban, « un compromis historique dans le Liban confessionnel, rééquilibrant très nettement les pouvoirs en faveur des musulmans », devenus aujourd'hui majoritaires par rapport à la communauté chrétienne.

Soucieux, toutefois, des équilibres à respecter, des craintes à apaiser, des souhaits à réaliser, le texte proposé par le comité tripartite arabe et dont les députés se sont assez peu écartés, sauf dans les détails, transfère l'essentiel du pouvoir exécutif, détenu jusqu'ici par le président de la République (un maronite), à un pouvoir collégial, celui du conseil des ministres, au sein duquel la parité est de règle entre chrétiens et musulmans.

Si les présidences de l'Etat, du conseil des ministres, de la Chambre des députés, restent respectivement aux mains des maronites, des sunnites et des

chiites, le président de la République perd toutefois son contrôle quasi exclusif sur le conseil des ministres, dont il n'est plus membre. Il préside, certes quand il le veut, sans droit de vote, ce conseil, mais n'a plus le droit de le convoquer. Pour le choix du premier ministre, le chef de l'Etat est, d'autre part, soumis à des consultations parlementaires obligatoires et devra informer le président de la Chambre des résultats de celles-ci avant toute nomination. Le chef de l'Etat ne peut plus révoquer le premier ministre ou même un ministre. Enfin, s'il garde son titre de « chef suprême des forces armées », celles-ci sont soumises à l'autorité du conseil des ministres.

L'épineux problème de l'armée

Le problème de l'armée a donné lieu à d'autant plus de discussions que les druzes, avec à leur tête Walid Joumblatt, particulièrement inquiet sur ce point, voulaient des garanties maximales pour que cette armée ne puisse plus être utilisée dans les conflits internes.

En fait, comme l'explique un élu modéré du camp chrétien, « le chef de l'Etat perd le contrôle qu'il avait pratiquement sur tous les rouages de l'Etat du fait que les hommes mis en place lui étaient redevables de leur situation et dépendaient donc de lui ».

Le premier ministre, un musulman sunnite, voit son pouvoir nettement renforcé. Il préside dorénavant le conseil des ministres et est, à ce titre, res-

pensible de l'exécution de la politique générale de l'Etat. Toutefois « le pouvoir exécutif est confié au conseil des ministres » au sein duquel les décisions sont prises à l'amiable ou par vote à la majorité des présents, et dans les cas les plus importants, à la majorité des deux tiers.

La communauté chiite, qui tient la présidence de la Chambre, a vu aussi ses pouvoirs renforcés par le passage de un à quatre ans — avec vote de confiance ou de défiance à la majorité des deux tiers au bout de deux ans, si dix députés le réclament — du mandat du président dont le rôle, notamment dans la formation du cabinet, s'est accru. Le nombre des députés, qui seront dorénavant à parité entre chrétiens et musulmans, a été fixé à cent huit au lieu de quatre-vingt-dix-neuf précédemment.

La question du délai de l'abolition du confessionnalisme réclamée « immédiatement ou au maximum dans cinq ans » par douze députés musulmans, dont les porte-parole des milices, reste à régler définitivement. Mais tout laisse à penser, pour reprendre l'expression d'un élu, que « le confessionnalisme au Liban a encore de beaux jours devant lui ».

Reste que les pouvoirs étant redéfinis, l'importance des hommes demeurera cruciale dans l'application de cette nouvelle charte, dont le fonctionnement sera conditionné par le rapport des forces entre les trois grandes communautés, maronite, sunnite et chiite.

Tel qu'il se présente, ce texte reste toutefois dans l'esprit du pacte national de 1943. Mais

plus que la dépossession d'une communauté, maronite en l'occurrence, au profit d'une autre, il symbolise le passage du pouvoir à une institution pluriconfessionnelle et, comme l'affirme un éditorialiste libanais, « c'est une alliance de confessions. En cela, on peut dire qu'il s'agit plus d'un replâtrage » que d'un changement radical. Mais le Liban y était-il prêt et pouvait-il le supporter ?

FRANÇOISE CHIPAUX

Nouvel enlèvement d'une ressortissante suisse près de Tripoli

Une collaboratrice de la compagnie Swissair a été enlevée, dimanche 8 octobre, dans un village proche de Tripoli, région du nord du Liban contrôlée par les Syriens. Cet enlèvement, survenu deux jours après celui de deux délégués du CICR, disparus le 6 octobre à Saïda (sud du pays), a été tenu secret jusqu'à jeudi 12 octobre, à la demande de la famille.

La jeune femme, qui séjournerait au Liban à titre privé et dont l'identité n'a pas été révélée, a été attaquée par un groupe d'hommes armés qui l'ont emmenée vers une destination inconnue. L'ambassade de Suisse à Damas a noué des contacts avec les autorités syriennes afin d'obtenir leur collaboration.

Un autre ressortissant suisse, M. Peter Winkler, qui travaillait pour le CICR, avait été enlevé en novembre dernier, peu avant le procès d'un chite libanais, Hussein Hariri, condamné à la prison à vie, en février, pour le détournement sur Genève d'un avion d'Air Afrique et le meurtre d'un passager français en 1987. M. Winkler avait été relâché un mois après son enlèvement. — (AFP, AP, Reuters.)

JOURNÉES

Le Monde

PROSPECTIVES

LYON

Les 18 et 19 octobre 1989

ESPACE TÊTE D'OR
103, bd de Stalingrad
69100 Lyon-Villeurbanne

CADRES, JEUNES DIPLOMÉS, MAÎTRISEZ VOTRE AVENIR, PARTICIPEZ AUX 2^{es} JOURNÉES PROSPECTIVES DU JOURNAL « LE MONDE »

**DU MERCREDI 18 OCTOBRE 15 h
AU JEUDI 19 OCTOBRE 20 h 30**



SYNTEC CONSEIL
COMITÉ RECRUTEMENT



CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Des consultants issus de grands cabinets de conseil en recrutement donneront près de trois cents consultations personnalisées aux cadres ayant au moins une première expérience professionnelle et souhaitant bénéficier de conseils sur mesure.

Des cabinets de conseil en recrutement sont présents sous l'égide de leurs deux syndicats, SYNTEC-Conseil (comité recrutement) et la Chambre syndicale nationale des conseils en recrutement.

Ces consultations sont gratuites.

Le public devra se munir d'un curriculum vitae et prendre rendez-vous sur place.

Algoe,
Arche Conseil,
Dominique Barré S.A.,
Capfor,
Cegos Recrutement,
CLEAS,
Cogeplan,
Cog Hébert Conseil,
CPA,
Egor S.A.,
FMI Florian,
Martiane Institut,

Infraplan
Emoult Search,
Michel Jouhannaud
Conseils,
Bernard Julhiet,
Les Conseils en
Recrutement Associés,
Meta Conseil Lyon,
PA Consulting
Group,
Raymond Poulain
Consultants,

Daniel Porte
Consultants,
Pierre Rigollier S.A.,
SEFOP,
SEMA Sélection,
SERIFO,
SODERHU,
Staff Consultants,
Alexandre Tic S.A.,
Jacques Tixier S.A.,
RH Conseil
IBD

AMÉRIQUES

A Bogota, M. Mitterrand a apporté son soutien au président Barco
Drogue et sous-développement : la même guerre

M. François Mitterrand devait rentrer à Paris, vendredi 13 octobre en fin de matinée, au terme d'un voyage de quatre jours au Venezuela et en Equateur. Sur le chemin du retour, il a fait escale à Bogota afin d'assurer le président colombien, M. Virgilio Barco, du soutien de la France et de la Communauté européenne dans sa lutte contre les trafiquants de drogue.

BOGOTA

de notre envoyé spécial

La nuit venait tout juste de tomber sur Bogota. Sur la base aérienne de Catam, M. Virgilio Barco, cheveux blancs, lunettes d'écaille, allure d'un sage professeur, homme « seul dans son pays, dans son parti et peut-être dans son gouvernement », comme dit en confidence M. Mitterrand, était venu jeudi 12 octobre accueillir le président français arrivant de Quito.

Les deux hommes, qui ne se connaissent pas, ont échangé quelques mots puis M. Mitterrand, interrompu par les journalistes colombiens, a déclaré : « Je souhaite à ce pays et au peuple colombien bonne chance dans sa lutte pour la prospérité, l'harmonie et pour la vie. » N'étaient pas les journalistes colombiens, l'admission de M. Mitterrand, qui tout au long de son séjour au parking de l'Airbus, une jeep munie d'une mitrailleuse et les silhouettes armées de fusils-mitrailleurs, la rencontre entre ces deux hommes aurait pu paraître ordinaire.

M. Barco et Mitterrand ont pris place, sans s'attarder, dans une Chevrolet « Caprice » blindée, précédée de motards et d'un camion militaire. Les 18 kilomètres jusqu'au centre de Bogota avaient été parcourus à la vitesse de 100 km/h. Des hommes en armes avaient pris position sur les toits de la place Bolívar, devant le palais du gouvernement, où a eu lieu la cérémonie protocolaire d'accueil. Quelques pistolets-mitrailleurs montraient le bout du canon sous les vestons des gardiens du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR). Rien de très ostentatoire, en tout cas. Le général Mass Marquet, patron de la lutte contre les « narco » et le colonel Le Carro, patron du GSPR, paraissent tout à fait détendus.

Au terme de cinquante minutes d'entretien, M. Mitterrand, premier chef d'Etat occidental à se rendre en Colombie depuis qu'est ouverte la « guerre » contre les trafiquants, a tenu une courte conférence de presse en présence du président colombien. Il a exprimé son soutien à la « solidarité et l'estime » de la France et loué le « courage » du gouvernement colombien engagé dans une entreprise « d'élimination d'un danger qui va bien au-delà de ses frontières ».

Ainsi qu'il l'avait déjà fait à Caracas, première étape de son voyage de quatre jours au Venezuela, en Equateur et en Colombie, M. Mitterrand — mais d'une manière beaucoup plus illustrative et argumentative — a évoqué les problèmes du développement, de la dette et de la drogue. « La racine du mal, a-t-il dit, c'est la misère. » Dès lors, « on ne peut même pas accuser les pauvres gens qui sont les producteurs de base » de la coca. « Il ne suffit pas, a-t-il ajouté, de répondre comme vous le faites aux menaces des trafiquants de drogue. Il faut que tous les pays responsables dans le monde se préoccupent de la façon de réduire la pression du malheur, de la misère. »

Critique des Etats-Unis

Le message du président de la République, à l'intention des pays riches les plus réels, est que le sous-développement est un encouragement à la production de la coca, et qu'il faut donc donner aux pays pauvres ou endettés les moyens de développer d'autres productions lucratives.

L'exemple du café est significatif et le chef de l'Etat français a dénoncé à ce propos le rôle ambigu joué par les Etats-Unis, ces derniers ayant décidé de réduire leurs quotas d'importation de Colombie et provoqué la baisse des cours. Bogota y a perdu 500 millions de dollars. La rentabilité réduite du café encourage la culture de la coca dans le temps même où les Etats-Unis accordent 60 millions de dollars à la Colombie. Pour lutter contre la drogue.

Cette décision sur le café est apparue comme un abandon de la Colombie dans sa lutte contre les trafiquants, a-t-il dit. M. Mitterrand : « Je désapprouve la rupture de la convention sur le café qui a été à des considérations de caractère idéologique sur la liberté du marché. Je saisis la Communauté européenne de cette question. » L'analyse est d'autant plus dans pour les Etats-Unis que M. Mitterrand n'avait cessé d'exprimer, tout

au long de son voyage, un scepticisme profond sur la viabilité du plan Brady (secrétaire américain au Trésor) consacré à la réduction de la dette des pays dits « intermédiaires ».

M. Thatcher avait lancé, il y a quelques mois, la croisade contre la drogue et le sommet de l'Arche, en juillet, s'en était saisi. M. Mitterrand se sera efforcé tout au long de son voyage de lier ce sujet à celui du sous-développement.

Il insiste sur la démarche qu'il a effectuée auprès de ses onze partenaires européens afin qu'ils désignent chacun un coordinateur de la lutte contre la drogue. Il indique que le président du Pérou, M. Alan Garcia, lui a demandé que le CEE participe au plus haut niveau au sommet Colombie-Pérou-Bolivie-Etats-Unis consacré à la culture de la coca et au trafic de cocaïne et ajoute que « s'il le faut, il fera l'effort » d'y aller.

C'est ce message-là — celui d'un chef de guerre contre la drogue et le sous-développement — que le président de la République entendait faire passer à Bogota, voilà pourquoi il s'est efforcé de minimiser le caractère spectaculaire de sa démarche en regard des risques — « infimes », disait-il — qu'elle supposait.

JEAN-YVES L'HOMEAU

PANAMA

Général
« coordinateur » d'un
« régime d'opérateurs »

La nouvelle Assemblée du pouvoir populaire de Panama, dont les 510 membres ont été nommés par le gouvernement le 1^{er} septembre dernier, ont élu un nouveau titre au général Manuel Antonio Noriega. Une semaine après le coup d'Etat manqué, l'homme fort du pays, qui n'était « que » commandant en chef des forces armées, se voit proclamé « coordinateur général des plans et programmes » et « directeur du processus de libération nationale ».

Dans un même élan, l'Assemblée a également approuvé une résolution demandant au pouvoir exécutif de « révoquer le général Noriega » de lui octroyer la fonction d'« organisme du pouvoir populaire » pour remédier à la vacance du Parlement, les élections nationales du mois de mai ayant été ajournées.

Cette « légalisation » du régime n'a cependant pas impressionné les sept chefs d'Etat latino-américains réunis mercredi et jeudi dans la ville péruvienne d'Ica. Les présidents de l'Argentine, du Brésil, de Colombie, du Mexique, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela ont émis leur condamnation formelle du gouvernement panaméen en soulignant dans leur communiqué que « le problème de l'absence de démocratie et de violations des droits de l'homme persiste dans ce pays ». Avant même de connaître les ultimes « aménagements » du régime du général Noriega, le président vénézuélien Carlos Andrés Pérez avait qualifié le pouvoir panaméen de « régime d'opérateurs ». — (AFP, Reuters.)

EN BREF

■ **ETATS-UNIS** : La Chambre approuve une proposition de loi sanctionnant la profanation des drapeaux. — La Chambre des représentants a, par 371 voix contre 43, approuvé un texte qui prévoit des peines pouvant aller jusqu'à un an de prison et 1 000 dollars d'amende pour quiconque « sciemment mutilé, profane, souille, brûle, laisse sur le sol ou péjore un drapeau des Etats-Unis ». Ce texte, déjà approuvé par le Sénat, répond au souhait manifesté avec insistance par le président Bush voici quelques mois (le Monde du 5 juin). — (AFP.)

■ **Rectificatif**. — Dans les deux articles consacrés au Mexique, publiés dans le Monde du 12 octobre, plusieurs erreurs se sont glissées : le PRD, principal parti d'opposition, a obtenu 64 % des voix (et non 26 %) en 1988, dans l'Etat de Michoacan ; dans celui de Chihuahua, le PRI, le parti au pouvoir, a regagné le terrain perdu depuis 1983 (et non 1933) ; le « miracle industriel » auquel est associée la ville de Monterrey a daté de 1941 (et non de 1971) ; 1973, enfin, la formation de droite PAN paraît peu éloignée du PRI (et non du PAN).

ASIE

INDE

Le scandale Bofors au cœur de la campagne électorale

Le gouvernement de M. Rajiv Gandhi a maintenant toutes les raisons de craindre les retombées électorales de l'affaire Bofors (le Monde du 11 octobre).

NEW-DELHI

de notre correspondant

Une conférence de presse organisée jeudi 12 octobre par M. N. Ram, directeur adjoint du journal *The Hindu*, et de nouveaux documents publiés vendredi matin par plusieurs journaux indiens paraissent témoigner des efforts des autorités pour étouffer l'affaire Bofors (1). *The Hindu*, à l'origine de la publication du début de semaine du rapport secret de la commission d'enquête menée sur cette affaire, a renoncé à publier ses révélations, pourtant annoncées.

M. Ram s'est livré à une violente attaque contre le directeur général de son journal, M. G. Kasturi. Celui-ci, a-t-il expliqué, a obtenu aux pressions gouvernementales lui enjoignant de cesser la publication de son enquête. M. Kasturi a reconnu, pour sa part, avoir pris cette décision parce que les nouveaux documents en question ne « méritaient pas d'être publiés ». M. Ram, qui affirme avoir été l'objet de nombreuses pressions ces derniers mois, a la fois de la part du ministre de la défense, de conseillers du premier ministre, de hauts fonctionnaires, voire de M. Gandhi lui-même, s'est donc résolu, devant « ce sabotage et cette censure », à fournir ses pièces à d'autres journaux.

Le document qui apparaît le plus gênant pour le gouvernement est une sorte de compte rendu de réunion signé, d'une part, par le président et le vice-président de la firme suédoise, MM. Per Ove Morberg et Lars Gorthin, d'autre part, par le secrétaire d'Etat indien de la défense, M. Bhattacharya, et plusieurs conseillers du premier ministre.

Les deux parties se mettent d'accord pour approuver d'un commun accord les adresses « des sociétés » (il s'agit des sociétés-écrans domiciliées en Suisse et qui ont reçu d'importantes commissions pour la conclusion du contrat Bofors), « la nature des services rendus », « les sociétés », « les noms de code et les banques » qui ont reçu les paiements, « le mode de paiement », « les numéros de compte », enfin « les noms des personnes ».

Enfin, le document précise que 319,40 millions de couronnes sué-

doises (autant de francs) ont été versées aux « consultants de Bofors » comme prévu par le contrat initial. M. Ram, pour sa part, estime que le montant total des commissions a représenté 14,5 % de la valeur du contrat et non 3 % comme il était dit jusqu'à présent. Rien ne permet pour l'instant d'authentifier les photocopies des documents publiés par la presse indienne.

Il n'en demeure pas moins que, s'il persistait, le silence embarrassé observé jusqu'à par le gouvernement indien aurait valeur de preuve. M. Ram, pour sa part, déclare qu'il a d'autres « munitions » en poche...

LAURENT ZECCHINI

(1) Bofors est le nom d'une firme d'armement suédoise qui a conclu avec l'Inde un gros contrat portant sur la vente de canons.

Le voyage de Jean-Paul II

Dernière étape, l'île Maurice

Le pape est attendu, samedi 14 octobre, à l'île Maurice, dernière étape de son quarante-quatrième voyage à l'étranger. Il doit regagner Rome lundi. Samedi, il s'est rendu à Médan, la principale ville de Sumatra. A la suite de son escale, la veille à Timor oriental, le gouvernement portugais a jugé, dans un communiqué, que « le pape n'a pas eu, au cours de sa visite, un mot ou un geste susceptible d'être interprété comme l'acceptation, par le Vatican, de la thèse de l'intégration de Timor-Est dans le territoire de l'Indonésie ».

Un arc-en-ciel religieux

PORT-LOUIS

de notre envoyé spécial

Est-il au monde un peuple plus croyant que les Mauriciens ? Temples hindous, églises, mosquées et pagodes jalonnent les routes de leur « île plurielle », terre de foi et de tolérance. Dans l'arc-en-ciel religieux de Maurice, le dernier recensement décomptait — en 1983 — quatre-vingt-sept cultes dont vingt-six chrétiens, sectes comprises. Sur un million d'habitants, à peine deux mille osent se dire agnostiques. De fides en pèlerinage, le temps sacré rythme la vie d'une île où l'affiliation religieuse est d'autant plus naturelle qu'elle diste l'indépendance à l'appartenance à l'une ou l'autre des communautés ethniques.

A côté de la majorité indienne — 62 % d'hindous et 16,5 % de musulmans, — Maurice compte 25 % de catholiques (sur 30 % de chrétiens). Ils appartiennent pour la plupart à la « population générale » — non asiatique — qui descend des colons blancs, des anciens esclaves africains et malgaches et des créoles nés de leurs unions. En outre, quatre Chinois sur cinq sont catholiques, les autres, souvent les moins jeunes, vénérant Bouddha.

A Maurice, rapporte la chronique coloniale, la première messe fut dite en 1616 par un jésuite portugais, Manoel d'Almeida. Les Français firent du catholicisme la religion officielle en 1721, six ans après avoir pris la place des Hollandais dans l'île. Depuis l'an dernier, Maurice compte un cardinal, l'évêque de Port-Louis, Mgr Jean Margot, soixante-trois ans. Il accueillit le pape sur sa terre natale samedi 14 octobre. A six cents kilomètres de là, Jean-Paul II passera dimanche quelques heures sur la montagneuse île Rodrigues, une minuscule dépendance de Maurice. Pour les trente-sept mille Rodriguesiens, pratiquement tous catholiques, la venue du souverain pontife sera l'événement du siècle.

Le cardinal joue un certain rôle politique, fût-ce à son corps défendant. Face au gouvernement dominé par les hindous, il incarne un contre-pouvoir symbolique, attentif aux aspirations de la minorité créole. Exemple : la volonté du pape de modifier la procédure de recrutement des professeurs de l'enseignement privé a suscité une récente controverse avec l'Eglise.

Synchrétisme ambiant

Depuis quelques années, la vitalité religieuse de Maurice profite moins au catholicisme qu'à diverses sectes charismatiques, millénaristes, rationalistes ou charismatiques. Dans un pays happé par la modernité, l'Eglise a du mal à suivre et incline au repli frileux. Son cardinal l'a invité à « se renouveler » et à résister à la « tentation du ghetto ».

Maurice étant une mosaïque culturelle et religieuse, le catholicisme n'échappe pas au syncrétisme ambiant. Il cohabite avec quelques vieux rites africains et malgaches — tel le culte des morts — et des pratiques animistes. En cas de besoin, les catholiques empruntent volontiers aux autres religions : ils brûlent des cierges sur les autels hindous ou interrogent les marabouts. En retour, nombre de musulmans consultent les sorciers créoles.

Certains événements religieux animent les communautés. C'est le cas du pèlerinage annuel sur le tombeau du Père Jacques-Désiré Laval, béatifié par Jean-Paul II. Débarqué à Maurice vers 1840, ce prêtre médecin devenu missionnaire s'efforça d'améliorer la condition des anciens esclaves, tout juste affranchis. Chaque 9 septembre, des milliers de croyants — chrétiens, hindous et musulmans — prient côte à côte devant l'église Sainte-Croix de Port-Louis, en même temps que la diaspora mauricienne aux quatre coins du monde. Le saint national de l'île appartient à tous.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

AFRIQUE

ANGOLA

Consultations diplomatiques en France

Des consultations diplomatiques sur l'Angola auront lieu les prochains jours en France. Arrivé jeudi 12 octobre à Paris, le ministre angolais des affaires étrangères, M. Pedro van Dunem Loy, devait se rendre vendredi à Nice pour des entretiens dans la résidence privée où se trouve actuellement le président Mobutu.

Le chef de l'Etat zairois devait recevoir ensuite le chef de l'UNITA, M. Jonas Savimbi, attendu en France samedi, en provenance de Grande-Bretagne, où il devait avoir une rencontre officielle avec le secrétaire au Foreign Office, en marge du congrès conservateur à Blackpool.

Des entretiens sont aussi prévus entre le président Mobutu et M. Herman Cohen, responsable des affaires africaines au département d'Etat américain, qui va passer quelques jours en France après une visite à Bruxelles.

La question angolaise devrait également être abordée au cours de la visite officielle en France de M. Mario Soares, chef de l'Etat portugais, du 16 au 20 octobre.

PARIS-LONDRES

1h45

entre Roissy
et Victoria Station?

Si j'avais su
je n'aurais pas acheté
« A la recherche
du temps perdu. »



HORAIRES VALABLES JUSQU'AU 28.10.1989 INCLUS			
PARIS CDG - LONDRES GATWICK		LONDRES GATWICK - PARIS CDG 1	
POURS	DEPART	ARRIVÉE	N° VOL
PARIS CDG	06H45	07H15	AF 30
PARIS CDG	08H45	09H15	AF 31
PARIS CDG	10H45	11H15	AF 32
PARIS CDG	12H45	13H15	AF 33
PARIS CDG	14H45	15H15	AF 34
PARIS CDG	16H45	17H15	AF 35
PARIS CDG	18H45	19H15	AF 36
PARIS CDG	20H45	21H15	AF 37

air europe

La Business Class de ceux qui savent.

مكتبة الامم المتحدة

POLITIQUE

Le plan d'urgence pour l'Ile-de-France

L'Etat bradera ses terrains pour construire des logements sociaux

Le premier ministre devait présenter au conseil des ministres du vendredi 13 octobre, réuni l'après-midi afin de permettre au président de la République de rentrer d'Amérique latine, une communication sur l'avenir de l'Ile-de-France.

Utilisant déjà cette procédure, le 26 juillet, pour manifester toute l'importance qu'il attachait person-

nellement à ce dossier, M. Michel Rocard avait présenté un plan en trois points. *Primo* : la rédaction d'un Livre blanc préparatoire à une réforme du schéma d'aménagement et d'urbanisme régional (SDAU). Ce travail a déjà commencé en association avec les techniciens de l'Etat, ceux de la région et

ceux de l'agence d'urbanisme de la Ville de Paris. *Secundo* : la préparation de réformes institutionnelles et fiscales. Celles-ci sont renvoyées à plus tard, même si une amorce de péréquation fiscale figure dans le programme présenté vendredi. *Tertio* : des mesures d'urgence que M. Michel Delabarre, ministre de l'équipement et du logement,

était chargé de préparer pour le fin du mois de septembre.

C'est celles-ci que le chef du gouvernement devait présenter lui-même pour montrer qu'un tel dossier ne peut être qu'interministériel compte tenu de son enjeu politique, et donc de la compétence directe du premier ministre.

La philosophie générale du plan d'urgence de l'Ile-de-France consiste à permettre aux moins riches de pouvoir à nouveau se loger dans le cœur de l'agglomération, à accélérer les investissements dans les transports en commun et les liaisons autoroutières, en faisant financer tout cela par les habitants de toute la région - la plus riche de France - et non plus par l'ensemble des contribuables nationaux.

L'accent est donc d'abord mis sur les logements sociaux. Les dotations attribuées à leur construction à Paris et dans la petite couronne (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine) vont être doublées, afin que le nombre de constructions annuelles de ces logements passe de 9 500 à près de 20 000. Cet effort sera poursuivi pendant trois ans. Des mesures seront

prises pour que la part revenant aux préfets lors de toute construction de HLM (5 %) soit vraiment utilisée pour les fonctionnaires de revenus modestes qui en ont besoin. Ceux-ci devraient se voir attribuer 2 000 logements de plus par an. De même, les administrations et entreprises publiques qui fournissent des terrains pour la construction de logements sociaux ou intermédiaires conserveront la disposition de la moitié de ceux-ci.

C'est, en effet, la principale des décisions que devra prendre le conseil des ministres : pour cesser la spéculation foncière, l'Etat et les entreprises publiques ne vendront plus leurs terrains, dans la région, au plus offrant, mais la valeur de vente sera fixée en fonction du nombre de logements sociaux que l'Etat voudra y voir construire.

Il en coûtera au budget de l'Etat plusieurs centaines de millions de francs par an, puisque, bien entendu, il faudra indemniser la SNCF et la RATP, qui disposent des plus grandes surfaces foncières à Paris avec l'Assistance publique et les armées, lesquelles ne pourront donc plus financer leur programme de constructions militaires par la vente de leurs terrains disponibles. C'est l'Agence foncière et technique de la région parisienne qui sera chargée de cette gestion foncière.

Un effort équivalent en matière d'offre de terrains sera demandé aux collectivités locales, et particulièrement à la Ville de Paris.

Le gouvernement devait aussi décider de rétablir l'agrément, cette procédure, supprimée par M. Laurent

Fabius en 1985 qui oblige les constructeurs de bureaux à obtenir, avant de les bâtir, l'aval du comité de décentralisation. Toutefois, contrairement aux craintes de la droite, cette formalité ne sera imposée que dans vingt-quatre communes des Hauts-de-Seine et dans l'ouest de Paris. Les maires de ces cités pourront même la faire disparaître s'ils s'engagent à ne donner ni permis de construire pour 1 mètre carré de bureau que lorsque seront bâtis aussi 2 mètres carrés de logement. Un effort important est aussi fait en matière de transports collectifs, même s'il est demandé à la Ville de Paris de prendre une grande part du coût financier de la construction de la nouvelle ligne de métro, dite Météore, qu'elle réclame,

et pour accélérer la réalisation d'infrastructures autoroutières.

Afin de financer ce plan, le gouvernement devait décider la création d'une taxe sur l'ensemble du parc de bureaux, y compris publics. Celle qui sera imposée aux administrations sera probablement inférieure à celle demandée aux entreprises privées. Cette taxe sera fortement modulée géographiquement en fonction de la politique d'aménagement du territoire régional souhaitée par le gouvernement ; elle sera plus forte dans les Hauts-de-Seine et à Paris qu'en grande banlieue, et pourra varier de 15 à 45 francs le mètre carré annuel en supportant 1 milliard de francs. Elle sera gérée « en concertation » avec le conseil régional d'Ile-de-France, mais elle sera versée à un compte d'affec-

tation spécial du budget de l'Etat. Elle sera imposée dès 1991.

En revanche, le mécanisme de solidarité fiscale que souhaite créer le gouvernement - en ponctionnant une partie de la DGF (dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales) sur les communes en fonction de leur richesse, n'entrera en vigueur qu'en 1991, après « une concertation approfondie ». Car, en dehors de l'agglomération, c'est le point politiquement le plus sensible : la droite ne voulant pas que les collectivités locales, même les plus riches, soient privées d'une partie de l'argent dont elles disposent actuellement, alors que la gauche tient, avant tout, à la mise en place d'un vigoureux mécanisme de péréquation fiscale entre les plus pauvres et les plus riches.

Th. B.

Une nouvelle épreuve pour la méthode Rocard

La « méthode Rocard » connaît-elle le même succès en Ile-de-France qu'en Nouvelle-Calédonie ? C'est à souhaiter, car, dans les deux cas, la situation est grave, même si, bien entendu, la condition des habitants de la capitale et de la région parisienne n'a rien à voir avec le drame qui vivait, il y a quinze mois, ceux du Caillou.

An cœur de la métropole, pourtant, comme aux antipodes, éviter l'explosion est indispensable à l'image de la France. Ses chances dans la concurrence européenne, ses possibilités de continuer à attirer les sièges sociaux des grandes entreprises internationales seraient grandement mises à mal si rien n'était fait pour mettre fin à l'engorgement qui, petit à petit, étouffe Paris et sa proche banlieue. Si la qualité de vie ne retrouvait pas dans de cité au milieu des zones pavillonnaires qui ont remplacé les champs de blé et dans des transports en commun aujourd'hui surchargés et insuffisants, avec des autoroutes toujours trop courtes, toujours trop étroites, tant le béton s'étend moins vite que ne tournent les chaînes de production automobile.

Cet amer constat est bien connu, comme son aggravation, entraînée

par une décentralisation qui, en donnant aux communes tout les pouvoirs en matière d'urbanisme, a permis à l'esprit de clocher de triompher au détriment de la nécessaire solidarité d'agglomération (Le Monde des 16 février et 26 juillet).

Mais si le premier ministre veut user de sa fameuse méthode pour remettre sur le chantier la réorganisation de l'Ile-de-France - selon un programme presque aussi ambitieux que celui imposé naguère par M. Paul Delouvrier avec la bénédiction du général de Gaulle - ce n'est pas simplement pour cela. C'est aussi, et peut-être surtout, parce qu'il est persuadé que les difficultés de vie en région parisienne des fonctionnaires du bas de l'échelle sont pour beaucoup dans leur grogne, traduite par les grèves des infrastructures, des agents des impôts, par les mouvements des policiers.

Si les uns et les autres pouvaient habiter plus près de leur lieu de travail, s'y rendre de manière moins désagréable, ils seraient moins enclins - pense-t-on à l'hôtel Matignon - à regarder leur feuille de paie. Il faut donc casser la spéculation immobilière, que oblige les moins riches à vivre de plus en plus loin du cœur de l'agglomération. Vaste programme.

En cette matière, comme en d'autres, il n'est pas possible de décider brutalement. D'abord parce que la décentralisation a fait son œuvre et que toute marche arrière est interdite. Ensuite parce que, dans l'Ile-de-France, les socialistes ne sont pas en état d'imposer leurs vues, surtout depuis les municipales qui ont confirmé la prédominance du RPR, de l'UDF et du PC. La concertation s'impose.

La droite a joué le jeu. M. Jacques Chirac acceptant de se rendre une première fois seul à l'hôtel Matignon, en juillet, et une seconde le 5 octobre en compagnie des sept autres présidents de conseils généraux ; les huit départements sont dirigés par l'opposition (trois RPR, trois UDF et deux PC).

En début de l'été, la droite avait connu un certain soulagement tant elle avait redouté que le PS ne lui impose une réforme institutionnelle. Le premier ministre ayant renoncé à faire une priorité de cette réforme, le climat a été moins tendu. D'autant que le maire de Paris comprit fort vite que le rôle national qu'il veut continuer à jouer lui fait donc casser la spéculation immobilière, que oblige les moins riches à vivre de plus en plus loin du cœur de l'agglomération. Vaste programme.

clément nier l'existence de réels problèmes à résoudre.

Restait à convaincre M. Charles Pasqua de ne pas s'enfermer dans le coffre-fort des Hauts-de-Seine. L'ancien président RPR du conseil régional, M. Michel Girard, fit beaucoup pour persuader ses « compagnons » de la nécessité de négocier. Le RPR étant en position de force, puisque moins deux conseils généraux (Yvelines et Seine-et-Marne) dirigés par l'UDF sont, en fait, dominés par lui, l'accord a pu se faire facilement avec l'ancien ministre de l'Intérieur, mais l'hôtel Matignon peut continuer à espérer en un soutien plus net de M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur UDF et premier vice-président du conseil régional.

Deux points de désaccord

Finalement, il ne reste que deux points de désaccord entre la droite et le gouvernement : le rétablissement de la politique d'agglomération des modalités de la péréquation fiscale entre les communes riches et les communes pauvres.

Sur ce dossier, non plus, les socialistes n'ont pas toujours été des

alliés faciles pour M. Rocard. En juillet, ils avaient été fort déçus par la prudence de la première communication du premier ministre, toujours tentés, qu'ils étaient alors, par une reprise par le haut du pouvoir que leur avaient refusé les urnes locales. Aujourd'hui, ils sont satisfaits de la forte priorité donnée au logement social, et de la promesse d'une péréquation fiscale.

Après avoir longtemps négligé l'importance stratégique de l'Ile-de-France, les socialistes ont maintenant tous compris, que la mise en place de la société urbaine, dont ils rêvent, passe par une reconquête de la région parisienne. Au point que, aujourd'hui, chacun des grands courants du parti a jugé bon de déposer une contribution spécifique, pour le congrès de Rennes, sur ce thème : les joignements derrière M. Jean-Marie Le Guen, pour le secrétaire fédéral de Paris, les fabriqués avec M. Jacques Guyard, maire d'Evry « Socialisme et République » avec M. Nicole Briot, élus parisiens et M. Georges Sarre.

Tous les trois insistent sur la nécessité pour l'Etat de prendre en charge le devenir de la région. Tous reconnaissent qu'il n'est pas possible, actuellement, d'imaginer la nouvelle structure institutionnelle,

qui peut être indispensable, mais les amis de M. Jean-Pierre Chevènement sont manifestement plus pressés que les autres de la voir mise en route. De même, ils voudraient très vite une vaste mesure de péréquation fiscale, alors que M. Le Guen reconnaît qu'actuellement il est difficile d'aller plus loin que ce que propose le premier ministre.

La « méthode Rocard » continue, toutefois, à chatouiller les camarades de parti. Les uns et les autres sont persuadés qu'il n'est pas possible de trouver un consensus avec la droite sur ce dossier, puisqu'elle a bâti sa puissance politique en Ile-de-France sur la situation actuelle. Ils espèrent que le chef du gouvernement ne consulte que pour montrer la mauvaise foi de l'opposition. Ils redoutent que, pour éviter une bataille politique, il n'atténue sa volonté réformatrice. Le premier ministre ayant décidé d'avancer à petits pas, alors que les problèmes sont urgents, ses amis pressés et le dossier fort complexe, c'est bien la « méthode Rocard » qui, une fois encore, va être à l'épreuve.

THÉRIER BRÉNIER

PARIS-LONDRES

Des avions de moins de 2 ans ? Si j'avais su je n'aurais pas pris de tranquillisants.

Il y a deux types d'hommes d'affaires. Ceux qui ne savent pas et ceux qui savent qu'avec Air Europe ils seront vraiment traités en businessmen, d'un bout à l'autre de leur voyage.

• Dès l'aéroport : salon privé, enregistrement 10 minutes avant le départ, • A bord : cabine "Business Class" séparée, fauteuils espacés, breakfast complet, excellente cuisine, bar gratuit, hôtesse jeunes et charmantes, avions de moins de deux ans,

• Après le vol : liaison directe Gatwick-Victoria Station tous les quarts d'heure, en 30 minutes. Et ce n'est pas tout : à partir du 29 octobre Air Europe augmente ses fréquences, vous propose 6 vols aller-retour par jour aux meilleurs prix du marché (Classe Affaires : 1990 F aller-retour). So what... ne dites plus "Si j'avais su !"

Consultez votre agence de voyages ou Air Europe : (1) 49 27 91 00.

air europe

La Business Class de ceux qui savent.

RER : le gouvernement préfère Eole

Le conseil des ministres du 13 octobre devait entériner un certain nombre de solutions techniques pour remédier à l'engorgement de la ligne A du RER (Saint-Germain-en-Laye-Marne-la-Vallée) et pour améliorer les transports en commun dans Paris. Le gouvernement a choisi de retenu le projet Eole élaboré par la SNCF, qui propose de doubler la ligne A par une voie ferrée souterraine allant de la gare du Nord à la Défense, via la gare Saint-Lazare.

La ligne A du RER est embouteillée. A force d'y faire circuler des trains de la SNCF et de la RATP en provenance de presque toutes les banlieues est et ouest, on y a attiré des foules considérables qui excèdent la capacité normale de 44 000 voyageurs à l'heure et dans chaque sens, à raison de quatre personnes au mètre carré. On en est déjà à 50 000 voyageurs aux heures de pointe entre les stations Auber et Châtelet-Les Halles, et les augures annoncent 60 000 voyageurs dès 1992.

Confrontés à ce délicat problème, les techniciens sont tombés d'accord pour reconnaître que la création d'une nouvelle ligne souterraine était indispensable. Ceux de la RATP ont pensé un métro sans conducteur baptisé Météore dont le tracé a floué, mais qui devrait, tout à la fois, desservir le 13^e arrondissement (Maison-Blanche-Tolbiac), la gare de Lyon, la gare Saint-Lazare et Gémervilliers. Coût ultime du projet : environ 8 milliards de francs, dont 1,3 milliard de matériel roulant. De son côté, la SNCF proposait de creuser un tunnel entre la gare de l'Est et la gare Saint-Lazare pour faire circuler des trains depuis Val-de-Fontenay jusqu'à la Défense. Baptisé Eole, ce projet est évalué lui aussi à 8 milliards de francs dont 150 millions de francs de matériel roulant.

Impossible de réaliser Météore et Eole en même temps pour cause de

pénurie budgétaire, les travaux étant financés en Ile-de-France selon la clé de financement classique : 40 % à la charge de l'Etat, 40 % à la charge de la région et 20 % de prêts consentis par la région. Le gouvernement a donc choisi de construire Eole qui lui est apparu comme plus efficace.

Le contrat de plan signé entre l'Etat et la région Ile-de-France a prévu 3 120 millions de francs pour construire Météore entre Maison-Blanche et Gare-de-Lyon et pour percer le tunnel de la ligne D du RER SNCF (Orly-la-Ville-banlieue sud-est) entre Châtelet-Les Halles et Gare-de-Lyon. Il est apparu au gouvernement que le prolongement de Météore de Gare-de-Lyon à Châtelet-Les-Halles aboutirait à construire un troisième tunnel entre Châtelet-Les Halles et Gare-de-Lyon, et D, d'où une surcapacité de transport de 42 000 voyageurs à l'heure à l'horizon 2005. Un vrai gaspillage.

Le gouvernement a donc choisi de privilégier Eole en supprimant du programme du contrat de plan.

Toutefois, il importait de ne pas désespérer la RATP en la privant d'un grand projet à l'heure où son moral n'est pas très haut en raison des critiques dont son propre projet de l'abandon. Le gouvernement a donc proposé la Ville de Paris, très demandeur, et à la région Ile-de-France de prendre à leur charge la construction de Météore dans sa partie centrale. Les négociations se poursuivent pour savoir si l'Etat acceptera d'apporter une contribution symbolique à ces travaux. Le gouvernement a préféré ne pas décider plus avant dans l'attente de l'élaboration d'un schéma directeur d'urbanisme régional digne de ce nom qui mettra en cohérence urbanisme et transport.

Si tout se passe bien dans les procédures administratives et sur les chantiers, la ligne Météore Maison-Blanche-Tolbiac-Gare-de-Lyon sera mise en service en 1992, la jonction de la ligne D entre Gare-de-Lyon et Châtelet-Les-Halles en 1996, tout comme Eole entre gare-de-l'Est, Gare-du-nord et Gare Saint-Lazare.

En attendant cette échéance, le système SACEM d'assistance automatisée à la conduite des trains de la ligne A (20 % de capacité supplémentaire) ne suffira pas à contenir la poussée de la demande. Suivant une recommandation de M. Philippe Essig, ancien président de la RATP, ancien directeur général de la SNCF, ancien directeur général de la RATP, la RATP et la SNCF ont décidé de concevoir ensemble un matériel à deux niveaux qui améliorera de 15 % la capacité de la ligne A.

ALAIN FAUJAS

Les nouvelles autoroutes seront à péage

Ainsi seront construites l'A5 Paris-Troyes ; l'A16 Paris-Amiens ; la bretelle A88 de liaison entre l'autoroute A15 (Paris-Poitiers) et l'autoroute de Normandie A13 ; la B12 dans la vallée de Chevreuse (il s'agit d'un tronçon de la Francilienne, cette grande rocade qui relie les villes nouvelles à une vingtaine de kilomètres de la capitale, l'A14 et l'A86).

L'achèvement et la mise en service de ces deux dernières voies représenteraient des cas « spectaculaires ». L'A14 doit doubler l'autoroute de Normandie aux portes de Paris ; elle doit relater la Défense à Orgeval. Sous le gouvernement de Jacques Chirac il avait été décidé d'en faire, à son ouverture en 1994, la première autoroute urbaine à péage. Les études ont été jusqu'ici paralysées par l'opposition des communes riveraines. Saint-Germain-en-Laye et Montesson, notamment, contestent le tracé actuel. Les habitants demandent le franchissement

de la Seine en souterrain afin de ne pas défigurer le site classé de la terrasse du château de Saint-Germain-en-Laye. Les pouvoirs publics y sont hostiles à cause du surcoût.

Quant à la A86, c'est une espèce de serpent de mer. « Périphérique-bis » à une demi-douzaine de kilomètres du périphérique parisien, cette voie rapide a été commencée il y a plusieurs années. Mais les communes de l'ouest bloquent son achèvement. La société Cofiroute propose de construire deux tunnels distincts pour les poids lourds et pour les véhicules de petit gabarit. Ce tronçon, qui irait de Rouvray à Virvilly, en passant par Rongnecourt, serait à péage. Ce projet devrait être retenu par le gouvernement, qui embaîche son achèvement en 1998, une contribution financière étant demandée à la région Ile-de-France, qui accélérerait le bouclage Orly-Roissy à l'est prévu pour 1992 mais dont on voyait mal encore l'achèvement.

CHARLES VIAL



POLITIQUE

Les relations entre Matignon, l'Elysée et le Parti socialiste

Tirs croisés contre M. Rocard

suite de la première page

Surtout, l'action au gouvernement de M. Rocard est réputée créer, sur le plan politique, un climat consensuel (autant avouer qu'il ne réussit pas si mal) favorable à une consultation présidentielle, mais non à la prochaine échéance importante qu'il faut préparer, et qui met en jeu davantage le PS : les élections législatives. Voilà bien où le bât blesse : M. Rocard se situe déjà dans une perspective présidentielle et gère son parcours à l'Élysée Matignon en fonction de celle-ci.

Enfin, on n'aurait garde d'oublier que M. Rocard est jugé comme un homme de droite par un président qui, après, entend continuer d'incarner la gauche.

Toutes ces considérations expliquent à la fois l'agacement présidentiel et les tirs croisés déclenchés ces derniers jours contre le premier ministre. Avant le comité directeur du PS, M. Henri Emmanuelli, numéro deux de ce parti, avait donné le signal d'une nouvelle offensive. M. Mermaz, tout au moins de la « proximité divine » a pu, depuis Caracas, provoquer une sérieuse tension à l'Assemblée nationale en présentant quelques amendements maximalistes sur le budget. L'inévitable député de l'Essonne, M. Julien Dray, lui, s'en prenant désormais, avec son compère le sénateur Jean-Luc Mélenchon, à ce qui paraissait être le point le moins discuté — comment le serait-il ? — de l'action de M. Rocard : le consensus néoconservateur.

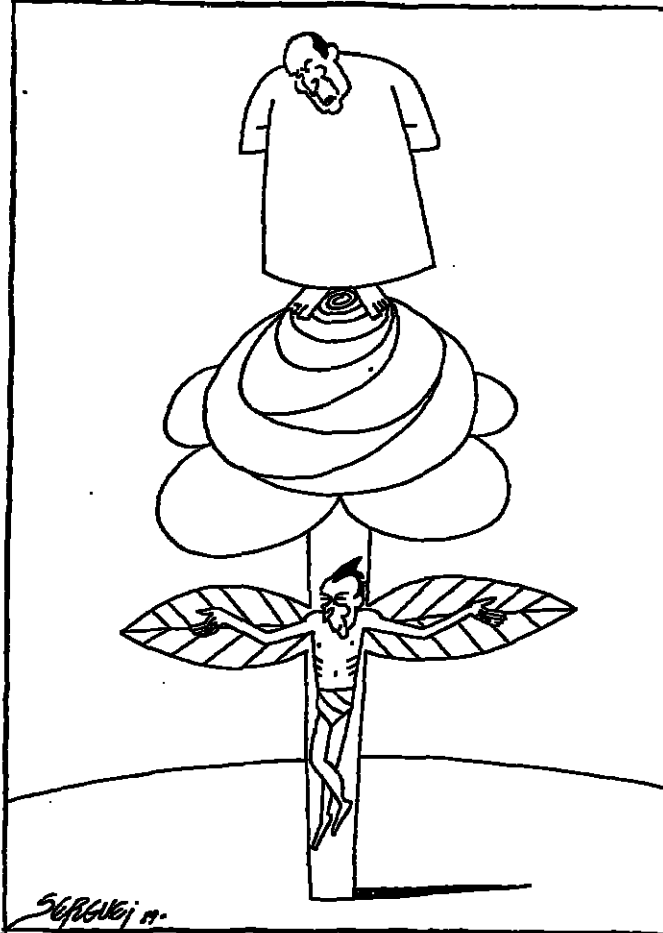
En outre, M. Pierre Bérégovoy n'est pas seul à désigner un milieu d'un tel type : il ne nait pas la réalité ni la gravité — celles que tous les socialistes parmi celles qui poussent au pourrissement du conflit des impôts. Il ne restait plus, pour compléter le tableau, que de faire ressortir un outsider, c'est à l'évidence le rôle qu'accepte de jouer M. Jacques Delors (*Le Monde* du 13 octobre).

La démarche de M. Louis Mermaz, auquel M. Delors a joint la même, n'est pas anodine, ne serait-ce que parce qu'il préside aux destinées du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Elle consiste à dire en substance : il nous reste dix-huit mois pour mettre en chantier de grandes réformes, sinon, nous nous présenterons aux législatives sans avoir rien fait ou presque. C'est donc maintenant, ou jamais, qu'il faut agir. Traduisons : qu'il faut changer de premier ministre ; et en choisir un qui, comme dirait M. Jospin, soit vraiment réformiste.

Scénario de crise

Cette démarche n'a évidemment qu'un inconvénient, mais il est de taille : elle conduit à une crise, largement artificielle. Car on ne sache pas que M. Rocard se soit écarté de la bible, c'est-à-dire de la *Lettre à tous les Français* du candidat François Mitterrand ; ni qu'il se soit placé, comme naguère M. Chaban-Delmas à l'égard du président Georges Pompidou, en situation de déloyauté, bien au contraire. Une crise aurait aussi pour effet d'aggraver l'état de l'opinion, en faisant de M. Rocard un martyr, et de déclencher la guerre dans le parti.

Gageons que M. Mermaz, comme d'autres, est avant tout utilisé pour inciter les adversaires de M. Rocard à s'hardir. Le but recherché est apparemment, dans l'immédiat, de débusquer M. Rocard pour qu'il apparaisse comme seul comptable d'une politique réputée non socialiste. Il est, dans le conflit des impôts, de l'obliger à monter en ligne, pour dégrader les mitterrandistes qui sont MM. Bérégovoy et Chasse. Bref, il est de renvoyer la fondre sociale sur le paraterrain, pour éviter qu'elle ne continue de s'égarer sur quelques arbres. A plus long terme, l'attitude de M. Mitterrand ne se



comprend que si l'on admet un postulat simple : M. Rocard est pour lui un successeur dont il ne veut pas. Ainsi va-t-il continuer de se comporter en opposant de gauche au premier ministre jusqu'à ce que ce dernier devienne impopulaire et puisse être alors remplacé.

serait nommé en lieu et place de M. Rocard, s'agissant du septennat d'un président qui, en bonne logique, ne se représentera pas.

La difficulté majeure, pour M. Mitterrand, est que tous les acteurs socialistes, sans exception, ont dans la tête la question de sa succession alors même que celle-ci ne devrait être ouverte qu'en 1995. Elle est aussi que l'antiréformisme présidentiel joint aux conflits sociaux pourrait bien un jour provoquer quelques dégâts économiques.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Le PS s'inquiète de son « déficit électoral »

La méthode Rocard permet-elle aux socialistes de gagner les élections, ou bien, au contraire, affaiblit-elle le PS au bénéfice d'un consensus qui désarme la droite mais ne renforce pas la gauche ? Le débat, esquissé après les élections cantonales d'il y a un an et les élections municipales de mars dernier, s'aligne à ce sujet entre les rocardiens et la jospinistes de la direction du parti à l'approche du congrès.

« Le gouvernement a rempli son contrat politique dans la mesure où toutes les élections depuis un an ont été gagnées par notre parti de gauche », a affirmé M. Gérard Linderperg, membre du secrétariat national du PS et coordinateur du courant rocardien, le 7 octobre, devant le comité directeur du PS. M. Michel Rocard avait lui-même déclaré, le 28 septembre devant les parlementaires socialistes réunis à Chartres, que le PS avait « gagné du terrain » lors de tous les scrutins intervenus depuis l'élection présidentielle du printemps 1988.

Pour autant, M. Linderperg a observé également : « La gauche demeure minoritaire en voix, l'extrême droite a consolidé son électorat, l'abstention a été forte, la poussée écologiste doit être prise comme un avertissement très sérieux. » Les rocardiens sont conscients que les gains de sièges (ou de villes) obtenus par le PS aux différentes élections s'accompagnent d'un rapport des forces gauche-droite défavorable au camp sur lequel s'appuie le gouvernement.

Ils estiment cependant que la division de la droite et la logique du scrutin majoritaire permettant au PS d'envisager sans trop d'inquiétudes des élections législatives qui se dérouleront dans une conjoncture semblable à celle d'aujourd'hui. Il lui suffirait d'obtenir deux points de pourcentage de plus qu'en juin 1988, où il avait recueilli 34,76 % des voix au premier tour, pour atteindre la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale.

Sans même envisager un tel succès, les socialistes pourraient compter sur l'appui d'eux communistes en rupture avec leur parti — comme cela s'était produit aux élections municipales — et sur le « bonus » que représenterait l'élection, dans des circonscriptions de droite, de candidats contristes bénéficiant face au RPR, de la bienveillance du PS.

A ces considérations tranquillisantes, M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du PS, oppose la froide réalité des chiffres. Si le rapport des forces gauche-droite était équilibré à 50-50 au tour décisif des élections législatives (résultats cumulés des votes ayant assuré l'élection d'un député au premier ou au second tour), il est passé à 48-52 au détriment de la gauche au tour décisif des élections cantonales.

La gauche n'a réuni que 43 % des voix au premier tour des élections municipales de mars, soit moins qu'en 1983. Aux élections européennes de juin, en tenant compte de la répartition des électeurs « verts » et « chasseurs » par préférence politique, on arrive à 42 % pour la gauche et 58 % pour la droite, selon M. Le Gall. Il en conclut que, si le gouvernement bénéficie d'un « surplus de popularité » dans les sondages, le PS souffre, lui, d'un « déficit électoral ».

M. Le Gall se réjouit des sondages qui créditent le PS de la meilleure image auprès de l'opinion, comparée à celle des autres partis, mais il s'inquiète du fait que les Français perçoivent de moins en moins de différence, sur les « questions de fond », entre le Parti socialiste et ses voisins de droite. « Il nous paraît urgent, après le « triomphe de l'éphémère », de relancer le débat d'idées et de réaffirmer, sans dogmatisme mais clairement, les frontières qui nous séparent de la droite et du libéralisme », écrit M. Le Gall dans une contribution qu'il a déposée en vue du congrès.

Telle est la question, en effet : les rocardiens se prévalent d'un consensus qui permet de s'appuyer sur une majorité relative et qui peut permettre aussi de l'emporter dans une élection présidentielle. Les jospinistes s'interrogent, eux, sur la faible mobilisation de la gauche qui risque de nuire au PS lors d'élections législatives.

PATRICK JARREAU

M. Chirac dénonce les « rustines » du premier ministre

CASTRES

de notre correspondant

Pour sa première sortie sur le terrain depuis l'élection présidentielle M. Jacques Chirac a effectué, jeudi à Castres, dans le Tarn, un véritable recadrage de son discours en matière de politique sociale. Exit le candidat au tantôt réagissant qui ne pensait qu'au devenir des entreprises.

Le Chirac nouveau se préoccupe désormais davantage des travailleurs, et en visitant les laboratoires pharmaceutiques Fabre de Castres, s'arrête en milieu de chaîne pour discuter avec les ouvriers. Le soir, devant plus d'un millier de personnes réunies pour un dîner-débat, le président du RPR explique que « toute idée de remise en cause des acquis sociaux est socialement inacceptable, politiquement impossible et n'est pas, contrairement à ce qu'on a beaucoup dit, économiquement nécessaire ».

Après avoir fait référence à la compétitivité des industries françaises par rapport à leurs homologues de RFA et en se refusant à prendre parti sur les conflits sociaux en cours, il enfoncé néanmoins le clou en estimant que « le

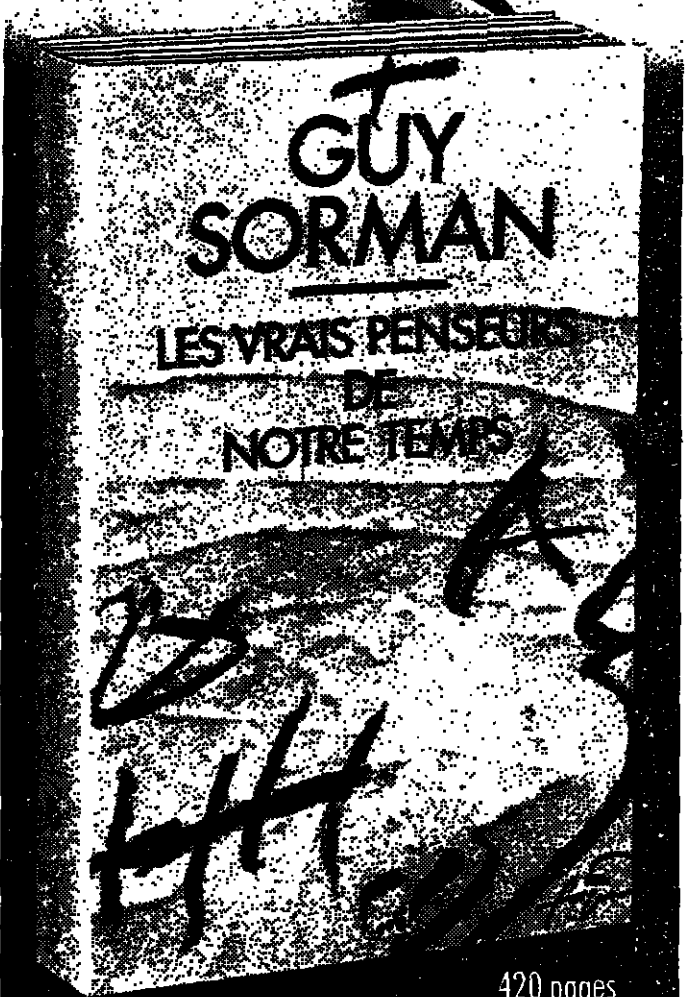
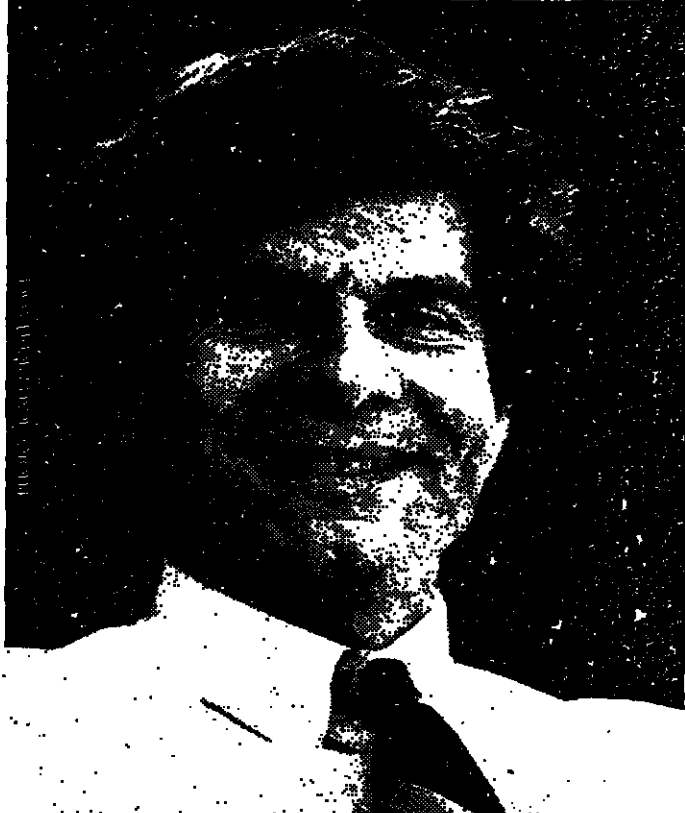
salaires directs des travailleurs est insuffisant » et qu'il faut « engager un processus d'augmentation ». Pour cela, une seule solution : « Les entreprises doivent améliorer leur compétitivité ».

Après une pique contre les socialistes « qui, à peine revenus au gouvernement, recommencent à augmenter les dépenses publiques », M. Chirac reprend son argumentation à propos de la fiscalité « trop élevée sur les travailleurs et les entreprises ».

Détendu et décontracté, le président du RPR a dénoncé dans le gouvernement actuel « ses mouvements nerveux et saccadés sur fond d'immobilisme social, qui ne sont pas une bonne façon de gérer une nation moderne ». Et de prôner « la remise en œuvre d'une politique contractuelle qui ne doit pas être une rustine posée sur des trous lorsqu'ils apparaissent », comme c'est la cas avec la méthode Rocard. Quant à M. Mitterrand il est accusé par l'ancien premier ministre d'avoir pris « une décision démagogique et irresponsable » en réduisant les crédits militaires.

A. A.

GUY SORMAN



420 pages
120 F

Une bibliothèque vivante. Véritable panorama des connaissances et des différentes interprétations de notre univers et de notre histoire à l'aube du troisième millénaire.

FAYARD

CORRESPONDANCE

« Malaise dans l'Enarchie » : une lettre de M. René Lenoir

M. René Lenoir, directeur de l'École nationale d'administration, à la suite de l'article paru sous ce titre dans le *Monde* du 11 octobre, estime que la diminution du nombre des candidats fonctionnaires à l'ENEA est « un effet mécanique de l'abaissement de la limite d'âge de 56 à 52 ans » auquel devrait remédier son relèvement prévu. Pour les candidats étudiants M. Lenoir pense que l'annonce par le gouvernement d'un relèvement des limites d'âge « a pu inciter des candidats mal préparés à préserver leur chance » pour l'année prochaine. Le directeur de l'école qui constate que le nombre des candidats

formés dans les écoles de commerce est resté quasi stable durant les trois dernières années, poursuit : « Les départs vers le secteur privé d'anciens élèves de l'ENEA relativement jeunes s'est accéléré ces dernières années. La persistance d'une forte demande du secteur privé pour des postes de haut niveau devrait logiquement inciter des jeunes gens n'ayant pas une vocation particulière pour le service public à choisir cependant le passage par l'ENEA. La sagesse me paraît donc d'attendre le concours de 1990, pour voir si un mouvement de longue durée s'amorce.

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Adoption du Livre I du nouveau code pénal

Les députés ont adopté, tard dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 octobre, le projet de loi réformant le livre I du code pénal, présenté au nom du gouvernement par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice. Seul le PS a voté pour, les groupes UDF et UDC se sont abstenus (à l'exception, au sein de l'UDC, de MM. Claude Biraux, Jean-Pierre Foucher, Francis Geng, Edouard Landrain, Michel Voisin, Jean-Jacques Weber et de M^{me} Christine Boutin, Bernadette Issac-Sabille et Monique Papon, et, au sein de l'UDF, de M. Willy Dimaggio, qui ont voté contre). Les députés RPR et communistes ont voté contre.

A 1 h 30 du matin, vendredi 13 octobre, les députés étaient globalement heureux. Après trois jours de débats, rarement tendus, parfois techniques, souvent philosophiques, ils avaient, quel que soit, en définitive, le sens de leur vote, le sentiment d'avoir sans doute bien mérité de leur mandat. Le garde des sceaux, soulagé et ému, a remercié « du fond du cœur » les députés de leur contribution à la rédaction de ce livre I du code pénal qui devrait régir les dérogations de notre société pendant de nombreuses décennies.

Après avoir posé les fondements moraux de ce nouveau code pénal — qui est responsable devant la justice, dans quelles conditions et dans quelles limites ? — les députés ont examiné, vendredi, son volet répressif. Et, lorsqu'on parle de sécurité et de liberté, la politique revient au galop. La querelle des « laxistes » et des « répressifs » a donc bien eu lieu, même si elle a été circonscrite à la discussion sur la définition de la peine de sûreté. L'hémicycle a retrouvé pendant

quelques heures les accents des grands débats politico-judiciaires de cette dernière décennie : la loi de 1978, celle de 1980 dite sécurité et liberté, celle de 1981 sur l'abolition de la peine de mort, celle de 1986 sur la lutte contre la criminalité et la délinquance.

Interpellé par M. Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes), le garde des sceaux convenait que les députés étaient appelés, avec huit ans de retard, à tirer les conséquences de l'abolition de la peine de mort en définissant une « nouvelle échelle des peines ». M. Aubert rappelait à ce sujet que c'était justement cette absence de redéfinition des peines qui avait conduit, ainsi que M. Jacques Toubon et plusieurs de ses collègues du RPR, à voter en 1981 pour le principe de l'abolition, mais à refuser leur voix au projet Badinter lors du vote final. Dès l'ouverture de la discussion, les députés PS, RPR, UDF et UDC rejetaient toutefois un amendement de M. François Asselineau (PC, Seine-Saint-Denis) tendant à supprimer la peine de réclusion ou d'emprisonnement à perpétuité et à abaisser de trente ans à vingt-cinq ans la durée maximale de la détention.

Fixer une peine de perpétuité

Mais c'est en fait aux sénateurs que les députés devaient d'être saisis de la question de la peine de sûreté. Instaurée en 1978, celle-ci ne figurait que dans le code de procédure pénale, et la Haute Assemblée avait jugé, au printemps dernier, qu'il convenait de l'introduire dans le code pénal lui-même. Les sénateurs l'avaient votée obligatoire dans un certain nombre de cas — les crimes « particulièrement odieux », l'expression reviendra souvent — et ils l'avaient soumise à une durée pouvant aller jusqu'à trente ans. La majorité à l'Assemblée, sans contester le bien-fondé de cette peine de sûreté, la voulait facultative et d'une durée de dix-huit ans maximum.

Reprenant l'argumentation des sénateurs, M. Toubon a estimé que, à l'égard de l'opinion publique, choquée par la nature de certains crimes, il convenait de fixer une peine de sûreté qui en soit « vraiment une ». Aussi a-t-il proposé dans un amendement que dans les cas de crimes « particulièrement odieux, sanglants, horribles », la peine de sûreté couvre la longueur de la peine prononcée. « Si quelqu'un est condamné à perpétuité, il fera perpétuité », déclarait le député de Paris, tout en prévoyant que, « à titre exceptionnel », la cour d'assises ou le tribunal auraient la possibilité de réduire la peine de sûreté à vingt ans.

Une bien maigre concession qui n'a pas suffi à désarmer l'hostilité réactive et indignée du garde des sceaux et du rapporteur, M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime). « Il n'y a pas un pays qui fasse subir des peines perpétuelles à ses condamnés », observait M. Arpaillange, jugeant une telle mesure « intolérable dans un Etat comme la France ». Quant à M. Marchand, argument de sa qualité d'avocat autant que de celle de parlementaire, il estimait que, « pour tout individu, même le plus abominable, il faut une toute petite lueur d'espoir. Sinon, on ne peut maintenir un condamné dans un établissement pénitentiaire, sauf à avoir recours à un carcan médical et à le faire finir en loque ».

M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne) déclarait lui aussi que l'on ne pouvait pas « négliger le besoin de sécurité de nos concitoyens ». Mais tout en souhaitant l'instauration d'une peine de sûreté exemplaire en cas de récidive ou pour punir certains types de crimes, il admettait que l'échelle de durée soit renvoyée au code de procédure pénale et approuvait son caractère facultatif. Quant aux députés communistes, ils dénonçaient en bloc « la dérive sécuritaire » du groupe socialiste et cla-

maient haut et fort leur volonté de s'opposer à l'amendement du rapporteur, qui prévoyait la possibilité pour une juridiction de prononcer une peine de sûreté en cas de condamnation, non assortie du sursis, égale ou supérieure à sept ans. L'amendement précisait que la durée de cette peine de sûreté ne pouvait excéder la moitié de la peine prononcée, ou dix-huit ans en cas de réclusion criminelle à perpétuité.

Compromis

Finalement, à l'issue de plusieurs allers et retours du président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS, Haute-de-Seine), entre les bancs communistes et centristes, et après l'annonce par le rapporteur que, sur la durée de la peine de sûreté, « le débat devait se poursuivre entre les deux assemblées », un compromis était trouvé. M. Hyest disparaissait opportunément de l'hémicycle au moment du vote de son propre amendement, défendu, donc, par les seuls députés UDF et RPR, et le groupe communiste acceptait de ne pas participer au scrutin sur l'amendement du rapporteur, qui fut ainsi adopté à une faible majorité de 279 voix contre 267.

L'autre point de désaccord entre majorité et opposition concernait la révision de l'échelle des peines en matière correctionnelle. Par un amendement adopté en commission des lois, M. Marchand proposait que soit abaissée de dix à sept ans la durée maximale des peines prononcées par les tribunaux correctionnels. Une mesure qui posait la question de la « désuétude » des délits liés au trafic de stupéfiants, passibles, dans les cas les plus graves, de dix à vingt ans d'emprisonnement.

Tous les députés s'accordaient à juger irréaliste l'examen de tels délits par les cours d'assises en raison de leur nombre, de leur complexité et des difficultés auxquelles seraient confrontés les jurés populaires pour établir les responsabilités individuelles. M. Marchand

s'est également engagé à rechercher une solution à ce point précis d'ici la deuxième ou la troisième lecture du projet, en envisageant notamment de définir les cas « exceptionnels » pour lesquels les tribunaux correctionnels seraient habilités à prononcer des peines supérieures à sept ans de détention.

Tous les députés se sont, en revanche, accordés sur la suppression de la notion de peine de « substitution » ou de « remplacement » (les travaux d'intérêt général, par exemple), devenues des peines « à part entière ». Une modification qui va bien au-delà de la nuance sémantique et qui est « notamment destinée à encourager le plus possible la suppression de la détention pour les courtes peines, très largement reconnue plus nocive que curative ».

Autre réforme d'apparence anodine, mais essentielle au fond — et là encore consensuelle — celle qui a consisté à supprimer par amendement le caractère automatique des interdictions, déchéances ou incapacités liées à certains délits. Souvent ignorées du juge lui-même, ces interdictions ou incapacités s'imposent avec sévérité et handicapent parfois les délinquants bien au-delà de la peine prononcée à leur encontre par les tribunaux.

Echelle des peines

A l'unanimité, les députés ont donc adopté un amendement de M. Marchand disposant que ne seraient applicables que les interdictions ou déchéances ayant un caractère « obligatoire » ou celles « expressément » prononcées par la juridiction. M. Arpaillange a toutefois obtenu que soit maintenue la conséquence, pour l'exercice d'une fonction publique, de la privation des droits civiques prononcée par le juge (l'interdiction de droit de vote ou l'interdiction entraînant automatiquement l'incapacité à exercer une fonction publique), estimant que « le service de l'Etat [impo-

sait] des obligations particulières ».

Conséquence de la reconnaissance de la responsabilité pénale des personnes morales, les députés ont adopté plusieurs dispositions fixant une échelle de peines applicables à ces délinquants d'une espèce particulière, dont l'amende et la dissolution. Mais, répondant en cela aux critiques communistes sur « l'assentiment à la liberté » que représentait cette possibilité de dissolution à l'égard notamment des associations, les députés ont adopté un amendement de la commission des lois excluant du prononcé de la dissolution les groupements et partis politiques et les syndicats professionnels. Enfin, en une petite phrase qui pose le principe selon lequel « la juridiction prononce les peines et fixe leur régime en fonction des circonstances de l'infraction et de la personnalité de l'auteur », les députés ont fait disparaître d'un trait de plume la notion de « circonstances atténuantes » du futur code pénal.

Le projet de loi doit désormais être soumis pour une nouvelle lecture au Sénat. Les députés UDF et UDC n'ont pas caché, lors de leurs explications de vote, qu'ils en attendaient beaucoup, faisant ainsi comprendre que leur abstention d'attente n'était en quelque sorte qu'un sursis avec mise à l'épreuve...

PASCALE ROBERT-DIARD

Le Monde
EN BANQUE
DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL
OU VOTRE MINTEL
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM.
SERVEUR
TEL : 1-45-38-70-72

STYLE 25

NOUVELLES RENAULT 25
CAMARGUE

La Renault 25 Camargue c'est tout le plaisir des grandes limousines. Un velours de haute qualité habille ses sièges. Ses vitres teintées, ses jantes en alliage léger, ses projecteurs additionnels, sa peinture métallisée en font un objet d'une rare perfection. Pour encore mieux vous faire apprécier son confort, la Renault 25 Camargue est équipée d'un auto-radio cassette stéréo 4x6 watts. Et pour suivre au plus près vos desirs la Renault 25 Camargue existe en 5 versions, avec direction assistée en série. Amateurs d'objets rares, cette voiture n'est faite que pour vous.

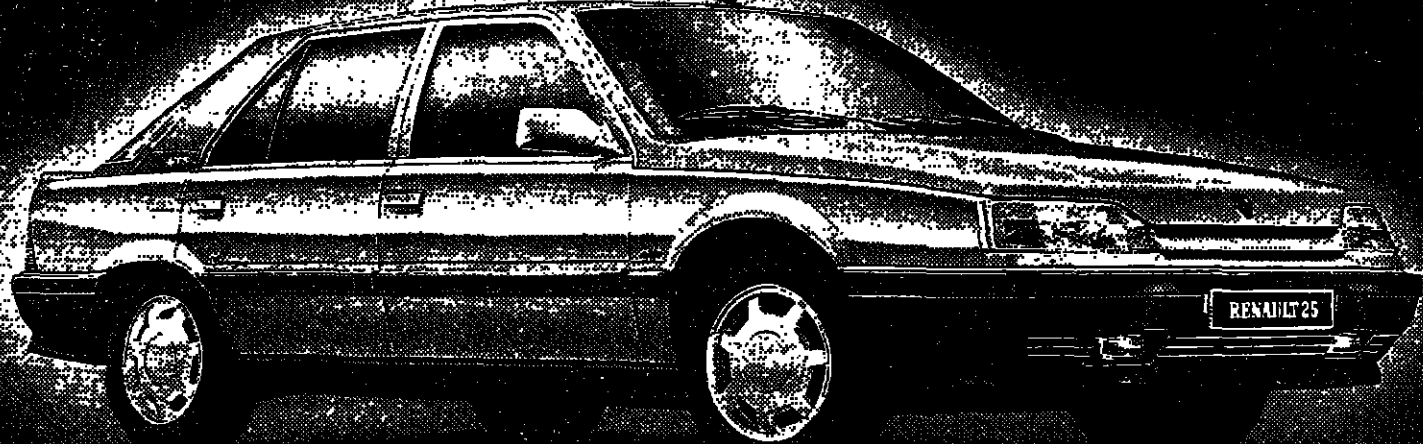
Série limitée - Modèle présenté en version GTS - Prix clés en main au 22/09/89 - Mille 90 - Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement. RENAULT présente ELF

A PARTIR DE 118 200 F

Camargue

VIVRE LE STYLE RENAULT 25

VENEZ LA DECOUVRIR DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS - ILE-DE-FRANCE



مكتبة الامم المتحدة

ALPHAPAGE

POLITIQUE

Devant le comité central du PCF

M. Marchais dénonce la « méthode de la matraque » de M. Rocard et l'« accaparement de l'appareil de l'Etat » par les socialistes

La première journée, jeudi 12 octobre, de la session du comité central du PCF a été occupée par un très long rapport de M. Georges Marchais qui a accusé M. Rocard de pratiquer la « méthode de la matraque » dans les conflits sociaux et de faire une « politique de droite ». M. Marchais a dénoncé l'« accaparement de l'appareil de l'Etat » par les socialistes. Le débat a porté sur les évolutions en cours dans les pays de l'Est. Absent, M. Charles Fiterman a fait parvenir un message au comité central.

Les réactions du comité central prennent un tour curieux. L'essentiel des débats a porté sur les changements à l'Est (le Monde du 13 octobre), alors que la partie la plus longue du rapport de M. Marchais — les deux tiers des soixante-quinze pages du document — avait trait à la mise en œuvre des décisions de la conférence nationale de novembre 1988. D'emblée, le secrétaire général a rappelé que ces décisions, conçues « améliorer le travail du parti », sont restées lettre morte depuis un an.

Dans la première partie de son rapport, M. Marchais s'est surtout employé à dénoncer les pratiques du gouvernement et du PS. « Le gouvernement ne navigue pas à l'aveuglette, a dit le dirigeant communiste. Il a une ligne, un objectif : donner les moyens aux maîtres de l'économie et de la finance de tirer leur épingle du jeu. Les recettes qu'il met en œuvre ont été mille fois éprouvées, avec les résultats catastrophiques qu'on connaît. Elles tiennent en quelques mots : davantage d'argent, de pouvoir et de privilèges pour les forces du capital ;

davantage d'austérité pour le plus grand nombre. »

De l'avis de M. Marchais, la « méthode Rocard » n'est que « la tactique la plus traditionnelle de la bourgeoisie, aussi ancienne que la lutte des classes : tenir sans rien céder tant que le rapport des forces le permet, soit en désamorçant le mouvement revendicatif, soit en le réprimant par la force ». « La « méthode Rocard » se révèle être de plus en plus la méthode de la matraque du CRS », a affirmé le secrétaire général.

Ce n'est pas tout : « On peut parler d'un véritable accaparement de l'appareil de l'Etat, méthodiquement accompli par le président de la République et son premier ministre », a ajouté le secrétaire général. « Jamais, a-t-il affirmé, depuis le début de la V^e République, une telle colonisation partisane n'avait été menée à bien. Je pèse mes mots : jamais, car le simple examen des faits permet de constater que les pratiques actuelles dépassent en ampleur celles de l'Etat-RPR de jadis. »

Des erreurs dans la perestroïka

Pour autant « nous ne disons pas que le Parti socialiste [soit] devenu un parti de droite », a précisé M. Marchais. Il n'en demeure pas moins que « non seulement les dirigeants du pays satisfont les vœux de la droite et du grand patronat, mais, à bien des égards, ils les dépassent. »

Dans ces conditions, l'opposition n'a pas d'autre politique à proposer « puisque c'est la sienne qui s'applique actuellement avec des ministres de droite » et « à moins d'un retournement de situation, la présence au pouvoir des dirigeants socialistes n'est pas menacée à court terme par le RPR et l'UDF. »

La raison en est simple, et M. Marchais a affirmé qu'il la redoutait : M. Mitterrand « même avec la droite une politique de droite ».

Dans la seconde partie du rapport, consacrée à la récente rencontre d'une délégation du PCF, conduite par M. Marchais, avec M. Mikhaïl Gorbatchev, le dirigeant français a indiqué que « ce séjour [lui avait] permis de mesurer à quel point l'accord est aujourd'hui profond entre [les] deux partis sur tous les grands problèmes posés à l'humanité et aux partis communistes ». M. Marchais se félicite de voir, désormais, en Union soviétique, « une vie politique et sociale intense, un débat véritablement démocratique, une presse de plus en plus pluraliste » (contrairement à ce qui se déroula sous l'ère brejnévienne, « l'ère de la stagnation », selon M. Marchais, qui fut pourtant, aux yeux du PCF, celle du « bilan globalement positif »). M. Marchais a indiqué qu'il avait observé devant M. Gorbatchev : « Hier, M. Sakharov était exilé à Gorki ; aujourd'hui, il est député au Soviet suprême, et le mot « goulag » a disparu de la polémique politique. »

Avec une grande franchise, M. Mikhaïl Gorbatchev a reconnu que des erreurs avaient été commises depuis que la perestroïka est engagée dans la bataille d'idées, dans le domaine économique et au plan politique », a révélé M. Marchais, en évoquant le déficit d'explications dans « l'activité idéologique » et l'absence de « garde-fous » en matière économique. « Une des conséquences de la démocratisation, condition vitale de la perestroïka, a été une forte hausse de la criminalité et de la délinquance », a confié M. Gorbatchev à M. Marchais. Selon ce dernier, « la situation concrète, dans plusieurs républiques, demeure extrêmement préoccupante » et « le renouveau

du parti est le problème-clé de la perestroïka ».

Les dernières pages du rapport sont consacrées aux « forces anti-perestroïka », qui s'opposent à M. Gorbatchev. Selon M. Marchais, elles se recrutent chez ceux qui, « au nom du socialisme, opposent à sa démocratisation », soit par peur, soit par intérêt personnel, et elles tirent avantage de l'attitude des « démagogues », dont l'objectif est de « rétablir le capitalisme ». « Il y a, bien sûr, en Union soviétique comme dans les autres pays socialistes, a précisé le secrétaire général du PCF, des forces de droite ou social-démocrates. Elles ont, aujourd'hui, des possibilités nouvelles et étendues de s'exprimer et de combattre pour leur propre compte. Elles ne s'en privent pas. »

La « fuite en avant » dans la social-démocratie

M. Marchais a dénoncé ceux qui, « au nom de la perestroïka », combattent le PC soviétique, sa direction, son secrétaire général et la perestroïka elle-même. Il estime que « la responsabilité des déboires, des inquiétudes, des graves difficultés actuelles » n'incombe pas aux dirigeants d'aujourd'hui du PCUS, mais « à ceux qui ont dirigé le pays pendant trop d'années, qui ont refusé de mener à son terme la désalinisation entreprise en son temps par Nikita Khrouchtchev, qui ont bloqué le développement de la société soviétique, répondu aux besoins croissants de démocratie par la censure et les atteintes permanentes aux droits de l'homme, laissé se développer l'inertie, la paresse, la corruption ».

D'un mot, M. Marchais a parlé de la Chine, où s'exerce des « pratiques » qui sont « contraires » au socialisme, et il a évoqué « d'autres pays », où « les forces capitalistes

savent, désormais, jouer des faiblesses et des inconséquences qui marquent telle ou telle société socialiste ». « Il n'y a d'espoir pour le socialisme, a affirmé le rapporteur, ni dans la crispation sur des positions et des stéréotypes dépassés ni non plus, bien sûr, dans la fuite en avant vers la social-démocratie, dont la caractéristique historique essentielle est de n'avoir jamais pu construire le socialisme. »

Au cours de cette première journée, le président de séance, M. Pierre Sotura, trésorier du parti, a indiqué aux membres du comité central que M. Charles Fiterman, blessé dans un accident de voiture, avait fait parvenir à la direction une intervention écrite. Cette intervention n'avait pas été lue ni distribuée jeudi soir. « Dans une atmosphère fébrile », selon un membre du parlement communiste, une discussion informelle s'est ouverte sur la seconde partie du rapport, laissant pratiquement dans l'ombre la première partie.

A cette occasion, M. Gérard Streiff, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire *Révolution* et ancien correspondant de l'*Humanité* à Moscou à l'époque brejnévienne, a conseillé à ses camarades de ne pas céder à la « dramatisation de la presse » sur les événements des pays de l'Est. Il a souligné, en substance, que la liberté est, évidemment, plus grande en Union soviétique que dans les pays capitalistes, puisque les ouvriers peuvent arriver en retard dans leurs entreprises ou, même, ne pas s'y rendre. Cet étonnant éloge des carences du système productif, accompagné de quelques autres exemples du même tonneau, a fait naître quelques mines dubitatives ou circonspectes dans l'assistance. Collaborateur de M. Philippe Herzog à la section économique du comité central, M. Paul Boccara, dont les interventions ne sont pas toujours d'une limpidité absolue, aurait pu, semble-t-il, le contre-pied des assertions de M. Streiff.

OLIVIER BIFFAUD

Au Parlement européen

Les députés du FN présentent leurs excuses

STRASBOURG

de notre correspondant auprès des Communautés européennes

Un « cessez-le-feu » a été conclu, jeudi 12 octobre, entre le Front national et les autres formations du Parlement européen. M. Bernard Antony et Bruno Gollnisch ont présenté, en session plénière, leurs excuses à M. Enrique Baron de Crespo, président de l'assemblée. La veille, ces deux représentants de l'extrême droite avaient été les principaux protagonistes du grave incident qui s'était produit dans l'hémicycle.

Dès l'ouverture de la séance, jeudi matin, M. Jean-Marie Le Pen dénonçait, visant les socialistes, « la dérive autoritaire du Parlement, avec un risque totalitaire, en raison de l'hégémonie d'un groupe et de la passivité du reste de l'assemblée ».

Après une heure de débats, M. Baron de Crespo décidait que le bureau élargi (président, vice-présidents et chefs des groupes) reverrait l'ensemble de la question en début d'après-midi. A 18 h 30, M. Antony et Gollnisch faisaient leur déclaration commune et le président de l'assemblée en prenait acte, sans autre commentaire.

M.S.

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

Le Monde

RADIO TELEVISION

Chaque samedi
numéro date dimanche-lundi

LES NOUVEAUX COMMUNICANTS SE MULTIPLIENT A VITESSE GRAND V.

Le nouveau communicant ne se fait pas de souci. Il sait qu'avec Alphapage, il peut être joint par Minitel... et du monde entier!

Les oreilles du nouveau communicant entendent toujours le signal sonore l'avisant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a le sourire. Depuis qu'il a tapé 3614 code Alphapage sur son Minitel, il connaît tous les services Alphapage.

Attention! Le nouveau communicant est très rapide à la détente. Informé grâce à son Alphapage, il peut réagir à la seconde près.

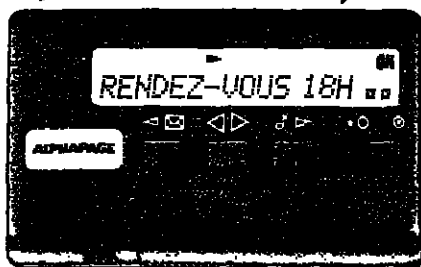
La poche du nouveau communicant contient systématiquement un récepteur Alphapage, parfois les clés de chez lui, éventuellement d'autres accessoires.

Au fond de lui, le nouveau communicant sait qu'il n'est jamais seul. Il sait même qu'il est plus de 55 000 abonnés Alphapage répartis dans toute la France.

Le nouveau communicant est bourré d'idées. La meilleure qu'il ait eue c'est de s'être abonné à Alphapage.

Sur son territoire, le nouveau communicant n'arrête pas de bouger. Grâce à son Alphapage, il peut être joint 24 h sur 24, 365 jours par an.

Alphapage, vous livre tous les secrets du nouveau communicant. Tapez 3614 code Alphapage sur votre Minitel ou téléphonez au NUMERO VERT 05 10 36 09



TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES

FRANCE TELECOM

ENAULT 25

MULTI PARIS - ILE-DE-FRANCE

EUROPE 93

Rassemblement international à Strasbourg

Les avocats à la conquête de la « forteresse »

Quelque trois mille avocats et juristes, venus des cinq continents, se sont réunis à Strasbourg du lundi 2 au vendredi 6 octobre. Rassemblés à l'initiative de l'International Bar Association (IBA), le plus grand groupement mondial d'avocats, les congressistes ont débattu des implications juridiques et commerciales du marché unique de 1993. Une perspective qui suscite inquiétudes et espoirs au sein de la communauté des professionnels du droit.

L'Europe à venir fascine les avocats. Un simple coup d'œil au programme du congrès de l'International Bar Association (IBA) regroupe quelque 12 000 praticiens de 130 pays) suffit à démontrer que le fameux « horizon 92 » est bien celui vers lequel tous regardent. Séminaire sur l'écu, réflexion à propos des « conséquences du Marché commun sur le droit de l'environnement », les quelque trois mille avocats présents ont tous « planché » dans le même sens : « Vers 1992 ».

Le thème est rassembleur. L'intérêt pour l'avènement de l'Europe sans frontières dépasse le cadre des spécialistes du droit international, et touche aussi bien les avocats des pays de la Communauté que leurs confrères étrangers, américains notamment (les plus représentés, avec 360 participants). L'ouverture du marché unique, si elle développe les convoitises, suscite aussi quelque inquiétude. « Dans mon pays, avocats le président de la section du droit des affaires, l'Américain Blaise Pasztony, on éprouve naturellement un peu d'apprehension à l'égard des conséquences de 1992 en Europe ».

Un sentiment très partagé, tant l'épouvantail protectionniste effraie les membres de cette profession libérale. Les intervenants du Vieux Continent ont mis, eux, tout leur talent à faire passer le message après de leurs collègues américains, australiens et des pays du tiers-monde : non, l'Europe ne sera pas cette « forteresse » protectionniste que redoutent un certain nombre d'hommes de loi. Tout simplement parce que le repliement sur soi

n'est plus à l'ordre du jour, à un moment où les affaires tendent à sortir de plus en plus du cadre national. Comme l'expliquait un avocat bruxellois, M^e Etienne Claes, « récemment, le besoin croissant de coopérer avec des avocats étrangers a amené de nombreux barreaux à adopter une attitude plus ouverte ». Entendez : à accueillir plus favorablement l'installation sur le sol national de confrères — leur nombre est en augmentation — candidats à l'immigration juridique.

Car, si elle inquiète certains, la manne judiciaire européenne attire le plus grand nombre vers un marché encore balbutiant mais en pleine évolution. « Aujourd'hui, il est indispensable d'avoir sur son papier à lettres une adresse dans une grande capitale européenne, Londres, Paris ou Bruxelles », estime, affectant un brin d'étonnement pour ce nouveau « soubassement », le jeune collaborateur d'un grand cabinet belge. Et de citer en exemple le cas de confrères britanniques qui faillirent perdre la clientèle d'une grosse compagnie pétrolière faute d'avoir eu, à l'époque, pignon sur rue à Bruxelles :

« Depuis, ils ont décidé de s'y installer ».

S'implanter en Europe devient, pour les avocats les plus « performants », bien plus qu'une question d'image, une nécessité stratégique. « Tout le monde mène des coups. On a vu, par exemple, les Canadiens s'allier aux Américains pour attaquer les solliciteurs britanniques. C'est la première fois que j'assiste à un tel bouillonnement », s'étonne M^e Daniel Soulez-Larivière, du barreau de Paris. Pour lui, l'émulation née de ce climat offensif va valoriser le marché du droit en Europe, faisant de la Communauté un véritable Eldorado pour les avocats capables de travailler à une échelle internationale.

Quant à l'intégration des conseils juridiques étrangers (anglo-saxons en particulier) — si les termes de l'avant-projet de réforme des professions juridiques, qui fait toujours l'objet d'arbitrage, devaient être retenus, — elle lui paraît tout à fait positive, car propre à dynamiser encore davantage un marché en expansion. Outre-Atlantique, on n'est pas mécontent

non plus des effets de cette compétition. « Elle nous oblige à nous améliorer, donc à investir », disent en substance les Américains.

C'est dans ce contexte de grandes manœuvres pour la conquête de la « forteresse » Europe que deviendra effective, dès janvier 1991, la directive instaurant notamment la liberté d'établissement des avocats des Douze. La reconnaissance mutuelle des diplômes, qui permettra alors à tout avocat européen d'exercer dans un pays de la Communauté (après passage d'un examen et huit ans de pratique professionnelle dans son propre pays), modifiera sans doute la carte de l'implantation des cabinets.

La France, qui accueillait déjà environ quatre cents avocats anglo-saxons en 1987, apparaît aujourd'hui comme l'un des pays les plus ouverts. Et donc le mieux à même de gérer une arrivée massive — une « invasion » pensent certains — de concurrents extérieurs. L'Allemagne fédérale, à l'opposé, s'apprête à subir de plein fouet les conséquences d'une législation ultra-protectionniste. Outre-Rhin en effet, le critère de nationalité

demeure discriminatoire pour plaider devant un tribunal. Mais cette situation devra changer rapidement.

Reste que, si dès 1991 un « abogado » de Madrid pourra se faire enregistrer sans problème au barreau de Stuttgart, la profession est loin d'être une et identique d'un Etat à l'autre. En empruntant le tunnel sous la Manche, l'avocat français se trouve, bientôt, soudain autorisé à faire de la publicité ou à administrer des biens, toutes choses qu'interdisent les règles de fonctionnement des barreaux hexagonaux. Si l'avant-projet de réforme prend corps, ce même avocat pourra devenir salarié d'une entreprise, ce qui est déjà le cas de nombre de ses collègues étrangers. En attendant une future (et sans doute lointaine) harmonisation, les experts de Bruxelles entendent s'en tenir à une règle simple : l'avocat étranger devra exercer en suivant la réglementation en vigueur dans le pays d'accueil. Même si cela doit limiter son champ d'action, et par là même ses revenus.

JUDITH RUEFF

L'ÉVÉNEMENT!

Y'A D'LA joie!

20 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

CHARLES TRENET

AU PALAIS DES CONGRÈS A PARTIR DU MARDI 17 OCTOBRE

Plus en forme que jamais, possédant une technique incomparable du récital, Trenet paraît touché par la grâce...

Charles TRENET aussi fringant qu'à ses débuts à l'ABC...

Trenet est quelque chose qu'il faut avoir vu sur scène une fois dans sa vie.

LOCATION: (1) 46.40.28.20

PALAI DES CONGRÈS DE 12H30 A 19H, ENAG, AGENCES, MINTEL 36.15, EUROPE 1 ET PAR CORRESPONDANCE SPECTACLE CHARLES TRENET - PALAIS DES CONGRÈS - PORTE MAILLOT - B.P. 7 - 75017 PARIS

EUROPE 1

Le réseau BC-NET s'ausculte

Bilan positif pour l'agence matrimoniale des entreprises

Les responsables du réseau informatisé de conseillers d'entreprise européens (Business Cooperation Network ou BC-NET) ont exposé, mercredi 11 octobre, le bilan de leurs activités. Ce réseau, dont le but est de mettre en relation des entreprises qui cherchent à conclure des accords de coopération au niveau européen, a été créé en juillet 1988, pour une durée expérimentale de deux ans, à l'initiative de la Commission des Communautés européennes.

Comment cinq entreprises de publicité (française, britannique, allemande, danoise et néerlandaise) ont-elles pu entrer en contact et mettre sur pied un réseau européen de publicité? Réponse: par l'intermédiaire du BC-NET. Et comment un grossiste de Soudier qui cherche à commercialiser de nouveaux produits entre-t-il en contact avec une société danoise? C'est aussi grâce au BC-NET.

Lorsqu'une entreprise recherche une collaboration au plan européen, elle peut s'adresser à l'un des quatre cents conseillers d'entreprise (agences de développement régional, banques, chambres de commerce) membres du réseau Business Cooperation Network que compte la Communauté européenne. La France rassemble une soixantaine de ces conseillers.

Un profil de coopération (fiche signalétique comprenant les ex-

gences de l'entreprise en matière de coopération) est alors établi et envoyé au système informatique central, situé à Bruxelles. Un programme informatique rapproche entre elles les fiches, et les entreprises peuvent alors prendre contact avec leurs semblables.

Depuis juillet 1988, douze mille « profils de coopération » sont ainsi arrivés au siège de la Commission européenne. Actuellement, la base de données en compte cinq mille. La chambre de commerce de Paris a vingt dossiers en cours. S'il n'y a pas encore de contrats signés, explique le responsable du service extérieur, il n'y a « pas non plus de refus ». En effet, à un profil de coopération correspond au moins une réponse.

Les Français demandeurs

Les accords de coopération sont à 60 % commerciaux, viennent ensuite les accords dans le domaine technique (25 %), puis les accords financiers et ceux d'ordre divers. Un exemple de coopération technique: une société française (chiffre d'affaires: 41 millions de francs) spécialisée dans la technologie de pointe fournit désormais à une grosse société britannique de construction (chiffre d'affaires: près de 10 milliards de francs) la technologie dont elle ne disposait pas.

Selon M. Eric Hamelinck, responsable des liaisons entre le BC-NET et les conseillers d'entreprise, le plus délicat est d'arriver à concilier les différents régimes jur-

diques des pays. Il faut attendre au moins un an pour qu'un contrat soit signé. En cas d'échec, explique M^e Fragnet-Berlet de la chambre de commerce de Paris, le failli est généralement l'entreprise qui n'a pas mis en place une organisation suffisante pour exploiter le premier contact avec un éventuel partenaire.

Les pays d'où émanent le plus grand nombre de demandes sont la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne. Les moins enthousiastes sont la RFA et les Pays-Bas. Or ce sont les entreprises oncost-allemandes qui sont les plus demandées par les Français! Cependant, dans de nombreux cas, l'entreprise cherche un profil de société précis sans attacher une grande importance au pays, explique M^e Fragnet-Berlet.

La rémunération que les entreprises doivent verser à un conseiller pour bénéficier du réseau est très variable. Elle peut aller de 150 F à environ 4 000 F. Certains conseillers sont de simples intermédiaires, d'autres se chargent de mener le projet de coopération à son terme.

Le réseau pourrait ultérieurement être étendu à des Etats non communautaires, notamment aux pays de l'AELE (Association européenne de libre échange) (1). En attendant, il serait souhaitable que des statistiques permettent de savoir dans quelle proportion les contacts réalisés grâce au réseau débouchent sur des accords de coopération.

(1) Créée en 1960, l'AELE réunit l'Autriche, l'Islande, la Norvège, la Suède, la Suisse et la Finlande.

Au programme des « Initiatives locales pour l'emploi des femmes »

Les aides aux créatrices

L'ICOSI, Institut de coopération sociale et internationale, a réuni, mardi 10 octobre, une vingtaine de créatrices d'entreprises sélectionnées par la Communauté européenne dans le cadre de son programme sur les « Initiatives locales pour l'emploi des femmes » (ILE). Cette rencontre, la première de ce type, a permis de faire le point sur les diverses aides financières accordées aux créatrices d'entreprises.

Quelles aient créé un cabinet de marchand de biens, un restaurant, une association culturelle ou bien encore une crèche, elles ont toutes en commun la fierté d'avoir été sélectionnées par la Communauté européenne. En effet, le plus difficile pour bon nombre d'entre elles a été d'être prises au sérieux. Grâce à la CEE, elles ont acquis d'un seul coup la crédibilité et la notoriété.

Depuis la mise en place du programme européen en 1987, elles sont de plus en plus nombreuses

chaque année à bénéficier des primes de la CEE. En 1988, cent vingt-sept entreprises avaient été primées grâce à un budget de 400 000 écus (environ 2,8 millions de francs). En 1990, un budget de 5,5 millions de francs devrait permettre d'aider deux cents entreprises. Mme O'Leary, gestionnaire du programme « Initiatives locales pour l'emploi des femmes », de 750 000 écus (environ 5,25 millions de francs) affirme que « le nombre de dossiers le plus important vient de France ».

Ce programme fournit une aide financière directe aux créatrices d'entreprise (7 000 francs par emploi créé) et leur fournit un réseau d'information et d'appuis divers. Pour être candidate à la sélection de la CEE, il faut envoyer sa demande à Bruxelles. Les prochains dates d'examen des dossiers sont fixées au 31 octobre 1989 et au 1^{er} février 1990.

Par ailleurs, il existe au plan français la possibilité, depuis 1988, de bénéficier d'un fonds de garantie. Selon M. Naim, conseiller technique auprès du cabinet de Mme Michèle André, secrétaire

d'Etat chargée des droits de la femme, 55 % des dossiers envoyés aux banques ont été acceptés dans le cadre de ce plan. Le projet de budget 1990 prévoit une aide de 36 millions de francs aux créatrices d'entreprise.

Enfin, le Centre national d'information et de documentation des femmes et des familles (CNIDFF) a annoncé la création d'un service minitel (3615 Elitel) destiné à apporter des informations sur le droit européen, les statuts juridiques communautaires, les aides financières.

Selon le CNIDFF, une entreprise doit avoir au moins trois ans d'existence pour être sortie de la « période critique ». On devra donc attendre quelques années avant de savoir si la vingtaine d'entreprises sélectionnées cette année par la CEE ont trouvé la bonne voie.

ICOSI (Institut de coopération sociale et internationale), 4, avenue du Colonel-Bonnet, 75016 Paris.

CNIDFF (Centre national d'information et de documentation des femmes et des familles), 7, rue du Jura, 75013 Paris.

مكتبة الأصل

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

14 L'enseignement supérieur en Ile-de-France
15 Les pays d'origine de physique et de chimie

16 Le procès du meurtrier d'un colleur d'affiches
17 Théâtre : Albert Schnitzler, l'explorateur

25 Les débats du MIPCOM
28 Les championnats du monde de judo

L'accueil des réfugiés en France

Le nombre des demandeurs d'asile a doublé en deux ans

Le nombre des demandeurs d'asile a très fortement augmenté en France au cours des derniers mois. L'Office de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) a enregistré, depuis le 1^{er} janvier, 37 000 demandes de statut. Selon les prévisions, le total de 1989 devrait représenter plus du double de celui de 1987.

Les déclarations de M. Jean-Claude Barreau sur l'immigration, dans le *Monde* du 10 octobre, ont provoqué de l'étonnement, de la gêne et des grimaces de dents. Il n'est pas courant, en effet, qu'un président de l'OMI (Office des migrations internationales), occupant de surcroît la présidence de l'INED (Institut national d'études démographiques), s'exprime de cette manière sur un sujet aussi délicat.

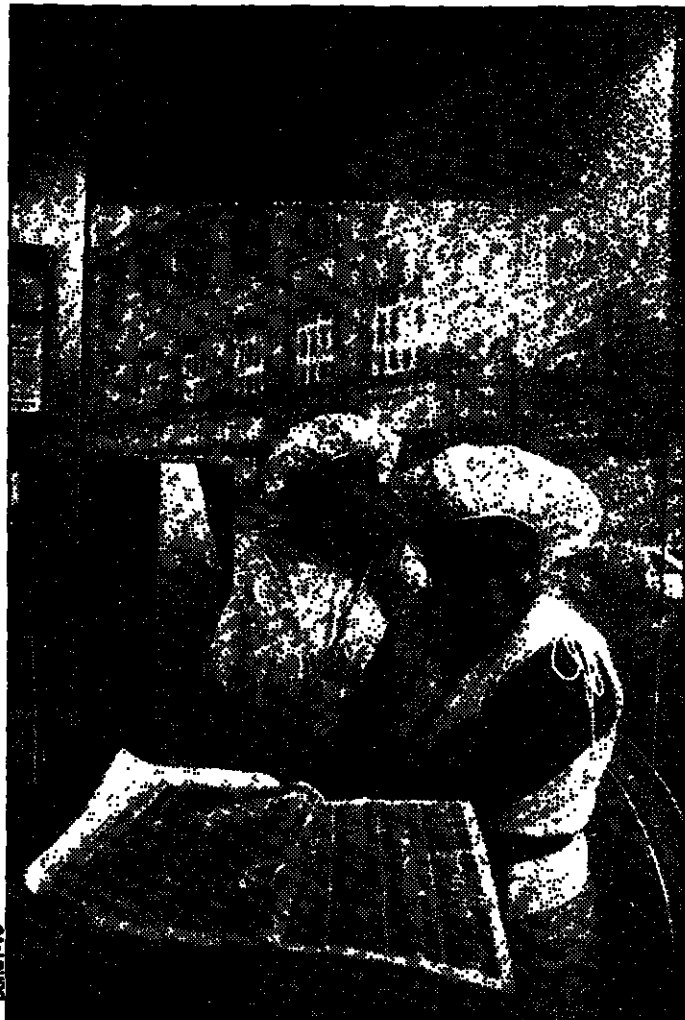
M. Barreau assimile notamment la plupart des demandeurs d'asile à des immigrés. Selon lui, « il est clair que les trois quarts de ces demandeurs viennent chez nous pour des raisons économiques et non pas politiques ». Et, comme la plupart de ceux à qui on refuse le statut de réfugié ne repartent pas chez eux, « nous transformons chaque année plusieurs dizaines de milliers de réfugiés à l'asile » en clandestins officiels.

Si l'on fait passer au président de l'OMI la responsabilité de ses affirmations, force est de reconnaître qu'il n'a pas grossi le chiffre des demandeurs d'asile en les estimant à « 50 000 cette année ». Il est même en dessous de la réalité, le chiffre de 1989 risquant d'être plus proche de 60 000 que de 50 000.

Turcs et Africains

C'est au printemps de l'année dernière que la courbe a commencé à grimper sensiblement. Les flux en provenance de certains pays ont quadruplé en neuf mois. Il s'agit notamment des Turcs et de ressortissants d'Afrique noire, comme les Maliens, les Angolais et les Zaïrois. Or la situation politique qui règne dans la plupart de ces pays ne s'est pas modifiée au point de justifier un tel exode. La raison principale semble être le fait que la France a recommencé à créer des emplois et que, le sachant, certains immigrés ont indiqué cette filière à des parents restés au pays.

Mais, en matière de droit d'asile, il faut se garder de toute généralisation : les tentatives de dénouement de procédure coïncident les situations les plus dramatiques. C'est la raison pour laquelle certains dossiers sont traités parfois en vingt-quatre heures et que d'autres peuvent traîner plusieurs années. Tel Chinois, arrivé à Paris après la répression du mouvement étudiant, n'avait pas besoin de faire de grandes démonstrations pour obtenir sur-le-champ le statut de réfugié, alors que tel Africain, indiquant comme raison de sa demande « la sécheresse qui règne



Stéphane Duroy de l'Agence Vu a reçu le prix international du World Press décerné à Amsterdam pour son reportage intitulé « Harlem-sur-Seine » réalisé en 1988 et 1989.

Année	Demandes de statut de réfugié	Certificats de réfugié attribués
1981	19 863	14 586
1982	22 505	15 670
1983	22 350	14 808
1984	21 714	14 314
1985	28 925	11 539
1986	26 280	10 846
1987	27 672	8 704
1988	34 352	8 794
1989		
(fin 1988)	37 000	

dans mon pays », a été recalé immédiatement.

Dans de nombreux cas, il est difficile de savoir d'emblée s'il s'agit d'une immigration déguisée, de caractère économique, ou d'une situation qui correspond à la définition de la convention de Genève du 28 juillet 1951. Est réfugié, selon l'article 12 de cette convention, toute personne qui, « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ».

Les victimes de guerre civile n'entrent pas dans ce cadre. C'est

notamment le cas des Libanais qui, malgré toutes leurs souffrances, ne peuvent prétendre être persécutés par leur gouvernement puisqu'ils comptent... deux gouvernements. Quant aux personnes originaires des pays de l'Est, on ne les considère plus de la même manière qu'avant : depuis les changements politiques intervenus à Varsovie et la perestroïka en cours à Moscou, ni les Polonais ni les Soviétiques ne bénéficient désormais du statut de réfugié. C'est toujours vrai, en revanche, des Allemands de l'Est... mais pas en RFA où ils sont considérés comme des nationaux.

Pas d'examen aux frontières

Les effectifs de l'OFPRA ont été renforcés - l'Office compte aujourd'hui quelque deux cents personnes - et ses méthodes ont été améliorées. Cela a permis de traiter 3 600 dossiers en septembre, contre 1 800 seulement en mai. Mais, pour répondre aux besoins, il faudrait un personnel sensiblement plus nombreux : 5 600 dossiers n'ont pas été déposés au cours du seul mois d'août.

La reconnaissance du statut de réfugié en France repose sur un double système : d'abord, une décision administrative, prise par l'OFPRA ; puis, en cas de refus,

une décision juridique qui relève d'une commission de recours. Or on enregistre chaque année de très nombreux refus : seules 8 794 personnes ont obtenu l'an dernier le statut de réfugié. Parmi elles, 5 037 Asiatiques (dont 3 500 Indochinois), 2 166 Européens (surtout des Turcs), 887 Africains (à commencer par des Zaïrois) et 642 Américains (Haitiens et Chiliens en majorité).

Sur dix demandeurs recalés par l'administration, neuf déposent un recours. Certains réussissent même à engager par la suite une deuxième procédure, voire une troisième, en fournissant par exemple un nouveau document démontrant qu'ils ont été victimes de persécutions dans leur pays. Un demandeur a pu « durer » ainsi sept ans avant d'obtenir le statut de réfugié, étant entendu que le dépôt d'une demande permet d'obtenir un titre de séjour et une autorisation de travail pendant toute la durée de la procédure.

On sait déjà, selon les prévisions, que la commission de recours aura à traiter l'an prochain quelque 36 000 dossiers. Actuellement, les décisions de l'OFPRA ne sont contredites que dans 7 % des cas. Ce qui veut dire que plus de 33 500 demandeurs d'asile se retrouveront en principe sans statut et sans papiers. Que fera-t-on d'eux ? Le gouvernement est-il prêt à expulser, en une année, 33 500 personnes - hommes, femmes et enfants - qui auront déjà vécu en France pendant un temps plus ou moins long ? C'est un problème très douloureux qui ne se règle pas par quelques sentences de la Cour de Commerce. Il n'y a, en effet, que trois solutions, dont aucune n'est satisfaisante : expulser ces personnes, régulariser malgré tout leur statut ou les condamner à la clandestinité.

Faut-il développer considérablement les moyens de l'OFPRA pour permettre des décisions très rapides, sans laisser aux demandeurs le temps de s'installer en France ? Ce serait certainement utile, mais insuffisant. Faut-il modifier la procédure en opérant le tri aux frontières ? Les défenseurs du droit d'asile sont farouchement opposés à cette solution, qui contredirait le principe de « non refoulement » contenu dans la Convention de Genève : la police, remarquent-ils, n'est nullement outillée pour examiner les dossiers.

Il faut rappeler que la France n'est pas le seul État européen confronté à ce problème. L'Allemagne fédérale, en particulier, a enregistré l'an dernier plus de cent mille demandes d'asile ! Un candidat refoulé d'un pays est évidemment tenté de frapper chez le voisin. C'est dire que l'ouverture des frontières de la Communauté, à partir de 1993, va obliger les Douanes à accorder leurs violons. On assiste aujourd'hui à d'étonnantes disparités : la Grande-Bretagne ne fera croire à personne que, si elle n'a accueilli que 1 195 demandeurs d'asile en 1988 - six ou sept fois moins que la Grèce ! - c'est seulement parce qu'elle est une île...

ROBERT SOLÉ

Installés dans le provisoire

Il est 11 heures, la salle d'attente est comble pour cette deuxième permanence hebdomadaire de la CIMADE, association humanitaire d'origine protestante.

« Numéro 17, s'il vous plaît ! » La jeune Zaïroise entre et tend un bout de papier rose : son titre de séjour provisoire, valable un an. Elle s'assoit ensuite face à Lili, la responsable qui reçoit les demandeurs d'asile ce jeudi matin. Vingt-neuf personnes vont défilier dans la localité. Une matinée ordinaire. Certains, comme cette Mauricienne battue par son mari, ne connaissent que très vaguement la notion de réfugié politique. Ils viennent se renseigner, à tout hasard... Mais la plupart sont dans une situation des plus précaires : depuis un, deux, trois ans et même beaucoup plus dans certains cas, ils attendent que l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) statue sur leur sort.

Leurs problèmes ? Ils sont quotidiens et terre à terre. Cette jeune femme, ancienne diétiste infirmière à Kinshasa où elle a participé à des manifestations antigouvernementales, est arrivée en France il y a six mois. Elle a immédiatement déposé une demande auprès de l'OFPRA. Depuis, elle vit chez son frère et sa belle-sœur. Les deux femmes ne se supportent pas. Son cousin explique : « Ils habitent à trois dans un studio, vous comprenez. Elle ne peut plus rester, ils ne veulent pas d'elle à la maison... »

La responsable se montre compréhensive. Soigneusement, elle note deux adresses sur une feuille qu'elle remet à la jeune femme. L'une pour un placement dans un foyer réservé aux femmes seules, l'autre pour un petit boulot - gardes d'enfants, courses ou ménages. Pour l'instant, pas question d'envisager même de reprendre des études d'infirmière. Pour cette Africaine de trente et un ans, comme pour les quelque 70 000 demandeurs d'asile en attente d'un statut de réfugié, c'est l'installation forcée dans le provisoire.

Parcours du combattant

De l'arrivée en France à l'obtention du « label » réfugié - qui fera du nouveau venu un statutaire, avec tout ce que cela comporte de sécurité et de stabilité - la procédure prend souvent des allures de parcours du combattant. Le « numéro 22 »

JUDITH RUEFF

« Raconte-moi une histoire. Gaie ou triste ? Gaie de préférence. Il était une fois un cimetière. » Shakespeare.

HISTOIRES D'AMÉRIQUE

food, family and philosophy

Un film de Chantal Akerman

AU 14 JUILLET - ODÉON

Contradictions européennes

Le statut de réfugié donne droit en France à une carte de résidence valable dix ans et renouvelable qui permet à son titulaire de travailler ou de s'inscrire au chômage. Le réfugié reçoit également un passeport, valable deux ans, ne lui donnant pas accès à son pays d'origine.

Il ne faut pas confondre les bénéficiaires de l'asile qui sont en augmentation constante et les bénéficiaires du statut de réfugié qui, eux, ont diminué. Cette diminution est due au fait que les Indochinois sont moins nombreux à venir qu'il y a quelques années.

La plupart des ressortissants du Sud-Est asiatique n'attendent pas d'être en France pour demander l'asile : ils arrivent avec un visa d'établissement, ce qui les assure presque d'obtenir le statut de réfugié. En revanche, la majorité des candidats des autres nationalités sont des demandeurs « spontanés » : ils se présentent, soit à la frontière, soit directement à l'OFPRA.

Cette possibilité n'existe plus dans certains pays européens qui ont durci leur dispositif. Ainsi, les Pays-Bas, refusent l'entrée des demandeurs « spontanés » et, appliquant la règle du « premier asile », rejettent les candidats ayant déjà séjourné plus de trois mois dans un autre État démocratique. Ces restrictions expliquent sans doute que le nombre des demandeurs d'asile y soit passé de 13 460 en 1987 à 7 500 en 1988, selon le rapport du Groupe de réflexion interdépartemental publié cette année en Suisse. On note également une baisse en Belgique (de 6 000 à 5 078) et en Grande-Bretagne (de 4 200 à 1 195). En revanche, de 1988 à 1987, le nombre des demandeurs a augmenté en Grèce (de 4 300 à 7 000), en Italie (de

6 500 à 10 900) en Suisse (de 8 800 à 10 900) et en Suède (de 14 600 à 18 500). Cette hausse s'est poursuivie et parfois fortement accélérée en 1988.

Cela dit, l'Europe ne continue à accueillir qu'une infime minorité des réfugiés de la planète (6 % en 1988, selon une évaluation, forcément très approximative, du Haut-Commissariat pour les réfugiés). Ce sont des pays du tiers-monde - comme la Somalie, le Soudan ou l'Afghanistan - qui abritent la plus grande partie de ceux qui fuient les persécutions et les guerres.

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

L'enseignement supérieur en Ile-de-France

• Vers une informatisation obligatoire des inscriptions

• Création de cinq à six nouveaux centres universitaires

A l'occasion de la rentrée universitaire, qu'ils jugent « relativement satisfaisante », les recteurs des trois académies de Paris, Créteil et Versailles ont annoncé leur intention de rendre progressivement obligatoire le système informatisé d'accueil et d'inscriptions des étudiants. Ils ont, d'autre part, tracé les grandes lignes d'une politique ambitieuse de développement des capacités d'accueil : à terme, cinq ou six pôles universitaires nouveaux devraient voir le jour dans la région parisienne.

La présidence de Paris-VII occupée

Plusieurs dizaines d'étudiants marocains et tunisiens occupent, depuis lundi 9 octobre, les couloirs de la présidence de l'université Paris-VII-Jussieu, afin d'obtenir leur inscription. L'an dernier déjà, à pareille époque, des étudiants étrangers, dont les dossiers d'inscription étaient parvenus tardivement, avaient occupé les locaux de cette même université. Ils avaient observé une grève de la faim et la police avait dû intervenir, avant que des solutions individuelles soient trouvées.

« Les conditions sont différentes cette année, affirme M^{me} Nadine Forest, présidente de Paris-VII. Les dossiers de candidature ne sont pas en possession des universités, mais centralisés au rectorat. Nous ne pouvons même pas négocier. » A la lumière des événements de l'année précédente, un centre interuniversitaire de traitement des dossiers d'inscription hors délai (Cludex) a en effet été créé, et une commission d'experts étudie les deux cents à trois cents dossiers en souffrance.

Après vérification des diplômes fournis et des qualifications de chacun des candidats, les étudiants seront répartis dans les universités de la région parisienne. Peut-être même au-delà, car la plupart des universités parisiennes affichent complet. « Faute de place, nous avons dû refuser mille quatre cent cinquante dossiers d'inscription parvenus dans les délais, dont quatre cent cinquante d'étudiants étrangers », reconnaît avec regret M^{me} Forest.

Événement inhabituel et symbolique : c'est ensemble que les trois recteurs de la région parisienne ont présenté, jeudi 12 octobre, le bilan de la rentrée dans les treize universités d'Ile-de-France, ainsi que les chantiers sur lesquels ils sont actuellement engagés. « Notre souci politique est très clair : la gestion et le développement des trois académies est une tâche solidaire et globale », devait souligner M^{me} Michèle Gendreau-Massaloux, recteur de Paris, entourée de M^{me} Michel Alliot (Versailles) et Christian Forestier (Créteil).

Pour les responsables des trois académies parisiennes, la rentrée universitaire est « relativement satisfaisante » puisque, assurément, tous les candidats à l'entrée dans l'enseignement supérieur ont trouvé une place. Les quelques cas encore en suspens devraient être réglés d'ici la fin du mois. Mais ils ne cachent pas que l'exercice devient de plus en plus ardu.

Le nombre de bacheliers, dont les demandes d'inscription étaient encore en attente fin juillet, a doublé cette année par rapport à 1988, et un nombre croissant d'autres ont été finalement amenés à s'inscrire dans une université, voire dans une discipline, qu'ils n'avaient pas choisie au départ.

Rationaliser les inscriptions

La situation risque d'autant plus de s'aggraver que, dans les quatre années à venir, les prévisions des rectors tablent sur une augmentation de onze mille nouveaux inscrits en première année dans les universités parisiennes et de trente mille nouveaux étudiants de premier cycle.

Deux séries de solutions sont, dès à présent, esquissées par les trois rectors. La première consiste à améliorer et à rationaliser, grâce à l'informatique, la procédure d'inscription. Depuis trois ans, les lycées de terminale sont invités (via le système RAVEL et le minitel) à exprimer leur vœu en matière d'enseignement supérieur. Ce mécanisme facultatif n'est utilisé que par les deux tiers environ des élèves.

L'objectif est donc de rendre, à terme, la procédure RAVEL obligatoire en informatisant les inscriptions au baccalauréat et en les couplant, grâce au minitel, avec la formulation des vœux individuels.

De même, à l'instar des expériences déjà mises en place à Paris-VI et Paris-II, les trois rectors vont inciter toutes les universités d'Ile-de-France à adopter un système informatisé d'accueil des étudiants. Cela devrait permettre d'anticiper les flux de demandes, de mieux évaluer les inscriptions, mais aussi

de tenir compte, dans l'affectation des étudiants, des facilités de transport entre leur domicile et l'université.

Marne-la-Vallée Melun, Cergy...

L'autre dossier, sur lequel travaillent les responsables des trois académies, est celui des capacités d'accueil. Les universités existantes étant déjà surchargées, la seule hypothèse consiste à créer de nouvelles universités. Plutôt que des créations massives ex nihilo, il est envisagé de développer progressivement de nouveaux pôles d'enseignement supérieur, à partir des antennes universitaires créées au cours des deux dernières années.

L'esquisse de cette nouvelle géographie universitaire s'appuie principalement sur les villes nouvelles qui ont accueilli ces antennes : Marne-la-Vallée qui pourrait accueillir quelque quinze mille étudiants d'ici l'an 2000, Saint-Quentin-en-Yvelines, Cergy-Pontoise, Versailles.

Par ailleurs, le rectorat de Paris réfléchit aux possibilités de mieux aménager et d'étendre le campus de Jussieu. « La zone qui va de Jussieu à la future Bibliothèque de France et qui comprend notamment le Muséum d'histoire naturelle, l'Institut du monde arabe et la Pitié-Salpêtrière, peut devenir, à terme, le nouveau Quartier latin », estime M^{me} Forest.

avec une vocation culturelle et universitaire très affirmée », a souligné M^{me} Gendreau-Massaloux.

Cinq ou six nouveaux pôles universitaires devraient donc émerger dans les prochaines années. Cela soulève de nombreuses difficultés et suscite bien des controverses, comme en témoigne l'attitude du conseil régional d'Ile-de-France, longtemps absent de la scène universitaire et qui s'y intéresse beaucoup depuis quelques mois. Cet intérêt des élus régionaux, avec qui les discussions sont engagées, est considéré par le rectorat de Paris comme une évolution « très positive, à condition que cela se passe dans le cadre du service public ».

Enfin, cette nouvelle carte universitaire devra s'inscrire dans le schéma de développement de la région parisienne, que le premier ministre entend définir avec l'ensemble des collectivités locales compétentes, d'ici le printemps prochain. Les trois rectors ont bon espoir que les réaménagements universitaires auxquels ils travaillent constituent l'un des piliers de ce nouvel aménagement du territoire d'Ile-de-France.

Si c'était le cas, on assisterait à une vraie révolution par rapport à la politique menée dans les années 1960-1970, lorsque les universités étaient construites à la sauvette, à l'écart des pôles de développement et de communication les plus dynamiques de la région. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

GERARD COURTOIS

JOURNAL D'UN AMATEUR

LES revendications sociales qui s'étaient tues ou ne s'étaient que pour mieux éclater de nouveau : c'est encore une fois la bataille conjointe de la forme et du fond, celui-ci pour les salaires, celle-là pour les conditions de travail. Les Français (et les autres) veulent un emploi, mais pas à n'importe quel prix et pas à n'importe comment.

Le poids persistant du chômage, contrebalancé par la prospérité théoriquement retrouvée — jusqu'au prochain cycle déflationniste — ne fait plus office de force de dissuasion contre les mouvements sociaux. Le chômage n'apparaît plus comme l'ennemi objectif et involontaire des patrons. A plus forte raison quand les victimes avérées ou éventuelles n'appartiennent pas aux mêmes catégories de population que les grévistes, par définition pourvus d'un emploi.

Où une proportion énorme de salariés, du secteur public comme du secteur privé, perçoivent des revenus qui ne dépassent guère le SMIC est une donnée connue. Que le SMIC soit d'un montant qui intervient à un tel collimateur de vie démentant à Paris intra-muros et même dans sa (très) proche banlieue la moins d'être enrichi et propriétaire de son logement, ce qui va ramener de pair, n'est pas moins une vérité première.

Aussi n'est-il pas indécemment que M. André Lajoinie, se faisant, voilà huit jours, un marchepied du traitement de M. Jacques Calvet, ait exigé encore, cette fois à l'occasion des questions d'actualité de l'Assemblée nationale, « le SMIC à 6 500 francs ». D'autant que, même d'une telle somme, il n'en serait pas mué en pectole.

Ainsi comprend-on mal que, pour lui répondre, M. Michel Rocard ait grimpé sur ses grands chevaux, levé les bras au ciel et, implicitement, mis en doute la santé mentale de son interlocuteur en s'étonnant qu'il ne réclame pas « 7 000 » ou « 10 000 francs ».

BIEN sûr, M. Rocard a raison, puisqu'il n'a jamais tort, et que, à l'appui de ses certitudes, les économistes de tous les bords s'avancent en rangs serrés. C'est vrai que, au regard du bilan de PSA, la confortable augmentation de M. Calvet n'a, à proprement parler, aucune importance, que c'est une goutte d'eau dans la mer, alors que 1 000 francs par mois et pour chacun des dizaines de milliers d'employés du groupe représenteraient de manière significative sur les résultats de l'entreprise. Les petits ruisseaux font les grandes rivières. La sagesse des nations vient au secours des patrons (ou des ministres) rapistes. A supposer que la sagesse des nations ne se trompe jamais.

Mais n'est-ce pas envisageable d'élever le salaire minimum à ce qui semblerait instinctivement convenable (quoique « l'ins

trict » soit un critère économique discutable), le fait en revanche de faire à l'idée qu'il n'est plus désormais possible de traiter un employé de l'Etat ou d'une firme privée, comme autrefois le châtelain son garde-chasse ou sa souillon.

D'une part et tout bêtement parce que ce n'est pas bien ; d'autre part parce que cela ne se peut plus. La droite est libre de dire « le socialisme, ça ne marche pas » ; la gauche, l'engagement et le silence non plus.

A plus forte raison dans un pays dont le niveau intellectuel est devenu ce qu'il est en attendant d'être ce qu'on nous annonce : où, de l'avis général, un nombre grandissant de collaborateurs du service public sont titu-

Ruisseaux

laire de diplômés très supérieurs à ce que requiert leur poste ; où les promotions de gardiens de la paix sont composées pour 20 % d'entre elles d'agents qui sont au moins bacheliers ; où les surveillants de prison sont à peu près dans le même cas au moment d'embrasser le métier qu'ils ont saisi.

Un dirigeant de syndicat pénitentiaire expliquait il y a peu dans le Figaro qu'on ne pouvait pas demander des boulots idiots et sans intérêt à des gens qui avaient plutôt démontré qu'ils ne l'étaient pas au départ. Même si la crise, jugée ou non, n'est pas précisément étrangère à ce phénomène, mieux vaudrait tirer profit des bons côtés d'une mauvaise conjoncture. Mieux vaut toujours parler sur l'intelligence que sur la sottise. C'est de surcroît plus agréable pour diriger une institution, une société, un pays.

CETTE évolution n'a pas lieu de se renverser, au contraire, si l'on s'en rapporte à l'objectif gouvernemental des « 80 % de bacheliers en l'an 2000 ». Certes, comme l'ont fait observer plusieurs, et notamment le professeur Laurent Véron dans le Monde du 7 octobre, il est à craindre que, ainsi répandu, ce diplôme ne s'en trouve, en fait ou dans sa réputation, dévalué.

Pas au point de le ramener, pour ce qui concerne les connaissances, à ce que sanctionnait feu le certificat d'études. Ces bacheliers-là seront quand même plus instruits que ne l'étaient leurs arrière-grands-parents avec le « certif » ; par rapport à une société infiniment plus complexe qu'il y a soixante ans ou plus.

Or l'instruction — c'est son rôle — conduit à réfléchir, et réfléchir, parfois à se révolter. Dès lors que les citoyens forment un peuple instruit, cela doit nécessairement se traduire par une autre manière de les gouverner et, plus encore, de les diriger.

Le défi des 80 % de bacheliers est aussi un défi que se lance le gouvernement et qu'il

MÉDECINE

Quatre mille cinq cents manifestantes dans Paris

Le mouvement des infirmières reprend à petits pas

Les années ne se rassemblent pas pour les infirmières. Elles n'étaient que quatre mille cinq cents à défiler de la place Denfert-Rochereau au ministère de la santé, jeudi 12 octobre à Paris, et, selon l'assistance publique, la grève aurait été suivie par 13 % des effectifs. La direction des hôpitaux évalue, quant à elle, à environ 2 % le nombre des grévistes dans ses établissements.

La faiblesse de cette mobilisation — la première de la rentrée — ne doit cependant pas masquer le malaise persistant fortement dans cette profession malgré les acquis (essentiellement salariaux) de l'an passé. Les manifestants qui défilaient en scandant et chantant : « Un an après, c'est le calvaire, alors Evry que vas-tu faire ? », ou « L'hôpital, c'est la misère, le boulot, c'est la galère », ne faisaient qu'exprimer dans la rue ce que les autres blouses blanches soulignent dans les hôpitaux et les cliniques.

Difficiles à mobiliser (l'automne dernier c'était la première fois depuis de nombreuses années qu'elles se réunissaient), la profession hésite à se lancer à nouveau dans un grand mouvement qui n'a pas été à la mesure de ses espérances.

La manifestation était toujours organisée par la coordination, mais par une coordination affaiblie. La CGT, qui s'y était jointe, avait choisi d'être plus discrète et les militants arboraient beaucoup moins ostensiblement leurs badges. Ceux de la CFDT qui, l'an passé, avaient voulu suivre la base bondaient mercredi le défilé.

GERARD COURTOIS

Mais le SIAN (Syndicat infirmier autonome national), né d'un groupe d'infirmières qui a voulu donner une structure syndicale strictement professionnelle au mouvement, et le CRC — la fédération régionale des syndicats santé-sociaux d'Ile-de-France, étaient venus appuyer le mouvement. Si Paris et la région parisienne formaient le gros du cortège, le sud de la France (Marseille et Montpellier, notamment), entré l'an passé tardivement dans le conflit, était bien représenté, ainsi que le Nord-Pas-de-Calais.

Nouvelles priorités

Les revendications sont les mêmes, mais les priorités se sont déplacées : aujourd'hui, les effectifs et les conditions de travail arrivent en première place ; cependant, la plate-forme contient toujours des demandes d'augmentations de salaire (2 000 francs pour tous), une bonne formation et « un droit réel à la formation continue ».

Les infirmières entendaient présenter leurs revendications au ministre de la santé lui-même ou à un membre de son cabinet, mais c'est au directeur des hôpitaux que M. Evry avait confié la tâche de les recevoir. Déçu, une délégation est ressortie de l'entretien avec l'impression de n'avoir été ni écoutée ni comprise. Une centaine de manifestantes ont alors décidé de se diriger vers Matignon, où se rendaient au même moment les fonctionnaires des impôts, mais elles n'ont pas été reçues par le premier ministre, comme elles le souhaitaient.

CHRISTIANE CHOMBEAU

PHILIPPE BOUCHER

impose aux dirigeants de la vie professionnelle. On n'aurait pas des crises de ce genre, de la part d'un gardien de la paix ou d'un carrossier qui annoncent et à leurs fils qui ne prennent pas le Pirée pour un homme.

JEUDE 5 octobre, M. Giscard d'Estaing déclarait à TF 1 : « Dans le monde moderne, tout peut être ébranlé. » Naturellement, il visait les pays de l'Est et il y a, ces temps-ci, quelques titres à dire cela.

Mais cette opportune évidence pourrait, le cas échéant, s'appliquer aux sociétés occidentales, et en tout cas à la France. S'en aller jusqu'à dire « tout peut le camp » sur le ton du vaudouille ou s'inquiéter de la « chienlit » à la manière de Charles de Gaulle, il y a comme des indices que tout ne tourne pas rond, comme des signes que la situation n'est qu'imparfaitement maîtrisée. Des finances à la prison, des infirmières à l'industrie automobile, tout bouge et donne l'exemple du mouvement et du goût de questionner.

Les revendications ne sont pas seulement salariales ou matérielles. Il y a aussi, derrière elles, un besoin de considération, qui devrait aller d'elle-même, pour des êtres humains, pour des êtres humains instruits à 80 %.

Restent les 20 % qui n'auront pas cette chance et dont il ne paraît pas être beaucoup question tant on se gargarise des autres. Que fera-t-on, ainsi que le demandait déjà dans ces colonnes un proviseur de lycée, de ce notable déchet ? A quel les emploiera-t-on ? Ou ne les emploiera-t-on pas ?

Surtout si, privé du bachot-passaport pour la vie, ils ne sont dépendants pas tous obligatoirement stupides. Le seraient-ils, que fera-t-on de ces stupides ? 20 % d'une génération, cela fait beaucoup de monde. Assurément trop pour les passer par pertes et profits d'une triomphante société de gagnants.

SPECIAL-COPAINS. — Au milieu des chefs-d'œuvre inattraits, des sommes impénétrables, des thèses irréfragables que suscite la vie politique française, vient de paraître sans tapage, à Dijon, un petit livre plein de fraîcheur et de modestie intitulé *Vive la politique*. Son auteur, Marie-Thérèse Murin, fut, comme elle dit avec une satisfaction simple « la première femme, [au PS], première secrétaire fédérale le 4 décembre 1977 ».

La militante socialiste dont elle raconte la vie se double d'une féministe qui épingle gentiment M. François Mitterrand lors d'une synthèse qui a lieu au congrès de Metz de 1978. Lorsqu'il lui demande d'aller voir si sa quiche (quelle fête !) est chaude, elle réplique : « Pourquoi moi ? pourquoi pas Joxe ? » Edith Cresson se dévoue : « Ah ! il n'y a qu'elle qu'Yvette Roudy ne m'a pas pour- nié ! »

Ce livre de 120 pages est disponible, au prix de 50 F francs de port, chez l'auteur : Cessay-sur-Tille, 21110 Genlis.

PRIX 1990
DE LA RECHERCHE SUR LA
PUBLICITE PRESSE
SUIJET A TRAITER :
**LES ATOUTS ET LES CHANCES
DU MEDIA PRESSE
FACE AU NOUVEAU PAYSAGE
AUDIO-VISUEL FRANÇAIS**

Inscriptions jusqu'au 30 novembre 1989
Remise du mémoire : 12 mars 1990

1^{er} PRIX **12.000 F** 2^e PRIX **6.000 F**

Réservé aux étudiants des Etablissements
d'Enseignement Supérieur de Commerce
Gestion - Marketing - Presse - Publicité

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
PRESSPACE
UNION DE LA PUBLICITE PRESSE
40, Boulevard Maiesherbes
75008 PARIS - Tél. : 47.42.11.14

RTL

UNE SAISON
D'OPÉRA

CONCOURS RTL
AU COURS DE LA CH

مكتبة الامم المتحدة

SOCIÉTÉ

Le préfet de police définit huit mesures pour améliorer la circulation dans la capitale

Le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe, a présenté, jeudi 12 octobre, les huit objectifs prioritaires qu'il s'est fixés pour améliorer la circulation dans la capitale. Les « stationnements dangereux » et les « entraves volontaires à la circulation » pourront donner lieu à des retraites de permis de conduire.

« Vous êtes en infraction ! Vous faites partie des gêneurs qui empêchent les autres de circuler. La circulation ne s'améliore pas sans vous. Vous connaissez les règles. Appliquez-les ! (...) C'est un appel à la discipline que le préfet de police vous adresse avant de demander à tous ses services, dans l'intérêt général, de redoubler de fermeté. » Jusqu'à la fin du mois d'octobre, ces « papillons » d'avertissement seront, à Paris, les pare-brise d'automobiles ou de camions en stationnement gênant ou dangereux. Ensuite, à partir du 2 novembre, place à la répression pour laquelle le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, s'est fixé huit objectifs prioritaires.

La plupart des services de police en tenue seront donc sur le pont pour faire la chasse à huit types de comportement entravant la « fluidité » de la circulation automobile : stationnement dans les couloirs d'autobus (amende de 900 francs, majoration à 2 000 francs, enlèvement systématique) ; non-respect des zones de livraison (amende de 230 francs, majoration à 500 francs) ; non-respect de la réglementation sur le stationnement et la circulation des poids lourds ; infractions dangereuses, notamment l'observation des feux rouges et les dépassements de vitesse (amende de 1 300 à 2 500 francs, possibilité de suspension du permis de conduire) ; stationnement gênant (enlèvement systématique, amende au minimum de 230 francs, plus 471 francs de frais de gestion et d'enlèvement) ; surveillance des chantiers (non-respect des dimensions et des délais) ; surveillance des autorisations d'occupation de trottoir (étagères, terrasses, emplacements forains, etc.).

Dans le jardin de M. Chirac

Mais c'est surtout la huitième priorité du préfet de police qui, par sa dimension symbolique, risque d'émouvoir les automobilistes. M. Verbrugghe a en effet décidé d'être sans pitié avec les « stationnements dangereux » et les « entraves volontaires à la circulation ». Pour ces deux types d'infraction, prévues par le code de la route et appliquées sur le terrain par les gardiens de la paix, il est décidé à traduire leurs auteurs devant la commission de retrait du permis de conduire. Cette commission administrative émet un avis, le préfet décide ensuite et sa décision est susceptible d'appel devant les tribunaux administratifs.

En présentant ainsi à la presse, jeudi 12 octobre, le détail des mesures dont il avait soumis les grandes lignes, deux jours plus tôt, au Conseil de Paris (Le Monde du

12 octobre), M. Verbrugghe a aussi voulu rappeler qu'en matière de circulation — qu'il s'agisse d'édicter la réglementation ou de la faire respecter — le maire de Paris, c'est lui.

L'annonce de ces dispositions fut précédée de discrètes tractations avec M. Jacques Chirac et son entourage, le maire de la capitale obtenant finalement du préfet qu'il diffère sa communication devant le Conseil de Paris, lui laissant ainsi le temps de présenter son propre plan de circulation (Le Monde du 30 septembre, du 10 et du 11 octobre).

Toutefois, MM. Chirac et Verbrugghe ne se placent pas sur le même terrain. Le premier envisage des dispositions à moyen et à long terme, dont certaines ne sont qu'à l'état d'étude. Le préfet de police, quant à lui, veut parler au plus pressé, estimant, quitte à être impopulaire, qu'une répression bien « ciblée » peut redonner une fluidité tangible au flux automobile parisien. Il voudrait faire partager aux automobilistes sa double inquiétude : d'une part, la rapidité d'intervention des services de secours est de plus en plus compromise ; d'autre part, le nombre d'heures perdues dans les embouteillages le sont pour l'activité économique, sociale, culturelle de toute la communauté.

Ce plan d'urgence ne l'empêche pas de jeter au passage quelques pierres dans le jardin de M. Chirac. Estimant qu'il n'y a « aucune solution miracle, aucune réponse unique », M. Verbrugghe insiste pour que les discussions sur la circulation à Paris soient inscrites dans « un plan régional des transports dans le milieu urbain d'Île-de-France ». Cette analyse vaut évidemment pour le projet Laser-3R de voies souterraines, projet « d'entreprises privées », insiste M. Verbrugghe, à l'égard duquel il exprime deux réticences : insuffisance en matière de sécurité et de secours ; risque d'engorgement supplémentaire avec un système à péage.

Rappelant le coût élevé d'une « régulation automatisée » accrue de la circulation — un carrefour de feux tricolores vaut de 200 000 à un million de francs et sa régulation automatique entraîne une dépense moyenne de 450 000 francs — le préfet de police a souligné que Paris est la seule ville française où la voirie, « périphérie comprise », est « uniquement municipale ». Une façon de suggérer que l'Etat n'a guère les moyens d'exercer son contrôle sur l'attribution des marchés.

EDWY PLENEL

EN BREF

Protection animale : offensive anticarcère au Parlement. — Une proposition de loi tendant aux animaux sauvages vivant en liberté, la protection contre les actes de cruauté envers les animaux domestiques a été adoptée sur le bureau de l'Assemblée nationale par l'intergroupe parlementaire de la protection animale.

Si la proposition était adoptée, elle rendrait tous les chasseurs pas-

PHYSIQUE : deux Américains et un Allemand de l'Ouest pour la spectroscopie atomique de précision

Les Prix Nobel

Le prix Nobel de physique 1989 a été attribué conjointement aux Américains Norman F. Ramsey (université de Harvard) et Hans G. Dehmelt (université de Washington), et à l'Allemand de l'Ouest Wolfgang Paul (université de Bonn). Ce prix couronne d'importants travaux pour le développement de la spectroscopie atomique de précision.

Sans ces recherches, l'horloge atomique à césium ne serait peut-être pas devenue notre standard de temps. Norman Ramsey avait treize-quatre ans lorsqu'il découvrit, en 1949, la méthode des champs oscillatoires séparés, devenue, depuis lors, l'un des piliers de la spectroscopie atomique de précision. A l'époque, mesurer avec exactitude la fréquence des radiations électromagnétiques émises lorsqu'un atome change de niveau d'énergie était une gageure. Par comparaison avec les premières méthodes de la spectroscopie optique, un important progrès avait, certes, été réalisé en 1937 par le chercheur américain Isidore I. Rabi (prix Nobel de physique 1944), avec l'introduction de la méthode de résonance magnétique des rayons atomiques. Mais il restait difficile d'obtenir un long champ magnétique homogène, et la précision des mesures en était diminuée d'autant.

En ajoutant à cette méthode de résonance l'utilisation de deux champs oscillatoires séparés, Norman Ramsey réussit, dès 1949, à augmenter la précision de plusieurs ordres de grandeur. Mettant en œuvre plusieurs de ces champs oscillatoires, il démontra par la suite que ceux-ci pouvaient être séparés dans le temps et l'espace, permettant ainsi de mesurer des niveaux d'énergie atomique

extrêmement proches. C'est le cas, notamment, de l'horloge atomique à césium, qui, pendant la durée définie depuis 1967 comme une seconde, effectue... 9 192 631 770 oscillations.

Piéger les ions

C'est un autre rêve de physicien que les travaux de Wolfgang Paul et Hans Dehmelt ont réalisé, puisqu'ils sont parvenus à étudier un atome ou un ion isolé, au repos, pendant de longs intervalles de temps. Dans les années 50, Paul démontra en effet qu'il était possible, à l'aide d'un champ électrique, de séparer des atomes chargés électriquement (des ions) de masses différentes. Développée en une méthode standard de séparation de masse aujourd'hui employée dans le monde entier, le « piège de Paul » fut rapidement suivi d'un autre « piège à ions », développé par Hans Dehmelt et ses collaborateurs de Seattle. Ces deux techniques originales sont omniprésentes, aujourd'hui, dans tous les types de spectroscopes par piège à ions.

« Les pièges utilisés à l'heure actuelle reposent encore sur les principes élaborés par ces pionniers », soulignent les spécialistes (1). Avec une progression notable : alors que les premières expériences ne pouvaient être réalisées que sur un très grand nombre d'ions (quelques milliers au minimum), Hans Dehmelt et ses collaborateurs parvinrent, en effet, dès la fin des années 70, à distinguer sans ambiguïté la lumière émise par un, deux ou trois ions.

Parallèlement à l'évolution de la spectroscopie par piégeage des ions, Norman Ramsey, dans les années 60, collabora également à la mise au point d'une autre méthode d'exploration atomique : le maser à hydrogène, qui permet lui aussi d'accumuler et d'étudier des

atomes pendant un certain temps. Tout d'abord utilisé pour étudier la structure de l'hydrogène, le maser a été perfectionné en un instrument d'une stabilité plus grande encore que l'horloge à césium, du moins pour des périodes de brève et moyenne durée (de l'ordre de l'heure ou du jour). Employé comme standard secondaire de temps, il permet également de déterminer de très faibles différences de fréquence — contrainte indispensable, par exemple, à la détermination de la dérive des continents par mesure de radio-séismes.

Les masers à hydrogène, comme les pièges à ions, ont bénéficié, ces dernières années encore, des progrès récents de la physique. Améliorés respectivement par les caractéristiques de l'hélium supra-

liquide (qui permet de réduire l'effet des collisions des atomes contre les parois) et les propriétés du saut quantique, ces deux techniques permettent désormais d'atteindre un degré de stabilité et de reproductibilité bien supérieur à celui des méthodes d'origine. Des conditions extrêmes qui offrent aux chercheurs le moyen, ainsi que le soulignait, jeudi 12 octobre, l'Académie royale des sciences de Stockholm, de « vérifier des principes fondamentaux de physique à un niveau jusqu'alors inégalé ».

Ca. V.

(1) La Recherche, octobre 1989, « Le piégeage des ions ».

CHIMIE : les molécules biologiques démasquées par deux chercheurs solitaires

Le prix Nobel de chimie 1989 a été attribué au Canadien Sidney Altman (université de Yale, Connecticut) et à l'Américain Thomas Cech (université du Colorado), pour leur découverte des propriétés catalytiques de l'acide ribonucléique (ARN).

Les ribozymes ? A n'en pas douter, cette nouvelle famille de molécules biologiques constitue l'une des découvertes les plus prometteuses de cette dernière décennie. Ce sont des fragments d'acide ribonucléique (ou ARN, l'un des supports de notre patrimoine héréditaire) qui outrepassent leur fonction première et qui, à l'instar des protéines enzymatiques, possèdent des propriétés catalytiques. Il y a seulement quinze ans, cette qualité fonctionnelle semblait inconcevable. Aujourd'hui, elle bouleverse nos idées sur l'évolution et l'origine de la vie, et ouvre la voie à des applications considérables, tant industrielles qu'agronomiques que médicales.

Comme ce fut le cas pour nombre de grandes avancées scientifiques, les deux chercheurs qui couronnent cette année le Nobel de chimie ont formulé leur hypothèse en solitaire : l'un dans le Connecticut, l'autre dans le Colorado. Sidney Altman et Thomas Cech n'ont jamais travaillé ensemble. Plus significatif encore : ils sont arrivés à leur découverte, au début des années 80, par deux chemins radicalement différents — le premier ayant mené son étude sur le colibacille *Escherichia coli*, le second sur un protozoaire cilié. Leurs conclusions, seules, sont identiques : contrairement au dogme de la biologie qui cantonnait jusqu'alors les acides nucléiques (ADN et ARN) à la conservation et à la transmission des informations génétiques, certaines molécules d'ARN ont également le pouvoir d'intervenir directement sur des réactions biochimiques.

« Lorsque Sidney Altman, dès la fin des années 70, formula cette hypothèse, il rencontra l'indifférence générale », rappelle Axel Kahn, directeur du laboratoire de génétique et pathologies moléculaires de l'INSERM. Intellectuellement,

personne n'était alors prêt à accepter l'idée qu'une activité catalytique puisse être menée par un acide nucléique. Au fil des années, les scientifiques durent pourtant se faire une raison. Et découvrir, par la même occasion, que l'ARN, « molécule à tout faire », pouvait se comporter comme de véritables « ciseaux génétiques », capables d'inactiver sélectivement, au cœur des cellules vivantes, des gènes indésirables.

Grâce à ces ARN très spécifiques, on espère ainsi obtenir, dans un avenir assez proche, des plantes débarrassées de leurs maladies virales ou bactériennes — voire de mettre au point de nouveaux traitements thérapeutiques contre certaines maladies héréditaires. Sur le plan fondamental, la découverte des ribozymes pourrait, enfin, apporter un élément de solution au fameux dilemme de l'œuf et de la poule. Des protéines et des acides nucléiques, lequel de ces deux constituants élémentaires de la vie a pré-existé ? La question, jusqu'alors, restait sans réponse. Par son double caractère de vecteur héréditaire et d'enzyme, l'ARN pourrait bien constituer le chaînon manquant, la première molécule de vie ayant apparu sur Terre. Une hypothèse étayée par le fait que le patrimoine génétique des organismes les plus primitifs retrouvés sur notre planète contiennent, justement, une très forte proportion d'ARN.

CATHERINE VINCENT

[Né le 8 mai 1939 à Montréal (Canada), Sidney Altman a fait ses études post-doctorales aux universités américaines Harvard et britannique de Cambridge. Chercheur au département de biologie de l'université américaine Yale (New-Haven, Connecticut) depuis 1971, il y enseigne la biologie depuis 1980.]

[Né le 8 décembre 1947, Thomas Cech a obtenu le titre de docteur en sciences en 1975, à l'université de Californie de Berkeley. Professeur de chimie et de biochimie depuis 1983, il a travaillé dans le département de biologie de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT) en tant que membre de l'Institut américain du cancer. Il poursuit actuellement ses travaux à l'université du Colorado, à Boulder.]

RTL VOUS OFFRE 100 ABONNEMENTS

POUR
UNE SAISON
D'OPERA AU

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

CONCOURS RTL-CHATELET DU 16 AU 22 OCTOBRE

AU COURS DE LA CHRONIQUE MUSICALE D'ALAIN DUAILL: 9H (SEMAINE)/ 8H15 (WEEK-END)

BEETHOVEN (8 NOVEMBRE)
WAGNER (10 FEVRIER)
M.A CHARPENTIER (16 MARS)
HAENDEL (16 JUIN)

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Aux assises des Yvelines

La mort d'un colleur d'affiches entre l'amnistie et le doute

Rien n'aura été épargné à la famille de Philippe Brocard. Le 7 mars 1986, son épouse, ses parents, ses sœurs, apprennent qu'il avait été tué par un militant du Front national à Croissy-sur-Seine, dans les Yvelines. A trente-cinq ans, ce sympathisant du Parti socialiste avait eu une fin tragique, tué à coups de couteau alors qu'il colait des affiches pendant la campagne précédant le premier tour des élections législatives. Plus de trois ans après les faits, la cour d'assises des Yvelines juge, depuis jeudi 12 octobre, l'auteur des coups. Pour la famille Brocard, c'est peut-être la dernière partie d'un chemin de croix judiciaire, mais tout semble avoir été fait pour ajouter à sa douleur.

« Elles te plaisaient pas nos affiches ? », avait lancé un membre du Front national à un militant socialiste qui arrachait une affiche du parti d'extrême droite. Et, aussitôt, il l'avait frappé à coups de pied, à coups de poing. Plus loin, Philippe Brocard s'écroulait, touché, lui, de neuf coups de couteau. A terre, il recevait quelques coups de pied, et les agresseurs s'enfuyaient après avoir percé les pneus de la voiture. Philippe Brocard avait perdu trop de sang lorsqu'il fut enfin étendu transporté à l'hôpital, où, selon le mot de l'expert médical, il arriva « exsangue ».

Interpellé, Régis Devaux, vingt-trois ans, sergent au 5^e régiment d'infanterie de Bayeux, fut inculpé d'homicide volontaire, coups et blessures volontaires, port et transport d'arme de sixième catégorie : Christian Cocchi, lui, était inculpé de coups et blessures volontaires, non-assistance à personne en danger et coups et blessures volontaires sur personne vulnérable, pour les coups de pied lancés à M. Brocard, qui agonisait. En outre, il fut inculpé de dissimulation de traces, en vue d'entraver le fonctionnement de la justice, pour avoir caché le poignard de Devaux et échangé son blouson. Enfin, deux autres militants du Front national devaient être également inculpés de non-assistance à personne en danger.

De tout cela, il ne reste aujourd'hui presque plus rien. La chambre d'accusation, puis la Cour de cassation ont estimé que tous les délits entraient dans le champ

d'application de la loi d'amnistie du 20 juillet 1988 (le Monde du 24 mars 1989). Ainsi, pour les hauts magistrats, porter un couteau ou donner un coup de pied à un agissant, avant de le laisser mourir sur le trottoir, constitue un délit « incontestablement en relation avec les élections législatives et régionales de mars 1986 », pour la simple raison qu'ils ont été commis « devant les panneaux électoraux par des militants, sympathisants de partis politiques opposés à propos d'affiches recouvertes ou déchirées ». Pour terminer cette analyse glorieuse de la situation juridique, la chambre criminelle de la Cour de cassation précisait, en substance, que les juges n'étaient là que pour faire appliquer la loi et qu'il ne leur appartenait pas d'en modifier les termes.

Conditionné ?

Régis Devaux n'était donc plus inculpé de l'homicide volontaire. Mais le juge d'instruction décida de modifier l'inculpation en « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort, sans inten-

tion de la donner ». Et, le 19 juin 1989, Devaux était remis en liberté.

A l'audience, le jeune homme ne conteste pas qu'il ait été un gamin chétif, « nul en gymnastique », décrit comme un enfant « toujours dans les jupes de sa mère », susceptible, impressionnable et mélancolique. C'est peut-être pour toutes ces raisons qu'il s'est engagé dans l'armée en 1981. Il y fera beaucoup de sport et son entourage dira de lui que l'armée en avait fait « un adulte ». Mais certains ajouteront qu'il était devenu « plus agressif ». Son frère, qui ne partage pas son engagement politique, déclare : « On l'a façonné ». Contacté par des militaires adhérents du Front national, il prend sa carte, mais en précisant : « Je ne voulais pas militer ». L'expert psychiatrique le considère comme un militant « plutôt tiède », mais il fera pourtant partie du groupe de Gil Dumas, responsable, à l'époque, du Front national de la jeunesse des Yvelines. Dans les réunions à la salle des sports, on s'entraînait au « full contact », et il participait à quelques opérations de « maintien de l'ordre ». Devaux semblait donner satisfaction, puis-

En Seine-Maritime

Inculpation d'un élu communiste après trois incendies à la mairie du Petit-Quevilly

Rouen

de notre correspondant

L'affaire des incendies criminels qui ont partiellement détruit, en avril dernier (le Monde du 13 avril), des bâtiments municipaux du Petit-Quevilly (Seine-Maritime) vient d'aboutir à l'inculpation d'un élu du Parti communiste, M. Noël Levillain. Adjoint au maire de la ville, secrétaire de la section locale du PCF, membre du bureau fédéral, M. Levillain a été inculpé, le 29 septembre, de « tentative de destruction de biens mobiliers et immobiliers à l'aide d'un produit inflammable » par un juge d'instruction de Caen (Calvados).

Les faits s'étaient produits quelques jours après la victoire du candidat communiste, M. François Zimeray, aux élections municipales, dont la liste avait devancé celle du sénateur et maire communiste, M. Robert Page. Les deux premiers incendies n'avaient provoqué que des dégâts mineurs. Le troisième a détruit un étage et la toiture d'un bâtiment d'archives. Il était établi qu'il n'avait pu être allumé que par des personnes

connaissant les lieux et disposant de clés pour y pénétrer.

La révélation de l'inculpation de M. Levillain a eu lieu en plusieurs étapes. Alors que, aucune information n'avait jusqu'alors filtré de source judiciaire ou policière, l'inculpé a lui-même informé son entourage. Quelques jours plus tard, alors que la fédération du PC, interrogée par des journalistes, se retranchait derrière le secret de l'instruction, un tract signé de la section du PCF du Petit-Quevilly, signalait qu'un juge d'instruction [prétendait] inculper M. Levillain à propos des incendies à Petit-Quevilly.

Finalement, M. Levillain a lui-même annoncé son inculpation au cours d'une conférence de presse, se déclarant « consterné par ces accusations ». Il a affirmé avoir été absent de sa ville du 30 mars au 8 avril alors que les incendies se sont produits les 31 mars, 8 avril et 10 avril. M. Levillain est formel : « Mon avocat et moi avons eu dossier, c'est une coquille vide. Pour le PCF, il s'agit d'une inculpation « sur la base de fausses témoignages crapuleux, visant à éliminer un adversaire politique dangereux ».

ETIENNE BANZET

que son chef lui a envoyé une lettre de félicitations grandiloquente, rédigée dans un style comparable à une citation à l'ordre du régiment. Il y est décrit comme un homme ayant les qualités d'un « combattant ».

Le président, M. Jean-Claude Pommetan, s'étonne de ce langage : « Est-ce que vous n'étiez pas un peu conditionné ? » Devaux hésite, mais précise toutefois : « Je crois que j'ai commis une erreur : je me suis fait mener par le bout du nez ». En tout cas, il ne faut plus lui parler du Front national, ou même de politique. Il a pour cela quelques raisons : le 13 mai 1986, M. Jean-Louis Tixier-Vignancour avait adressé une lettre au juge d'instruction, dans laquelle il indiquait son intention de se constituer partie civile contre Devaux, en invoquant un préjudice subi par le Front national. « On laissait entendre que j'aurais pu être une barbouze du Parti socialiste, infiltré », proteste Devaux. On était bien loin de lettre de félicitations. Le Front national tentait de dégrader sa responsabilité.

Sur les faits, Devaux ne conteste pas être à l'origine de la mort de Philippe Brocard. Il prétend seulement avoir saisi son poignard lorsqu'il avait senti quelqu'un l'attaquer par derrière. « J'ai pris peur, j'ai pris peur et j'ai frappé deux ou trois coups ». Le blouson de la victime porte la trace de neuf coups de couteau, mais Devaux est formel : « Je suis sûr d'avoir frappé à trois reprises ». Et il ajoute : « Peut-être est-ce moi qui ai donné le coup mortel ». Le président Pommetan s'interroge : « Vous laissez entendre que quelqu'un d'autre a frappé ? » Devaux répond seulement : « Je ne laisse rien entendre : j'ai frappé trois fois ». Il ajoute : « Je l'ai frappé, par conséquent je suis responsable de sa mort ».

Plus tard, il indique incidemment que Christian Cocchi avait du sang sur les mains et l'expertise en a découvert sur son blouson. Aussi, le président a-t-il très loquacement interrogé Christian Cocchi, devenu responsable d'une entreprise de gardiennage et qui, lui aussi, a rompu avec le Front national. En vain. Celui-ci, qui, aujourd'hui, n'est qu'un témoin ayant prêté serment, reste sur ses positions : il a donné des coups de poing et des coups de pied, mais pour lui, « on s'est pas battu méchamment, c'était une petite altercation ».

Verdict vendredi 13 octobre.

MAURICE PEYROT

POLICE

Les revendications des syndicats de police

La FASP répond « bravo et banco » au premier ministre

« Bravo et banco ! » Tel est le commentaire de M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), après les déclarations de M. Michel Rocard au Monde du 11 octobre sur la sécurité intérieure. La FASP, qui exigeait une vaste réforme de la police nationale et un « acompte financier » de 600 francs mensuels pour les personnels, estime qu'elle obtient « le feu vert pour la réforme » et qu'elle « approche d'un acompte acceptable », sur lequel elle demande cependant au gouvernement de faire « encore un effort ».

« Je résume la situation : banco pour le laboratoire de la modernisation du service public. En avant, pour la réforme ! Mais encore un effort pour l'accomplir, car la réforme doit se faire avec la participation, la mobilisation et l'adhésion des personnels. Et cela à son prix. » En se livrant à une explication de texte devant la presse, jeudi 12 octobre, M. Deleplace a voulu faire comprendre que la prise de position de premier ministre était calculée, qu'il s'agit du choix du moment ou du lieu de certaines formulations.

Une date historique

Elle intervient, en effet, alors que la FASP est engagée dans un mouvement déterminé, autour d'une double revendication : une réforme en profondeur du corps et des structures de l'institution policière, accompagnée d'une augmentation de 600 francs pour tous, présentée comme un « acompte » sur la réforme à venir et l'effort accru qu'elle risque d'exiger des personnels. Pour M. Deleplace, qui a précisé être, depuis le 1^{er} septembre, à son « troisième rendez-vous », de l'Elysée à Matignon, en passant par l'intérieur, il ne fait guère de doute que, à lire les déclarations de M. Rocard, la FASP obtient grosso modo satisfaction : entière sur la réforme ; plus mitigée sur l'acompte autour duquel des négociations vont se poursuivre chez M. Pierre Joxe jusqu'au jeudi 19 octobre.

« Un événement capital », « une date historique », la FASP ne rechigne pas devant les superlatifs pour complimenter le premier ministre : « Pour la première fois dans l'histoire de la République,

un chef de gouvernement prend lui-même position sur la situation de la police [...]. Michel Rocard nous dit : « Vous avez raison ! La réforme que vous souhaitez ? D'accord, en avant ! Je donne mon feu vert, ouvrons le vaste chantier de la revalorisation du métier policier ».

Toutefois la FASP estime que M. Rocard a « trop vite refermé » certains dossiers : notamment ceux de la transparence de l'institution, des relations avec la gendarmerie et des policiers municipaux ou privés. Quant aux primes de croissances — comme toute la fonction publique — et de qualification judiciaire — surtout pour la masse des policiers en tenue — annoncées par M. Rocard, M. Deleplace estime que « ça ne fait pas le compte : on tourne autour de la moitié de ce qui est acceptable ». Cependant, il estime que le premier ministre « ouvre la porte » en soulignant les « problèmes spécifiques qui doivent se traiter de façon indemnitaire ».

Autrement dit, la FASP ne désespère pas d'atteindre une somme totale de plus ou moins 500 francs, en obtenant divers compléments catégoriels auprès du ministre de l'intérieur. M. Deleplace ne nie pas le changement de ton de sa fédération à l'égard du gouvernement qu'il assure, début septembre, ne plus comprendre (le Monde du 1^{er} septembre). Mais il le met au compte de la force de conviction de la FASP qui a contraint le premier ministre à composer : « Si nous sommes entendus aujourd'hui, c'est parce que nous sommes arrivés avec des revendications qui étaient cohérentes. Nous ne sommes pas comme certains syndicalistes qui ne demandent que du « quantitatif », et rien d'autre, ou comme d'autres qui rêvent toujours du « qualitatif », quitte à oublier la défense des intérêts des personnels. Nous avons toujours lié les deux dimensions : si nous demandons des augmentations, c'est aussi en les liant à une réforme du métier ».

Le syndicat des commissaires, majoritaire dans ce corps, s'est déclaré par sa part « satisfait », mais réservé sur la prime d'agent de police judiciaire. Le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), majoritaire chez les inspecteurs et enquêteurs, veut rester « attentif et particulièrement mobilisé ». Le CRDT-Police, de son côté, « prend acte des intentions » de M. Rocard mais est « en désaccord avec plusieurs de ses propositions ». Dans tous les cas, la FASP s'est engagée à faire voter les personnels à la base sur le résultat final des négociations en cours.

E. P.

FAITS DIVERS

La disparition de l'ancien gouverneur militaire de Paris

La voiture du général Favreau retrouvée incendiée à une quinzaine de kilomètres de son domicile

La voiture du général Jean Favreau, soixante-deux ans, ancien gouverneur militaire de Paris disparu depuis samedi dernier en Gironde a été retrouvée vide et incendiée, jeudi 12 octobre, sur un sentier forestier près de Marennes à une quinzaine de kilomètres de la résidence secondaire de la famille Favreau à Saint-Denis-de-Pile. Le véhicule a été formellement identifié par les enquêteurs comme étant la Mercedes 190 verte du disparu. La voiture qui a été découverte en milieu de matinée sur le bord d'un sentier forestier par des chercheurs de champignons avait brûlé peu de temps auparavant puisque les feuilles mortes et les herbes du sous-bois, dans lesquelles l'incendie s'était propagé en raison de l'humidité du matin, étaient encore chaudes.

Le fait que la Mercedes du général Favreau ait pu être incendiée jeudi matin par un ou des inconnus semble confirmer l'information dont disposaient les enquêteurs. Des agents de police en patrouille

avaient, en effet, affirmé avoir aperçu le véhicule occupé par deux personnes, dans la nuit de mardi à mercredi, sur les quais de Bordeaux (le Monde du 13 octobre). A l'approche de la patrouille de police, les occupants avaient pris la fuite à bord de la Mercedes pour échapper au contrôle.

Les enquêteurs semblent désormais convaincus qu'il s'agissait bien là de la voiture du général Favreau. Au risque de circuler, à son bord, dans les rues de la ville les deux individus entrèrent par la patrouille auraient ainsi ajouté celui d'aller détruire le véhicule jeudi matin dans une zone proche de la résidence secondaire du disparu.

Aussi sans exclure les différentes pistes avancées pour expliquer la disparition du général Favreau — enlèvement terroriste ou crapuleux — les policiers du SRPJ de Bordeaux semblent désormais privilégier l'hypothèse d'un crime de droit commun, d'une agression commise par de petits malfaiteurs.

□ Saisie à la prison d'Arignon. — Claude Gon, trente-sept ans, détenu à la prison d'Arignon, s'est pendu, dans la nuit du lundi 9 au mardi 10 octobre, dans sa cellule. Divorcé et père de deux enfants, il avait été écroué à la suite d'une plainte pour menaces et coups et blessures déposée par son épouse.

□ Cocktail Molotov contre le domicile de M. Georges Marchais. — Deux jeunes gens ont été interpellés et défilés, jeudi 12 octobre, devant le juge d'instruction de Créteil. Ils sont soupçonnés d'avoir lancé un cocktail Molotov contre le domicile de M. Georges Marchais, le 30 septembre, à Champigny-sur-Marne (le Monde du 3 octobre).

La conférence de Montréal sur la sécurité urbaine

Rambo contre Blanche-Neige

pour du chômage, leur recherche pour vaincre d'un logement.

MONTREAL

de notre envoyé spécial

L'une, Catherine Trautmann, est depuis mars 1989 maire socialiste de Strasbourg ; l'autre, Edward Koch, est jusqu'en novembre prochain maire de New-York. Mais ce mandat électif est bien leur seul point commun. Ils en ont fait l'éclatante démonstration lorsque, invités, le 12 octobre, à débattre de la drogue devant les participants de la conférence de Montréal sur la sécurité urbaine, ils ont exposé leurs différences radicales.

Présidente de la Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (MLT), M^{me} Trautmann expose avec conviction et modestie les idées définies par son équipe, au cours d'années de recherches et d'échanges d'expériences. Elle sait, selon ses propres mots, que le combat contre la toxicomanie est « une voie étroite entre l'ordre public, la santé publique et le respect des libertés individuelles ». Elle est convaincue que la répression n'est pas la solution, mais qu'elle doit être associée à des mesures d'exception toujours dangereuses pour la démocratie.

M^{me} Trautmann est sans illusion sur la difficulté de la tâche, convaincue qu'il n'existe pas une mais un ensemble de solutions qu'il faut toutes mettre en œuvre simultanément, avec la minutie et la patience du micro chirurgien.

Vieux routier de la politique américaine, M. Koch a une conception tout aussi cohérente, mais il travaille, lui, au bazooka. Entouré d'une dizaine de solides gardes du corps qui inspectent les toilettes avant qu'il n'y pénètre, accompagné en permanence de

caméras de télévision qui quettent le moindre de ses déplacements, le maire de New-York a le sens du spectacle. En bon professionnel, il est capable de dire son texte devant des journalistes puis, cinq minutes plus tard, de le répéter avec exactement les mêmes intonations devant un autre auditoire.

Certitudes de béton

Face à l'apparente fragilité de M^{me} Trautmann, M. Koch expose des certitudes de béton. Si le gouvernement fédéral voulait bien l'écouter, affirme-t-il, la drogue serait tenue en échec. L'écouter ? C'est-à-dire changer, du jour au lendemain, les billets de 100 dollars, unité de compte des trafiquants, et obliger leurs possesseurs à justifier leur provenance lors de l'échange à la banque. Ou encore construire des prisons, beaucoup de prisons. Car il faut l'admettre : les explications sociales de la toxicomanie sont dérisoires. « La drogue n'a rien à voir avec le pauvre », assure-t-il. La preuve ? « Les riches en prennent aussi ! »

Le maire a tout tenté, dépensé des fortunes en programmes de réinsertion, d'éducation, de réhabilitation. Pour lutter contre le sida, il a aussi fait distribuer gratuitement préservatifs et serin-

gues. « Le clergé était contre, mais je leur ai dit : sauvez les âmes, moi je me charge de sauver les hommes ». Les hommes ne l'ont pas écouté : sa ville abrite dix pour cent des six millions de toxicomanes américains, et la consommation de drogue ne cesse d'y augmenter. « Contre la drogue, assène-t-il à sa collègue stupéfaite, il n'y a malheureusement pas de pilule miracle dont on pourrait gaver les drogués comme on le fait à Strasbourg avec les cles. »

Alors lui, Koch, ne voit plus qu'une solution : « Dresser des camps de telle sorte dans le désert du Nevada ou en Alaska, là où les chances de fuite sont minimes ». Sans trop s'appesantir sur les détails, le maire de New-York rêve d'y installer indistinctement les trafiquants, les dealers et les consommateurs. Comme au Japon, où, affirme-t-il, « on a mis les consommateurs de drogue en prison par milliers. Moi, je ne suis pas si cruel, je suis New-Yorkais. Je leur laisserai le choix de se soigner. Et s'ils ne le veulent pas, alors, là, en prison ! » Une heure auparavant, lors d'une conférence de presse, il avait précisé qu'il exécutait un trafiquant dont l'activité est responsable de milliers de morts n'est pas un acte barbare.

GEORGES MARION

مكة امين الامل

CULTURE

THÉÂTRE

Arthur Schnitzler, l'explorateur

Les désarrois de la quarantaine... Dans « le Chemin solitaire » Schnitzler, relu par Luc Bondy, va plus loin que la complaisance nostalgique

Une jeune fille rêveuse se promène. Derrière les parois vitrées d'une serre, une femme ennuagée, sa mère, dort. Entre un garçon, son frère, un officier. Peu à peu arrivent des gens bien élevés qui savent quand et comment il faut sourire pour survivre. Des quadragénaires qui appartiennent au monde feutré de l'aristocratie viennoise en début du siècle. C'est le Chemin solitaire, d'Arthur Schnitzler, adapté par Nicole Rothel et Michel Butel, que Luc Bondy met en scène au Théâtre du Rond-Point, à Paris, pour le Festival d'automne (le Monde du 21 septembre).

Le décor de Richard Peduzzi — dessine la géographie de ce monde artificiel, d'où l'on cherche à fuir, mais qui enferme plus sûrement que les murs d'une prison. Les détails changent : les parois vitrées, où, comme des doubles fantomatiques, se réfléchissent les personnages ; une table de jardin ; des valises en désordre ; ou bien l'espace vide, ce même espace toujours, les mêmes fausses perspectives du plancher presque à hauteur du gouffre infranchissable, la salle.

La jeune fille s'appelle Johanna. Elle veut s'en aller loin de sa mère malade, et dont elle ne supporte plus la maladie. Elle est amoureuse d'un homme plus âgé qu'elle, von Sala, auteur qui a eu son heure de succès. Lui veut partir en mission archéologique, à la découverte d'une ville asiatique disparue depuis six mille ans. Il invite le frère de Johanna à le suivre. Le jeune officier accepte parce que, en temps de paix, il se sent inutile. Les enfants se sentent perdus, les adultes ne savent plus qui ils sont, et tous portent des secrets trop pesants, souvenirs de fautes, de ratages, mais surtout quelque chose de plus diffus, plus profond, plus mystérieux que cette ville mythique enfouie depuis six mille ans.

Les désarrois de la quarantaine ne sont pas chose rare au théâtre, comme au cinéma ou dans la littérature. Mais Schnitzler, relu par Luc Bondy, va beaucoup plus loin



Alison Hornum et Didier Sandre : la jeune fille et l'archéologue

que l'habituelle complaisance nostalgique. Ces gens bien élevés qui veulent s'arracher à eux-mêmes et tournent en rond dans le brouillard de leurs mensonges s'approchent dangereusement des vérités interdites, par à-coups, par inconscience, par faibles explosions presque insupportables d'actes manqués, de paroles et de gestes échappés. Ils s'étonnent, se rassurent. L'egoisme, qui est peut-être seulement un instinct de survie très normal, les sauve un instant, mais aussi les enferme de plus en plus désespérément.

Histoire de famille

La première à en sortir est la mère : elle meurt. Elle (Edith Sobot) paraît si fragile, presque transparente. Voilà que sa disparition déclenche une série de chutes. C'est qu'elle était au centre du secret, elle détenait les clés des mensonges. Désormais, chacun doit prendre ses responsabilités. Mais qui en est capable ? Ni von Sala (Didier Sandre), partagé entre son attirance pour Johanna

(Alison Hornum) et sa peur de l'inconnu, ni Julian Fichtner (André Dussolier), peintre académique, père réel du jeune officier (Laurent Grevillini), ni le père légal, trop brave homme (Didier Fiamand), ni le médecin de famille (Jérôme Nicolin), qui sait, souffre, se tait, ni frère, comédien sur la touche et maître malheureux de Fichtner (Bulle Ogier).

Une vertigineuse histoire de famille, donc, qui se distord et frôle les apocalypses de la scène inconnue. Mais Schnitzler n'est pas Strindberg. Ses personnages sont infiniment séduisants, émus, parfois au bord du ridicule, souvent odieux : des égoïstes — c'est l'un des titres que Schnitzler avait donné au roman dont il a tiré sa pièce — noyés dans l'intérêt qu'ils se portent à eux-mêmes. Un intérêt brochant, pathétique et désirable, mais, quel qu'il en soit, ils attirent la sympathie.

Luc Bondy penfline le charme et la déception de ces naufragés. Ils sont intelligents, drôles, brillants. Mourriers ou suicidaires ? Incapables en tout cas. On entre dans le spectacle progressivement, l'attention attirée de côté et d'autre, cher-

chant son chemin, leur chemin. Puis, on se rend compte qu'on est avec eux, comme si on ressentait leur état de nonchalance et d'angoisse, d'incertitudes. Et leur désir de fuir, leur incapacité à se fuir devient presque tangible.

La pièce est construite de façon linéaire, la narration est simple et claire. Une pièce bien écrite du début du siècle, que Luc Bondy ne cherche pas à moderniser. Mais il a dirigé les comédiens de façon extraordinairement précise et complexe. Son chemin solitaire est un labyrinthe fabuleux. Il a choisi, c'est vrai, une distribution exceptionnelle. Tous donnent le charme et les ambiguïtés de leurs personnages, une fois vraiment magnifiques. Tous, dont Bulle Ogier, si vulnérable et digne, Didier Sandre, mal protégé contre les tortures de son enfer... Avec la Mort de Danton, Tango Argentino et le Chemin solitaire, le Festival d'automne a commencé très fort.

COLETTE GODARD

Théâtre du Rond-Point. Du mardi au samedi, à 20 h 30, matins samedi et dimanche, à 15 h 30. Tél. : 42-56-70-80.

CINÉMA

« Le Dossier Adams » l'affaire Morris

L'histoire du film d'Errol Morris qui raconte une erreur judiciaire célèbre est riche en rebondissements

Tournant il y a quelques années un documentaire sur un psychiatre expert des tribunaux, Errol Morris rencontrait en prison Randall Adams, condamné pour le meurtre d'un policier et qui clamait son innocence avec tant de ferveur qu'il arriva à convaincre le cinéaste. Errol Morris a donc interviewé les témoins, reconstitué les scènes, composé une sorte de « docudrame » suffisamment important pour faire reprendre le procès. Le dossier Adams (Thin Blue Line) a reçu le Prix de la critique au Festival de Deauville (le Monde daté 3-4 septembre). Au bout du compte, Randall Adams a été libéré — mais toujours pas acquitté. Aujourd'hui, il est en procès avec Errol Morris.

Randall Adams paraît calme, presque serein. « Le Randall Adams de 1977, 1978 ou 1979 était tout à fait différent. J'avais les nerfs fêlés, je perdais mes cheveux, je me déformais à vue d'œil... Mais quand on est à trois jours de son exécution, mieux vaut se mettre en paix avec soi-même, jeter l'ambiguïté par la fenêtre et cesser de secouer les branches en hurlant — dans trois jours, vous ne serez plus là. Douze ans et demi ont fait de moi ce que je suis. A partir de quel je peux vous raconter l'enfer que j'ai vécu ; vous écouter d'autant plus volontiers que je suis posé et rationnel ».

Malgré ce qu'il a vécu, Adams se dit toujours favorable à la peine capitale. Mais il nuance. « Avant 1976, j'étais persuadé de la peine de mort. J'ai passé trois ans dans le corridor de la mort, je les ai vus, je les ai entendus, j'ai appris leurs crimes. Beaucoup d'entre eux ont simplement besoin qu'on leur accorde une deuxième chance. Mais il y en a d'autres dont la société gagnerait si se défait ».

Le livre de la discorde

« Se défait » ne signifie pas automatiquement exécuter. « C'est vrai, mais outre que cela suppose une refonte du système pénal, chacun d'entre nous peut décrire un cas dans lequel il serait favorable à la peine capitale. Or le cas parfait dans un système parfait n'existe pas : on finit toujours par exécuter un innocent. Etes-vous disposés à payer ce prix ? Certains diront que oui. Moi pas. Je suis donc contre la peine de mort dans tout système existant à l'heure actuelle ».

Depuis six mois, Randall Adams « s'ajuste » à la vie quotidienne. « Ce que je trouve de plus étrange, ce sont les petites choses. Pouvoir fermer soi-même sa porte. Sortir le soir. Se mettre au soleil. Aller à l'épicerie du coin, ou à la laverie. S'acheter une bière — ça, c'était un luxe. Faire pour la semaine suivante des projets différents de la semaine précédente — ça aussi, c'est un luxe ». Entre ses tournées de conférences, il étudie plusieurs offres d'emploi, dont une du service d'assistance judiciaire de Columbia. Enfin, au travers de la prestigieuse agence William Morris, il envisage de publier un livre sur son affaire.

Là intervient la discorde avec Errol Morris. En apparence, une affaire d'argent. Adams aurait, pour dix dollars, accordé à Errol Morris une option de deux ans sur son histoire. En décembre 1988, dit-il, cette option a pris fin. (Selon le magazine Rolling Stone, Errol Morris aurait début décembre fait parvenir à Randall Adams — par Federal Express — les dix dollars de renouvellement ; il en posséde-

rait un accusé de réception signé du beau-frère d'Adams. La famille Adams dit n'être pas au courant.)

Certains soutiennent que la brouille s'est envenimée du fait de l'intervention d'avocats « musclés » de part et d'autre. Randall Adams, qui affirme en avoir discuté en son temps avec Errol Morris, soutient ne lui avoir jamais réclamé aucun argent ni aucune part des royalties et souligne qu'en fait le problème de fond est affaire de contrôle.

De fâcheux précédents existent. La femme qui a inspiré les Trois Visages d'Eve avec Joanne Woodward a perdu tout droit sur son histoire ; de même, si bon lui semble, la 20th Century-Fox pourrait impunément en tirer un baroque musical avec Madonna).

Il y a quelques jours, il était décidé (d'un commun accord ?) que la vie de Randall Adams appartenait à Randall Adams. Pourtant, au moins sur quatre ans (1985-1989), sa vie est inextricablement mêlée à celle d'Errol Morris, « et elles le seront toujours. J'espère qu'Errol Morris participera à tout ce qui sera fait à l'avenir ». « Pour nous, ajoutait-il récemment, il faut toujours partir de la famille ».

HENRI BÉHAR

Le Festival du cinéma égyptien à Paris

Soixante longs métrages égyptiens sont projetés à l'Institut du monde arabe (IMA), depuis le 5 octobre 1989, et ce jusqu'au 14 janvier 1990, sur le thème « Les décennies prodigieuses du cinéma en Egypte ». La session sera ouverte par deux films réalisés cette année et encore inédits : Jours de colère, de Mounir Raddi (avec Nour el Cherif) et le Mariage de Hani, de Hani Lachine (avec Omar Sharif). Viendra ensuite une série de grands classiques du septième art égyptien, peu connus en France, comme Denahir d'Ahmed Badrakhan, tourné en 1940 avec Oum Kalthoum et qui a fait se pâlir tout le monde arabe, Papa Amine de Youssef Chahine (1951), Le Caire 1930, de Salah Abou Seif (1966), etc.

Le 9 octobre a été rendu hommage à feu le cinéaste Chadi Abdessalam avec la projection de son œuvre maîtresse, la Momie (prix Georges-Sadoul 1970). L'IMA présentera ultérieurement les maquettes d'Alkhatat, film qu'Abdellatif S'arrabat à tourner lorsqu'il mourut prématurément. Il y a quelques années. Toutes ces œuvres arabophones sont sous-titrées en français. Innovation inspirée à l'IMA, jusqu'ici ouvert seulement en semaine ; les séances de ce Festival égyptien auront lieu du jeudi au dimanche, de 15 heures à 19 h 30. Le prix des places varie entre 12 et 18 francs, avec un abonnement pour 10 séances à 120 francs.

J.-P. P.-H.
IMA, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris. Renseignements : tél. (1) 40-51-35-38.

L'hommage d'Hossein à la Résistance

« Dans la nuit la liberté », texte de Frédéric Dard, prologue d'Alain Decaux
Robert Hossein salue les obscurs, les sans grades, cinq hommes qui vont mourir pour que vive leur réseau

Ce sont d'abord, projetés sur de la nuit, les visages de femmes et d'hommes de la Résistance, devenus figures de l'Histoire : Gabriel Péri, Bertie Albrecht, Guy Moquet, Jean Moulin, Danielle Casanova, d'autres... Nous entendons leurs derniers messages, dits simplement.

Puis va commencer la pièce elle-même. Dans la nuit la liberté. Le prologue n'en est pas simple. Frédéric Dard, coauteur, résume : des résistants servent volontairement d'appât aux Allemands pour tenter de sauver le chef de leur réseau.

Plus clairement : dans un village de Bretagne, des hommes, dont l'instituteur, le curé, le médecin, un artiste-peintre, un militaire de carrière, un truand, sont les membres d'un réseau de Résistance. Leur chef est un ingénieur.

Voici que des responsables, militaires, parachutés de Londres, réunissent ces hommes dans l'église du village. Nous comprenons, pas très clairement, que le chef est plus ou moins grillé : il faut ou bien qu'il reparte pour Londres, ou il aura un autre poste, ou bien qu'il accepte un stratagème : aller trouver le chef local de la Gestapo, le colonel Hauser, se présenter comme un donneur, et lui « balancer » cinq membres d'un réseau de Résistance. Nous croyons comprendre alors qu'il s'agit d'un réseau fictif.

Mais qui donc le chef du réseau pourrait-il ainsi envoyer à la mort, au mur d'extermination, sinon, avec leur accord, les propres membres de son réseau ? C'est ce qui a lieu. Cinq volontaires lèvent la main.

Ils sont convoqués, avec leur chef, un matin, de bonne heure, dans une cabane isolée. Là, le colonel allemand leur dit que si le chef ne se dénonce pas lui-même, ou si personne d'autre ne le dénonce, les hommes ici présents vont être

passés par les armes, l'un après l'autre, de dix minutes en dix minutes. Et c'est ce qui va avoir lieu.

Le cinquième résistant une fois tué, les soldats allemands repartent. Le colonel aussi. Le chef reste là, et il se trouve face à un lieutenant allemand qui a « assisté » le colonel pendant cette suite d'assassinats, tout en manifestant une certaine réserve. Le chef du réseau et lui s'insultent réciproquement. L'Allemand, d'un coup de revolver, abat le Français.

Ces faits sont dévotants. Nombre de spectateurs, qui n'ont de la Résistance qu'une approche livresque, ne voient pas le bien-fondé de cette hémicycle volontaire à seule fin de « sauver » le chef d'un danger d'ailleurs obscur : le départ du chef pour Londres — et son remplacement par un autre chef — est été moins absurde, moins meurtrier, moins inhumain, tel est le sentiment de la multitude, à la sortie du Palais des sports.

« Ecrasante responsabilité »

Toutefois, dans le programme de la soirée, qui renferme un cahier de documents remarquablement conçu et imprimé sur la Résistance en France, figure une page de Henri Nogues, historien de la Résistance, et qui a été le président de la Ligue des droits de l'homme. Henri Nogues cite Gilles Perault, qui dit que la Résistance fut « une enclume que l'Allemand et l'Anglais martelaient tour à tour ». Henri Nogues évoque les hommes et les femmes qui « furent délibérément sacrifiés » : « Nous savons aujourd'hui, écrit-il, que les services alliés n'ont rien fait, bien au contraire, pour éviter que certains groupes entiers comprenant

des agents venus de Londres et des résistants de l'intérieur ne tombent entre les mains de la Gestapo ou de l'Abwehr, ce qui signifiait pour tous la torture, la déportation, la mort ».

Henri Nogues ajoute : « Rien de tout cela n'a correspondu à des erreurs, voire à des fautes qui eussent été criminelles. Toutes ces décisions, y compris les plus inhumaines, ressortissent de l'écrasante responsabilité qui est celle de tout commandement confronté à un conflit planétaire ».

Les incertitudes du public sur les leçons de cette Histoire se trouvent en tout cas « rachetées » par l'adhésion unanime, entière, une fois de plus, au déroulement du théâtre de Robert Hossein. La nature particulière de cette adhésion populaire, très fidèle, tient à ce que les spectacles de Robert Hossein sont d'une nette sobriété. Il n'y a pas d'effet de décoration, de costume. Il n'y a pas d'effet de mise en scène : peu de mouvements, des gestes contents, des voix calmes et naturelles.

MICHEL COURCENOT

Palais des sports. Tél. : 42-28-40-90.

M. Alkhalil demande un « nettoie-ménage » de Beaulieu. M. Hôgne Alkhalil, président du Centre Pompidou, a demandé mercredi 11 octobre, un nettoie-ménage général des lieux fermés depuis deux semaines à la suite d'une grève du personnel d'entretien (le Monde du 1^{er} octobre). Dans un communiqué elle indique que « nettoie-ménage des lieux, accompagné d'une désinfection, doit être effectué sans délai, afin d'assurer des conditions normales de travail et éventuellement l'ouverture du centre au public ». Le nettoie-ménage ayant commencé vendredi, le Centre devrait rouvrir ses portes samedi 14 octobre.

THEATRE DES ARTS
DE
CERGY-PONTOISE
DU 10 AU 22 OCTOBRE

DES CLOWNS...
MARIO GONZALEZ

Il y a dans l'air un je ne sais quoi
de jazzy, d'improvisé...
une joie loin du rire facile. Le monde

RESERVATIONS : 30.30.33.33
RENSEIGNEMENTS : 30.30.33.33
à Paris, au Centre Pompidou ou à Cergy-Pontoise

La mort de Vittorio Caprioli. — L'acteur et réalisateur italien Vittorio Caprioli est décédé le 2 octobre à Naples. Il était âgé de soixante-huit ans.

[Comédien de cinéma et de théâtre, Vittorio Caprioli a joué pendant plus de trente ans aux côtés des plus grands acteurs italiens. Toto, Vittorio Gassman, Anna Magnani ou Alberto Sordi. Il est notamment apparu dans Zecce dans le miroir, de Louis Malle et le Général Della Rovere, de Roberto Rossellini. Vittorio Caprioli a également réalisé plusieurs films, dont Lions au soleil, en 1961. Il était en train de répéter Naples millénaire, une pièce qu'il devait présenter en novembre à Florence.]

CULTURE

DANSE

L'Espagne de Karine Saporta

« Les Taureaux de Chimène » : sensualité, violence et âpreté

Les yeux de Karine Saporta posent sur ce lieu qui, comme dit Stendhal, annonce la présence d'une âme. Ses spectacles peuvent déranger, agacer, ils ne laissent jamais indifférent, car ils témoignent d'une sensibilité exacerbée, d'un regard original sur le monde. Les Taureaux de Chimène ne font pas exception qui nous plongent dans une Espagne fantasmagorique et furieusement théâtrale. Saporta n'y montre qu'un défaut, elle ne sait pas finir.

Le décor de Jean Bauer est superbe : image renversée en miroir de la salle, hautes rangées de gradins plantés de fautesils de velours rouge, fragment de corniche baroque dorée, le tout enroulé dans le demi-cercle en palissade de bois d'une arène. On se lèche les babines tout en se protégeant les

tympans, car les décibels pleuvent dru, mais la véhémence des musiques — où l'on distingue une scène du Don Giovanni de Mozart et de sombres arrangements de Carmen, contribue largement à l'atmosphère dramatique.

Une Chimène dodue (c'est une comédienne, Christine Mazzanti) chuchote tout au long du spectacle sa passion — « Rodrigue dans mon cœur combat encore mon père... » Mémènes, infantes aux jupons bouffants et aux cheveux sauvages, des femmes apparaissent dans les travées pour disparaître aussitôt. Revenant, escaladent les fautesils, jouent de la mantille, s'offrent et se débordent, innocentes et perverses, saintes et putains. Des jeunes gens pâles à la Grèce sont à la fois toreros, taureaux, minotaures.

Les gestes sont saccadés, convulsifs, coupés de poses figées ; les reins se cambrent, les bras se dressent comme des serpents, les corps se ploient brutalement. Sensualité, violence, âpreté : une Espagne stéréotypée, sans doute, mais aux antipodes de la carte postale touristique.

On est captivé pendant environ une heure. Puis l'ennui s'installe. On en a encore pour trois bons quarts d'heure. Pourquoi faut-il quitter au bord de l'exaspération un spectacle qui s'annonçait si fort ? A vos ciseaux, Karine !

SYLVIE DE NUSSAC

► Théâtre de la Ville, jusqu'au 14 octobre. 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77.

« Sky Eye », de Douglas Dunn : un fragile espoir vite déçu

Douglas Dunn n'a jamais été le plus passionnant des post-modernes américains, mais enfin on avait la pile, en se disant que le mystère de la grâce chorégraphique pouvait emprunter d'austères chemins. Puis vint un texte de lui nous avertissant que son travail évoluait, passait d'un hermétisme où « le mouvement lui-même faisait tout » à « une variété plus grande de figures relevant de l'expression théâtrale ». Un fragile espoir, au moins une curiosité.

Ce que nous avons vu au Centre Pompidou nous a donné l'impression

d'assister, assez mal à l'aise, à une séance de thérapie de groupe pour débilés profonds. Thérapie par la parole (dans une séquence, les danseurs, assis en demi-cercle, énoncent péniblement des lambeaux de phrases incompréhensibles) et par l'activité physique — une danse infra-minimale, poétisée, maladroite, laide. Au début, les six danseurs enveloppés comme des moines de grandes capes à capuchon déambulent lentement, tournoient, font des sauts de crapaud, prennent des poses de saints en

extase. Ils apparaissent ensuite en maillots bariolés : gambades, roulades, on s'allonge par couples sur la Mer de Debussy (le reste de la bande-son convoque Campra, Palestrina, des musiques africaines), on sautille, on danseotte, on fait n'importe quoi.

Le label « Festival d'automne » impressionne tellement que la salle applaudit. C'est grave.

S. de N.

► Centre Pompidou, jusqu'au 15 octobre. Tél. : 42-74-42-19.

MUSIQUES

La Nouvelle-Orléans au Palace

Les quatre frères Neville ont derrière eux un tiers de siècle de galère et de ferveur

Il a fallu trente-cinq ans pour que tout se mette en place. Pour que les fils de M. et M^{me} Neville rencontrent le succès, pour que le monde s'aperçoive que La Nouvelle-Orléans, qui avait déjà tant donné, de King Oliver à Dr John, pouvait donner encore plus.

Art, Charles, Aaron et Cyril (dans l'ordre chronologique, l'aîné ayant cinquante-deux ans, le benjamin quarante et un) Neville sont tous musiciens de naissance. Aaron, la montagne humaine à la voix d'ange, se rappelle comment ils chantaient en harmonie sous la véranda de la maison familiale en tapant sur des bouteilles ou des boîtes. Dès le milieu des années 50, Art, le pianiste, et Aaron jouent avec Larry Williams, l'auteur, entre autres, de *Bonnie Moore*.

Ensuite, Art forme les Meters avec Cyril, le percussionniste. Ils jouent sous leur propre nom avec Lee Dorsey, LaBelle, Paul McCartney ou Robert Palmer. Pendant ce temps, Charles, le saxophoniste, joue du jazz, et Aaron, qui a de temps à autre des ennuis avec la loi, réussit quand même à écrire quelques classiques du rhythm'n'blues, dont le plus connu est *Tell It Like It Is*, que « Don Miami Vice Johnson » massacre régulièrement sur les ondes en ce moment.

Dans la tradition de La Nouvelle-Orléans, les frères Neville redonnent

de la seconde ligne, la deuxième ligne qui marchait derrière les cuivres dans les enterrements et qui, sur le chemin du retour du cimetière, remontait le moral de la procession. Et puis, il y a ces fameux Indiens du Mardi gras qui n'ont rien à voir avec les tribus de Louisiane. Lors du carnaval, les esclaves noirs tournaient l'interdiction de renouer avec les musiques et les costumes africains en prétendant être déguisés en Indiens. Le groupe a enregistré plusieurs titres du répertoire, dont le traditionnel *Iko Iko*, et y a consacré tout un album enregistré sous le nom d'une des tribus qui s'affrontent à coups de chansons lors du carnaval, les Wild Tchoupitoulas. Sur l'histoire des *Mardi Gras Indians*, Charles Neville, petit homme sec à l'air ascétique, est intarissable.

En fait, on pourrait se perdre dans les sources d'inspiration culturelles et musicales des Neville Brothers comme dans les bayous du delta. Du vaudou au culte de saint Jude, du calypso au reggae, le mélange s'enrichit à chaque fois sans que jamais le dernier ingrédient ajouté n'arrive à étouffer les autres, comme dans le gumbo, simple soupe aux herbes à l'origine, devenue plat de fête.

Tout cela était un secret plutôt bien gardé jusqu'à ce que les frères rencontrent Daniel Lanois, producteur, entre autres d'U2. Le Canadien (il est originaire d'Acadie, ce qui lui donne un cousinage avec les Cajuns de Louisiane) a été « le premier à nous écouter, à nous demander ce que nous avions envie de faire », raconte Charles. C'est lui qui a demandé à Aaron quelles chansons il avait envie d'interpréter. Les deux ballades de Bob Dylan (*Hollis Brown* et *With God On Our Side*) que le chanteur a reprises ont fait dire à leur auteur : « Avant d'entendre ça, je n'étais pas sûr d'être compositeur. » *Low Moon*, l'album issu de cette rencontre, est l'un des plus beaux de l'année.

La touche mystique

Après une très longue tournée aux États-Unis, où ils ont assuré, notamment, la première partie de Ziggy Marley, les Neville Brothers sont enfin arrivés en Europe. Jeudi soir, à l'Elysée-Montmartre, ils ont conquis à force d'évidence. Les frères, accompagnés par Brian Stoltz à la guitare, Tony Hall à la basse et Willie Green, font une jolie galerie de têtes, qui correspondent chacune assez bien à l'apport musical de chacun : Cyril derrière ses percussions, dreadlocks et bonnet de rasta, qui reprend deux titres de Bob Marley ; Art, casquette de base-ball à motif Batman, père de famille tranquille qui fait swinguer ses claviers comme s'il lui fallait prouver qu'il peut faire mieux que Fats Domino et Allen Toussaint ; Charles avec un béret noir, sorti d'une soirée beat des années 60 ; et Aaron, tête nue, qui les domine tous de sa masse et chante *Amazing Grace* comme si sa vie en dépendait. Du répertoire des Meters aux chansons de Mardi gras en passant par l'essentiel de *Yellow Moon*, les Neville Brothers jouent avec la même virtuosité, mais ça, on est en droit de l'attendre d'hommes de leur expérience. Ce qui émeut, c'est la ferveur, la touche mystique qui porte leur musique. C'est sûrement elle qui les a portés, pendant un tiers de siècle de galère, c'est elle qui les a fait arriver jusqu'à nous.

THOMAS SOTINEL

► Concert supplémentaire le 13 octobre à 20 h 30 au Palace, 8, rue du Faubourg-Montmartre, Paris 9^e.

NOTES

Mort du chanteur zaïrois Franco

Le chanteur zaïrois Franco, l'une des plus grandes vedettes de la musique africaine et père fondateur de la rumba zaïroise, est mort jeudi matin 12 octobre, à Bruxelles. Il était âgé de cinquante-et-un ans.

De son vrai nom L'Okanga La Ndiu Pene Luambo Makiadi, surnommé « Maître Franco » par ses admirateurs et ses disciples, il avait commencé à enregistrer en 1953. Basé à Kinshasa, son fief (alors Léopoldville), son style de guitare et ses compositions furent déterminants dans le style connu sous le nom de rumba zaïroise, résultat de la rencontre entre la musique traditionnelle de la région et les rythmes afro-américains que ses successeurs Pape Wemba ou Ray Lema ont popularisés en Occident.

Franco avait enregistré une centaine d'albums et s'était établi à Bruxelles depuis quelques années. Il n'avait jamais hésité à critiquer la vie publique africaine, ce qui lui avait valu quelques brefs séjours en prison ainsi qu'un surnom, inspiré autant par l'acuité de ses observations que par sa complicité : le « Balzac africain ».

Le concert d'ouverture du Festival de Lille annulé

Le concert d'ouverture du Festival de Lille, qui devait avoir lieu jeudi 12 octobre, a été annulé en raison de la grève d'une partie des musiciens de l'Orchestre national de France (le Monde du 10 octobre). La CFDT et Force ouvrière protestent contre « la crise que traversent les services musicaux de Radio-France ».

AVEC LE PARRAINAGE DU MUSÉE DE LA RESISTANCE NATIONALE

UN SPECTACLE DE
ROBERT HOSSEINDANS LA NUIT
LA LIBERTÉDE
FREDERIC DARD

1944 : volontaires pour une mission impossible, ces hommes avaient tout prévu sauf ...

PALAIS des SPORTS à partir du 4 octobre 1989

Porte de Versailles

TEL. : 48 28 40 90

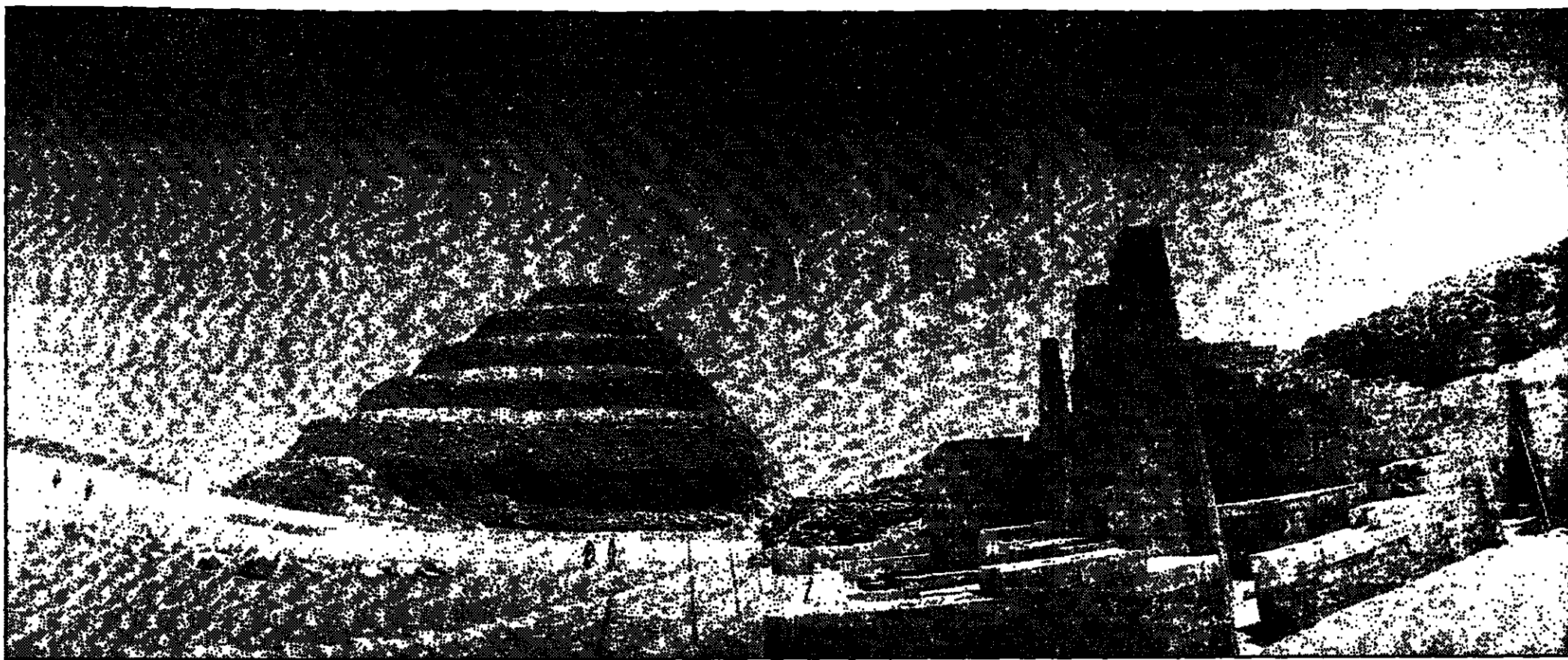
UNE PRODUCTION SPSS - SPECTACLES ALAP - SPECTACLES LUMBRISO - HACHETTE THEATRE - UGC - C. Robert Hossein

EUROPE 1

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde

SANS VISA



PATRICK BARD

Saqqarah a retrouvé le vizir du pharaon

SUR la route de Memphis, on s'arrêtera, pour se mettre en train, au village pharaonique du docteur Ragab. Le docteur Ragab, un homme débordant d'initiatives, qui a été ingénieur, général, ambassadeur en Chine populaire, secrétaire d'Etat, qui parle cinq langues (et comprend l'égyptien hiéroglyphique), a inventé le Ragab Sun Compass et le Cryptograph Ragab, écrit des ouvrages sur des sujets aussi divers que les moteurs Diesel à grande vitesse ou l'électrification de la ligne d'Helwan, a eu la bonne idée de reconstituer un petit bout d'Egypte ancienne sur l'île Jacob, en face de Gizeh, à 100 mètres des prodigieux embouteillages et des innombrables chaises roses, branlées à des de dizaines, de l'Occident venu rendre des honneurs photographiques à Khéops, Képhren et à Mykérinos.

Des figurants en costume d'époque se livrent là, au milieu du Nil, à toutes sortes d'activités incontestablement pharaoniques, telles que cultiver le papyrus, que le docteur Ragab a réintroduit en Egypte, et qui sera ensuite traité au Ragab Papyrus Institute, un ponton amarré à la rive de Doggi, près du Club nautique héliotique et du Police Rowing Club, ou adorer des dieux à tête d'animal. On les voit en bateau. Les plus grands de ce monde ont été enchantés du spectacle. « *Rosilyn and I enjoyed our visit with you* », a écrit Jimmy Carter, dont la photo ainsi que celles de Mao Zedong et Zhou Enlai, sont exposées à l'entrée.

A Memphis même, c'est une tout autre affaire. Fini la mise en scène. De ce qui fut la capitale de l'Ancien Empire, et dont les fouilles récentes de Saqqarah, sa nécropole, laissent penser qu'elle conserva, même après l'ascension de Thèbes, un rôle important et peut-être central dans l'Egypte du Nouvel Empire, il ne demeure pratiquement rien, quelques débris dans le village de Mit-Rahineh. Grappes célestes, jaunes et rouges, des dattes descendant des souches grises dans des paniers de raphia, canal encombré de jacinthes d'eau, au milieu duquel un bus s'est perdu, fines trinités tirant les charrettes, femmes en noir portant des basiques sur la tête, chiens pelés et d'autres crévés, ballonnés, au bord de la route, enfants zigzaguant au milieu des débris, cahutes de brique, crues, flics moustachus en vareuse blanche, mouches. Paysage nilotique. Dans une mare d'eau croupie, blocs amoncelés de granit rose et de basalte à l'ombre desquels se pressent des chèvres, les ruines du temple de Ptah. Cet abandon, ces débris éboulementés sous les palmiers qui pistent dans l'air, donnent l'impression plaisante d'être, au moment, un voyageur du siècle passé, un Chateaubriand pharaonisant sur les ruines de Car-

thage. Plus loin, les grandes dalles d'albâtre évidées, creusées, d'un canal d'écoulement, sur lesquelles on embaumait les taureaux Apis avant de les ensevelir, à Saqqarah, dans les colossaux sarcophages souterrains du Sérapéum.

La route grimpe la dune, la pyramide à degrés du roi Djoser, première construction en pierre de l'histoire du monde, semble être couverte de neige, tant scintille le sable qui recouvre ses plans doucement inclinés et celle, ruinée, d'Ouserkat, avec son chapeau de blocs hirsutes, évoque une sorte de monstrueux tatou géologique, une montagne des abysses ou bien d'une planète lointaine. Les montonnements du désert de Libye filent vers l'ouest, se fondent aux tremblements du ciel, tout se brouille et se perd dans une nuvolette lumineuse. Au sommet d'une petite falaise de calcaire jaune, la maison de Jean-Philippe Laner, l'homme qui a consacré sa vie à Saqqarah, domine la vallée du Nil.

Mission française au Bubastéon

Portes et volets turquoises, fraîche veranda sous les fleurs d'un bougainvillier, d'où l'on voit, loin, de l'autre côté du fleuve, les fumées des aciéries d'Helwan monter dans l'air brûlant. Avant la construction du haut barrage d'Assouan, raconte Laner dans le livre d'entrées paru aux éditions Rivages, le Nil débordait chaque automne venant baigner le pied de la dune, les pyramides se reflétaient dans le miroir de l'eau calme. C'est à 100 mètres à peine de cette maison que s'ouvrent, au pied de la falaise dite du Bubastéon, parce que s'y élevait autrefois un temple de la déesse égyptienne Bastet que les Grecs appelaient Bubastis, les tombes rupestres que fouille la mission française dirigée par Alain Zivie.

Passée la porte de fer qui chaque après-midi, à la fermeture des travaux, est méticuleusement pioncée, on pénètre dans deux vestibules en bétonnettes. Le plafond est cintré, souligné par une corniche le long de laquelle court une inscription difficilement lisible, mais sur laquelle il est fait mention de l'« Aton vivant », le dieu solaire unique dont Aménophis IV-Akhénaton tenta d'imposer le culte. Sur le mur de droite, des panneaux gravés, séparés par des sortes de pilastres, représentent le haut personnage qui fut enseveli dans cette tombe, sous la dix-huitième dynastie, c'est-à-dire quatre siècles avant notre ère, probablement par son fils Houy, « général des chars », et dont sont sur et la liste de ses titres : Aper-El, enfant du palais, chef de la ville, vizir, les yeux et les oreilles du roi, père divin. Or, comment

En suivant de près l'équipe d'archéologues qui, près de Memphis, en Egypte, viennent de découvrir le trésor funéraire d'Aper-El, vizir oublié d'Aménophis.

Alain Zivie, tandis que ses doigts suivent les colonnes de hiéroglyphes sur le mur, non seulement n'avait jamais entendu parler de ce personnage qui était pourtant le plus proche du roi, à cheval sans doute, entre le règne d'Aménophis III et celui d'Akhénaton, mais son nom est passablement intrigant : le nom de « El » est celui d'un grand dieu ouest-sémitique, le phénicien « Elolim » deviendra un des noms du Dieu de la Bible.

Si l'on ajoute à cela qu'il n'est pas fait mention de ses parents, mais qu'il est dit qu'il était « enfant du palais », que plusieurs tombes voisines appartiennent à des personnages dont l'origine allogène semble probable, que certains ont rapproché l'autre graphie de son nom, Aperia, du mot Apiru par lequel les Egyptiens désignaient des populations semi-nomades, instables, dont faisaient partie les Hébreux. A ce point, on entre dans le domaine mouvant, dangereux, des spéculations que le savant se refuse quant à lui à cautionner. On peut évoquer l'histoire de Joseph, le fils de Jacob et de Rachel, à qui l'histoire dit : « Sans toi moi ne livrera la main ou le pied dans tout le pays d'Egypte » (Genèse, 41, 44) ; plus hasardeux encore, on peut être tenté de mettre l'énigme du vizir oublié, « étranger », en rapport avec la tentative de « monothéisme » (le mot est un peu abusif, selon Alain Zivie) d'Akhénaton. L'égyptologue rejette ces séduisantes imaginations, préférant s'en tenir aux strictes, austères leçons que livre la pierre.

La catacombe des chats

Des piles de petits cageots de palmier tressé, les mêmes qu'on voit dans la vallée remplis de légumes terroirs sur les plateaux des charrettes à âne, encombrant la crypte, et sur leur étiquettes se laisse lire l'inventaire d'un bric-à-brac funéraire : « ossements, fémurs, etc. » ; « bois, fragments informes sans trace de décor ou de couleur (cerceaux, etc.) » ; « ossements (crânes, mâchoires) ». Des ouvriers égyptiens, sous la houlette d'un ouvrier à grandes moustaches effilées poivre et sel, en galabieh brune et turban blanc, s'enfoncent dans les profondeurs, porteurs de sacs de ciment ou de blocs de calcaire grossièrement taillés. L'air est poisseux, légèrement fétide, chargé de particules de bois brûlé, de poudre d'os. Et puis il y a

l'odeur un peu sure des momies de chats.

La falaise est pleine de ces squatters, inhumés dans les tombes du Nouvel Empire, à l'époque alexandrine, par les prêtres de Bastet, la déesse à tête de lionne ou de chatte. On descend dans les catacombes des chats par un puits d'environ 3 mètres de haut, accroché à une minuscule échelle de corde.

C'est dans ce puits que fut découverte une très belle cuillère à fard en ivoire teinté, représentant un tilapia, un poisson du Nil. Parvenus en bas « respirant la cendre et la poussière », on se traîne, comme Nerval au cours de sa visite à Saqqarah, en 1843, « dans des conduits où l'on ne peut passer qu'à genoux », et soudain, dans la lumière de la baladeuse, dévalant une pente de blocs descellés, une avalanche de guenilles ocre, discrètement pestilentielles donc : ce sont les momies, des centaines de momies, entourées chacune d'une quinzaine de mètres de fines bandes de lin. Certains de ces antiquaires greffiers à poil roux, momifiés « en pied », ont l'air d'avoir été dégratés chez Fido il n'y a pas si longtemps, d'autres au contraire, panes repliées, ressemblent aussi bien à des rosbifs bardés. Il arrivait

aux prêtres de Bastet de rouler les pieux clients venus acheter, assez cher sans doute, un animal intercesseur pour l'offrir à la déesse, et de remplir ces poliochons de n'importe quel, ce qui leur tombait sous la main, un demi-chat, une grenouille, et même, dans un cas extrême, digne des sorcières de Macbeth : une tête, un avant-crâne et une patte de chat, un avant-crâne et une mandibule de chacal, des restes d'oiseaux et de petits reptiles.

Yeux noirs et tentes peintes

Sept marches inégales donnent accès à un second niveau, plus profond, une galerie couverte dans laquelle s'entassent des jarres exhumées des décombres. La fumée des incensiers, allumés probablement par les prêtres, monte le plafond. Au bout, par des échelles appliquées contre les parois d'un puits de 7 mètres, on descend au troisième niveau, une assez vaste salle sur laquelle s'ouvrent sept chambres plus petites. On est en train, truelle à la main, masque sur la bouche, d'achever de fouiller la dernière d'entre elles : fragments de peaux humaines dures, transsudées, cirées, morceaux d'os, la récolte de la matinée est maigre. Dans des casiers de palmier, des tibias, trois crânes, et le squelette, auquel adhère encore le cuir, d'un chacal que la mort — un éboulement, peut-être — a figé dans une position étrange, les pattes de devant tendues, celles de derrière pliées et rejetées sur le côté, la tête à demi retournée, les crocs serrés.

Mais les découvertes faites dans cette grande salle ne sont pas toujours aussi macabres puisque c'est là qu'a été exhumée une splendide tête de femme en bois stuqué, à l'expression sérieuse et pure, étonnée peut-être, aux lèvres charnues d'un rouge léger, aux obliques yeux bridés scintillant des pupilles d'un noir profond que répètent les larges pendentifs circulaires ornant les oreilles. Un ouvrier trempé de sueur monte un mur de soutènement, des bandes de caoutchouc, remplie de débris, s'avancent vers la lumière au bout d'un croc, des madriers descendant par le même chemin, les accents gutturaux de l'arabe résonnent dans les souterrains.

L'éboulement, dans ce calcaire marneux fissuré, haché, raviné de ruissellement, est la grande obsession de l'égyptologue qui doit se transformer, pour la circonstance, en maçon, en charpentier, en conducteur de travaux. Au fond d'un dernier puits de 8 mètres, dans lequel on descend par une corniche et légèrement vertigineuse échelle de corde, on arrive enfin, une vingtaine de mètres au-dessous du niveau de l'entrée, au caveau où ont été retrouvés les squelettes du vizir, de sa femme et de son fils, leurs masques et les vases d'albâtre contenant leurs viscères, parmi tout un beau matériel funéraire. Des tonnes de longs crânes chevelus hérissent la roche sombre, humide, striée de blancs éclairs de gypse. Sur le sol noir, les restes d'un sarcophage de bois noir.

OLIVIER ROLIN

Lire la suite page 20

LA BROCHURE 1990 VIENT DE PARAITRE

PLUS DE 100 ITINERAIRES INEDITS

Brochure gratuite sur simple demande

EXPLORATOR 16, PLACE DE LA MADELEINE 75016 PARIS - TEL (1) 42 66 66 21

SANS VISA

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'azur

06400 CANNES
HOTEL LIGURE ***NN
5, rue Jean-Jaures
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-45
A 150 mètres du Palais des congrès,
climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Rue Western ***NN
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-47-42-46 - Tél. 478418.
Télécopie 93-16-17-92.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE. Tél. 93-83-39-50
Petit centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur,
téléphone direct, minibar.

Côte basque

64600 ANGLET
HOTEL de la RÉSIDENCE
de CHIBERTA et du GOLF
***NN (près de Biarritz)
« Un deux étages à 300 m de l'océan
et au calme de la forêt de pins »
Séjours en studios équipés tout confort
(lège, chauff., tél. direct, canal + incl.)
Tarifs pour 2 pers. : semaine 1 220 F
quinzaine 1 930 F - mois 3 400 F
Valides du 1/11/1989 au 25/3/1990
(sauf du 26/12/1989 au 31/1/1990)
Possibilité petits déj. et repas
Biarritz-Ville et aéroport à 3 km
184, boulevard des Piques, ANGLET
Tél. réserv. : 59-52-15-16
Tél. 573 412. Fax 59 52 11 23

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

Sud-Ouest

PÉRIGORD
AUBERGE
LA CLÉ DES CHAMPS ***NN
CLUB DE CHASSE
Sélection Jet Tours
GOLF
Practis à l'hôtel
parcours 9 trous,
compact à 20 m
Greenfees - WE 230 F.
24550 VILLEFRANCAIS-DE-PÉRIGORD
Tél. 53-25-55-94.

Grande-Bretagne

LONDRES
EDEN PLAZA HOTEL, 68 Queens-
gate, South Kensington, Londres SW 7.
Tél. : 19-44-1-370-4111.
Tél. : 916228. Fax : 576 6970.
Hôtel moderne et accueillant près de
Knightsbridge, Harrods, Hyde Park,
musées.
Prix : de £ 53 à £ 72 (petit déj. compris).

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES ***
Saint-Marc 1936
Réservation : 193941/52-32-333
Fax : 193941/52-43-721.
Tél. : 41-1150 FENICE 1.

VÉRONE
NOVO HOTEL ROSSI
Via Della Costa, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193945/56-90-22
Fax : 193945/57-82-79.
Atmosphère intime, tout confort.

TOURISME

SKI DE FOND
HAUT-JURA
3 HEURES DE PARIS PAR TGV
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers.
maxi) dans ferme du XVII^e s. confort-
ablement rénovée, chauf. cv. a. de bain,
w.-c., table d'hôte, cuis. mijoteuse et légèr,
pain maison cuit au feu de bois.
Ambiance sympathique.
De 2 280 F à 2 700 F par pers. et sem.
tt compris, pension complète + vin,
moniteur et matériel de ski.
Tél. (16) 81-38-12-51 ou écrire :
LE CRET L'AGNEAU
25650 MONTBENOIT

VOYAGES

Saqqarah
a retrouvé
le vizir
du pharaon

Suite de la page 19

Une visite dans les tombes voisines, non encore fouillées, donne une idée du travail, de la patience inouïe qu'exige le déblaiement archéologique. On descend quelques parpaings du mur qui ferme, à une dizaine de mètres de la porte d'Aper-El, la chapelle funéraire de Mery-Sekhmet, chef du double grenier, scribe royal.

Le sable éolien, semé de débris divers (Alain Zivie me raconte qu'il a trouvé, chez le vizir, des lettres adressées en 1930 à Jean-Philippe Lauer, que le vent avait portées là, avant que la tombe ne fût close), l'emplait jusqu'à un mètre du plafond.

A droite, la paroi est sculptée et gravée, le faïence peinte de la terre fait jaillir d'un fond noir des dizaines de figures rouges sombres, moisonnant, menant des bœufs, construisant des bateaux.

On rampe, on glisse, on avance à quatre pattes, attaqué par les puces (les tombes sont pleines de puces, sont-elles des puces de momie?), le dos racle le plafond, et peut-être y a-t-il en dessous, comme à la porte d'Aper-El, des catacombes ensevelies sur 20 mètres de profondeur, qu'il faudra vider pour ainsi dire à la petite cuillère, tamis après tamis, panier après panier.

Profil
d'Ossiris

Par des passages à demi obstrués, et qui ont sans doute été creusés par les voleurs de sépultures il y a un ou deux siècles, on circule d'une tombe à l'autre : chez Nebesay, le « Nubien », chef du trésor de la reine Hatchepsout, « à qui on annonce les productions du double pays », et qui conduisit peut-être, au quinzième siècle avant notre ère, la fameuse expédition au pays de Pount, la corne de l'Afrique riche en encens ; la voûte, où courent des zigzags d'une peinture turquoise étonnamment fraîche, s'est effondrée sur une grande surface, et des infiltrations salées rongent les reliefs gravés.

On discerne tout de même, bleu pâle, brun et ocre léger, un profil d'Ossiris émergeant du sable. On accède chez Mery-Ra, ministre des

finances d'Aménophis III, « chef de la maison du roi quand Sa Majesté était encore un enfant », en traversant une tombe anonyme et celle d'un marin, Resh, officier du navire *Etoile de Memphis*, puis commandant de l'*Aimé d'Amon*.

C'est pour le profane une surprise, bizarrement agréable, d'apprendre que les Égyptiens baptisaient leurs bateaux : a-t-on

Un coup de lampe rasant fait surgir de l'ombre un profil d'Isis ; des pieds rouges sombres, posés bien à plat l'un devant l'autre (et il y en a une paire d'une peinture nettement hors du commun, qui doivent appartenir à Osiris), font la file indienne sur une paroi, il doit bien y avoir des corps au-dessus, mais, couchés comme on l'est sur les débris, le nez dans la poussière, on ne les voit guère.

Le puzzle
d'Abeld

Dehors, baignée d'éclatante lumière, la pyramide de Djoser passe sa tête de pierre au-dessus d'une dune, sur laquelle se profile parfois un vélo poussé par une silhouette en galabieh, un tanguant dromadaire. Abrité du feu du ciel sous un auvent de planches, assis en tailleur, le raboteur de poteries réfléchit.

Devant lui, posés sur le sable, une centaine de tessons. Abeld

Abeld, en voiture, jusqu'au village des ouvriers des Antiquités, au pied de la pyramide de Teti, et il m'invite à prendre le thé chez lui. Un petit ventilateur vrombit. Les mouches sont insistantes. Au mur, des photos de la famille, mariages, service militaire, matchs de football.

Abeld a vingt-sept ans, il travaille depuis l'âge de onze ans sur la nécropole de Saqqarah où son père était rak. Il me montre des certificats que lui ont établis des archéologues. « He is outstandingly intelligent », écrit Harry Smith, de University College, London.

Et le Dr Eugen Strouhal, un anthropologue tchèque, assure qu'il est capable de reconstituer un squelette à partir de poudre d'os, ou presque. Abeld est, modestement, fier de ces témoignages. Il est heureux de faire ce boulot.

Après que nous eumes bu le thé brûlant, il m'entraîne dehors, sur l'épave de sable qui domine



Tête de jeune femme en bois stuqué trouvée dans le tombeau d'Aper-El, au pied de la muraille du Bubasteion.

le site de Memphis. À droite, à gauche, comme des voiles grises dans la brume de chaleur, les pyramides de Dahchour, d'Abu-Sir, de Gizeh, remontent la vallée du Nil dont le vert poussiéreux est surplombé, au loin, par le skyline estompé du Caire.

D'un grand geste lent, Abeld embrasse le paysage, puis il touche ses yeux, il me fait comprendre que c'est beau, simplement.

OLIVIER ROLIN

derba menzel

Le DJERBA/MENZEL, c'est quatorze maisons djerbiennes sur un cap, ayant huit cents mètres de front de mer et une forêt de palmiers.

C'est aussi le calme, la mer, les criques, une piscine chauffée, une cuisine franco-tunisienne raffinée et un service de grande qualité.

Adresse : B.P. 63 - 4116 MIDOUN - DJERBA - TUNISIE

Téléphone : (05) 57070

Tél. : 51927

Télécopie : (05) 57124

PARIS / NEW YORK À PARTIR DE 2395 F A R

DES PRIX TELLEMENT
DISCRETS QU'ON LES
VOIT PARTOUT.

LOS ANGELES.....A/S 1880 A/R 3740	BUENOS AIRES.....A/S 3695 A/R 6095
SAN FRANCISCO.....A/S 1880 A/R 3740	CARACAS.....A/S 3695 A/R 6095
MIAMI.....A/S 1695 A/R 3300	SANTIAGO.....A/S 3795 A/R 6095
MONTREAL.....A/R 1880	SEVILLES.....A/R 4995
RIO DE JANEIRO.....A/S 3195 A/R 4995	SYDNEY.....A/S 4510 A/R 7995
MEXICO.....A/S 2590 A/R 4695	ANTILLES.....A/S 1490 A/R 2975

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. DISPONIBILITÉS DE PLACES EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAIRES. PRESTATIONS HÔTELIÈRES ET LOCATIONS DE VÉHICULES CIRCUITS ET SÉJOURS À LA CARTE. POSSIBILITÉS DE RÉSERVER ET DE PAYER VOTRE VOYAGE AU MEILLEUR AVEC VOTRE CARTE BANCAIRE.

ACCESS
voyages

PARIS : MÉTRO ET RER CHÂTELET-LES HALLES,
6, RUE PIERRE LESCOT. 75001 PARIS. Tél. (1) 4013 02 02.
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS. LA PART-DIEU. Tél. 78 63 6777

LISBOA
Portugal
SPECIAL
PRIX-HIVER
89/90
à partir de
1.800*
départ Paris

100% PORTUGAL
Prix par personne comprenant l'avion (aller/retour) + Hôtel sur la base de chambre double et petit déjeuner pour un week-end.
Consultez votre Agence de Voyages

CENTRO DE TURISMO DE PORTUGAL
EM FRANÇA
Tél. (1) 42 42 55 57
Ministère 3614 Code AAZ

Mahmud Hamed, tout au long de la journée, tel le Barlebooth de la *Vie mode d'emploi*, reconstitue des puzzles, refait des jarres à partir de fragments éparés. Le problème se complique du fait qu'il a devant lui plusieurs puzzles mélangés, et qu'en outre aucun n'est, évidemment, complet.

Abeld Mahmud Hamed réfléchit longtemps, puis il se lève, lentement, choisit un tesson, un autre : ils se joignent parfaitement ; il les brosse, doucement, méticuleusement, avec une vieille brosse à ongles, dans une bassine, les met à sécher, tout à l'heure il les encolera.

Il met à part d'autres tessons qu'il sélectionne d'après leur forme, leur couleur, l'épaisseur de la terre, l'apparence de la cassure. Il les marque d'un infime coup de crayon, retourne s'asseoir, réfléchit. Il fait tout posément, et presque à coup sûr : sa lenteur est fondroyante. Il semble avoir une sorte d'ordinateur dans la tête, spécialement programmé pour reconstituer des poteries.

Lorsque, à 2 heures, le travail cesse dans la tombe, que le rak a rassemblé ses hommes, que l'égyptologue et l'inspecteur du site, l'obligeant Ahmed Mohammed Abd El Al, pince à plomber en main, ont posé les scellés sur la porte refermée, je raccompagne

MARRAKECH
EN
CONCORDE

10-12 nov. 1989

Documentation et inscription :

AIRCOM

93, rue de Monceau
75008 ParisTél. : 45-22-86-46
Tél. : 64-37-80 F

Lc 178001

مكتبة امين الاول

SANS VISA

VOYAGES

Ardenne d'outre-Meuse

Un bol d'automne vif et stimulant
dans les forêts de Freyr et de Luchi



DANIEL MOURA

Il pleuvait sur Peltz, sur
Daverdisse, sur Uximont.
Pou de jours auparavant,
l'été avait pris fin, comme dans
un soulagement : l'excèsive che-
leur, asséchante et stérile, avait
trahi la nature et contraint à
d'improductives moissons préma-
turées. Ce serait par l'eau et non
plus par le soleil qu'allait repren-
dre la vie, c'était l'automne et
non l'été qui ferait renaissance en
Ardenne.

La pluie aussi s'était emparée
de Liège, embrumant peu à peu
les faubourgs d'outre-Meuse, les
quais bordant la Dérivation, la
place Saint-Pholien en l'église de
laquelle Meigret, naguère, décou-
vrit un pendu. Mais l'eau du ciel
sied à la ville des princes-
évêques, et ses jardins à degrés
revivent, à nouveau odorants. Les
grandes fabriques abandonnées
le long du fleuve s'accommodent
de la lumière sourde et des brouil-
lards. Alors, descendant de Liège
la fibre, aujourd'hui moins haut-
fourneau que port fluvial, venue
de Simonon l'universel qui tou-
jours décrit les cités du monde,
Paris même, sur les souvenirs de
sa ville natale, on entre en
Ardenne par Tohogne et Durby.
De la province de Liège qui fut,
sous Napoléon, le département
français de l'Ourthe, on passe à
celle du Luxembourg belge, où les
vallées de Lasse et l'homme tra-
versent la forêt. C'est là, en ses
mystères et ses enchantements,
que Shakespeare situa la plus
originale de ses pièces. Comme il
vous plaît.

La Famenne proche est terre
de baronnies, de manoirs et de
châteaux, Deulin, Jennée, et
s'orne de lieudits, de petits
bourgs au nom inattendu et
mélodieux. On, Humain, Waha
avec son austère église romane
que la basse saison célèbre et
magnifie. A la Benière de Cham-
pion commence la forêt de Saint-
Hubert, les champs de maïs et les
boqueteaux s'espacent, la forêt
s'installe sur la route à quatre
voies, les voitures, plaques
ruges, phares blancs, ont dû
pleurer l'alkure, mais il fait plein
sur, un jour assourdi de gris. Les
pneus de pneu s'inscrivent un

instant sur l'asphalte, bientôt
balayées par le rideau uniforme
de la pluie.

La pluie n'est pas rare en Wal-
lonie ni déplacée en automne :

elle est du pays, comme les cha-
pelles et les torrents. Loin de flé-
trir, elle illumine et donne corps.
Pays de chasse où vécut saint
Hubert, patron des chasseurs et

premier évêque de Liège, le
Luxembourg brasse sa bière et
cuisine le gibier dans ses salles à
manger chaleureuses : rentrer
trempé d'une marche ou d'une

traque donne plus de droits
encore à la robuste générosité
des âtres et des tables. Maîtresse
de sa région, la monumentale
basilique Saints-Pierre-et-Paul-

et-Saint-Hubert effraie presque
par sa taille, rehaussée encore
par la colline qui la porte. Elle dut
pourtant rassurer les pèlerins,
autrefois.

Forêts de Freyr, de Luchi, de
Chiny, admirables conservatoires
végétaux où voisinent les pins
replantés drus et réguliers
comme les piliers d'un cloître
naturel, les hêtres et les chênes
mémoires du Moyen Âge qui les
vit régner sur l'Europe, les fou-
gères identiquement éployées
mais vertes, jaunes ou brunes
selon l'ensoleillement, le sol ou le
vent, entre lesquelles cheminent,
si faciles à apercevoir au dépour
d'un sentier à la saison des
chasses, les bêtes à poil et à
plume, en alerte.

Certains arbustes paraissent
un instant produire deux fruits
jumaux puisque les gouttes de
pluie posées à l'extrémité des
branches dédoublent les baies
rouges. Mais ces répliques trans-
parentes tombent bientôt,
emportées par leur poids, et c'est
la forêt entière qui dégoutte dou-
cement.

L'automne n'est pas la saison
des orages tonitrueux mais celle,
plutôt, des ondées presque silen-
cieuses, étouffées de suroît par
les mousses. Ce temps-là seul
met aussi complètement les bois
en scène, en une humide sym-
phonie des sens : la pluie se voit
et sent, elle bruit et ruisselle,
adoucissant les troncs et les feuilles,
déclenchant enfin une marée olfac-
tive qui unit le bois mort, les noi-
settes et les mûres...

Voici que les cieux s'assom-
brissent et que les gouttes se
font plus lourdes : beaucoup
d'imprudents vont rentrer à
l'auberge, mais les plus avisés,
les vrais amateurs d'arbres,
s'enfonceront davantage sous les
branches. Il fait étonnamment
bon, la terre exhale ses parfums
les plus forts, et l'apparent
désordre alentour laisse au
contraire percevoir peu à peu
l'irréductible harmonie des
choses.

OLIVIER BARROT

► Avant de partir en Belgique,
consulter l'Office belge du tou-
risme. Tél. : 47-42-41-18.

S/S FRANCE "LA CROISIERE" S/S NORWAY

"LE VOYAGE DE L'ANNEE"

POUR 10 JOURS SEULEMENT LE NORWAY REDEVIENT LE FRANCE
Du 1er au 10 Décembre 1989 en mer des caraïbes

GASTRONOMIE

sous les auspices de Robert J. Courtine
avec la participation de 33 des plus prestigieux Chefs Français
(51 étoiles au Michelin)

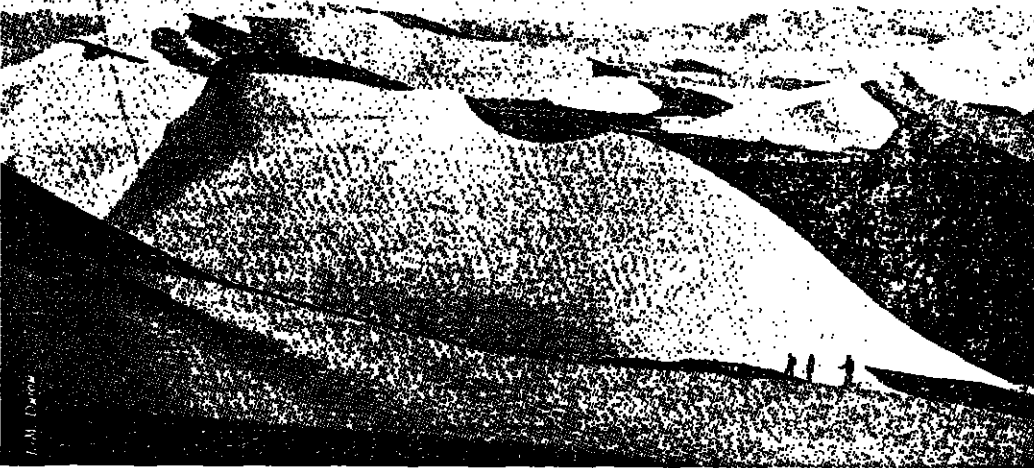
MUSIQUE CLASSIQUE

sous les auspices de Jean-Manuel de Scaramo avec
Laurent Petitgirard Jean-Philippe Collard Marius Constant Patrice Fontanarosa
Frédéric Lodéon et l'Orchestre Symphonique de chambre de Paris

QUELQUES PLACES PRIVILEGIEES SONT ENCORES DISPONIBLES

Documentation complète et renseignements : A. N. V. O. L. 42 Avenue Kleber 75016 Paris
Tél. 47.27.86.85 et 47.55.95.62 Fax: 47.04.60.41. et dans les agences **AMF FRANCE** et

140 Marches de Rêve!



Avec Terres d'Aventure, découvrez l'ivresse du marcheur!
Le monde entier est à vos pieds, avec les meilleurs
guides et les plus beaux itinéraires de randonnée. Sahara
et autres déserts, montagnes de France et d'ailleurs,
haute montagne et ski d'aventure. Pour tous niveaux
même débutant et à tous les prix.

Catalogues gratuits sur demande en renvoyant le bon
ci-dessous à T.A. 16, rue Saint-Victor 75005 PARIS ou en
téléphonant au 43.29.94.50. Minitel 3615 Code Terdav.

Nom, Prénom				
Adresse				
Profession	Tél.		Age	
Brochures Pays lointains	Sahara	France et limitrophes	Ski de fond et de montagne	haute montagne
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

TA-terres d'aventure
LE VOYAGE A PIED
16, rue Saint-Victor 75005 PARIS. Tél.: 43.29.94.50. Minitel 3615 Terdav
8, rue des Remparts d'Alain 69002 Lyon. Tél. 78.62.99.94. Licence A1148

SANS VISA

ESCALES

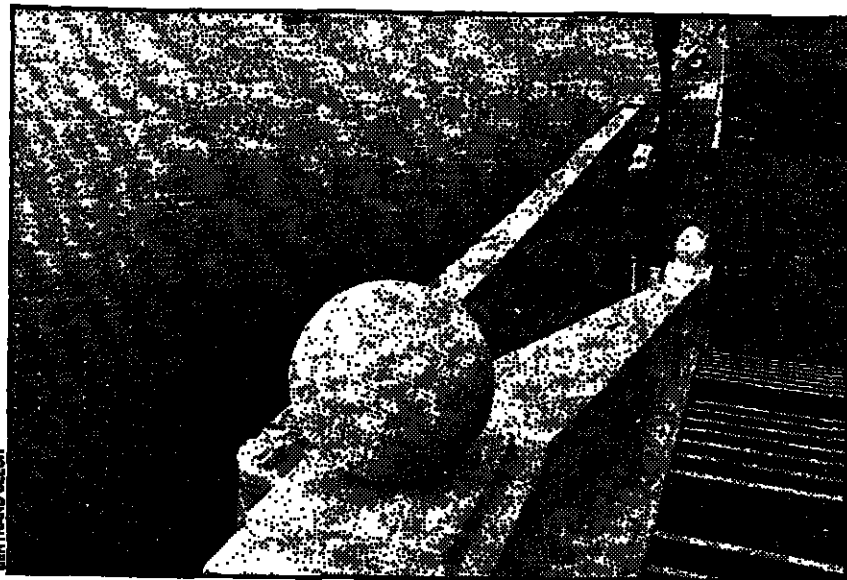
Papilles musicales

Soies gourmandes et musicales aux Grandes Etapes françaises : dîner coré par une historienne de la gastronomie, réalisé par des chefs, servi avec accompagnement de musique ou de poésie pour les premières ; musique de chambre et dîner aux chandelles pour les secondes.

« L'homme et le pain », « Les gourmandises à travers les siècles de La Rochefoucauld », « Mets et vins immortels en Bourgogne », « Les petits soupers aux dix-huitième siècle », « La fête en France du quatorzième siècle au dix-huitième siècle », « La littérature gourmande », « Les routes des épices ». Un énoncé qui fait venir l'eau à la bouche. Prix de 340 F à 475 F (la soirée), de 625 F à 900 F (soirée et nuit).

Les soirées musicales proposent chaque mois un grand choix de concerts de musique de chambre : récitals de piano, de guitare, deux violon, violoncelle ou trompette ou cor et piano, trios. On choisira selon ses goûts musicaux dans le répertoire à partir d'un programme disponible aux Grandes Etapes françaises (140, rue de Belleville, 75020 Paris, tél. : 43-66-06-06). Dans tous les châteaux, le samedi, cocktail à 19 h 30, concert à 20 h, souper à 21 h. De 90 F à 125 F (cocktail et concert) et de 625 F à 900 F (concert et chambre).

Les Grandes Etapes françaises sont, faut-il le rappeler, de belles demeures devenues hôtels : château d'Arigny, domaine de Beauvois, le Prieuré et le Choiseul dans la Loire, château d'Escimont dans l'Eure-et-Loir, châteaux d'Ilembourg, de Gilly et de Divonne dans l'Est, Vieux Castillon et mas d'Arigny dans le Midi.



Venise toujours

Venise, on y va de préférence quand les autres y vont moins. Si l'on évite le Toussaint, on a toutes les chances de trouver de la place sur les vols que Nouvelles Frontières (87, bd de Grenelle, 75738 Paris cedex 15, tél. : 45-68-70-00) notamment affrète jusqu'en mars 1990 à des prix réduits : 1 050 F l'aller-retour. Cette offre se double d'une proposition de week-end — du jeudi au dimanche — à partir de 1 530 F (vols A/R et 3 nuits avec petit déjeuner). Si l'on dispose d'un budget plus souple, on peut consulter l'édition 1989 du Guide des auberges et hôtels de charme d'Italie (éditions Rivecourt) pour se préparer un séjour à la carte.

Ne pas oublier la CIT (3, bd des Capucines, 75002 Paris, tél. : 42.66.00.90), grand spécialiste du voyage en Italie, dont le nouveau catalogue vient de paraître. Ici, la Sérénissime est accessible à partir de 1 270 F en train et 1 990 F en avion pour le

week-end. Ces forfaits comportent un carnet d'invitations et de réductions très intéressant : parking gratuit pour ceux qui arrivent en voiture, voitures gratuites pour visiter la Vénétie, entrées gratuites dans des musées, verre au Florian, réservation à la Fenice, notamment.

Spécial Beaux-Arts

En parallèle l'exposition « Les architectes de la liberté » à l'Ecole des Beaux-Arts, le groupe des hôtels Concorde a eu l'idée de proposer un forfait week-end, dans l'un de ses établissements parisiens, couplé avec la visite « guidée » de l'exposition et la découverte de certains des plus beaux ensembles datant du dix-huitième siècle dans la capitale.

Sortis des archives de l'Ecole des beaux arts, et spectaculairement mis en scène les dessins de Boullée, Ledoux et Lequeux, notamment, sont montrés quasi Malakais. L'exposition témoigne de l'effervescence créatrice de la

période révolutionnaire, qui verra se déployer des architectures éphémères ou de nombreux projets de transformation d'édifices publics (églises changées en temples de la raison) à la faveur des bouleversements politiques (Le Monde du 4 octobre).

Le forfait « Architectes de la liberté » des hôtels Concorde (58, bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris, tél. : 40-68-63-00) comprend deux nuits, le dîner du premier soir et un dîner-débat à l'hôtel Crillon le lendemain, la visite de l'exposition et son catalogue, et un parcours avec guide-conférencier dans le quartier de l'Odéon, au Panthéon, rue des Colonnes et à la rotonde de La Villette récemment restaurée.

Le prix est de 2 625 francs par personne en chambre double au Concorde La Fayette, au Lutetia, à l'Ambassadeur, au Concorde Saint-Lazare et à l'hôtel du Louvre, ou de 3 525 francs au Crillon, place de la Concorde. Ces forfaits concernent les week-ends du 27 octobre, du 17 ou du 24 novembre et du 1^{er} décembre.

Nouvel An à Dubaï

Les grandes manœuvres pour les fêtes de fin d'année ont commencé. On peut viser haut et fort en sélectionnant, avec Le Monde et son histoire (82, rue Taitbout, 75009 Paris, tél. : 45-26-26-77), un voyage au pays d'Ophir, cette terre située aux confins des déserts de l'Arabie heureuse. De quoi satisfaire l'imaginaire et le dépaysement est certain. « Après les mirages futuristes de Dubaï et d'Abou-Dhabi, nous découvrons les vestiges de civilisations millénaires, villes mortes et antiques villes d'art dotées de musées incomparables », précise l'organisateur.

Abou-Dhabi, le Musée de l'or noir, le quartier maritime de Batim et les dhowes, embarcations très anciennes, Sharjah et ses souks, chef-d'œuvre de l'architecture futuriste orientale, Dubaï et le vieux quartier de Bustakia aux petites maisons en bois centenaires, le marché des épices et de l'or noir et une matinée sur le site de Liwa, dont les dunes sont parmi les plus hautes du monde, précèdent l'envol pour Mascate, capitale du sultanat d'Oman, où l'on s'installe pour cinq nuits à l'Inter-Continental.

De Mascate, ses quartiers médiévaux, ses forêts, ses souks, on rayonnera : envoi pour Salalah, proche du Sud-Yémen, au cœur de l'Ophir biblique pour suivre, le long de la côte, la route de l'encens jusqu'à Sumhuram où se trouve le palais de la légendaire reine de Saba ; excursion au fort de Bid-Bid-Nizwa, chef-d'œuvre de l'architecture islamique du dix-septième siècle, Bahla, ville aux murailles interminables, Jabrin, dont le château abrite des joyaux de l'art classique d'Oman, et les villages du djebel Akhdar aux kasbahs ouvragées ; une autre journée sera consacrée à la visite des forts construits en Oman : fort de Rustaq, ancienne résidence des imams et des sultans et fort de Hazm.

Dernière étape : Doha, capitale de l'émirat de Qatar — le Musée historique est installé dans l'ancien palais du cheik — Merwab et ses citadelles, le site de Zubarah et les dunes pétrifiées d'Umm-Said.

Du 22 décembre au 3 janvier, 22 800 F tout compris, hôtels Méridien, Sheraton et Inter-Continental. Température moyenne : 25°-27°.

Alpes d'en haut

Les Hautes-Alpes, entre Dauphiné et Provence, ne manquent pas de séductions. On peut profiter des vacances d'automne pour y faire un saut, histoire de s'adonner à son sport préféré. La maison des Hautes-Alpes (4, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-96-05-08) en a sélectionné plusieurs.

Le rêve d'icône, on peut aujourd'hui le réaliser, moyennant certaines précautions. Un stage d'initiation ou de perfectionnement au parapente, au-dessus de la station d'Orcières-Merlette, devrait parer aux imprudences des téméraires : deux jours, 1 400 F, jusqu'au 15 décembre. On apprendra le maniement de voile, le gonflage, la course d'élan, les techniques de vol et d'atterrissage si l'on est débutant ; le perfectionnement en grands vols, sur 60 mètres à 1 300 mètres de dénivelé, dans le cas inverse.

On peut, en toute saison, être initié à la conduite des 4x4 dans la vallée du Champaur. Deux jours et deux nuits en hôtel deux étoiles, en pension complète, coûtent 1 590 F, guide accompagnateur et véhicule compris.

A ceux qui préfèrent « monter », il est proposé des randonnées équestres dans la vallée de la Clarée, au col de l'Eschelle : 2 060 F pour quatre jours et trois nuits à placer entre le 26 octobre et le 5 novembre. Plus paisible encore, le golf (900 F le week-end en pension complète) ou le tennis (1 620 F, quatre jours, en pension complète également).



— Majesté ! Le Français est arrivé.
— What ?... Hein quoi, déjà !!!

Horaires London City Airways (en semaine). Départ Paris-Charles-de-Gaulle : 7h30 - 8h45 - 11h00 - 13h00 - 16h55 - 19h00
Horaires London City Airways (en semaine). Départ London City Airport : 8h15 - 10h00 - 14h00 - 16h00 - 18h05 - 20h00
LONDON CITY AIRPORT : 13 VOLS QUOTIDIENS ALLER-RETOUR PARIS-LONDRES
INFORMATION ET RÉSERVATION AUPRÈS DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU PAR TÉL. 42.66.30.14 ET 42.66.30.17.

TOUT DE SUITE DANS LONDRES

Gagnez du temps : les avions de la London City Airways se posent sur les docks, à moins de 6 miles de la City.

Gagnez encore : ils vous emmènent dans Londres en Classe Affaires, 6 fois par jour.

Gagnez sans cesse : en arrivant, restez efficace grâce aux services et aux moyens de communication mis à votre disposition au Business Centre du London City Airport.

Gagnez toujours : 6 minutes après l'atterrissage, tous les moyens de transports, même le bateau-bus, vous conduisent à vos rendez-vous.

Gagnez enfin : 10 minutes d'enregistrement suffisent pour revenir à Paris.



TIME IS MONEY...
(comme on dit chez nous)

OBJECTIF : « MONTAGNES & DESERTS »
VOYAGES - AVENTURES
à pied, en 4x4
sous les étoiles
Sahara Kenya Népal
Marr, Mali, Tunisie, etc.
NOMADE

KENYA avec Transsafari

18 PROGRAMMES DE 9 A 16 JOURS
POUR TOUS LES GOUTS ET TOUS LES BUDGETS AU KENYA ET EN TANZANIE

7600
JUSQU'À
23 600F

DE PARIS
A PARIS

13, RUE AUBER, 75009 PARIS - TEL.: (1) 47.42.15.15



JEUX

échecs

N° 1354

SUPER CHAMPION

(13^e Tournoi Interpolis, Tilburg, septembre 1989)

Blancs : G. KASPAROV

Noirs : V. KORTCHNOI

Défense Nimzo-indienne

1. d4 Cf3 2. c4 e5 3. dxe5 Cc6 4. f3 Cc7 5. Cc3 Cf6 6. Cg5 Cg6 7. f4 Cg7 8. f5 Cg8 9. f6 Cg9 10. f7 Cg10 11. f8 Cg11 12. f9 Cg12 13. f10 Cg13 14. f11 Cg14 15. f12 Cg15 16. f13 Cg16 17. f14 Cg17 18. f15 Cg18 19. f16 Cg19 20. f17 Cg20 21. f18 Cg21 22. f19 Cg22 23. f20 Cg23 24. f21 Cg24 25. f22 Cg25 26. f23 Cg26 27. f24 Cg27 28. f25 Cg28 29. f26 Cg29 30. f27 Cg30 31. f28 Cg31 32. f29 Cg32 33. f30 Cg33 34. f31 Cg34 35. f32 Cg35 36. f33 Cg36 37. f34 Cg37 38. f35 Cg38 39. f36 Cg39 40. f37 Cg40 41. f38 Cg41 42. f39 Cg42 43. f40 Cg43 44. f41 Cg44 45. f42 Cg45 46. f43 Cg46 47. f44 Cg47 48. f45 Cg48 49. f46 Cg49 50. f47 Cg50 51. f48 Cg51 52. f49 Cg52 53. f50 Cg53 54. f51 Cg54 55. f52 Cg55 56. f53 Cg56 57. f54 Cg57 58. f55 Cg58 59. f56 Cg59 60. f57 Cg60 61. f58 Cg61 62. f59 Cg62 63. f60 Cg63 64. f61 Cg64 65. f62 Cg65 66. f63 Cg66 67. f64 Cg67 68. f65 Cg68 69. f66 Cg69 70. f67 Cg70 71. f68 Cg71 72. f69 Cg72 73. f70 Cg73 74. f71 Cg74 75. f72 Cg75 76. f73 Cg76 77. f74 Cg77 78. f75 Cg78 79. f76 Cg79 80. f77 Cg80 81. f78 Cg81 82. f79 Cg82 83. f80 Cg83 84. f81 Cg84 85. f82 Cg85 86. f83 Cg86 87. f84 Cg87 88. f85 Cg88 89. f86 Cg89 90. f87 Cg90 91. f88 Cg91 92. f89 Cg92 93. f90 Cg93 94. f91 Cg94 95. f92 Cg95 96. f93 Cg96 97. f94 Cg97 98. f95 Cg98 99. f96 Cg99 100. f97 Cg100

NOTES

a) D'autres possibilités sont 4. f3 ; 4. a3 ; 4. Dd3 ; 4. Fc5 et 4. Cf3. b) Ou 4... 0-0 ; 5. a3, Fxc3+ ; 6. Dxc3, b6 ; 7. Cf3, Fb7 ou 4... g5 ; 5. dxc5, 0-0 ; 6. a3, Fxc3 ; 7. Cf3, Cg6. c) Outre cette simplification, on peut entrer dans d'autres variantes connues comme 5. a3, Fxc3+ ; 6. Dxc3, Cg4 ; 7. Dc2, g5 ; 8. dxc5, Cg6 ou, de manière plus simple, 7... Cg6 ; 8. f4, g5 ; 9. cxd5, Dxd5 ; 10. Fd3, Dd5+ ; 11. b4, Cxb4 ; 12. Dxd4, Cxd4 ; 13. Rf2, Dd1+ ; 14. Rf3, Cxd1 ; 14. Fb2, 0-0 avec quelques complications.

d) On évitait, dans les années 30-40, d'insérer un pion en reprenant de la D, avant d'avancer le pion e ; par exemple, 5... Dxd5 ; 6. Cf3, g5 ; et le 2), puis il a contre-attaqué le 4 de Tréfle pour la Dame du mort et le 6 d'Est. Comment Delmouly, en Sud, a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Réponse

La main étant au mort avec la Dame de Tréfle, Delmouly joua atout et, pour essayer de n'en perdre aucun, il fit l'impasse au Roi de Pique qui réussit ; puis il tira l'As de Pique, mais, Ouest n'ayant plus fourni, il était inévitable de donner encore le Valet de Pique. Il fallait donc éviter de perdre un Car, et il y avait trois possibilités : 1° Trouver Dame Valet de Cœur secs et tirer les Cœurs en tête ; 2° Trouver un honneur sec en Est et faire l'impasse sur Ouest au second tour ; 3° Jouer As Roi de Cœur et mettre Est en main à Pique en espérant qu'il n'aurait plus de Cœur à jouer et qu'il

retournerait Carreau dans coupe et défausse (le déclarant ayant pris soin auparavant d'éliminer les Trèfles). Evidemment, c'est cette dernière ligne de jeu que Delmouly a adoptée puisqu'elle combinait les deux autres. Ainsi, après avoir tiré As Roi de Tréfle (pour défausser deux Cœurs du mort), le déclarant joua le Cœur de Cœur, puis il coupa son dernier Tréfle et, après avoir joué l'As de Cœur, il mit Est en main par un troisième coup d'atout :

87710 - R0V8
9376 - R0V8
Resté maître avec le Roi d'atout, Est rejoignit le Valet de Carreau, et peu importe la main qui coupe...

Un jeu de sécurité

Les jeux de sécurité sont variés, mais leur but est toujours le

même : se protéger contre la mauvaise répartition d'une couleur. L'exemple suivant est celui que Easy Blackwood a l'habitude de choisir quand il fait un cours sur ce thème.

AD5
AD6
AD7
AD8
AD9
AD10
AD11
AD12
AD13
AD14
AD15
AD16
AD17
AD18
AD19
AD20
AD21
AD22
AD23
AD24
AD25
AD26
AD27
AD28
AD29
AD30
AD31
AD32
AD33
AD34
AD35
AD36
AD37
AD38
AD39
AD40
AD41
AD42
AD43
AD44
AD45
AD46
AD47
AD48
AD49
AD50
AD51
AD52
AD53
AD54
AD55
AD56
AD57
AD58
AD59
AD60
AD61
AD62
AD63
AD64
AD65
AD66
AD67
AD68
AD69
AD70
AD71
AD72
AD73
AD74
AD75
AD76
AD77
AD78
AD79
AD80
AD81
AD82
AD83
AD84
AD85
AD86
AD87
AD88
AD89
AD90
AD91
AD92
AD93
AD94
AD95
AD96
AD97
AD98
AD99
AD100

Les enchères les plus simples, Nord donneur, seraient les suivantes :

Nord Sud
2♣ 2SA
3SA 6SA
Ouest ayant entamé le 2 de Cœur, comment Blackwood propose-t-il de

jouer pour gagner ce PETIT CHELEM A SANS ATOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères

La réponse de « 2 SA » sur l'ouverture forçant de manche de « 2 Trèfles » promet au moins 8 points (ou deux Rois) sans As. La redemande de « 3 SA » montre 24 ou 25 points avec une distribution régulière, et le saut à « 6 SA » indique une main équilibrée avec une dizaine de points d'honneur. Si Sud avait déclaré « 4 Trèfles » sur la redemande de « 3 SA », cette enchère aurait été la convention Baron pour que l'ouvreur annonce ses couleurs de quatre cartes, et Nord aurait dit ici « 4 Carreaux ».

bridge

N° 1352

MAÎTRISE TECHNIQUE

Ann. : S. donn. Tous vuls.
Sud Ouest Nord Est
1SA passe 40 passe
4♣ passe passe passe
Ouest a attaqué As Roi de Carreau (sur lesquels Est a fourni le 5

et le 2), puis il a contre-attaqué le 4 de Tréfle pour la Dame du mort et le 6 d'Est. Comment Delmouly, en Sud, a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

scrabble

N° 330

VÉRITÉ AU-DELA DE L'ODS, ERREUR AU-DEÇA

1990 va garnir votre gibe, mieux votre bécasse, de 2 000 mots supplémentaires, qui s'ajouteront aux 2 000 nouveaux mots déjà enrichis cette année. En effet, dès le 1^{er} janvier prochain, l'Officiel du Scrabble (Larousse, 139 F) sera notre nouveau dictionnaire de référence, tant pour les parties à rejouer que pour les *anacroïses*. Difficile désormais de trouver une excuse à un « zéro », la quasi-totalité des mots figurant dans tous les dictionnaires courants sont dans l'ODS. Dans son *Encyclopédie du Scrabble* (Nathan), Raymond, chanteur du Scrabble sous les palatiers, faisait en 1982 une liste des zéros les plus fréquents. Le P.L.I. de cette année, a transformé la moitié de ces erreurs en vérités. Les voici : CON(N)ARD, CON(N)ASSE, COUVRENT, ÉPATEUR, FADE, FEINT, FISTOT, FLAMBAR, FLOUZE, FROCARD, GAM, GÉRON, GÉTON, INTOX, JAR, MAC, MANIF, MERDOYER, MEZIGUE, MIMI, MIRO, MOCO, MORFALE, MUSARD, NAZE, NENNI, NICHON,

PANTE, PÉBROQUE, PÉRIF, PIAFFEUR, PLOUPOU, PIPEUSE, PIPO, RAPINER, ROBERT, SCHNOCK, SCHNOUF, SENSAS(S), TOUSSEUR, TRIMARDER, TRIQUER, TROTTIN, VENETTE, VESSER, ZIGOTO (EAU) : l'Officiel du Scrabble, à son tour, réhabilite la moitié des « erreurs » restantes, à savoir : BACLEUR, BAISEUR, BANBAN, BIRIBI, BRANLEUR, CAGNE et CAGNEUX, CAROGNE, DAHU, ENCULER, ESCOFFIER, FREGATON, LORGEUR, NEGRO, NOUVEUR, PÉCQUE, PÉRM(E), PIONNER, ROUSTONS, TRIMARDER, TRIMEUR, VICE-LARD, ZIGOMAR. Ces prémonitions des estivants corqués par Raymond paraissent très axes sur le français « non conventionnel ». Rassurez-vous : l'ODS est très complet également dans les domaines littéraire et technique. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

MICHEL CHARLEMAGNE

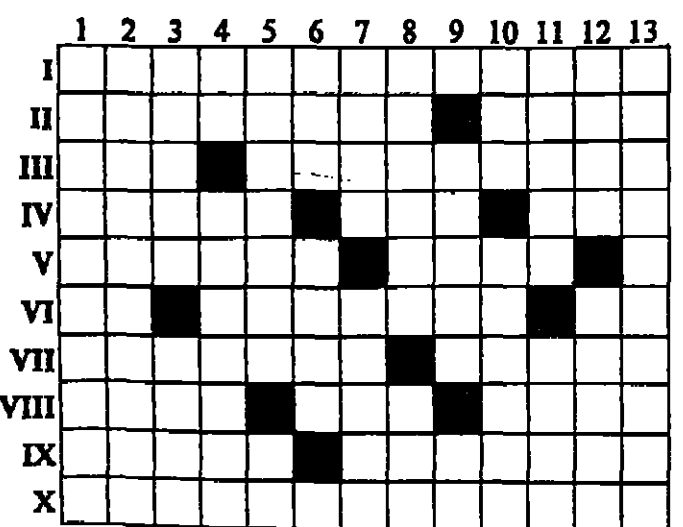
Antibes, 10 janvier 1989
Parties au Sacré-Cœur, rue Chaudron, mardi et jeudi 14 h 30
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes par un numéro de 1 à 15.
Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédant a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	ELSENDE	DINERS	H 4	18
2	L+JENUAI	INDURIA	5 H	28
3	LENYUAI	SLOVAQUE	N 1	118
4	LENSSEI	LESSIENS	1 G	33
5	FCEBIA	CAPRIER	M 8	39
6	XITSAE	TEXTORAS	14 H	122
7	ZEMTET	MERTITEZ	12 H	110
8	GGATAU	GAGAKU(a)	2 B	75
9	FRILDEZ	PRELUDE(b)	15 B	83
10	HEMSEAI	HAJ	0 3	33
11	HM+OVNO	HAMECONS	C 1	76
12	BROGAIU	BUSAI(b)	8 A	24
13	VNOERIA	AYINEE	6 E	32
14	NO+OSUDT	DATIONS	5 S	32
15	OU+PITEL	POT	0 8	36
16	FLUT+MRE	ZEST	0 12	39
17	FLUME+AY	YVAN	10 B	33
18	FLEM+LOE	LOF	11	36
19	MREY+OV	WU	7 14	31
20	MORNEL	NE	15 L	18
21	LORM	MOLE	D 12	189
22	LORM	TOTAL		

(a) Musique de cour de l'Empire japonais. (b) Belg. rocail.
1. P. David, 10 ; 2. A. Rys, 10 ; 3. G. Crifo, 10.
La partie n° 328 (Le Porreau) est ambigüe. Au 2^e coup, il faut jouer DIAISSE, 11 E, 34, au lieu d'EXCHISA (34). M= Burgart, RIBEAUVILLE.
Enfin un nouveau club à Paris : le Scrabble-Club Elysees, 7, rue F.-Bastiat, 8^e. Parties, mardi et jeudi 14 h 30 et 17 h, mercredi 20 h 45. Code partie A0976. Tél. : 45-63-90-15.

mots croisés

N° 581



MOTS CROISÉS N° 581

Horizontalement

I. Utiles aux joueurs de tennis, elles sont indispensables pour les météorologues. - II. Plus que confortable. Ce n'est pas un endroit couru. - III. Si elle est double, cela facilite les I. Tout qu'ils sont intérieurs, on peut garder espoir. - IV. Bouche d'aération. On l'a touché. Inodore. - V. Il a bien raison. - VI. Possède. - VII. Son sourire est rare. Aimée de Kipling. - VIII. Se dit aussi. Lettre grecque. Il n'a absolument rien de

Verticalement

I. Il se situe plutôt en haut de la page. - 2. Surprenante, quasi par définition. - 3. Il n'est plus question qu'elles bougent. Opéra. - 4. Romaines unitaires. Vit la nuit. - 5. Peut être une fin. C'est aussi une fin. - 6. Pronom. C'est un grave défaut. - 7. Parle à mots choisis. Peut amener à la télévision. - 8. Remet dans le mouvement. Dans l'auxiliaire. - 9. On du mal à se faire entendre. Note. - 10. Permission. Prement le tige. - 11. Bien arrangé. A mettre en billes. - 12. Fit des remques. Par son on pour rire ? - 13. On ne les entend guère.

SOLUTION DU N° 580

Horizontalement

I. Rolling Stones. - II. Epousera. Bouc. - III. Vert. Futilité. - IV. Erg. Fleuris. - V. Langue. Ragera. - VI. Asie. Sésa. - VII. Totalité. Acmi. - VIII. Eits. Pesantes. - IX. Ure. Ose. Oit. - X. Résidentes.

Verticalement

1. Révélateur. - 2. Opérateur. - 3. Lognettes. - 4. Lux. Glas. - 5. la. Fuel. Od. - 6. Nêke. Ipsa. - 7. Grue. Steen. - 8. Sauteurs. - 9. Ais. Ad. - 10. Obligante. - 11. Noie. Etal. - 12. Bur. Remet. - 13. Sômarista.

FRANÇOIS DORLET

anacroïses

N° 583

Horizontalement

1. EEMORRTU (+ 1). - 2. AAIMNOT. - 3. EGINMORT (+ 2). - 4. AEMNNOS (+ 4). - 5. AEMMRTU. - 6. ABEILMT. - 7. AAIEQRT (+ 1). - 8. AAENRTUV. - 9. EEPFRSSU. - 10. EMNORRSU. - 11. CMNPTUU. - 12. AEHQUTUV. - 13. EEGITUZ (+ 1). - 14. AEIPRT (+ 8). - 15. AAEBENNT. - 16. AAEPINT (+ 1). - 17. BEEENR. - 18. EHLORPT.

Verticalement

19. AINOSSZ. - 20. AEMNNOT (+ 1). - 21. AEIPRTUV (+ 1). - 22. AEMNSTZ. - 23. ACEIMNX. - 24. ACEIMNT (+ 2). - 25. EILNOUUV. - 26. ABEELMMR. - 27. AEIMNOQU. - 28. ACEIPT (+ 4). - 29. INOQRUU. - 30. AEIRITT. - 31. ACEIRTU (+ 1). - 32. AAEQRSSU (+ 1). - 33. EFLMSU. - 34. EELSSST. - 35. EELMNTU (+ 1).

Les anacroïses sont des mots créés dans les dictionnaires de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'agrammes possibles, mais les pluriels sur la grille.
Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurant dans le petit Larousse illustré de France (PLI) sont progressivement ajoutés.
Anacronisme. A propos de l'ODS, lire notre chronique de scrabble ci-dessus.
SOLUTION DU N° 582
1. CAPACITE (ACCEPTAI). - 2. ADVENUE. - 3. ORIGINAL. - 4. YOUTIES. - 5. IMPENSES. - 6. NIVANA (NAVARIN). - 7. FOIRUSE (SERFOUIE). - 8. INERTE (ENTIER NITREE RETINE TERNIE). - 9. ESPIONS (PESIONS). - 10. LANCEOLE, en forme de lance. - 11. GRABEN, fossé tectonique. - 12. RECONNU. - 13. TREMOLO. - 14. AERATION. - 15. RESCINDE (DISCERNÉ). - 16. QUATUORS. - 17. EVALUES (LAVEUSE). - 18. SIDERITE. - 19. SALUES (LAUSES SAULES). - 20. VALSEUSE (LAVEUSES). - 21. CODIFIAT. - 22. ETIERES. - 23. ARAMONS (RAMONAS). - 24. PISTONNE (PITONNE). - 25. AGUERRIR. - 26. GNOMIQUE. - 27. INUSUEL. - 28. ANACONDAS. - 29. ELYSEEN. - 30. SCLERAL. - 31. PEINER (EPINEE). - 32. DERISION. - 33. CRIARDS. - 34. VITRIOL. - 35. COALISEE. - 36. EVENEMENT. - 37. NIPPAIS. - 38. TOLUOL. - 39. EMPALRES (EPELAMES). - 40. ENIEME.
MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET

مكتبة الامم المتحدة

COMMUNICATION

La directive « Télévision sans frontières » au centre des débats au MIP-COM

M. Jack Lang défend le principe de la « préférence européenne »

Protectionnistes, les Européens ? Faux, estime M. Jack Lang qui, en inaugurant, le 12 octobre à Cannes, le Marché international des programmes de télévision (MIP-COM) a réitéré l'attachement de la France à la libre circulation de la culture, en évoquant la discrimination de fait dont souffrent les programmes européens interdits d'antenne sur les grands réseaux américains.

« Je n'ai toujours pas bien compris la bataille qui a été menée par certaines autorités officielles américaines contre les Européens et en particulier contre notre pays. J'ai vu M. Carl Hill, secrétaire d'Etat au commerce extérieur américain, une femme dynamique, bagarreuse — je ne lui en fais pas le reproche — qui aime son pays — elle a raison — qui m'a présenté une vision des rapports entre les Etats-Unis et l'Europe tout à fait idéologique, surréaliste, mythique... Je dirais même fantasmagorique... C'est sur ce ton ironique que M. Jack Lang a choisi de répondre le 12 octobre à Cannes, aux accusations répétées de protectionnisme lancées par les Américains après l'adoption de la directive communautaire « Télévision sans frontières » (le Monde du 12 octobre). Une ironie parfois grinçante mais tempérée d'humour pour un discours qui se voulait moins une déclaration de guerre qu'une mise au point et un appel à la raison. La directive n'est pas ce « projet d'élevation de nouvelles de grand, de fonte ou de bronze destinées à empêcher la diffusion d'œuvres américaines en Europe, redouté par M. Hill », estime le ministre. C'est en réalité la synthèse de deux idées « fondamentales » sur lesquelles le Douze se sont enfin mis d'accord : d'abord le principe selon lequel « une œuvre de l'esprit, un livre, un film, ne sont pas des produits comme les autres » ; ensuite l'obligation de « préférence européenne » — une expression que M. Lang préfère à celle de « quotas » — essentielle, selon lui, à la construction d'une nation commune. Une nation qui ne peut être construite uniquement par des matériaux venus d'autres continents, mais « dont les fenêtres doivent être ouvertes au grand vent. Pas seulement le vent de

l'ouest, mais le vent du nord, le vent de l'est, le vent du sud ».

Débat d'adaptation

Quant au protectionnisme, parlons-en, s'est emporté le ministre de la culture. « Qui a établi en fait une discrimination ? Ce ne sont pas des quotas de 50 % qui respectent les réseaux américains, ni de 60 %, ni de 80 %, ni même de 90 %. C'est un quota de 100 % de produits nationaux ! ». Difficile de parler alors de liberté de commerce ou de réciprocité. « En vérité, si nous étions animés d'un esprit procédurier, ce serait à nous d'introduire un recours auprès du GATT pour discrimination de fait ».

Mais le ton provocant s'est arrêté là. Et le ministre s'est empressé de démentir toute velléité de riposte, persuadé, a-t-il dit, tout comme la Commission de Bruxelles, que le recours introduit par les Américains se révélerait « naturellement » — instructif. L'essentiel, a-t-il résumé, est de

continuer en Europe « à encourager la création, la production, à faciliter les échanges et à nous montrer accueillants comme nous avons toujours été [...]. Car, en matière de non-discrimination et d'hospitalité, nous sommes des modèles ».

L'actualité et la présence de professionnels français — parmi lesquels M. Jean-Pierre Hoss, PDG de la SIP et M. Eve Ruggieri, directrice des programmes d'Antenne 2 — imposent aussi au ministre un retour aux réalités hexagonales. Réalités moins difficiles et moins conflictuelles, selon lui, qu'il y a quelques mois. Le service public bénéficiera l'an prochain de « la plus forte augmentation de crédits depuis 1982 », et la polémique qui a opposé tout l'été les chaînes privées à des pouvoirs publics décidés à durcir leurs règles de programmation, devrait aujourd'hui s'apaiser. Le gouvernement s'apprête en effet à arbitrer entre les « exigences de la création ». Autrement dit, les revendications des auteurs et producteurs et « certaines nécessités de trans-

mission » rendues obligatoires par la jeunesse et la fragilité des nouvelles chaînes. Une façon d'indiquer que le gouvernement ne cédera pas sur les principes — « les textes doivent s'appliquer » — mais qu'il fera preuve de souplesse en consentant de substantiels décaissements.

Quotas ou pas quotas, querelles euro-américaines ou purement nationales, la présence au MIP-COM des producteurs d'outre-Atlantique reste toujours aussi flamboyante. Turner affiche son nom en lettres géantes, Warner Bros arbore fièrement son logo (Bugs Bunny) dédicacé, sans rien laisser paraître de son achat par Sony, et le stand du producteur français Télécap a laissé sa place à celui de la Twentieth Century Fox. Il n'y a guère qu'Antenne 2 et FR 3 — dont les deux sigles symboliquement liés tapissent les colonnes du Palais des festivals — pour tenter de leur disputer la vedette.

ANNICK COJEAN et PIERRE-ANGEL GAY

Les Etats-Unis accentuent leurs attaques contre la CEE

Les Etats-Unis sont décidés à contester par tous les moyens les mesures prises récemment par les Douze pour réglementer la circulation des programmes de télévision, via la directive « Télévision sans frontières » adoptée par la CEE le 3 octobre, et la convention sur la télévision transfrontalière du Conseil de l'Europe. Les Etats-Unis estiment que ces textes violent les principes du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), organisme devant lequel ils vont porter plainte.

Après M. Carl Hill, représentant spécial du président Bush pour le commerce, qui dénonçait dans la directive des Douze une mesure « protectionniste, injustifiable et discriminatoire » (le Monde du 12 octobre), le représentant américain du GATT, M. Rufus Yerxa, s'est élevé mercredi 11 octobre contre la convention, et notamment son article 10, qui, selon

lui, « oblige les signataires à faire preuve de discrimination à l'égard des films non européens dans leurs programmes télévisés ».

A Bruxelles, au siège de la Commission européenne, on répond que le GATT n'est pas le cadre idéal de consultations, entre Europe et Etats-Unis, puisque les programmes de télévision font partie du secteur des services, objet des discussions séparées de l'Uruguay Round. A cette contestation de la démarche américaine sur la forme, s'ajoutent des arguments de fond : la directive n'ayant pas de caractère « obligatoire » pour l'imposition de quotas de programmes européens, elle « est parfaitement compatible avec les obligations internationales de la Communauté », estime la Commission. Plus largement, la CEE refuse de considérer la culture, et donc les programmes

télévisés, comme une marchandise ordinaire.

Le 2 octobre, le président de la Commission, M. Jacques Delors, déclarait ainsi : « A nos amis américains, qui ont pris l'initiative d'attaquer devant le GATT quatre pays qui ont adhéré à la convention du Conseil de l'Europe, je voudrais simplement poser une question : avons-nous le droit d'admettre ? Avons-nous le droit de perpétuer nos traditions, nos préférences, nos langues ? Est-ce que la défense de la liberté, si haut proclamée ailleurs, ne passe pas non plus par l'effort que fait chaque pays, ou ensemble de nombreux pays, pour faire qu'à travers l'audiovisuel chacun puisse garder son identité ? »

A l'évidence, la réponse n'est pas la même des deux côtés de l'Atlantique.

M. C. I.

LETTRES

La deuxième sélection du Goncourt

Le jury du prix Goncourt vient de rendre publique sa deuxième sélection pour le prix qui sera attribué le 20 novembre.

Une dernière sélection sera annoncée le 10 ou le 11 novembre, à l'occasion de la Foire de Brive.

Les dix titres sont les suivants : le Palais des nuages, de Patrick Carré (Phébus) ; l'Enfant multiple, d'André Chedid (Flammarion) ; les Contes du Sud, de Philippe Doumieu (Le Seuil) ; le Livre brisé, de Serge Doubrovsky (Grasset) ; le Chœur des pierres, de Jacques Folch-Ribas (Robert Laffont) ; les Folies Königsmark, de Gilles Lapouge (Albin Michel) ; les Escaliers de Chambord, de Pascal Quignard (Gallimard) ; Un grand pas vers le Bon Dieu, de Jean Vautrin (Grasset) ; Je suis écrivain, de François Weyergans (Gallimard) ; Mon Beau Navire, d'Anne Wiazemsky (Gallimard).

Le prix Louise Weiss-Bibliothèque nationale à Jean Gattegno

Le prix Louise Weiss-Bibliothèque nationale 1989 a été attribué à M. Jean Gattegno, directeur du livre et de la lecture, pour son action en faveur du livre, a annoncé, jeudi 12 octobre, la Bibliothèque nationale.

Ce prix, prévu par M. Louise Weiss comme devant récompenser « une personne ayant contribué par ses recherches, ses publications et ses techniques à la conservation, à la connaissance et au développement des arts du livre et des bibliothèques », avait été attribué pour la première fois en 1987 à Henri-Jean Martin et, en 1988, à Bernard Pivot.

[Né en 1935, Jean Gattegno, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé d'anglais et docteur en lettres, est, depuis 1981, directeur du livre et de la lecture au ministère de la culture et président du Centre national des livres. Spécialiste de littérature anglaise, il a été notamment le traducteur et le biographe de Lewis Carroll.]

Jean Gattegno doit quitter la direction du livre le 1^{er} novembre pour devenir le délégué scientifique de l'Association pour la Bibliothèque de France.

Au Blé Vert
Le Club de Jeux du
« Pousse au Crime »
« Célèbre Bar Américain »
Tous jeux de cartes autorisés
par la loi - On joue - On gagne - On s'amuse
Venez vivre votre passion
au cœur
de St Germain des Prés
15 rue Guisarde
75006 Paris
☎ 46.33.13.76
Ouvert tous les jours de 15 h à l'aube
même le dimanche

Jean-Marie Chauvier
URSS : Une société en mouvement
Un guide très vivant
avec lequel on
décrypte l'actualité
Bernard PERON - Le Monde
Un livre remarquable
Georges MONFARON 70
425 F - 1989 F
éditions de l'aube

Le premier groupe mondial de publicité tente d'éviter une OPA

Un Français, M. Robert Louis-Dreyfus nommé directeur général de Saatchi

En professionnels de la publicité, c'est par un véritable « coup » que les frères Maurice et Charles Saatchi, dirigeants du premier groupe mondial publicitaire, tentent d'étouffer une possible offre publique d'achat contre leur empire (le Monde du 13 octobre). Ils ont annoncé, jeudi, l'entrée en fonction le 1^{er} janvier au poste de directeur général, d'un Français, M. Robert Louis-Dreyfus.

Membre de la famille des banquiers Louis Dreyfus, âgé de quarante-trois ans, M. Robert Louis-Dreyfus était auparavant président-directeur général d'IMS International, seconde entreprise mondiale dans le domaine de l'étude de marché (avec soixante filiales) et leader mondial du conseil en pharmacie. Il avait revendu IMS International en 1988 au groupe Dan and Bradstreet pour 1,77 milliard de dollars (10,8 milliards de francs), soit vingt fois plus que la valeur de sa société cinq ans auparavant.

Un ancien d'IMS, Charles Scott, l'accompagne chez Saatchi où il assurera les fonctions de directeur financier, poste que les frères Saatchi cherchaient à pourvoir depuis des mois. Ces deux nominations, selon plusieurs analystes, réduisent le risque d'OPA, puisqu'elles correspondent à la restructuration du management actionnaire du groupe, la

firme américaine Southeastern Asset Management.

M. Maurice Saatchi, qui reste président de sa société, a d'ailleurs téléphoné personnellement à plusieurs analystes afin de leur expliquer ces nominations. « Nous cherchions un directeur financier, mais nous avons décidé, Charles et moi, de nous adjoindre un directeur général qui apporterait de la fraîcheur au groupe », a-t-il expliqué. Maurice Saatchi et son frère s'occuperont de la stratégie tandis que M. Robert Louis-Dreyfus assurera la direction courante et la responsabilité financière.

La première tâche du nouveau directeur général sera de vendre l'activité consultative du groupe — mise en vente depuis juin — afin que le groupe puisse se concentrer sur le conseil en publicité. M. Robert Louis-Dreyfus a écarté les rumeurs d'une future OPA en expliquant qu'il n'aurait pas « rejoint une société qui serait sur le point d'être rachetée ».

L'action Saatchi a baissé de 3 pence, jeudi, pour se fixer à 344 pence. Cependant, de nombreux observateurs doutent encore de la possibilité pour le groupe de sortir de ses difficultés financières et se posent des questions sur le rôle joué auprès du premier actionnaire du groupe, Southeastern Asset Management par divers autres actionnaires non identifiés — hormis MM. Silvio Berlusconi et Robert Jacoby (le Monde du 13 octobre).

YVES-MARIE LABÉ

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOBIGNY

Par jugement en date du 20 mai 1987 aujourd'hui définitif, la 15^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Bobigny a condamné LAURENT Roland Charles, né le 13 novembre 1926 à Verneuil-en-Halatte (60), entrepreneur, demeurant, 28, Grande-Rue Maynal, Cires-les-Mello (60660) à 15 mois de prison pour avoir frauduleusement soustrait à l'établissement et paiement de l'impôt.

P./LE GREFFIER EN CHEF

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris du 9 mars 1989, M. MOUREAU Jean-Claude, né le 24 octobre 1926 à CASABLANCA (Maroc), demeurant, 4, boulevard Anatole-France, 92100 Boulogne-Billancourt, a été condamné à la peine de 10 000 F d'amende pour contrefaçon de marque, commise en 1983 à Paris.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

P./LE GREFFIER EN CHEF

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la neuvième chambre de la cour d'appel de Paris du 23 mai 1989, M. MOUREAU René, né le 21 juin 1921 à Paris (Charente-Maritime), demeurant 121, rue Maxia, Paris (19^e), dirigeant de fait de la SA Ibis Hôtel, 18, rue Marx-Dormoy, Paris (18^e), en l'état de fait, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis pour fraude fiscale (faits commis courant 1983 et 1984).

La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le Journal officiel, le Monde, France-Sol, l'Affiche de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P./le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la neuvième chambre de la cour d'appel de Paris du 23 mai 1989, M. MOUREAU René, né le 23 novembre 1931 à Paris (Charente-Maritime), demeurant aux Chauxvau, 17800 Pons, président du conseil d'administration de la SA Ibis Hôtel, 18, rue Marx-Dormoy, Paris (18^e), en l'état de fait, a été condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis pour fraude fiscale (faits commis courant 1983 et 1984).

La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le Journal officiel, le Monde, France-Sol. L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P./le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 24 mai 1989, M. Philippe Lucien Gaston METTIER, né le 2 décembre 1951 à Reims (51), demeurant à Méru (77), 45, cours Fintoville, a été condamné à 15 mois d'emprisonnement avec sursis et à 80 000 F d'amende pour fraude fiscale en matière de TVA par défaut de souscription des déclarations des recettes de décembre 1982 et des recettes des années 1983 et 1984, fraude fiscale en matière de bénéfices industriels et commerciaux et d'impôt sur le revenu pour 1982, 1983 et 1984, omission de paiement d'écritures (années 1983 et 1984) et infraction à la législation sur la facturation (en 1983 et 1984).

La cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait dans le Journal officiel, le Monde, le Figaro, et l'affichage de cet arrêt, par extrait pendant 3 mois selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P./LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE

Audience publique du tribunal correctionnel de Nanterre, 15^e chambre du 16 septembre 1988.

A la requête de M. le Procureur de la République, M. LENTZ Windimir, né le 24 septembre 1928 à Levallois-Perret (92), demeurant 91, rue Lecourbe, Paris (15^e), a été condamné à la peine de six mois de prison pour avoir frauduleusement soustrait à l'établissement ou au paiement de l'impôt-omission ou omission de paiement d'écritures (années 1983 et 1984) et infraction à la législation sur la facturation (en 1983 et 1984).

Le tribunal a, en outre, ordonné la publication du jugement dans le Journal officiel et le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

Par jugement contradictoire rendu le 22 juin 1989, le Tribunal de Grande Instance de Metz a condamné M. OLIVIER Denis, né le 9 novembre 1946 à Paris (13^e), commerçant, demeurant 8, en nouvelle rue Espéranse, 57000 Metz, pour usage frauduleux de masque, courant 1988 à Metz, à 10 000 F d'amende.

Le Tribunal a ordonné l'impression par extrait dans le Monde, le Figaro, le République lorrain et l'affichage pendant six mois à la porte de la boutique VERSION ORIGINALE.

Pour extrait conforme.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale pour fraude fiscale

Par jugement en date du 10 mai 1989 (contradictoire) sur opposition, jugement du 23 avril 1986, la cinquième chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale, omission de paiement d'écritures, à la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende, LELLOUCH Jean-Pierre, né le 4 août 1942 à Constantine (Algérie), cadre audiovisuel, demeurant 51, promenade de la Plage, à Marseille (13^e).

Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement, par extrait, dans le Journal officiel, le Monde, le Figaro.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) en date du 3 mai 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale, omission de paiement d'écritures, à la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende, LELLOUCH Jean-Pierre, né le 4 août 1942 à Constantine (Algérie), cadre audiovisuel, demeurant 51, promenade de la Plage, à Marseille (13^e).

Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement, par extrait dans le Monde, le Figaro, et l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P./le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) en date du 3 mai 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale, omission de paiement d'écritures, à la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende, LELLOUCH Jean-Pierre, né le 4 août 1942 à Constantine (Algérie), cadre audiovisuel, demeurant 51, promenade de la Plage, à Marseille (13^e).

Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement, par extrait dans le Monde, le Figaro, et l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) en date du 3 mai 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale, omission de paiement d'écritures, à la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende, LELLOUCH Jean-Pierre, né le 4 août 1942 à Constantine (Algérie), cadre audiovisuel, demeurant 51, promenade de la Plage, à Marseille (13^e).

Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement, par extrait dans le Monde, le Figaro, et l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) en date du 3 mai 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale, omission de paiement d'écritures, à la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende, LELLOUCH Jean-Pierre, né le 4 août 1942 à Constantine (Algérie), cadre audiovisuel, demeurant 51, promenade de la Plage, à Marseille (13^e).

Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement, par extrait dans le Monde, le Figaro, et l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) en date du 3 mai 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale, omission de paiement d'écritures, à la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende, LELLOUCH Jean-Pierre, né le 4 août 1942 à Constantine (Algérie), cadre audiovisuel, demeurant 51, promenade de la Plage, à Marseille (13^e).

Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement, par extrait dans le Monde, le Figaro, et l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

P./le greffier.

Ça vient de sortir

L'Orient

selon Guerlain

Voici un beau voyage à travers les Indes, dans lequel vous allez rencontrer du santal rare puisque cet arbre ne dépasse son parfum qu'au bout de cinquante ans, vous sentirez le sillage d'un jasmyn exceptionnel, vous serez envoûté avec l'ylang-ylang et c'est le nirvana ! Vous êtes en train de découvrir le dernier parfum Guerlain, Sansara, dans son flacon rouge aux formes d'inspiration orientale, comme son contenu. D'ici !

Complètement Dunhill

Vous n'avez pas besoin d'être fumeur pour aller chez Dunhill, car sa gamme d'eau de toilette « Edition » s'est vue complétée par trois nouveaux produits, pas moins, notamment des produits de soins tels une crème gommante ! Une raison de plus d'aller du 8 au 17 novembre au 15, rue de la Paix, dates d'une exposition consacrée aux objets rares créés depuis 1907 par Alfred Dunhill.

Soins biologiques

Le lancement de produits de soins biologiques, au printemps dernier, et le succès remporté, a encouragé la marque hollandaise Bioderma à lancer une ligne de produits solaires. Toujours à base de substances naturelles contenant, entre autres, la crème UV-plus dans laquelle vous trouverez de la prémière main, un activateur très efficace pour le bronzage. Passez-y pour vos « Seychelles » d'hiver !

Regardez !

Il n'y a pas trente-six solutions. Vous rêvez que Jean Gabin vous dit : « T'es d'bonne yma, tu sais ! » Vous rêvez qu'un compère vous regarde à celui de Grégoire Gato ? La solution s'appelle « Cristal Mascara » d'Orlène Girl. Le savez-vous ? Il contient de la glycérine ! 39 F le tube !

Génial !

Tout simplement magnifiques les foulards « Salvador Dali ». Ils représentent les cartes du tarot de Dali dont cinq seront tirées chaque année. Ces foulards deviennent alors des œuvres d'art, ils sont numérotés, et cela en parfait accord avec les gouvernements de Madrid et de Catalogne. Les cinq premiers exemplaires seront mis aux enchères chez Christie's. Les autres sont à votre disposition contre 1700 francs environ. Points de vente au tél. : 42-25-98-48.

Il décoiffe !

Qui l'eût cru, un livre qui décoiffe ! Mais oui, aux éditions EPA, cela existe grâce à Thierry Escaut et François Lemaire, puisque ce sont les auteurs du superbe livre Cahiers américains. Un livre qui rend un vrai hommage à l'automobile et qui nous fait oublier la voiture d'aujourd'hui, devenue si triste sans ses chromes et sans ses ailes requins ! 270 F.

Atchoum !

Attention, c'est le temps des atchoums et des reniflements ! Si cela est dans vos habitudes et que votre petit bout de nez devient d'un rouge catastrophique, alors, sachez que les mouchoirs jetables « Page Plus » sont à base de coton et donc tout doux et tout chou pour votre nez.

Rectificatif

Dans notre page spécial luxe et dans l'article concernant Frédéric Castet et sa maison de fourrure, il fallait, bien sûr, retenir l'adresse : 52, rue Pierre-Charron, mais oublier le « Carré d'Or George V » qui précédait.

Griffé de haut en bas

Comment faire pour se mettre une chemise Dior, une cravate Jean Paton et un costume Pierre Cardin et le tout souligné par un imperméable Lapidus ? Un conseil, allez chez La Vogue, qui travaille avec les grandes marques de la couture et qui réussit à assembler le tout, grâce à un savoir-faire dont la renommée n'est plus à vanter ! 38, boulevard des Italiens, à Paris.

La glasnost des jeux !

La devise pour le dernier jeu Monopoly est la rouille, et même, pour 400 roubles cash, vous pouvez vous offrir la rue Arbat ! En effet, Kenner Parha Tanka vient d'éditer, avec l'association Franco-URSS, un Monopoly russe au prix de 19 roubles seulement, ou, si vous préférez, 190 francs ! Pour les futurs Michel-Ange, il nous vient des Etats-Unis le Pictionary Junior, qui fait un jeu en équipe, à faire deviner un mot, en moins d'une minute, à l'aide d'un dessin que le joueur lui-même aura griffonné, c'est drôle comme jeu ! 150 francs. Pour les fans de Trivial Pursuit, très nombreux, l'édition junior s'est déjà agrandie d'un douzième tome, avec 3000 nouvelles questions destinées aux chérubins de sept à quinze ans ! 170 francs environ.

Le choix dans le poids !

Le design des nouveaux pèse-personnes électroniques de Sahale est dû au bureau de style Busse Design, responsable d'une gamme de 6 modèles, dont un ultra-plat. Il pèse de 500 g en 500 g, jusqu'à 130 kilos et s'utilise avec une facilité enfantine. Il suffit de l'effleurer avec la pied et, aussitôt, il affiche le poids, puis, il s'arrête tout seul, au bout de cinq secondes, de 200 à 380 F selon le modèle.

La fête de Cerruti !

La plus parisienne des grandes créatrices italiennes, Nino Cerruti, vous invite à la fête, une fête dans le sillage de son parfum, « Nino Cerruti pour femme », que vous trouverez chez votre parfumeur, accompagné d'un superbe sac de soie, noir, en satin mat et en forme de demi-lune, le tout pour seulement 295 F !

Destination Golf.

Envie de faire 18 trous en Côte d'Ivoire ? C'est tout à fait possible, à partir de 6 925 F ! Oui, comme les golfeurs sont de plus en plus nombreux, il n'y a pas à s'étonner de voir la création d'une agence de voyages ne proposant que des séjours pour les adeptes de 18 trous. Bref, suivez la petite balle partout dans le monde grâce à Destination Golf, 8, rue Danat, 75005 Paris.

Plouf !

Chère madame, vous êtes une adepte du délicieux parfum « 1000 » de Jean Paton, mais vous n'avez pas droit à une ligne de bain comme celle qui existe déjà pour « Joy ». C'était injuste, certes, mais sachez vos larmes, car vous êtes récompensée. Justement, « 1000 de bain » vient de sortir avec un savon, une poudre, un lait et un gel moussant, tous, évidemment parfumés !

Les beaux gris.

Ah, que j'aimerais passer tous les jours devant chez Madeline, avec 975 F dans la poche et m'offrir, à chaque fois, une écharpe en pur cachemire dans un ton de gris différents. Puis un jour, je m'offrirais, sans doute, une chemise Virella avec son dessin prince de Galles à 495 F, et, encore, comment résisterai-je à un costume, dans une mesure personnalisée et dans le tissu de mon choix, à partir de 3 800 F ? Place de la Madeleine à Paris.

Une naissance « rose ».

Bienvenue au monde ! « Gina Lollobrigida » vient de naître ! Elle est toute jeune d'ailleurs. Aussi me dit-on qu'elle est très saine et vigoureuse, haute d'environ 1 m avec, en moyenne, cent pétales ! Vous avez sûrement deviné qu'il ne s'agit pas de celle que vous connaissez déjà, mais d'une nouvelle rose de Meiland qui porte son nom ! Chez les pépiniéristes.

Plus cher, tu meurs !

Bonjour mesdames, aujourd'hui nous sommes très heureux de vous présenter la beauté la plus chère ! L'ex-numéro un était proposé par la Prairie, une marque horriblement dispendieuse, mais voici qu'elle est désormais détentée par des Japonais (bien sûr) qui nous proposent « Ex La Crème » de Kaneko Sensai, vendue en pot de 40 g contre 2 500 F, une bouchée de pain quoi ! Mais elle promet des miracles !

GUNNAR P.

FOURRURE SAISON

EN PARLANT AUJOURD'HUI DE FOURRURES ET DE CUIRS

vous n'allez pas nous trouver à l'avant-garde, puisque le premier vêtement de l'homme était, naturellement, la fourrure ! « C'était du lynx », aime à préciser le grand créateur Frédéric Castet, qui ouvrira sa boutique très prochainement. Et si ce qu'il dit est vrai, c'est que l'homme a bon goût, car le lynx, s'il est de provenance sibérienne, est la fourrure la plus chère du monde. Le saviez-vous ? Mais il n'y a pas que le lynx qui se fasse désirer, et les fourrures le savent très bien. Oui, dans ce monde de la fourrure, il y a beaucoup de modes et de changements.

Pour la saison à venir, les différentes tendances ne manquent pas ! En général, un style s'affirme à partir de formes et de volumes proposant une ligne très ample pour un meilleur confort et pour une allure plus mouvementée. Que celles qui aiment la taille fine et marquée ne s'affolent pas, elle est toujours présente ! Si vous aimez jouer avec les cois, sachez qu'ils se laissent, ouverts ou fermés, selon vos désirs, qu'ils soient cols châle, officier, cassé... Si vous aimez les vestes, vous avez deux possibilités : quand elles sont longues, elles « jouent » (comme c'est terriblement la mode de dire) l'ampleur et vous donnent une silhouette fluide et décontractée, tandis que les vestes courtes effleurent le corps. La mode est aussi dans les pelletteries, bien que les changements soient peu spectaculaires, puisque, cette année encore, le roi couronné, c'est, bien sûr, le vison. Le renard, lui, tient bon et reste « up to date », on lui a attribué souvent le second rôle de la garniture. Mais quel rôle ! La marmotte d'Amérique a fait un grand pas en avant, les ragondins et les castors retrouvent leur noblesse, c'est-à-dire qu'ils sont éjarrés et rasés. Dans l'ensemble, les couleurs qui dominent sont naturelles et chaudes. Mais la fourrure est aussi une activité qui a son poids économique. Oui, elle fait travailler plus de 20 000 personnes réparties

entre 2 000 entreprises. Donner un véritable chiffre d'affaires de ce que la fourrure représente serait pratiquement impossible, puisque les statistiques ne tiennent pas compte des maisons de couture, qui, comme vous le savez, ne font pas uniquement dans le tweed et dans la mouseline. Le secteur de la fourrure demande un très grand professionnalisme et autant de patience. Il faut savoir élever, bien choisir les peaux, lustrer, créer... bref, il s'agit là, plutôt, d'un art. Ces métiers ne s'apprennent donc pas en une nuit ! C'est du travail de tradition, d'ailleurs, vous pouvez vous-même constater que le savoir se transmet souvent de père en fils. C'est très courant dans cette discipline. Bref, en France, nous sommes très professionnels dans ce domaine précieux. Et savez-vous qu'acheter une fourrure n'est pas toujours facile ? C'est pourquoi vous serez étonné, en entrant chez un des fourruriers choisis dans ces pages, de l'accueil que vous allez rencontrer. Leurs conseils savants sont proposés plutôt deux fois qu'une, parce qu'un fourreur ne supporte pas de voir une cliente partir avec une fourrure dans laquelle elle ne sera pas heureuse ! Oui, cet amour du métier, cela existe encore ! Et puis, ne trouvez-vous pas qu'il commence à faire un peu frisquet ?...

• LA FOURRURE A MONTMARTRE

Montmartre et ses environs ont leurs adresses précieuses pour la fourrure et, depuis plus de trente ans, celles des boutiques Raymond Lescur, au Centre Maine-Montparnasse, 17, rue de l'Arrivée et 125, rue de Sévres. Chez lui règne le prestige avec, par exemple, la jeune et charmante collection de Christian Dior dans laquelle nous avons adoré un « petit » manteau en peau léopard, incrusté d'agneau pour 11 590 F. Voici encore des fourrures et des pelisses signées Yves Saint Laurent et ce manteau en vison « Saga » allongé à 39 500 F. Côté cuir, un superbe ensemble marine en agneau velours, la veste et le pantalon pour 6 820 F. Sans oublier, pour hommes et femmes, toute la collection Burberrys ! Crédit gratuit.

• OCCASIONS RARES

Comme son nom ne l'indique pas, Les Deux Oursons est l'endroit rêvé pour celle qui aime la fourrure d'occasion et les affaires rares ! Il se passe tous les jours quelque chose ici, alors, mieux vaut y aller souvent pour trouver, par exemple, le manteau de vison « Saga Dark », allongé, à 6 900 F, les vestes de même qualité pour 4 500 F, parfois, votre bonheur ne vous coûtera que 500 F, bien que cela soit parfois signé par de grands couturiers ! Vous trouverez aussi des fins de séries. On vous assure également toutes les transformations, réparations et autres nettoyages grâce à l'atelier qui se trouve dans la même maison. Mais, n'oubliez pas, je vous le répète : allez-y souvent ! Les Deux Oursons, 106, bd de Grenelle, 75015 Paris.

• LE PIED A L'ANGLAISE

Si vous cherchez une chaussure à l'anglaise dont la renommée n'est plus à faire, un seul nom : la chaussure Church's. Plus classique, plus élégante et plus chère que Church's - vous diriez ! En effet, tout les lords et gentlemen visitant la qualité ne se chaussent pas autrement. Ah ! ces crins d'une qualité si remarquable que l'on a envie de les caracser ! Chez Church's on ne cherche pas la couleur, ici, il est question de tons subtils, de nuances rares, c'est comme les couleurs des Rolls Royce. Bref, un homme chaussé

par Church's ne peut être qu'un homme heureux, d'autant plus qu'il y a un choix de modèles qui saura satisfaire les plus délicats.

• TOUTES LES PEAUX CHEZ GASKA

Cela fait quarante ans que le créateur Louis Gaska vit une histoire d'amour avec la fourrure. Dans son magasin, qui cache son atelier à l'arrière-boutique, vous pouvez trouver toutes les peaux imaginables, allant de la veste de mouton doré à 4 900 F jusqu'aux zibelines et aux lynx. Ses créations peuvent aussi bien aller du plus grand classicisme aux toutes dernières tendances de la mode. De toutes les manières, le travail est de la plus grande qualité. Voici des manteaux en vison « Saga Royal » pour 26 000 F, des vestes 7/8 à partir de 15 000 F. Toujours dans des couleurs naturelles, voilà des manteaux en renard argenté à partir de 36 000 F, sans oublier le mouton retourné, huilé et, donc, imperméable, pour, seulement, 5 900 F ! Louis Gaska, 9, rue Armaillé, 75017 Paris.

• LA FOURRURE A L'ITALIENNE

Ricardo Rozzi a, pour mieux vous accueillir, somptueusement transformé sa boutique, puis il a trouvé les plus belles peansseries, aussi bien des visons que des renards. Avec ces derniers, il propose la plus grande variété de couleurs naturelles jamais vues en France comme le « Firo-fo », un renard blanc crème aux reflets de couleurs différentes ou un cristal naturel, c'est-à-dire rosé avec des mèches grises, ou encore, un argenté sur fond marron glacé, sans oublier les gris argentés. Enfin, si, en plus, vous apprenez que Ricardo Rozzi travaille la

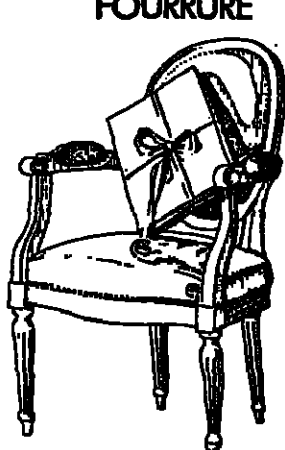
VISON
SAGA
DE SCANDINAVIE

RAYMONDE LESCUR

FOURRURES-PELISSES
YVES SAINT-LAURENT, CHRISTIAN DIOR

Centre Maine-Montparnasse
17, rue de l'Arrivée, PARIS-15^e.

Christian Dior
FOURRURE



32, Avenue Montaigne
Paris 8^e


Fourrures Gaska

Prix sacrifiés jusqu'au 30 octobre

Immense choix de manteaux 7/8, vestes, en vison tous coloris et des marmottes, renards, ragondins, lynx, etc... Manteau en vison allongé à partir de 15 900 F

9, rue d'Armaillé - 75017 Paris. 43-80-15-66 - 43-80-17-31


La Fourrure est...



ROTTEMBERG Frères
15, rue Rougemont
75009 Paris

Métro : Montmartre
Tél : 47-70-45-60
45-23-36-33

Au niveau des lacs, il y aurait encore assez peu de différence avec nos concurrents



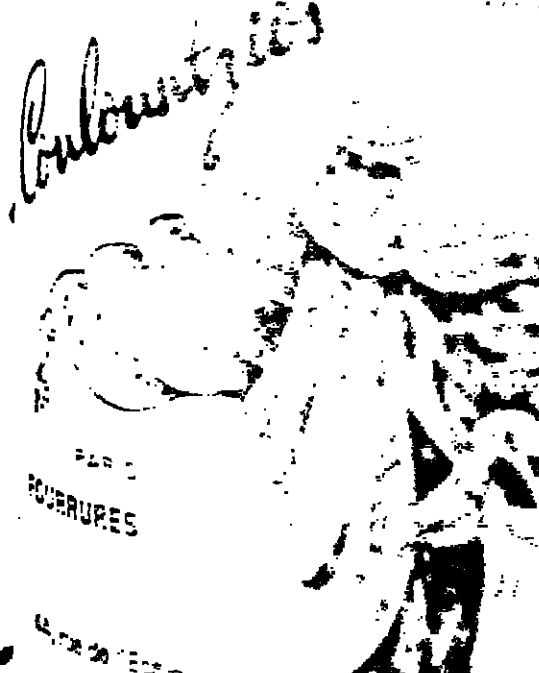
HOMMES
4, rue du Dragon, Paris 75008.
Tél : 45-44-50-47
23, rue des Mathurins, Paris 75008.
Tél : 42-66-25-85

HOMMES ET FEMMES
42, rue Vienne, Paris 75002.
Tél : 42-36-22-62
85, rue de Courcelles, Paris 75017.
Tél : 42-27-23-17

Church's
FAMOUS ENGLISH SHOES

ET CUIR
89-90

FOURRURES
HIERRY MULLER
artisan



FOURRURES

مكتبة الأمل

(Publicité)

ET CUIR 89-90

fournure à l'italienne, avec des coupes généreuses et des formes magnifiques, vous n'avez plus qu'à retaper son adresse, 13, rue de l'Étoile, 75017 Paris.

• SAGA, UNE AUTRE HISTOIRE !

Quand vous voyez une fourrure de vison ou de renard Saga, qu'est-ce que cela veut dire ? Il s'agit, tout simplement, d'un groupement des meilleurs élevages scandinaves, bref, un signe de qualité, de la meilleure qualité ! Saga, c'est aussi le perrain, en compagnie de Point F, des onze filles de l'équipe de France de ski alpin, qui se voient ainsi habillées à la ville avec une parka et un fusain en cuir vert et renard Saga « Golden Island ». Et quelle chance n'ont pas en Balmain, Dior, Scherrer et autres de découvrir du renard rasé Saga (le comble du luxe), pour réaliser leurs modèles de haute couture, car, ces renards-là, font un malheur !

• CACHEMIRE DOUX A PRIX TOUT AUTANT !

Si on veut aller chez David Shiff (4, rue Marbeuf à Paris) ou dans un des Club des Dix (58, fbg Saint-Honoré à Paris, 5, rue des Archers à Lyon) il faut que cela se mérite ! C'est pourquoi il faut monter au premier étage ! Là, s'ouvre une véritable caverne d'Ali Baba où les messieurs pourront trouver sous des griffes telles que Dior, Fath, Carven... la mode, à des prix doux, sans pour autant négliger la qualité. Voici la plus vaste collection de vestes en cachemire jamais vue ! Plus de 200 modèles, avec 4 bronzes différents, 3 tons camel, des carreaux, etc., à partir de 3 750 F. Des manteaux, toujours en cachemire pour 4 995 F. Des blouses en cuir espagnol signés « Tormes » à partir de 2 600 F, des écharpes immenses, toujours en cachemire, avec des impressions superbes à 2 695 F et, tout le rayon pour vous, mesdames, bien sûr !

• LA PALETTE SAINT LAURENT

Le divin Yves Saint Laurent aime aussi le vison, et, comble du chic, parfois rasé, pour un manteau ou pour une cape toute noire. Voici encore le manteau 7/8 en ragondin demi éjarré, qui se fait encore plus beau quand il est bordé de marmotte. Cela existe aussi en forme de duffel-coat.

Yves Saint Laurent n'aura pas de problème pour séduire les amateurs de rareté avec son manteau de zibeline bargouline à col géant et manches bouffantes, à rêver debout ! Les popelines sont imprimées girafe, panthère et autres animaux, pour devenir pelisses, bordées de mouton et fourrées de lapin. Bref, tout ce que vous aimez. Yves Saint Laurent Fourrures.

• ALEXANDRE, TOUJOURS PLUS LOIN

Chez Alexandre Fourrures on aime la création et la recherche de volumes et de couleurs. La nouvelle collection le confirme. Un des clous est un manteau en vison American Legend « Lunarine » aux poignets mousquetaires et au col corolle : très star ! L'astrakhan Swakara est superbe en gris naturel, pour un manteau aux manches amovibles, en renard, accompagné d'une cravate, toujours de renard. Pour les chilles, quoi de plus élégant lorsqu'ils sont, comme chez Alexandre, en laine pied-de-poule noir et blanc, bordés de renard Saga rasé noir ? Pour compléter cette belle collection on le vison, bien sûr, est roi, voici encore de la marmotte, du ragondin, du petit-gris, du castor et, en sommet, des zibelines. Alexandre, 376, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

• LE SPÉCIALISTE DES TRANSFORMATIONS

Thierry Muller est un jeune homme sérieux et qui prend son métier à cœur. Il s'est fait le spécialiste des transformations, il réussit l'impossible, et les gens viennent de loin pour lui confier leurs désirs... et leurs fourrures. Ses trois points forts sont : un grand choix, une finition parfaite et des prix abordables. Bien sûr, Thierry Muller est aussi un créateur et il propose une magnifique collection de fourrures et de cuirs dont un superbe manteau en vison pleines peaux à partir de 25 000 F, une veste en cuir et vison à 5 900 F. Vous rêvez d'autres pelletteries ? Thierry Muller saura vous satisfaire, il adore cela ! Vos désirs sont des ordres et vous ne serez pas déçus ! 72, rue de Flandres, 75019 Paris. Tél. : 40-34-52-50.

• LE PLUS GRAND CHOIX DE PARIS

« Fourrures du Front de Seine » rendent la fourrure disponible aux

personnalités et une exclusivité, « Paramité ». La vente des collections au public : 15, rue Rougemont, 75009 Paris.

• LE VISON SE RASE !

Nous vous l'avons déjà dit, c'est le vison qui est le roi, et, chez Conlonjios, comble de chic, il est rasé ! Si vous aimez la fourrure en étoile, elles sont toutes là : naturelles, rouges, bleues, vertes, etc., à partir de 25 000 F. Le vison devient aussi veste, cape, boléro et autre ! Les peaux laines sont absolument magnifiques, travaillées en spencer, très épaisses et à poignée mousquetaire, dans les gris, camel, taupe, rouge, noir ou vert. Voici de gigantesques écharpes en cachemire et laine, bordées de renard noir ou de vison à 7 500 F. Grand retour du putois de Russie, en 7/8 à 40 000 F, ou en veste réversible peinte de motifs printaniers à partir de 25 000 F. 44, rue de l'Échiquier, 75010 Paris.

• DIOR, PEUT-ÊTRE !

Si vous aimez les cols travaillés, vous serez gâtés chez Christian Dior Fourrures, qui s'en est fait, entre autres, et pour cette saison une spécialité. Les manteaux sont d'une élégance rare, surtout lorsque le vison « irish blue » se travaille en pyramide, comme c'est le cas pour l'un des modèles de la collection haute fourrure. Voici le grand retour de l'hermine, qui est insérée, pour un manteau long à col drapé. Quand le lapin est imprimé pintade, il devient un long parka avec capuche ! D'autres effets « spéciaux » sont proposés par une grande veste en agneau de Paris avec un effet « chenil » obtenu grâce à de l'astrakhan. Pour les pelisses, le tissu est basé sur le mariage de diam et de fourrure ou de diam et de fourrure, 30, avenue Montaigne, 75008 Paris.

• COLLECTION ROTTENBERG FRÈRES

La collection automne-hiver 1989-1990 pour hommes et femmes présente ses fourrures, cuirs et moutons double face. Une déconstruction est de mise, pour les modèles aux allures sportives, à porter en ville comme le week-end. Les manteaux habillés ont eux un zeste de classicisme et beaucoup d'élégance. Ces lignes qui respectent l'ampleur et la complexité s'ajoutent parfois la taille. Vous trouverez également de nombreux mélanges : fourrures et cuirs, amants et peu traditionnels. Les peaux sont choisies avec soin, le soin c'est aussi la qualité du service entretien, des transformations

"BRITISH"

Notre prochain rendez-vous avec la mode et l'ameublement

Parution le 19 daté 20 octobre 1989



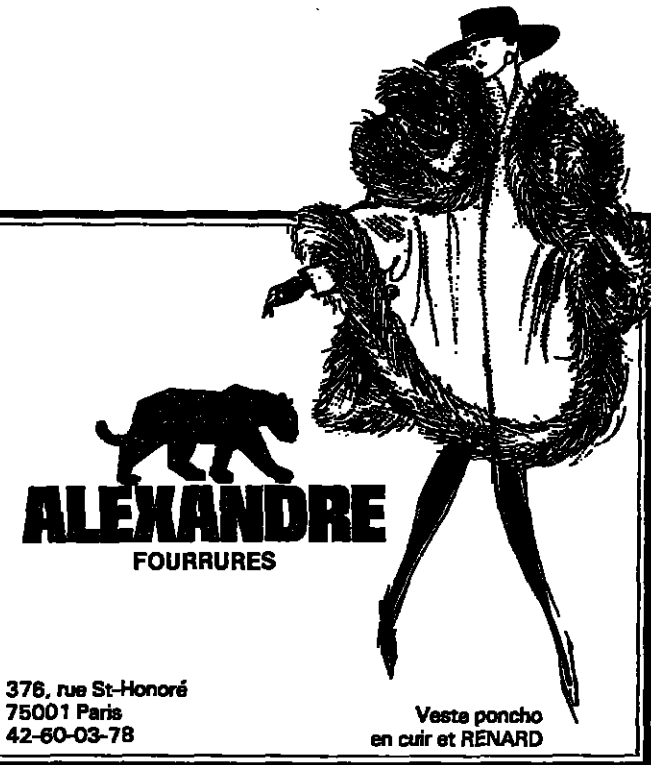
40, RUE LA BOETIE
75008 PARIS
44, RUE DU DRAGON
75006 PARIS
17, FAUBOURG SAINT-HONORE
75008 PARIS

La fourrure porte un nom : Riccardo Rozzi



La plus italienne
des créateurs français
Prix d'avant
saison
ou REPRISE de votre
ancienne fourrure

PARIS : 13, rue de l'Étoile, 75017
TEL : 47-66-37-37 42-67-68-69
TOULOUSE : Nouvelles Galeries,
rue Lafayette, 1^{er} étage



ALEXANDRE
FOURRURES

376, rue St-Honoré
75001 Paris
42-60-03-78

Veste poncho
en cuir et RENARD

FOURRURES THIERRY MULLER artisan

Belles collections automne-hiver
Clinique fourrures • Réparations • Transformations
72, rue de Flandre - Paris - Tél. : 40-34-52-50 - M^{re} Riquet

FOURRURES
occasions - fins de séries

106, bd de Grenelle 75015 PARIS
M^{re} La Morte Picquet
45.75.10.77

PARIS
FOURRURES

44, rue de l'Échiquier
75010 PARIS - Tél. : 48-24-75-81

Griffes
douces

Au féminin des prix incroyables pour la plus excitante collection de tailleurs (modèle ci-contre 1.995 F en pure laine), robes et manteaux signés de grands couturiers. Au masculin, griffes fameuses à prix doux (costume en super 100, 2.895 F ; veste 100 % cachemire, 3.750 F). Les deux leaders du discount de luxe vous reçoivent dans leurs salons, toujours au premier étage. Au Club des Dix, 58, faubourg St-Honoré à Paris, 60 bis, rue de Paris à St-Germain-en-Laye et 5, rue des Archers à Lyon (2^e), de 10 h à 18 h même le dimanche. Au Club David Shiff, 4, rue Marbeuf (8^e), du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

YVES SAINT LAURENT
fourrures

YVES SAINT LAURENT RIVE GAUCHE
6, place St-Sulpice, 6

SPORTS

JUDO : championnats du monde

Catherine Fleury sort du flou

La Française Catherine Fleury est devenue championne du monde de judo, jeudi 12 octobre à Belgrade, en dominant en finale la Soviétique Elena Petrova, dans la catégorie des 61 kilos. Claire Lecat a pris la médaille de bronze des 66 kilos, dont le titre est revenu à l'italienne Emmanuela Pierantozzi. Le Sud-Coréen Byung-Ju Kim s'est imposé en 78 Kilos.

BELGRADE

de notre envoyé spécial

Quand Catherine Fleury monte sur les tatamis de judo, son univers se réduit soudain à quatre personnes : son adversaire et trois arbitres. Du brouillard qui entoure l'air de combat lui parvient seulement les rumeurs du public et les conseils hurlés par d'invisibles entraîneurs. Elle est myope comme une taupe.

Quand elle a rechaussé ses lunettes, jeudi, après avoir battu en finale des championnats du monde une jeune Soviétique méritée, Elena Petrova, la netteté du monde extérieur ne s'est pas rétablie

comme à l'accoutumée. Catherine Fleury tanguait, abasourdie d'émotion.

Aucun point n'ayant été marqué durant l'essai final, les deux combattantes avaient dû attendre le verdict des juges. « J'ai vu que celui qui me faisait face se prononçait contre moi », raconte Catherine Fleury ; ça m'a fait un énorme coup au cœur. Je ne voyais pas que le deuxième juge de côté s'était décidé pour moi. Mais j'ai senti qu'il y avait un doute, un moment d'hésitation, une étincelle d'espoir. Et le juge central a tranché en ma faveur. Je crois que ce qui a fait pencher la balance est une phase de combat au sol, au cours de laquelle je tentais un étranglement sur mon adversaire. Celle-ci m'a tordu les doigts, ce qui est interdit. L'arbitre l'a vue, il n'a pas sanctionné, mais cela a dû compter à l'instinct du verdict. »

Curieuse explication de l'issue d'une finale des plus incertaines, moins spectaculaire en tout cas que les combats précédents de la Parisienne. En demi-finale, elle exécuta notamment un parfait ramassage de jambes. Elle n'en est pas moins devenue la huitième Française championne du monde de judo.

Catherine Fleury a pourtant longtemps fait figure de mauvaise élève dans ce sport. Instable d'abord, elle a quitté six clubs,

avant de trouver en 1987 celui qui semble être le bon : l'ACBB à Boulogne-Billancourt. Elle était également en retard dans sa catégorie (61 kilos). Céline Gérard, de deux ans sa cadette, devenait vice-championne du monde en 1986, alors que « Cathy » Fleury commençait seulement à faire parler d'elle au plan national. Mais à vingt-trois ans, la Française est maintenant une jeune championne du monde.

Cathy Fleury avait enfin du mal à se fixer des objectifs. Après avoir passé son baccalauréat, elle entama successivement des études d'éducation physique, d'action commerciale et d'informatique, sans jamais en achever aucune. Elle semblait avoir les mêmes problèmes au plan sportif. L'an dernier, pour ses débuts internationaux, Catherine Fleury frisa même le zéro pointé. Aux championnats d'Europe de Pampelune, elle fut la seule Française à revenir sans médaille, après avoir subi deux corrections en deux combats. Et, il y a un peu moins d'un an, elle se laissait surprendre aux championnats d'Europe par équipe, précipitant ainsi l'élimination de la France dès le premier tour.

Sous la coupe notamment de Jean-François Gabor, l'entraîneur de l'ACBB, Catherine Fleury vient pourtant de passer tous ses examens avec la note maximale : en un

an, elle a remporté, coup sur coup, le championnat du monde universitaire, le championnat de France, le Tournoi de Paris, le championnat d'Europe et, enfin, le championnat du monde, ne concédant dans l'intervalle qu'une seule défaite, lors du tournoi secondaire aux Pays-Bas.

Une densité musculaire exceptionnelle

La puissance physique de Catherine Fleury a tout écrié sur son visage. « Elle a un physique d'homme, avec un judo de femme, c'est un énorme atout », note un entraîneur. Il ne s'agit pas spécialement d'une tendance du judo féminin, même si la préparation physique y prend une importance croissante. Il se trouve simplement que Catherine Fleury bénéficie d'une densité musculaire exceptionnelle et d'une telle marge de progression au plan technique que, selon Jean-François Gabor, tout laisse à penser que ce titre mondial ne sera pas sans suite. Après le retrait de Brigitte Doydier, triple championne du monde des 66 kilos Catherine Fleury pourrait ainsi devenir le chef de file de la nouvelle génération du judo féminin français.

GILLES VAN KOTE

RALLYE-RAID : les Pharaons

Fenouil met le désert en scène

Le huitième rallye des Pharaons a pris fin, mercredi 11 octobre au Caire, avec la troisième victoire consécutive en autos du Finlandais Ari Vatanen (405 Grand Raid), complétée par un triplé pour Peugeot avec le Belge Jacky Ickx et la Française Michèle Mouton. Déjà vainqueur en 1986, l'italien Alessandro de Petri (Cagiva Elefant) a remporté la course des motos devant son équipier Edy Orioli et l'Espagnol Carlos Mas (Yamaha XT600).

LE CAIRE

de notre envoyé spécial

Pour ses adieux au rallye des Pharaons, « Napoléon » Toti, directeur de Peugeot Talbot Sport (PTS), avait particulièrement soigné la mise en scène de l'arrivée en demandant à ses trois pilotes de se présenter côte à côte au pied des Pyramides. Une belle démonstration de force des trois hommes, qui précédèrent leurs poursuivants de plus d'une demi-heure et qui demeurent invaincus après trois ans de raids africains.

Producteur-organisateur de ce rallye depuis huit ans, Fenouil n'était pas le moins intéressé par le travail du metteur en scène de PTS. Dans deux mois, il troquera, en effet, sa combinaison blanche et son casque pour l'uniforme jaune et le casque intégral des pilotes Peugeot du Paris-Dakar, où il assurera la navigation du Suédois Björn Waldegaard à bord d'une 205 Grand Raid.

« Pour assouvir ma passion de l'Afrique et surtout des déserts, j'ai toujours joué double jeu, plaisante-t-il. J'ai participé à tous les Dakar (sept comme motard et quatre comme navigateur auto), tout en organisant d'abord le rallye de Tunisie, puis celui des Pharaons. » A quarante-trois ans, il est, depuis près de vingt ans, de toutes les aventures auto-moto africaines.

Cet attrait pour l'Afrique, Fenouil le doit sans doute à sa naissance et à son enfance au Cameroun, où son père travaillait dans les services des Eaux et forêts. Revenu en France à huit ans, il ne connaissait pas l'école. Plus tard, ce jeune homme mince au regard pétillant et malicieux allait surtout s'intéresser au sport (champion de France universitaire de triple saut et de 4 x 100 mètres avec le Racing) et à la philosophie pour obtenir une licence.

C'est sur les barricades de mai 68 que Jean-Claude Morallet a trouvé ce pseudonyme de Fenouil pour la nature de ses cheveux. C'est ainsi qu'il signe ses premières critiques sur le cinéma... africain dans la revue *Positif* et qu'il écrit son premier roman, *Four nouvelles conduites*, l'histoire d'un jeune homme qui ne sait pas trop quel pays faire dans la vie.

Fenouil, lui, n'a qu'une envie : partir à la découverte des déserts. Engagé à *Moto-Journal*, il rallie Tamarassat sur une grosse Kawasaki 900 en 1974, puis accomplit la première traversée du Sahara en solitaire. Dès lors, toutes les occasions sont bonnes pour retourner en Afrique.

Ainsi participe-t-il, au côté de Jean-Claude Bertrand, aux reconnaissances du premier Abidjan-Nice (1976), l'« ancêtre » du Dakar. « Je passais pour le concurrent le mieux préparé, se souvient-il. J'étais pourtant parti sans casque intégral, en jeans et en pantalon. Dans la deuxième édition, il s'agira en Libye, en même temps que Thierry Sabine, qu'il retrouvera pour les reconnaissances du premier Dakar.

Fenouil n'a pas le caractère « méditerranéen visionnaire » de son ami Thierry, dont il reconnaît le grand talent d'organisateur. Il se lance pourtant dans une première expérience en créant le rallye de Tunisie en 1981, avant de trouver sa voie en Egypte après des débuts difficiles.

Un voyage hors du temps

« Je ne connaissais de l'Egypte que ce que j'avais appris à l'école. J'avais aussi rêvé en lisant le *Mysse*, le grand égyptologue ou les *Cigares du Pharaon*, mais l'année suivante, j'estimais un problème : de tous les déserts africains, celui d'Egypte est le seul sans nomades et donc sans pistes. » Fenouil mettra quelques années à « trouver » son parcours.

Désormais, des grandes dunes proches de la frontière libyenne au temple d'Abou Simbel, des pontons de la vallée des Lions, abondamment et protégés des hommes par le désert, à la mer Rouge pour finir au pied des grandes pyramides, le rallye des Pharaons offre un voyage hors du temps à des concurrents venus préparer le Dakar ou vivre une belle aventure auto-moto.

« J'essaie de proposer un parcours de rêve dans le désert, explique-t-il, avec un tracé varié, sélectif, pour que les meilleurs puissent aller vite, mais avec des étapes assez courtes (400 kilomètres environ) pour laisser une marge de temps aux plus lents. Le parcours, bien balisé, évite de s'égarer mais permet à ceux qui le connaissent bien de dépasser des moyennes de plus de 100 kilomètres-heure qui deviennent dangereuses pour les motards.

La recette doit être bonne puisque la participation au rallye des Pharaons a augmenté de 15 % cette année, alors qu'elle a chuté dans tous les autres raids tout-terrain. Pour l'avenir, Fenouil regrette le retrait de Peugeot. « Leur venue nous a permis de mieux faire connaître ce rallye en France, explique-t-il. Le pourcentage des concurrents français est passé de 17 % à 38 % en trois ans. De plus, Peugeot nous facilite la recherche de sponsors en assurant plus de retombées médiatiques. »

Pour séduire de nouveaux participants, Fenouil va donc repenser ses explorations après le Dakar. S'il parvient à résoudre les problèmes logistiques pour le transport de la nourriture et du carburant, il espère proposer l'an prochain un nouveau tracé de 1 200 kilomètres de dunes le long de la frontière avec la Libye sur lequel les armées de Rommel et de Montgomery se sont poursuivies. Dans le même temps, il va devoir « plancher » sur un projet de nouvelle course, provisoirement baptisée DGV (désert à grande vitesse) dont l'équipe lui proposerait la direction.

GÉRARD ALBOUY

LES HEURES DU STADE

ATHLÉTISME

Vingt kilomètres de Paris. Dimanche 15 octobre.

BASKET-BALL

Championnat de France. Septième tour aller, samedi 14 octobre. (A 2) Linoges-Pau Orthez, dans sports passion à partir de 14 h 50.

CYCLISME

Coupe du monde. Tour de Lombardie, dernière étape de la saison, samedi 14 octobre. Six jours de Paris. Pologne Omnisports de Paris Bercy, à partir du mercredi 18 octobre.

FOOTBALL

Coups européens. Mercredi 17 octobre : Monaco-Dynamo de Berlin (TF 1, à 20 h 40). Mercredi 18 octobre :

Rovaniemi-Auxerre, (Canal + à 13 h) ; Paris-SG-Juventus de Turin (Canal + à 19 h 15) ; Fiorentina-Sochaux (TF 1 à 17 h) ; Marseille-Athènes (Canal + à 21 h 55).

GYMNASTIQUE

Championnats du monde. Stuttgart (RFA), à partir du samedi 14 octobre.

JUDO

Championnats du monde. Belgrade (Yougoslavie) jusqu'au dimanche 15 octobre.

TENNIS

Grand Prix de Toulouse. Jusqu'au dimanche 15 octobre (FR 3, demi-finales, samedi 14 octobre de 14 h à 18 h, finale, dimanche 15 de 16 h à 17 h 30).

CARNET

Naissances

M. Jean CANAVAGGIO et M. n. Perrine Ramis, Laure, François et Emmanuel, sont heureux d'annoncer la naissance de

Bertrand.

Paris, le 2 octobre 1989.

M. et M. GATTEGNO, Joseph et Nathalie SEROUSSI, Cécile et Vincent GATTEGNO, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils, frère, cousin,

Jérémy Michel SEROUSSI,

le 3 octobre 1989, à Paris.

8, boulevard Julien-Potin,

92200 Neuilly-sur-Seine.

Décès

Veyrier-du-Lac (74).

M. Raoul CZARNIAK, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, sa tante au famille, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Raoul CZARNIAK,

survenu dans sa soixante-sixième année.

Il sera inhumé au cimetière de Veyrier-du-Lac, le samedi 14 octobre, à 14 h 30.

Que ceux qui l'aiment, pensent à lui.

Cet avis tient lieu de faire-part.

39, route du Mont-Veyrier,

74290 Veyrier-du-Lac.

— Sa famille tout entière Et ses très nombreux amis, ont le chagrin d'annoncer que

M. Françoise LANIECE

s'est éteinte doucement le 10 octobre 1989.

104, avenue de Villiers,

75017 Paris.

— M. et M. André Todesco, M. et M. Jean-Olivier Todesco, M. Pascal Krief, M. Catherine Thivaud, M. René Scollin, sa belle-fille et dévoué infirmière, sa famille et ses nombreux amis, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Edmée NACHT,

née Chénais,

survenue à son domicile le dimanche 8 octobre 1989.

Ses obsèques ont eu lieu le mercredi 11 octobre, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, avenue Silvestre-de-Sacy,

75007 Paris.

86, rue d'Assas,

75006 Paris.

— Adeline Tournier, née Arenas, Alain Tournier, Marcel, Philippe et Michel, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère et grand-mère,

Graciela

PIZARRO DE ARENAS, survenue à son domicile, le 11 octobre 1989, à Santiago-du-Chili, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

32, boulevard de Vaugirard,

75015 Paris.

— M. Pierre Prosper, ses enfants, petits-enfants Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre PROSPER,

survenue le 10 octobre 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 12 octobre en l'église de Revel.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Georges-Sabo,

Revel.

— M. et M. Alain Salomon, Catherine, Mathilde et Daniel, Philippe, Gilles et Marie-Gabrielle, Sophie, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Salomon, Karpoff, Gramberg, Gekronick, Mayer, Bieltch, Deletoombe et Gervais, ont la douleur de faire part du décès de

M. Léon SALOMON,

survenue à Lille, le 7 octobre 1989, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

1, rue de Corbière,

75008 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Lyon.

M. Jean Urbani, son épouse, M. et M. Henri Urbani Et M. Jean Urbani, ses enfants, M. Henri Urbani, son frère, Ses enfants et petits-enfants, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

M. Jean URBANI, chevalier de la Légion d'honneur, président de chambre honoraire de la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, le jeudi 12 octobre, à Lyon.

— M. et M. Pierre Charvin, Armand, Sandrine, Gilles, ses enfants et petits-enfants, M. et M. Robert Darrieux et leurs enfants, M. Jean Thomas et ses enfants, M. et M. Michel Beyssac et leurs enfants, M. et M. Hugues Thomassin et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean VIGNEAU,

écluseur,

survenue le 4 octobre 1989, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Paris, dans la plus stricte intimité, le 10 octobre 1989, en l'église Saint-Séverin.

61, avenue de l'Observatoire,

75014 Paris.

Remerciements

— M. Annette Forge, son épouse, M. et M. Jean-Claude Forge, M. et M. Jean-Luc Forge, M. et M. Jean-Marc Forge, ses enfants et petits-enfants, profondément touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors des décès de

M. Jean FORGE,

prient de trouver ici l'expression de leur reconnaissance.

Avis de messes

— En mémoire de

Christian THERET,

une messe sera célébrée, le mardi 24 octobre 1989, à 12 h 10, en l'église Saint-Thomé-d'Aquin, Paris-7.

De la part de l'Agence comptable centrale du Trésor.

— On nous prie de rappeler le décès de

M. Claude VALÉRY,

survenue le 7 août 1989, à Paris.

Ses obsèques ont eu lieu le 11 août 1989, à Saint-Denis.

Une messe sera célébrée à sa mémoire en l'église Saint-Séverin, 1, rue des Frères-Saint-Séverin, à Paris-6, le vendredi 20 octobre, à 18 h 30.

Communications diverses

— La Communauté arménienne de France appelle tous ceux qui ont témoigné leur solidarité lors du séisme à participer à la manifestation contre le blocus de l'Arménie et du Karabach, samedi 14 octobre 1989, à 16 h 30, place de Trocadéro.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I Panthéon-Sorbonne, le vendredi 20 octobre, à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Costa, galerie L-B. Dumas, docteur L (Sorbonne), M. Pierre Gachobotte : « La notion de vérité dans le pragmatisme anglo-saxon ».

JACQUES GAUTIER

Collier dont le médaillon est en émail noir.
Boucles d'oreilles : 2.500F
36, rue Jacob, 75006 Paris.
Tél. : 42-60-84-33

14 ET 15 OCTOBRE 89

21^e CONVENTION DE LA FID

FOIRES ET SALONS

Marseille, Rouen, Clamecy, Saint-Géry-de-Fer (Hérault) et La Verpillière (Isère) ; Saint-Dizier (dimanche seulement).

AGENDA

VENDREDI 13 OCTOBRE

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHARLOT (47-04-24-24)

VENDREDI

Les Chevaliers de l'air (1988, v.o. s.t.), de Serge Perceval. 18 h 30. The Man on a Tightrope (1953, v.o.), d'Elia Kazan. 19 h 30. Sur les quais (1984, v.o. s.t.), d'Elia Kazan. 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

VENDREDI

Hommage à Anatole Daumen : Chavril (1970), de Mario Ruspoli, les Deux Merveilles (1968), de J. Cornillot et A. Libartha. 14 h 30. L'Horrible, Bizarre et Incompréhensible (1989), de Henri Guzel et Jan Lantier, la Pénitence (1989, v.o. s.t.), de Nagisa Oshima. 17 h 30. Symphonie mécanique (1985), de Jean Méry. Deux ou trois choses que je sais d'elle (1987), de Jean-Luc Godard. 20 h 30.

LES GRANDES REPRISÉS

BRAZZA (Brit., v.o.): Studio Galand, 5° (43-64-72-71).
 CASINO ROYALE (Brit., v.o.): 14 Juillet Paranaise, 6° (43-28-58-00).
 LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.): Reflet Logos II, 5° (43-64-42-34).
 CRIA CUERVOS (Esp., v.o.): Les Trois Lurons, 6° (43-33-87-77).
 (42-78-47-88) Reflet Logos II, 5° (43-64-42-34).
 EASY RIDER (A., v.o.): Cinéchoix, 5° (43-33-11-02).
 EVE (A., v.o.): Action Rive Gauche, 5° (43-29-44-40).
 FIVE EASY PIECES (A., v.o.): Les Trois Lurons, 6° (43-33-87-77).
 HAUTE PÉRIE (A., v.o.): Action Écoute, 5° (43-25-72-07).
 HOLIDAY (A., v.o.): Action Christine, 5° (43-29-11-03).
 LA MUTRIE FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.): Action Christine, 5° (43-29-11-03).
 HERNANDES (A., v.o.): Les Trois Lurons, 6° (43-33-87-77).
 JOUR DE FÊTE (Fr.): Le Champo - Espace Jacques Tati, 5° (43-54-51-80).
 LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.): George V, 5° (43-62-41-46).
 LOS OLIVADOS (Mex., v.o.): Épis de Bois, 5° (43-37-57-47).

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

VENDREDI

La Forme d'une ville : Journée rue de l'avenir : Bologne, une ville antenne (1974) de Michel Ragner, Demain Paris (1980) de Michel Ragner et André Martin, Pascal deuxième étage au fond de la cour (1978) de Philippe Bonin et Bertrand Descommes, 14 h 30. Journée rue de l'avenir : Regards d'artiste sur la ville (1988), Actions dans la ville de Pascal de Ligna, la Vie en rose (1981) de Niphore, le Jardin des enfants aux Halles (1988), Cent pièces pour le jeu à Genève (1988), 16 h 30. Journée rue de l'avenir : Tu veux que je t'aide (1980) de Niphore, le Pneu des mers (1988) d'Éric Clout, Placards disponibles (1981) de Niphore, Ré-édition (1984) de Bernard Tison, la Ville mode d'emploi (1986) de Thierry Odey, 18 h 30. Symphonie mécanique (1985), de Jean Méry, Deux ou trois choses que je sais d'elle (1987), de Jean-Luc Godard, le Chemin de l'aveugle (1978), 20 h 30.

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (Brit., v.o.): 14 Juillet Paranaise, 6° (43-28-58-00).

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.): Le Saint-Germain-Jacques, 5° (43-28-58-00).
 LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.): Reflet Logos II, 5° (43-64-42-34).
 CRIA CUERVOS (Esp., v.o.): Les Trois Lurons, 6° (43-33-87-77).
 (42-78-47-88) Reflet Logos II, 5° (43-64-42-34).
 EASY RIDER (A., v.o.): Cinéchoix, 5° (43-33-11-02).
 EVE (A., v.o.): Action Rive Gauche, 5° (43-29-44-40).
 FIVE EASY PIECES (A., v.o.): Les Trois Lurons, 6° (43-33-87-77).
 HAUTE PÉRIE (A., v.o.): Action Écoute, 5° (43-25-72-07).
 HOLIDAY (A., v.o.): Action Christine, 5° (43-29-11-03).
 LA MUTRIE FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.): Action Christine, 5° (43-29-11-03).
 HERNANDES (A., v.o.): Les Trois Lurons, 6° (43-33-87-77).
 JOUR DE FÊTE (Fr.): Le Champo - Espace Jacques Tati, 5° (43-54-51-80).
 LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.): George V, 5° (43-62-41-46).
 LOS OLIVADOS (Mex., v.o.): Épis de Bois, 5° (43-37-57-47).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 14 OCTOBRE

« La Cour des comptes et son fonctionnement », 10 h, 13, rue Cambon (E. Roussel).
 « L'Opéra Garnier », 14 h 30, hall d'entrée (M.-C. Lenoir).
 « La Boudhisme tantrique », 13 h 30, 6, place d'Alma (Musée Guimet).
 « Les impressionnistes au Musée d'Orsay », 13 h 30, devant l'entrée du Musée de la Légion d'honneur, rue de la Boétie (Connaissance d'Art et d'histoire).
 « Les « passages » de Paris », 14 h 30, angle rue Saint-Hippolyte/Place du Palais-Royal (Sauvegarde du Patrimoine Historique).
 « Le Marais, de la place des Vosges à l'hôtel de Clugny », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (E. Bourdais).
 « De Saint-Martin à la rue Quincampoix », 14 h 30, métro Rambuteau (Paris pittoresque et insolite).
 « La mythologie grecque et romaine », 14 h 45, métro Polignac (M. Banaś).
 « Hôpital Saint-Louis et transformations du canal Saint-Martin », 14 h 30, métro Colonel-Fabien (D. Flauriol).
 « Salons des hôtels Bataillon-Quintin et d'Augny spécialement ouverts », 14 h 45, métro Polignac (M. Banaś).
 « L'Opéra », 14 h 45, hall d'entrée, sous la statue de Lully (Arts et spectacles).
 « L'histoire de Paris, de la Révolution à nos jours », 14 h 45, 23, rue de Sévigné (Arche).
 « L'ancien tragique de Picpus, les victimes de la Terreur », 14 h 45, 36, rue de Picpus (Paris livre d'histoire).
 « La médecine à travers les collections du musée, l'Hôtel-Dieu et son apothicaire », 16 h, 22 bis, rue Gabriel-Péri à Saint-Denis (La France et son passé).
 « L'Académie française et le collège des Quatre-Nations », 15 h, 23, quai Condé (L. Huet).
 « L'étrange quartier Saint-Sulpice », 15 h, métro Saint-Sulpice (Réinvention du passé).
 « L'île de la Cité », 15 h, portail central de Notre-Dame (Paris et son histoire).
 « Promenade Jardin Denfert-Rochereau », 15 h, 82, avenue Denfert-Rochereau (Approche de l'art).

MONUMENTS HISTORIQUES

« La chapelle de Vincennes », 15 h, entrée, avenue de Paris.
 « La ville des Jardins, demeure de Balzac puis de Gambetta », 15 h 30, 14, rue Gambetta à Sèvres (train gare Saint-Lazare).

DIMANCHE 15 OCTOBRE

« A Montmartre, cité d'artistes d'hier et d'aujourd'hui », 10 h 30, métro Abbesses (M. Banaś).
 « Du gibet de Montfaucon à l'hôtel du Nord », 10 h 30, sortie métro Colonel-Fabien (Art et histoire).
 « Le village de Montmartre », 10 h 30, en haut du funiculaire (Sauvegarde du Patrimoine Historique).
 « Le Marais, de la place des Vosges à l'hôtel des Ambassadeurs de Hollande », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (E. Bourdais).
 « Saint-Denis, nécropole des rois de France », 14 h 30, parvis de la basilique (Lutèce-Vieilles).
 « Le quartier des Epinettes », 14 h 45, angle rue Caulaincourt/rue Forest (V. de Langlade).
 « La crypte archéologique », 15 h, entrée de la crypte, parvis de Notre-Dame (E. Roussel).
 « Personnalités illustres et folles architectures du Marais », 15 h, métro Gambetta, sortie Place-Lafayette (Arts et spectacles).
 « Saint-Eustache et le vieux quartier des Halles », 15 h, sortie métro Louvre (Réinvention du passé).
 « L'hôtel Le Pelletier de Saint-Pierre », 15 h, 23, rue de Sévigné (Approche de l'art).
 « Ateliers d'artistes, jardins secrets et curiosités de Montmartre », 11 h et 15 h, métro Vavin (Connaissance d'Art et d'histoire).

MONUMENTS HISTORIQUES

« L'hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine.
 « Le parc Monceau », 15 h, sortie métro Monceau.

CONFÉRENCES

DIMANCHE 15 OCTOBRE

60, boulevard Letour-Maubourg, 14 h 30 : « La Thaïlande » ; 18 h 30 : « L'Inde au quotidien et son histoire » ; 18 h 30 : « Venise et son carnaval », par M. Brunfaut (Rencontres des peuples). 1, rue des Provins, 15 h : « L'ancien tragique de Picpus », par C. Denil ; « La statue miraculeuse de Notre-Dame-de-la-Paix », par Netty.

THÉÂTRE

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17), La Voix du silence Festival du geste : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-08-77-71), La Roulotte : 20 h 45.

ARTISTIC-ARTHEVAIS (48-08-36-02), Flegas Dik de mariage : 21 h.

ATELIER (48-08-48-24), L'Avare : 21 h.

BATACLAN (47-00-30-12), Le Boucher : 21 h.

BERRY (43-70-37-02), Jackpot : 20 h 45.

BOUFFES PARISIENS (42-96-80-24), Puellé sous tous les régimes : 18 h 30.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE (42-39-35-53), Amistice au pont de Gravelle : 20 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), Le Belle Carlo : 20 h. Roger, Roger et Roger : 20 h 15.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-58-00), L'Oiseau-Rigolard : 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-89-81), Le Plaisir de la Liberté : 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-28-38-88), Salle 1, Saule-Concert d'enfer : 20 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), Les Vénètes esthétiques : 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-18), Les Deux Voies de Jean Cocteau : 18 h 30.

CENI DIAMANTS (45-80-51-31), Le Soir d'Armelle : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-89), L'Ami des lois suivi de la Jugement dernier des rois : 20 h 30.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-25-57-21), Les Meilleurs Amis : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), Les Délices du baler : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-16), Salle Richelieu, « Amour pour amour » : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-89-14), Tu m'as servi la vie : 21 h.

DÉJAZET-T.L.P. (42-74-20-60), Fant de la fute dans les idées : 20 h 30.

DEUX ANES (46-08-10-28), Les Tontons se font : 20 h 30.

DICK-HUT THÉÂTRE (42-28-47-47), Jouve-Diderot-La Paroisse : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11), Les Babes-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

ELDOARDO (42-48-90-27), Le bal de Otero : 18 h et 20 h 30.

ESPACE MARAIS (46-84-08-31), La Moutarde : 21 h 30.

ESPACE PIERRE CARDIN (42-66-06-72-34), Dressage en féroce : 20 h 30.

ESSAÏON DE PARIS (43-78-48-42), Salle 1, « Tes beaux quand tu souris, Frankenstein » : 21 h.

FONTAINE (46-74-74-40), Tempo : 20 h 45.

GAITE-MONTMARTRE (43-22-18-18), Fant pas tuer mamen ! : 20 h 30.

GALERIE 66-DE-LENGUE THEATRE OF PARIS (43-28-83-51), True West : 20 h 30.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-30-08), Histoire d'enfance : 20 h 15.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (SALLE BORG VIAN) (42-49-77-22), Le Destin glorieux du maréchal Nizkor Nizkor : 20 h 30.

GURCHET MONTMARTRE (43-27-38-51), Papi Dé : 19 h. Kiki reine de Montmartre : 20 h 30. Le Barillet : 21 h 30.

JARDIN D'HIVER (43-62-68-48), Le Bourgeois : 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-78-89), Moi, Feuerbach : 21 h.

LA VILLE GRILLE (47-07-22-11), Les Filles du vent : 20 h 30.

LE BATEAU-THÉÂTRE (42-08-88-88), Croquet le malin : 20 h 30.

LE BOURVIL (43-73-47-84), Musto-Hall Folles : 20 h 30.

LE FUNAMBULE THÉÂTRE-RESTAURANT (42-23-88-83), Les mères de Madame : 22 h.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02), Gilles de Rai + ou : 21 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34), Théâtre noir, Le Petit Prince : 18 h 45.

MAIRIE STUART (45-08-17-80), La Sa : 20 h. Pénitence : 22 h.

MARIGNY (42-56-04-41), Sammarie : 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00), Les Palmes de M. Schutz : 21 h.

MICHEL (42-65-35-02), Vite une femme ! : 21 h 15.

MICHOÏRE (47-42-95-23), Places détachées : 20 h 30.

MONTMARTRE (43-22-77-74), Le Souper : 21 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), Les hommes naissent tous égo : 21 h.

MUSÉE DE CIRE (HISTORIAL DE MONTMARTRE) (46-06-78-82), La Butte et l'Abbaye (89, tu verras Montmartre) : 18 h 30.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-88), Un séducteur : 20 h 30.

NOUVEAUTES (47-70-52-78), La Grand Standing : 20 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52), Je ne suis pas Rappaport : 20 h 15.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-96-86-84), Le Marquis de Van O Festival d'automne à Paris : 20 h.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90), Dans la nuit la liberté : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-87-89-81), Un fi à la pelle : 20 h 45.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68), Ecote : 20 h 45.

POCHÉ-MONTMARTRE (46-48-82-87), Salle 1, Monsieur Songo : 20 h 45. Salle 2, Vite d'un père à son fils : 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32), La Peste : 20 h 30.

ROUAU-THÉÂTRE (42-71-30-20), Guillaume sans barbe : 18 h 30. Mors sans épaule : 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47), Comment devenir une mère juive en dix leçons : 20 h 45.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27), Les Stagiaires : 19 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-83), Maril Robin est au Splendid : 21 h.

THÉÂTRE 13 (45-88-16-30), La mer est trop loin : 20 h 30.

THÉÂTRE A CIEL OUVERT (48-77-15-00), A bas les tristes à peines : 19 h.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80), Clair de lune : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA BASTILLE (43-57-42-14), Coup de sang : 18 h 30. Vous qui habitez la tangue : 21 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR-BELLE DE RAI (46-05-87-89), Salle 1, O Paila brisée : 20 h 30. Salle 2, O M. Lorient : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MARNATE (42-08-83-33), Le Neveu de Rameto : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLA-D'ALÉSIA (42-58-58-54), O Moderato Cantabile : 20 h 30.

THÉÂTRE DE PARIS (42-80-09-30), Cato : 20 h 30.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-36-37), O Le Chevalier à la rose : 18 h 30.

THÉÂTRE DU SPHINX (42-78-39-28), O Lettre à tous les amoureux perdus dans le désert : 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34), Dressage en féroce : 20 h 30.

THÉÂTRE EN ACTES (43-57-35-13), Génération démolition : 20 h 30.

THÉÂTRE HEBERTOT (43-87-23-23), La vie que je t'ai donnée : 21 h.

THÉÂTRE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61), Adieu Lofadze : 21 h.

THÉÂTRE MONTORGUEIL (42-38-80-78), La Dispute : 20 h 30. La Fille bien gardée : 22 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32), Michel ou le Don des larmes : 18 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHARLOT (47-27-81-15), Salle Gémier, Horace : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-68-43-60), Grande salle, O Opéra : 20 h 30. Petite salle, Une saison au Congo : 21 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-32), La Célestine : 20 h.

ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE

dans le cadre de l'année CHOSTAKOVITCH

« LA MUSIQUE RUSSSE ET CHOSTAKOVITCH »

Modeste MOUSSORGSKI

« Une nuit sur le Mont Chauve » version originale

Boris Godounov »

à la Mort de Boris

Serge RACHMANINOV

3 Chants populaires russes

Dimitri CHOSTAKOVITCH

« L'exécution de Stenka Razin »

Création française

Boryan - Basse

Nicola GHIUSELEV

Chœur lyrique d'Île de France

Direction

Serge ZAPOLSKY

Direction

Jacques MERCIER

Salle Pleyel

le Samedi 21 Octobre 89 à 20 h 30

Loc. Salle Pleyel (1) 45.63.88.73

3 FNAC. 3615 MATIC

Spectamatic (1) 45.61.98.22

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-58-60-70), Grande salle, Le Chemin solitaire Festival d'automne à Paris : 20 h 30. Petite salle, L'Amante en gosse : 20 h 30.

TENTAMARRE (48-87-33-82), Phédo (à repasser) : 20 h 15. C'est dingue : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48), La Vengeance d'une femme : 19 h. Pour finir encore : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), L'Exce : 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-08-82), La Présidente : 20 h 30.

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉÂTRE D'AUBERVILLIERS GROUPE TSE) (48-34-67-67), Les Parisiens : 20 h.

BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (49-31-11-45), Don Juan : 20 h 30.

BONDY (THÉÂTRE ANDRÉ MALRAUX) (48-47-19-27), O Fugue en mineur : 21 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉÂTRE DE BOULOGNE) (46-03-80-44), Crime et Châtiment : 20 h 30.

CERGY (THÉÂTRE DES ARTS) (30-30-33-33), Des cloches Festival théâtral du Val-d'Oise : 21 h.

CHAMPI

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : > Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ou ne pas manquer ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 13 octobre

TF 1	FR 3
20.40 Variétés : <i>Avant de partir</i> . Invité : Johnny Hallyday. Variétés : Richard Bohringer, Patrick Bruel, Véronique Sanson, Lino, Eddy Mitchell.	20.35 Série : Les nuits révolutionnaires. De Charles Brabant. 4. La jeune fille assassinée, avec Michel Aumont, Gérard Deschamps.
22.45 Magazine : <i>Grands reportages</i> . Les nouveaux riches du Nouveau Monde.	21.45 Magazine : <i>Thalassa</i> .
23.45 Journal et Météo.	22.40 Journal et Météo.
0.05 Feuilleton : <i>Helmut</i> . (5 ^e épisode.)	23.05 Documentaire : <i>Louis XIV ou le malheur d'être roi</i> .
1.00 Série : Des agents très spéciaux.	23.55 Musiques, musique.
1.50 TF 1 nuit.	
A 2	CANAL PLUS
20.35 Série : Mon dernier rêve sera pour vous.	20.30 Téléfilm : <i>Coupable d'innocence</i> .
21.35 Apostrophes. Sur le thème « Qu'est-ce qui ne va pas ? », sont invités : Catherine Deneuve, Jean-Pierre L��aud, Christine Duvy (la petite fille qui tait les mouches), Valéry Rod��guez (le Passé d'Armenie), Serge Doubrovsky (le Livre brûlé).	22.00 Variétés : <i>Pierre Desproges se donne un spectacle</i> .
22.57 Quand je serai grand. Invité : Hubert Rees.	22.50 Flash d'informations.
23.00 Soixante secondes. Jean-Pierre M��ty.	23.00 Cinéma : <i>Au service secret de Sa Majesté</i> ■ Film britannique de Peter Hunt (1969).
23.15 Cinéma : <i>L'Homme de l'Ouest</i> ■ ■ ■ Film américain d'Anthony Mann (1958). Avec Gary Cooper, Julie London, Lee J. Cobb (v.o.).	1.05 Cinéma : <i>Le Dernier Match</i> ■ Film américain de John Hancock (1973).
1.00 Sport : <i>Boxe</i> . Championnat du monde des poids WBA, en direct de G��n��ve, Mark Brand (E-U) - Mauro Mart��ly (Suisse).	

Samedi 14 octobre

TF 1	FR 3
13.15 Magazine : <i>Reportages</i> .	16.15 Téléfilm : <i>Le jeu du témoin</i> .
14.45 T��r��c�� �� Auteuil.	17.30 Documentaire : <i>Les allumés...</i>
15.55 La Une est à vous (suite).	18.00 Lady Façon, de Dominique M��t��.
17.30 Tr��nce millions d'amis.	18.00 Caboul cad��n.
18.00 Série : Les professionnels.	18.03 Dessins animés : <i>Décode pas Bunny</i> .
18.55 Série : Marc et Sophie.	19.30 Flash d'informations.
19.25 Jeu : <i>La roue de la fortune</i> .	19.35 Top 50.
20.00 Journal, M��t��, Tapis vert et Loto.	20.30 Téléfilm : <i>Une femme entretenue</i> .
20.45 Variétés : <i>Sébastien, c'est fou !</i> Emission de Patrick Sébastien.	22.05 Spectacle : <i>Le monde du cirque</i> , Barnum & Co.
22.20 Magazine : <i>Univers</i> .	22.50 Flash d'informations.
23.20 Magazine : <i>Formule sport</i> .	23.00 Cinéma : <i>Sister s��stor</i> ■ Film américain de Bill Condon (1987). Avec Eric Stoltz.
0.15 Journal et M��t��.	0.25 Cinéma : <i>Quelques jours avec moi</i> ■ Film français de Claude Saut��t (1989).
0.35 Série : Intrigues.	2.30 Cinéma : <i>Une vie</i> ■ Film français d'Alexandre Astruc (1958).
1.00 Série : Mannix.	3.50 Cinéma : <i>Deux Belles Gar��ces</i> . Film français classé X de Michel Berny (1988).
A 2	LA 5
13.20 Magazine : <i>Tranche de cake</i> .	13.30 Série : <i>L'homme qui valait 3 milliards</i> .
14.20 Série : <i>Un duo explosif</i> .	15.00 Série : <i>Wonder Woman</i> .
14.50 Magazine : <i>Sports passion</i> .	16.40 Dessins animés : <i>Perfecto</i> .
17.30 Magazine : <i>Aventures voyages</i> .	18.55 Journal Images.
18.15 INC.	19.00 Série : <i>Happy Days</i> .
18.20 Magazine : <i>Les cheveux du week-end</i> .	19.30 Série : <i>Arnold et Willy</i> .
18.30 Série : <i>L'homme qui tombe à pic</i> .	20.00 Journal.
19.30 Jeu : <i>Dessinez, c'est gagné !</i>	20.35 C'est l'histoire d'un mec...
20.00 Journal et M��t��.	20.40 Téléfilm : <i>Le combat</i> .
20.35 Variétés : <i>Champs-��lys��es</i> . Emission présentée par Michel Drucker.	22.15 Série : <i>Le voyageur</i> .
22.30 Série : <i>Nick, chasseur de têtes</i> .	22.50 Magazine : <i>Samedi foot</i> .
23.30 Journal et M��t��.	22.55 Téléfilm : <i>La call girl</i> .
23.45 Magazine : <i>Lunettes noires pour nuit blanche</i> .	0.00 Journal de minuit.
1.15 Soixante secondes.	
FR 3	M 6
14.00 Magazine : <i>Sports loisirs</i> .	18.00 Informations : <i>M 6 express</i> .
17.00 Flash d'informations.	18.05 Variétés : <i>Multitop</i> .
17.05 Magazine : <i>Sports loisirs</i> .	18.25 Magazine : <i>Turbo</i> .
18.00 Sandysant��.	19.54 Six minutes d'informations.
19.00 Le 19-20 de l'information.	20.00 Série : <i>Madame est servie</i> .
19.58 Dessin animé : <i>Mighty mouse</i> .	20.30 Téléfilm : <i>Un autre monde</i> .
20.05 Jeu : <i>La classe</i> .	22.10 Téléfilm : <i>Enquête sur l'honneur d'un fic</i> .
20.35 Sandysant��.	23.20 Six minutes d'informations.
21.55 Journal et M��t��.	23.25 Magazine : <i>Club 6</i> .
22.20 Magazine : <i>Le d��n</i> .	0.25 Feuilleton : <i>Splendeurs et misères des courtisanes</i> . De Maurice Caennens, d'après Balzac (1 ^{er} épisode).
�� invité : Serge Gainsbourg.	
22.40 Magazine : <i>Musicales</i> . D'Alain Duss��t.	
23.40 Magazine : <i>Sports 3</i> .	
CANAL PLUS	LA SEPT
13.05 Magazine : <i>24 heures</i> .	18.00 Méthode Victor : <i>Alfred et espagnol</i> .
14.00 Téléfilm : <i>Le culte de la honte</i> .	18.30 Série : <i>L'esprit des lois</i> (2). De Pierre Dumayet et Pierre Lamaison.
15.50 Documentaire : <i>Premier de plongée</i> .	

Dimanche 15 octobre

TF 1	FR 3
12.55 M��t�� et Journal.	17.30 Téléfilm : <i>Un médecin des Lumières</i> (2).
13.20 Série : <i>Un fic dans la Mafia</i> .	19.00 Magazine : <i>M��gamin</i> .
14.15 Série : <i>Rick Hunter</i> , inspecteur choc.	19.30 Documentaire : <i>Archipel</i> Luigi Moro.
15.10 Variétés : <i>Mondo Dingo</i> .	20.30 Danse : <i>Cendrillon</i> .
15.40 T��r��c�� �� Longchamp.	22.05 Musique : <i>Concert John McLaughlin-Jonas Hellborg</i> .
	22.35 Documentaire : <i>Histoire parallèle</i> . De Philippe Grandjean.
	23.10 Jazz soul jazz collection.
	23.25 Documentaire : <i>Travailler à domicile</i> .
	23.30 Documentaire : <i>Voyage au pays des francs-maçons</i> . De Serge Mo��t.
	FRANCE-CULTURE
	20.30 Photo-portrait. Chantal Goya, styliste.
	20.45 Dramatique. <i>L'��t��r volant</i> , d'après Valère Novarina.
	22.35 Musique : <i>Opus</i> . Alain Bashung.
	0.05 Clair de nuit.
	FRANCE-MUSIQUE
	17.30 Opéra : (en direct du Royal Opera House, Covent Garden de Londres) : <i>La Walkyrie</i> , de Wagner, par le chœur et l'orchestre de Covent Garden, dir. Bernard Haitink ; sol. : René Kollo, Gabriele Schn��ur, John Tomlinson, James Morris, Gwyneth Jones, Helga Dernesch, Phyllis Carran, Christine Teare, Anna Mason, Catherine Wyn-Rogers, Penelope Dener, Jena Turner, Gillian Knight, Anne-Marie Owens.
	23.05 La terrasse des audiences du clair de lune. Elisabeth Chojnacka, claviériste.
	LA SEPT
	18.00 Méthode Victor : <i>Alfred et espagnol</i> .
	18.30 Série : <i>L'esprit des lois</i> (1). De Pierre Dumayet et Pierre Lamaison.
	LA 5
	13.00 Journal.
	13.30 Téléfilm : <i>Vodka bitter</i> lemon. De Franz Peter Wirth, avec H��nrich F��lmy, Claude Ann.
	15.10 Feuilleton : <i>Les héritiers</i> (rediff.). De Tony Palmer.
	17.00 Magazine : <i>Télé-matches dimanche</i> .
	18.00 Série : <i>Riptide</i> .
	18.50 Journal Images.
	19.00 Série : <i>Supercopier</i> .
	20.00 Journal.
	20.35 C'est l'histoire d'un mec...
	20.40 Cinéma : <i>Les Dix Commandements</i> ■ ■ (1 ^{re} partie). Film américain de Cecil B. De Mille (1956).
	22.30 Magazine : <i>Ciné Cinq</i> .
	22.40 Cinéma : <i>Et Dieu créa la femme</i> ■ Film français de Roger Vadim (1966). Avec Brigitte Bardot.
	0.10 Journal de minuit.
	0.15 Feuilleton : <i>Nana</i> . (3 ^e épisode.)
	1.55 Feuilleton : <i>Ard��chois cœur fidèle</i> . (2 ^e épisode.)
	FRANCE-MUSIQUE
	20.30 Concert (donné le 20 juillet lors des Semaines musicales de Toulon) : La Belle au bois dormant, suite de ballet, et Concerto pour violon et orchestre en r�� mineur, op. 35, de Tchaikovski ; Symphonie né 5 en r�� mineur, op. 47, de Chostakovitch, par l'Orchestre symphonique du Théâtre Kirov de Leningrad, dir. Val��ri Gergiev, sol. : Viktor Tretiakov, violon.
	23.05 Cléments. Musiques traditionnelles. Les musiques des Kirghizes et des Tadjiks du Turkménistan.
	0.30 Archives dans la nuit. Joseph Krips �� New-York. Coriolan, ouverture en ut mineur op. 62 de Beethoven ; Passacaille op. 1 de Weber ; Symphonie né 8 en ut mineur de Bruckner.

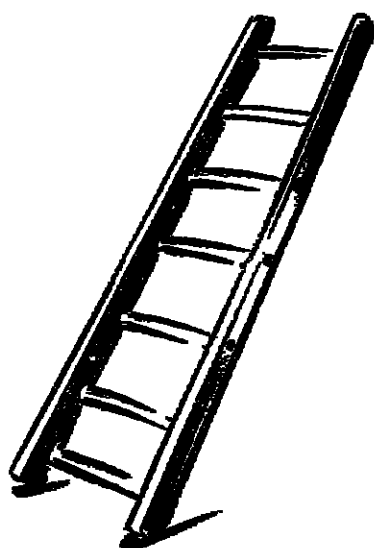
L'ARA
ASSOCIATION RENCONTRES AUDIOVISUELLES
Sous l'égide
DU FONDS D'ACTION SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS
IMMIGRÉS ET LEURS FAMILLES

lance
un APPEL D'OFFRES
pour la production et la réalisation en 1990
de l'émission hebdomadaire diffusée sur FR 3
« RENCONTRES »

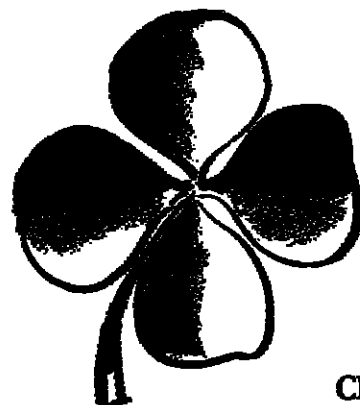
Les organismes et sociétés, publics ou privés, intéressés peuvent consulter l'appel de candidature au bulletin officiel des annonces de marchés publics, sur le minitel

3615 code JOEL
Rubrique 8 - Bulletin des marchés publics - Classe d'activité 41 C
Renseignements téléphoniques
ARA : 45.49.22.41.
FAS : 40.02.77.01.

CE VENDREDI 13 IL FAUT SAVOIR PRENDRE SA CHANCE ET LA SAVOURER.



MALCHANCE



CHANCE



MALCHANCE



CHANCE



PAS DE CHANCE



PLEIN DE CHANCE

497 D'ALCOOL. AYEZ SOIF DE MODERATION.

Compromis sur entre M. Bérégo

Le ministre de l'Intérieur, M. Bérégo, a annoncé hier qu'il avait accepté de se retirer de la présidence de la République. Cette décision a été prise après une longue réflexion et une consultation de ses proches. M. Bérégo a déclaré qu'il souhaitait consacrer plus de temps à sa famille et à ses activités professionnelles. Il a également mentionné qu'il avait reçu de nombreuses sollicitations pour d'autres fonctions, mais qu'il avait choisi de refuser toutes ces offres. Cette annonce a été accueillie avec surprise par les médias et le public. On se demande si cette décision n'est pas le résultat d'un compromis avec les forces politiques qui soutiennent le régime. M. Bérégo a insisté sur le fait qu'il n'y avait aucune pression sur lui et qu'il avait pris cette décision librement. Il a également déclaré qu'il restait à son poste de ministre de l'Intérieur jusqu'à la fin de son mandat. Cette annonce a été suivie d'une conférence de presse où M. Bérégo a répondu aux questions des journalistes. Il a déclaré qu'il était fier de son parcours et qu'il espérait que son départ serait bénéfique pour le pays. Il a également mentionné qu'il avait de nombreux projets pour l'avenir et qu'il espérait pouvoir les mettre en œuvre. Cette annonce a été suivie d'une réaction de la part du président de la République, qui a félicité M. Bérégo pour son engagement et son dévouement au pays. Il a également déclaré qu'il espérait que M. Bérégo trouverait de nouvelles activités qui lui permettraient de continuer à servir le pays. Cette annonce a été suivie d'une réaction de la part des opposants au régime, qui ont déclaré que M. Bérégo avait été forcé de se retirer et que sa décision était le résultat d'un compromis. Ils ont également déclaré qu'ils espéraient que M. Bérégo continuerait à jouer un rôle important dans la vie politique du pays. Cette annonce a été suivie d'une réaction de la part des médias, qui ont déclaré que cette décision était une surprise et qu'ils s'attendaient à ce que M. Bérégo reste à son poste de ministre de l'Intérieur. Ils ont également déclaré qu'ils s'attendaient à ce que M. Bérégo continue à jouer un rôle important dans la vie politique du pays. Cette annonce a été suivie d'une réaction de la part du public, qui a déclaré qu'il était surpris par cette décision et qu'il espérait que M. Bérégo continuerait à jouer un rôle important dans la vie politique du pays. Cette annonce a été suivie d'une réaction de la part des forces politiques qui soutiennent le régime, qui ont déclaré que M. Bérégo avait été forcé de se retirer et que sa décision était le résultat d'un compromis. Ils ont également déclaré qu'ils espéraient que M. Bérégo continuerait à jouer un rôle important dans la vie politique du pays. Cette annonce a été suivie d'une réaction de la part des opposants au régime, qui ont déclaré que M. Bérégo avait été forcé de se retirer et que sa décision était le résultat d'un compromis. Ils ont également déclaré qu'ils espéraient que M. Bérégo continuerait à jouer un rôle important dans la vie politique du pays. Cette annonce a été suivie d'une réaction de la part des médias, qui ont déclaré que cette décision était une surprise et qu'ils s'attendaient à ce que M. Bérégo reste à son poste de ministre de l'Intérieur. Ils ont également déclaré qu'ils s'attendaient à ce que M. Bérégo continue à jouer un rôle important dans la vie politique du pays. Cette annonce a été suivie d'une réaction de la part du public, qui a déclaré qu'il était surpris par cette décision et qu'il espérait que M. Bérégo continuerait à jouer un rôle important dans la vie politique du pays.

Le rapport de M. Bérégo sur l'ernement veut limiter les

Le rapport de M. Bérégo sur l'ernement veut limiter les... (The text is too blurry to transcribe accurately, but it appears to be a continuation of the article about M. Bérégo's report.)

Le constat d'un changement

Le constat d'un changement... (The text is too blurry to transcribe accurately, but it appears to be a continuation of the article about the political situation.)

ملکة امه الاصل

36 Économie publique: les discussions sur la grille
37 L'ouverture des négociations chez Peugeot

38 Publicité: les vingt ans de RSCG
39 Télécom: améliorer l'accueil

42 Marchés financiers
43 Bourse de Paris

BILLET

Les Franciliens paieront

Que les Parisiens — pardon ! les Franciliens, c'est-à-dire les quelque dix millions d'habitants des huit départements d'Ile-de-France — se préparent à mettre la main à leur poche mensuelle... Le budget régional pour 1990 qui leur est présenté par M. Pierre-Charles Krieger (RPR) et Jean-Pierre Fourcade (UDF) réserve quelques surprises. Si à la fin de l'année la majorité des conseillers régionaux donne son accord, la fiscalité directe augmentera de quelque 15 %. Et le taux de la taxe sur les cartes grises, qui était de 49,80 F par cheval-vapeur cette année, passera à 100 F l'an prochain !

Il est vrai que, jusqu'à maintenant, l'Ile-de-France, région la plus riche, était cruellement sous-évaluée par M. Jean-Pierre Fourcade, « en état de sous-fiscalisation manifeste ». C'est donc l'heure des réajustements douloureux, d'autant que la politique du conseil régional va consister d'ici à 1992, c'est-à-dire à la fin de la mandature, à réduire l'endettement et à lancer un très volumineux programme d'investissements dans trois secteurs prioritaires : la formation professionnelle mais surtout la construction et la rénovation des lycées et l'amélioration des transports, en liaison avec le plan « Rocard-Delebarre » présenté vendredi 13 octobre au conseil des ministres.

On en juge : le budget, qui atteignait 7,6 milliards de francs cette année, passera à 9,2 milliards de francs l'an prochain et à 10,8 milliards de francs en 1992, selon les projections. On objectera, bien sûr, qu'au moment où l'État cherche à comprimer ses dépenses et la pression fiscale des collectivités locales, et au premier chef les régions, vont allègrement à l'avant. C'est la traduction de ce que les dirigeants d'Ile-de-France appellent « la conquête d'une plus grande autonomie financière et donc politique ». Toute la question est de savoir si les collectivités décentralisées sont plus à même que l'État de prendre en compte les besoins des citoyens contribuables et de les satisfaire avec efficacité.

F. Gr.

Impôt sur les sociétés, plus-values à long terme

Compromis sur la fiscalité entre M. Bérégovoy et le PS

Intervenant jeudi 12 octobre au Forum de l'Expansion, le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Pierre Bérégovoy a rappelé son attachement à ce que 1989 soit l'année d'une grande réforme fiscale. Considérant la baisse de l'impôt sur les sociétés comme une priorité, le ministre a exclu l'élargissement de l'assiette de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune), à l'outil de travail, et a seulement admis que le problème de la fiscalité sur les successions vaille « un échange de vues ».

M. Bérégovoy semble bien avoir convaincu les parlementaires socialistes de ne pas déposer d'amendement contre le projet de baisse de l'impôt sur les sociétés.

Le gouvernement et le Parti socialiste se sont mis d'accord sur un compromis permettant de faire voter à l'Assemblée nationale les dispositions fiscales du projet de budget pour 1990.

Le projet de loi de finances pour l'année prochaine comprend un certain nombre de mesures favorables aux entreprises et aux revenus de l'épargne. Le Parti socialiste avait demandé — au titre de la justice fiscale — un certain nombre de corrections, soit sous forme d'ajouts (notamment un allègement de la taxation des patrimoines), soit sous forme de suppression, celle-ci concernant notamment la baisse envisagée de l'impôt sur les sociétés.

M. Rocard et Bérégovoy ont finalement convaincu les députés socialistes du caractère prioritaire que revêtait la baisse de deux points (39 % à 37 %) de l'impôt sur les bénéfices réinvestis dans l'entreprise. Argument utilisé : l'épargne des entreprises a cessé de s'accroître (1), ce qui pose à terme le problème de la poursuite d'une forte progression des investissements et donc des emplois créés.

L'impôt sur les sociétés passera donc bien l'année prochaine de 39 % à 37 % pour les bénéfices réinvestis (il était à 42 % en 1988).

En contrepartie, le ministre de l'économie et des finances a accepté que les plus-values à long

terme — c'est-à-dire à plus de deux ans — réalisées par les entreprises soient relevées progressivement. Elles tendraient à se rapprocher du taux d'imposition de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis. Une première étape immédiate va porter la taxation de ces plus-values de 15 % à 20 %.

Satisfaction pour l'ISF ?

Restent les demandes présentées par le PS concernant un allègement de la fiscalité des patrimoines : relèvement à 1,5 % — au lieu de 1,3 % proposé par le gouvernement — du taux supérieur de l'ISF (l'impôt de solidarité sur la fortune), éventuellement élargissement de l'assiette de cet impôt à une partie des biens professionnels ; allègement des taux supérieurs du barème sur les droits de succession avec un relèvement de 275 000 à 300 000 F de l'abattement à la base ; prise en compte du revenu dans le calcul de la taxe d'habitation pour sa part départementale.

Si le gouvernement semble bien décidé à ne pas toucher aux droits de succession — sujet hautement explosif avec les risques de fuite des capitaux qu'il comporte — satisfaction sera probablement donnée aux députés socialistes sur l'ISF dont le taux supérieur serait relevé à 1,5 % au lieu de 1,3 %.

Quant à la taxe d'habitation — autre sujet explosif — les pouvoirs publics s'engageront probablement à étudier une réforme et à effectuer des simulations pour voir comment évoluerait cet impôt local si celui-ci était en partie calculé sur le revenu des particuliers. Enfin la demande des socialistes de repasser à quatre ans au lieu de trois ans actuellement la période sur laquelle le fisc peut remonter pour vérifier les déclarations de revenus, n'a pas été retenue. On sait que c'est un amendement de M. Clément d'Estaing qui avait ramené de quatre à trois ans la période de vérification.

Toutes ces décisions seront définitivement arrêtées mardi 17 octobre après un ultime arbitrage du premier ministre.

ALAIN VERHOLDES

(1) L'épargne des entreprises est passée de 14,3 % de leur valeur ajoutée en 1986 à 14 % cette année (prévisions).

Le congrès conservateur de Blackpool

« Il n'y a pas d'autre solution que le maintien de taux élevés »

affirme le chancelier de l'Echiquier

M. Lawson persiste et signe. Le chancelier de l'Echiquier a proclamé avec force jeudi 12 octobre devant le congrès annuel du Parti conservateur, réuni à Blackpool, qu'il n'était pas question de changer de politique monétaire. Il n'y aura donc ni dévaluation de la livre ni baisse des taux d'intérêt, lesquels ont atteint le niveau exceptionnellement élevé de 15 %.

BLACKPOOL

de notre envoyé spécial

« Il n'y a pas plus grande menace que l'inflation. Il n'y a pas d'autre solution que le maintien des taux élevés et cette politique réussira », a-t-il déclaré sous les applaudissements de Mme Thatcher, présente à la tribune. M. Lawson a admis que la dernière hausse avait été particulièrement impopulaire mais « qu'importe, il faut rester ferme ».

Le chancelier est devenu, l'espace de quelques semaines, l'un des hommes politiques les plus appréciés du pays. Des millions de Britanniques qui ont acheté leur maison à crédit le manifestent chaque mois lorsqu'ils doivent payer leurs traites. Ces ménages vivent en fonction des taux d'intérêt. Les patrons des PME — clientèle par excellence du Parti conservateur — sont également touchés par cette politique des taux élevés qui les empêche d'emprunter pour se développer. Ce mécontentement s'est exprimé jeudi à la tribune, ce qui est extrêmement rare dans un congrès conservateur. « Je ne suis pas un économiste mais je ne vois pas en quoi une mesure qui frappe une petite entreprise comme la mienne sert à combattre l'inflation, il doit y avoir une autre solution », a ainsi déclaré un délégué.

Brittan, un des deux commissaires européens britanniques, a estimé jeudi que la livre ne connaîtrait pas les soubresauts actuels si la Grande-Bretagne appartenait au SME.

« Nous ferions une terrible erreur si nous étions défaitistes ou sur la défensive à propos de notre rôle dans la Communauté », a affirmé pour sa part M. John Major, nouveau secrétaire au Foreign Office depuis juillet dernier. Mais les sujets qu'il a évoqués correspondent à la vision minimale de l'Europe chère à M. Thatcher : libre mouvement des capitaux, déréglementation des industries nationales protégées telles que le transport aérien (il est absurde qu'un voyage en avion coûte trois fois plus cher dans la Communauté qu'aux États-Unis), suppression des subventions étatiques en tous genres.

Les projets plus ambitieux laissent froid le nouveau secrétaire au Foreign Office. « Ils impliquent la fin des monnaies et des banques nationales, ainsi que du contrôle de chaque pays sur sa fiscalité en échange d'avantages inconnus ou incertains. Nous ne pouvons accepter ces idées ». La « grandiose charte sociale » ne trouve pas davantage grâce à ses yeux.

L'Europe minimale

M. Lawson considère visiblement que la crise actuelle de la livre n'est qu'une périodicité. Il rappelle que les taux d'intérêt avaient grimpé jusqu'à 14 % en 1985, provoquant un mécontentement comparable, et que l'inflation avait pu alors être jugulée. Comme pour démentir ceux qui prédisaient ces derniers jours une réaction hostile de l'auditoire, le congrès a gratifié le chancelier Lawson d'une ovation longue de deux minutes à la fin de son discours. La City a été moins satisfaite puisque, à peine M. Lawson avait-il cessé de parler, les ventes de sterling ont repris.

Le chancelier a soigneusement évité d'évoquer le déficit de la balance des paiements, qui devrait atteindre près de 4 % du PNB cette année, et la question lancinante de l'adhésion de la Grande-Bretagne au mécanisme d'échange du système monétaire européen (SME). Par ailleurs, l'inducteur et au non d'une certaine idée de la souveraineté nationale, M. Thatcher se refuse toujours à faire le pas. Elle est de plus en plus isolée sur cette question. A Blackpool, Sir Leon

DOMINIQUE DHOMBRES

Le rapport de M. Soisson sur l'emploi précaire

Le gouvernement veut limiter les excès du travail temporaire

M. Jean-Pierre Soisson a remis à la commission sociale de l'Assemblée nationale, le vendredi 13 octobre, le rapport sur le travail temporaire qu'il avait promis. A partir de ce constat et des propositions des partenaires sociaux, doit commencer une nouvelle phase de consultations. Un projet de loi

devrait être présenté avant la fin de l'année.

Confronté aux réactions des députés qui s'agitaient du développement du travail précaire avec la montée du nombre de contrats à durée déterminée et l'explosion de l'intérim, M. Jean-Pierre Soisson s'était engagé, lors de l'examen de son projet de loi sur le droit de licenciement, à présenter pour la

mi-octobre un rapport faisant le point de la situation. Très vite, aussi, le ministre du travail avait annoncé qu'il avait l'intention de prendre des mesures, y compris législatives, pour limiter la « croissance » et les « excès » de ces formes d'emploi.

Chose promise, chose due. Le document de 108 pages, sans les annexes qui présentent les positions des partenaires sociaux, vient d'être remis aux membres de la

commission sociale de l'Assemblée nationale. « Préparé pour aider à la décision », ainsi qu'il est rappelé en conclusion, le rapport « s'arrête là où commence la discussion sur l'action à venir » et ne fait donc pas de nouvelles propositions.

Il établit un premier constat éloquent. Les contrats de travail à durée déterminée et l'intérim dépassent aujourd'hui leur rôle « pour devenir trop souvent des substituts à l'emploi permanent », est-il écrit. La conjoncture n'explique pas seuls les changements à l'œuvre : l'évolution actuelle revêt « pour partie un caractère structurel et traduit l'effet, dans le monde du travail, de la montée générale de l'incertitude économique ».

Les chiffres donnent la mesure. Alors que les emplois temporaires représentaient 2,5 % des effectifs salariés en 1977, ils en totalisaient 7 % en avril 1989. Le nombre des contrats à durée déterminée s'élève à 600 000 et intervient dans 70 % des embauches. L'intérim a progressé de 30 % en 1988, sans doute de 27 % en 1989, et rassemble 280 000 emplois qui correspondent à plus de 900 000 personnes. L'emploi temporaire se généralise et ne se pratique plus seulement dans certains secteurs comme le BTP, le nettoyage et la construction automobile. Il se répand et gagne maintenant les petites et moyennes entreprises. Les moins qualifiés, les jeunes et les femmes font partie du public avec des différences selon le type d'activité et la taille de l'entreprise.

ALAIN LEBEAURE

Lire la suite page 35

Le constat d'un changement

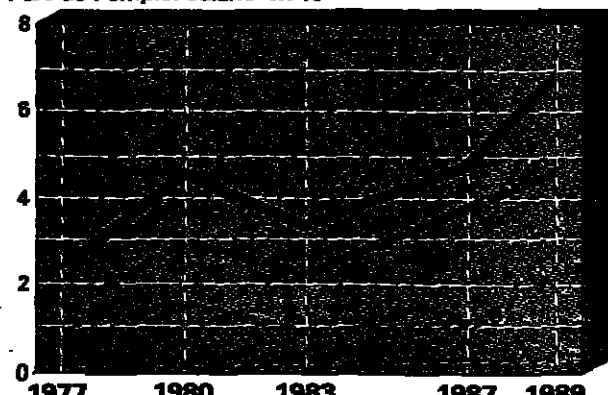
Les chômeurs, à l'évidence, ne profitent pas du regain de croissance, et les travailleurs temporaires continuent de voir altérer les périodes d'inscription à l'ANPE avec de brefs passages dans la vie active.

Mais il faut aussi considérer toutes les autres « nouvelles formes d'emploi » qui pullulent à leur tour (travail intermittent, à temps partiel, fausses sous-traitances et faux artisans, par exemple).

La solution ne se réduit pas aux mesures plus ou moins contraignantes qu'il suffirait de prendre à l'égard du contrat de travail à durée déterminée ou de l'intérim. Les mécanismes ont évolué. On est passé de l'utilisation « exceptionnelle » d'une main-d'œuvre extérieure au partage de tâches entre un noyau dur de salariés qualifiés et le recours régulier à un volant de « suppléants » sur lequel repose l'ajustement de la main-d'œuvre.

De deux choses l'une. Ou bien le gouvernement voudra

Part de l'emploi salarié en %



Source : Ministère du travail, enquête ACEMO

tenir compte des évolutions, et à prendre des mesures pour éliminer les abus de la précarité et en faire un système de régulation compatible avec la cohésion sociale. Ou bien il voudra revenir, contre les faits, à l'usage d'un travail temporaire

tel qu'on l'aurait voulu aux meilleurs moments des années 60. Dans ce dernier cas, le risque sera de favoriser l'explosion des formules les plus dangereuses, dont la fausse sous-traitance et le travail clandestin...

A. L.

INSOLITE

Ecrans de fumée

Philips Consumer Electronics, filiale américaine du géant néerlandais de l'électronique, prévoit d'exporter 1 500 téléviseurs couleur au Japon dès cette année. Une petite série qui représentera tout juste un lot vendu un week-end dans une chaîne de supermarchés en France. Mais chez Philips l'on juge cette livraison comme « un pas significatif dans le sens du réajustement de la balance commerciale avec le Japon ». Un commentaire très sérieux de

Donald Johnstone, président de Philips États-Unis...

M. A.L. Rodgers, directeur chez Philips pour le commerce international, a précisé que ces téléviseurs étaient destinés à une clientèle haut de gamme, « la même qui achète des Mercedes-Benz importées de RFA ».

Philips Consumer Electronics pense faire encore mieux en 1990...

NOVO TEMPO

GOVERNO DE SÃO PAULO

ISOLATEURS

APPEL D'OFFRES 8813/89

L'APPEL D'OFFRES 8813/89, de cadre international, se trouve ouvert et comptera sur des ressources du Prêt n° 134-IC/BR consenti par la Banque Interaméricaine de Développement - BID, pour l'approvisionnement de 27.251 unités d'isolateurs pour les Systèmes de Distribution et de Transport de CESP.

Cet APPEL D'OFFRES est limité aux fournisseurs de produits originaires des pays membres de la BID. Les Normes qui établissent les conditions spécifiques de cet APPEL D'OFFRES devront être retirées, par personne autorisée, moyennant le paiement de NCz\$ 100,00 (cent cruzeiros) auprès de la Divisão de Tecnologia e Licitação de Materiais, Rua Bela Cintra, 881, 4° andar, Cerqueira César, São Paulo - SP - Brasil, de 9 heures à 11 heures et de 13 h 30 à 18 heures.

L'ouverture des documents et des propositions aura lieu à 14 heures, le 30 Novembre, 1989 à l'adresse sus-mentionnée.

Direction Administrative

Companhia Aberta

C.G.C. 60.933.603/0001-78

SECRETARIA DE ENERGIA E SANEAMENTO

CESP

Le Monde DE L'EDUCATION

**Au sommaire
du numéro
d'octobre :**



enquête

ORTHOGRAPHE, LE DOSSIER DU DÉBAT

Réformer l'orthographe ? On en parle depuis plus d'un siècle. Aujourd'hui, la polémique rebondit entre les partisans et les ennemis d'une simplification. Plusieurs pays, déjà, ont rajeuni leur langue écrite ; la France suivra-t-elle ? A l'heure où les passions se déchaînent, *le Monde de l'éducation* présente les vrais enjeux du débat.

■ RENTRÉE 89 : LA RUÉE SUR LES UNIVERSITÉS

33 000 bacheliers supplémentaires en 1989 : les universités s'attendent à être prises d'assaut. Pourtant leurs capacités d'accueil restent limitées. Un réel effort d'amélioration est entrepris mais suffira-t-il à écarter les dangers qui pèsent sur cette rentrée 89 ?

■ PRATIQUE : DU RIFI DANS L'ASSURANCE SCOLAIRE

C'est la guerre sur le marché de l'assurance scolaire. *Le Monde de l'éducation* vous aide à vous retrouver dans ce maquis.

■ CULTURE : LES PERFORMANCES DES ENFANTS ACTEURS

Des cinéastes racontent leur expérience des enfants acteurs. A lire d'urgence par tous ceux qui aiment le cinéma et les enfants.

**Le Monde
DE
L'EDUCATION**

**POUR BIEN COMPRENDRE
SES ENFANTS
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR**

NUMÉRO D'OCTOBRE 1989 - En vente chez votre marchand de journaux 17 F

Refonte ou aménagement

Le Monde de l'éducation présente une enquête sur la refonte ou l'aménagement des établissements scolaires. Cette enquête est menée par des experts du domaine de l'éducation. Elle vise à identifier les problèmes posés par la refonte ou l'aménagement des établissements scolaires et à proposer des solutions. Les résultats de cette enquête seront présentés dans le prochain numéro de *Le Monde de l'éducation*.

Un bon usage de la grille

Le Monde de l'éducation présente une enquête sur le bon usage de la grille. Cette enquête est menée par des experts du domaine de l'éducation. Elle vise à identifier les problèmes posés par le bon usage de la grille et à proposer des solutions. Les résultats de cette enquête seront présentés dans le prochain numéro de *Le Monde de l'éducation*.



مكتبة الامم المتحدة

SOCIAL

Les négociations dans la fonction publique

Refonte ou aménagement

Refoote ? M. Michel Duraforé, ministre d'Etat chargé de la fonction publique, n'aime pas qu'on utilise cette formule pour qualifier le travail - heurcule - auquel vont se livrer nos ministres et les syndicats sur la grille indiciaire nationale. S'exprimant le jeudi 12 octobre devant la presse, il a affirmé que le gouvernement voulait « engager dès le mois de décembre des négociations sur l'amélioration des débouchements de carrière et la prise en compte des nouvelles qualifications dans les fonctions publiques. Mais les choses ne se passent pas en dynamitant la grille ». Ou de la « remettre à plat ».

Là où les syndicats, tous satisfaits à l'exception de la CGT très réservée, parlent de refonte.

M. Durafour répond aménagé-ment. Il est vrai que les différences ne sont pas énormes entre le fait de remanier la grille et celui de l'amender. Un remaniement peut être limité. Et un amendement peut tout changer. C'est ce qui anime M. Jean-Pierre Gualazzi, secrétaire général de la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF) à retoucher l'image du « grand coup de pied dans la fourmillière ».

Au départ, le gouvernement n'entendait traiter que le problème spécifique des catégories B et ce sont eux qui donneront le mouvement puisque le groupe de travail avec M. Bernard Pêcheur, nouveau directeur général de la fonction publique et ancien conseiller de

M. Mitterrand, se réunira dès novembre. Mais comme avec la grille tout se tient... les incidences sur les catégories A, C et D feront l'objet d'une grande négociation : d'abord sur la méthode et le calendrier - en décembre, le catégoriel « spécifique » étant renvoyé aux ministères. M. Duraffourg a précisé que la mise en œuvre de ce programme sept-annuel - sur un maximum de sept ans - sera négociée chaque année, en même temps que les hausses de salaires.

Mais les premiers effets sur la feuille de paie se feront sentir dès 1990, avec une enveloppe en deux éléments, l'un sera fixe (et déterminé selon les besoins mis en relief par la négociation). L'autre sera variable selon la croissance.

Du bon usage de la grille

A en croire l'Hôtel Matignon, le poids des du conflit des impôts n'a pas joué dans la décision d'entamer une réforme de la grille salariale de la fonction publique. Néanmoins, le gouvernement entend bien utiliser cette nouvelle ouverture pour venir à bout d'un mouvement jugé très préoccupant, mais dans lequel il est toujours hors de question de céder : les agents des finances ont beau jurer du contraire, pour Matignon, ils restent des « nantis » face aux autres salariés de la fonction publique.

Dans ces conditions, l'Hôtel Matignon compte bien que leurs revendications paraîtront déplacées et injustifiées dès lors que les syndicats de la fonction publique ont donné, leur accord pour participer aux négociations sur la grille.

La décision même d'ouvrir la négociation globale sur la grille de la fonction publique n'était pas préméditée. Au départ, le gouvernement, conformément à ce qu'il avait annoncé, souhaitait, dans un premier temps, se pencher seulement sur les problèmes de la catégorie B.

Même si M. Rocard avait annoncé depuis longtemps que l'ensemble de la grille devrait être un

jour refondu, même s'il n'était pas évident de s'en tenir à une seule catégorie, Matignon, selon l'expression d'un conseiller, « ne voulait pas, a priori, ouvrir la boîte de Pandore de la grille ».

Dans le fil des discussions avec les syndicats, cette position restrictive a été progressivement abandonnée, car, de proche en proche, cette réévaluation incluait les catégories limitrophes et aussi, dit-on, parce que FO, notamment, « accrochait » bien sur l'idée d'une refonte de l'ensemble de la grille. Au bout du compte, selon Martignon, il est apparu que le « pacte de croissance » devrait être « un instrument privilégié de modernisation de la grille ».

Cette méthode conviendrait au gouvernement, qui, conduit à engager sur plusieurs années des sommes importantes, ne se verrait pas lié par l'annonce *a priori* d'un engagement financier intangible. Elle conviendrait aussi aux syndicats à partir du moment où ils auront l'assurance d'un « seuil minimal » de sommes disponibles.

J-LA

Impasse dans la grève des finances

Deux bâtiments administratifs évacués par la police

Alors qu'aucune issue ne paraît se profiler dans le conflit des finances, le ministère de l'économie fait preuve d'une fermeté accrue. Le piquet de grève installé depuis le 26 septembre devant la salle des ordinateurs du centre informatique d'Osny, près de Cergy (Val-d'Oise), commandant le système SOFI des douanes, a été délogé sans incident par la police jeudi 12 octobre dans l'après-midi.

A Toulouse, le bâtiment de la Direction nationale des statistiques du commerce extérieur a lui aussi été évacué par les forces de l'ordre. Par ailleurs, la direction générale des impôts a demandé aux chambres de commerce, d'agriculture ou de métier de diffuser les formulaires de déclarations de chiffres d'affaires nécessaires au paiement de la TVA, provoquant ainsi une vive réaction des syndicats, qui ont dénoncé « une mesure destinée à court-circuiter le personnel en

Jeudi, plusieurs milliers de fonctionnaires des finances ont manifesté à Paris et en province afin d'obtenir des augmentations individuelles de salaires. Une nouvelle manifestation nationale aura lieu le 19 octobre à Paris.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

Limitier les excès du travail temporaire

Suite de la page 33

De plus en plus, ainsi que cela est souligné dans une étude réalisée par Tecsa-conseil en 1989, les entreprises gèrent leur personnel « de la façon la plus tendue possible, comme elles le font déjà pour leurs stocks et leur production ». Intérim et contrats à durée limitée participent d'une méthode d'« externalisation ».

Parce que la pratique devient courante, les abus se multiplient.

coûteurs, les acous se multiplient.

Il n'est pas rare de trouver des sous-traitants qui réalisent des livraisons de 25 % à 50 % de l'effectif total - surtout présents sur les postes de production nécessitant peu de qualification. Dans certains cas, ils sont même payés à la tâche - apparaît comme un moyen actif et permanent de gestion du personnel. Le recours au travail intérimaire ou aux contrats à durée déterminée est également très répandu. Les pratiques frauduleuses de déqualification des salariés sont nombreuses. De très nombreuses entreprises ne respectent pas le principe d'égalité de rémunération - avec un employé en position stable. Il y a une déqualification des salariés en fonction des conditions de versement des indemnités de précarité d'emploi que l'on « oublie » de payer ou, dans le cas des entreprises de travaux publics, de ne pas verser les indemnités de chômage aux salariés en auxiliaires de 10 %.

Même les prix réduits ne laissent aller parmi les sociétés d'entérin, comme dans les chaînes de distribution ou dans les grands magasins, note le rapport. Pour ne pas avoir à remplir leurs obligations, les employeurs « prétendent conclure des contrats saisonniers » ou ne tiennent pas compte « des règles relatives au renouvellement et à la succession de ces contrats ».

« De cette manière, les salariés sont maintenus au moyen d'une multitude de contrats qui se suivent les uns sur les autres, sans espoir d'embauche définitive », notamment dans le bâtiment et l'industrie automobile. Ailleurs, on utilise « le contrat de travail à

durée déterminée comme période d'essai » et il arrive même qu'une société d'interim passe un accord avec une entreprise pour s'assurer « d'une durée minimale de placement avant l'embauche du salarié ». « Certaines entreprises de travail temporaire organisent même de véritables épreuves de sélection professionnelle » pour satisfaire aux besoins, se transformant ainsi en cabinets de recrutement.

Des conséquences inquiétantes

« Il y a une tendance manifeste à la diffusion de l'abus », dit-on au ministère du travail, où l'on a constaté, par exemple, la dégradation du marché du travail. « Par exemple, nous ne pouvons admettre cette extrémité qui consiste à considérer que la précarité est inévitable, qu'elle est induite par la reprise de l'activité économique encore incertaine et qu'elle interdirait la création d'emplois nouveaux. » On ne peut pas, on, en travail précaire et les heures supplémentaires sont devenus des « substituts » à l'aménagement du temps de travail et le recours à une « externalisation de la fonction de gestion du personnel » correspond à l'absence de « modernisation

Nantis de ce bilan auquel ils ont collaboré par leurs apports respectifs, les différentes parties prenantes de ce dossier — patronat, syndicats et groupe socialiste, lequel qui vient de déposer une proposition de loi — vont devoir se concerter et négocier avec M. Jean-Pierre Soisson pour aboutir à des propositions concrètes de règlement. A force de nouvelles, on ne désespère pas, au ministère du travail, d'aboutir à une réponse consensuelle qui pourrait prendre la forme d'un projet de loi. Théoriquement, le dossier devrait être bouclé avant la fin de l'année.

ALAIN LEBAUDE

– 4, Rue Gaillon,
ce sont
des hommes d'affaires
qui vous reçoivent,
qui vous écoutent,
qui vous conseillent.

A la Banque de l'Union Européenne,
nous sommes convaincus
que le premier service qu'une banque
peut rendre à ses clients,
c'est de partager avec eux les qualités qui font
les hommes d'affaires.
Et qui font réussir les affaires.
Parce qu'ils privilégient l'imagination,
la souplesse,
parce qu'ils sont experts dans leur métier,
les hommes
de la Banque de l'Union Européenne
donnent une autre dimension à vos affaires.

**BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE**

GROUPE CIO

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**PLUS DE 220 MILLIONS
DE FRANCS DE LOYERS
EN 1989**

Le conseil d'administration de SILIC s'est réuni le 9 octobre 1989 sous la présidence de Monsieur André Mouly.

Le conseil d'administration a examiné les comptes arrêtés au 30 juin 1989; il leur approuve un résultat courant de 75 736 405,47 francs contre 71 566 643,58 francs en 1988.

Les loyers prévisionnels de l'exercice 1989 devraient être supérieurs à 220 MF et, en l'état actuel des hypothèses retenues, sauf événement exceptionnel, le résultat de l'exercice devrait permettre de servir un dividende de 47,40 francs contre 44,50 francs sur l'exercice précédent, soit une progression de 6,50 %.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires sera prochainement convoquée en vue de compléter les autorisations données au conseil d'administration en vue d'éventuels appels au marché financier.

Jean-Marie Chauvrier

**URSS :
Une société
en mouvement**

Un regard libre sur
un pays en quête
de libertés.

Claude JULIEN, Dir. Monde
Diplomatique (in prêtée)

Un livre riche et un
excellent rapport.

Francis SCHLOSSER,
Le Nouvel Observateur

420 p., 139 F.

éditions de l'aube



INTERNATIONAL METAL SERVICE

**Forte progression du résultat net
au 1^{er} semestre**

Chiffres consolidés (en millions de francs)	Premier semestre		Variation
	1988	1989	
Chiffre d'affaires hors taxes	1 142	1 446	+ 27 %
Résultat courant avant impôt	81	153	+ 89 %
Résultat net	42	80	+ 90 %

Le Conseil d'Administration d'IMS s'est réuni le 10 octobre pour examiner les comptes du premier semestre de l'exercice 1989.

La forte progression des résultats enregistrée au 1^{er} semestre 1989 par rapport à la même période de 1988 s'explique principalement par les raisons suivantes :

- une conjoncture économique soutenue sur l'ensemble des pays européens où IMS intervient ;
- la poursuite de l'enrichissement de la gamme des spécialités à haute valeur ajoutée ;

Les résultats enregistrés au 1^{er} semestre et les tendances actuellement constatées permettent de confirmer les prévisions - faites lors de l'Assemblée Générale du 25 mai dernier - d'un résultat net consolidé 1989 supérieur à 140 millions de francs, traduisant une augmentation de plus de 60 % par rapport au précédent exercice.



Les conditions financières de la cession, au GROUPE CASTORAMA, de la participation majoritaire de 65 % que le GROUPE CASINO possédait dans la Société de bricolage OBI sont désormais arrêtées.

Le montant de la plus-value dégagée par cette opération, compte tenu des frais et charges prévisibles, sera légèrement supérieur à la charge exceptionnelle correspondant à l'indemnité de départ de PARIDOC prise en compte dans les résultats consolidés de Groupe du 1^{er} semestre 1989 (50 millions de francs).

Information permanente : 3615 code AVISO.

GROUPE TOTAL

TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

communiqué

COMPTES AU 30 JUIN 1989

Le Conseil d'administration de TOTAL Compagnie Française des Pétroles, dans sa séance du 10 octobre 1989, a examiné les comptes du 1^{er} semestre 1989, tant pour le groupe consolidé que pour la maison-mère.

Résultats consolidés

en millions de francs (MF)	1 ^{er} semestre 1988	Année 1988	1 ^{er} semestre 1989
Chiffre d'affaires	40.027	83.290	51.131
Marge brute d'auto-financement	2.636	7.153	5.635
Résultat de l'ensemble consolidé	320	1.955	2.293
Part des minoritaires	- 83	- 476	- 386
Résultat (part du Groupe)	237	1.479	1.907

Le chiffre d'affaires est en augmentation du fait de la hausse des prix du pétrole et du dollar américain et aussi de la progression des tonnages.

La marge brute d'auto-financement et le résultat comprennent l'incidence positive d'un effet de stock estimé à 1.700 MF (dont 1.470 sur la part du Groupe), provenant de la hausse des prix. L'effet de stock avait joué en sens contraire en 1988. Il avait été négatif de - 390 MF au 1^{er} semestre et - 600 MF pour l'ensemble de l'année (dont - 580 sur la part du Groupe). Le secteur de l'exploration et de la production pétrolière a bénéficié de la remontée des prix, sauf aux Etats-Unis où le prix du gaz est resté à un niveau faible.

La MBA et les résultats du secteur du raffinage et de la distribution ont connu un net rétablissement par rapport à l'année passée. Les marges instantanées ont

en effet été positives malgré la remontée du prix du brut, de sorte que le résultat comptable a été supérieur à l'effet de stock.

La branche "chimie" qui inclut notamment le groupe Hutchinson, marque une nouvelle progression.

Résultats de la société-mère

Le bénéfice de TOTAL CFP, société-mère, s'établit à 652 MF contre 465 MF au 1^{er} semestre 1988 et 1.022 MF pour l'ensemble de l'année 1988.

Il comprend 839 MF de dividendes encaissés sur un total de 1.520 MF à recevoir en 1989. Au 30 juin 1988, les dividendes reçus avaient été de 891 MF pour un total de 1.672 MF. Les dotations aux provisions ont été de 348 MF.



MINITEL 3614 TAPÉZ TOTALCFP

FONDS ET SICAV DE CAPITALISATION.

Les fonds et sicav de capitalisation ont ceci d'intéressant qu'ils ne versent pas d'intérêts.

Les intérêts viennent augmenter votre capital en étant automatiquement réinvestis et vous ne payez aucun im-

LA CAPITALISATION: QUEL INTERET?

pôt pendant la durée de vos placements.

A la BRED, de nombreux fonds et sicav permettent ainsi une valorisation de votre capital à court ou long terme.

Pour toutes informations:
votre agence BRED ou Jean-

Marc Hauton, BRED 8461, 124, rue de
Provence, Paris 8^e Tél. (1) 45 22 57 12.



PICARD ÉDITEUR
82, rue Bonaparte, 75006 Paris



par Bernard MAUREY

Codéon Pavillon de l'Arsenal
à l'occasion de l'exposition
"Le Ier à Paris" au Pavillon de l'Arsenal
du 9 mars au 21 mai 1989
Un volume 18 x 26, 240 pages,
130 illustrations dont 40 en couleurs,
broché, 198 F.

Vient de paraître
la 2^e édition revue de
**LA CONSTRUCTION
ROMAINE**
Matériaux et techniques
par Jean-Pierre ADAM
Collection Grands manuels Picard
Un volume 22,5 x 27, 468 pages,
750 illustrations, relié, 350 F.

**Arlette
Gordon**
**Quand
s'arrêtent
les tambours**

ROMAN

Signature Arlette Gordon
le mercredi 11 octobre
de 17h à 20 heures
au DRUGSTORE PUBLICIS
133, av. des Champs-Élysées

Stock

Un livre fascinant. Arlette Gordon a une
caméra au bout de son stylo.

ALEXANDRE ASTRUC - PARIS-MATCH

Une petite merveille.

LE JOURNAL DU DIMANCHE

Se lit avec frénésie. RTL

Amour, magie, musique se conjuguent
avec bonheur.

TELE 7 JOURS

L'allégresse d'écriture d'une conteuse née.

FIGARO MADAME

Stock

**1939 - 1940
L'ANNÉE TERRIBLE**

Rassemble dans un seul
journal illustré de
nombreuses photos inédites,
les 36 épisodes du conflit
qui de l'été 1939 dans
le Monde a raconté les moments-clés de cette année terrible.

De l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht à la bataille de
Marvik, de la « drôle de guerre » à la destruction de la flotte à
Mers-el-Kébir, de la rencontre Pétain-Hitler à Montoire aux
lois antijuives de Vichy, Jean-Pierre Azéma retrace les méca-
nismes de l'effondrement militaire, politique et moral d'un
pays qui était l'un des plus puissants de l'Europe.

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE - 40 pages - 22 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

1939-1940 : L'ANNÉE TERRIBLE

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

NOMBRE D'EXEMPLAIRES : _____ x 27 F, frais de port inclus = _____ F.

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter. Bulletin et règlement à renvoyer
à : Le Monde, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75437 Paris Cedex 08.

مكتبة الإصدار

ÉCONOMIE

SOCIAL

Malgré l'opposition de la CGT à l'évacuation

Les négociations vont s'ouvrir entre la direction de Peugeot et les syndicats

NOUS DEVONS
ANNONCER LA PROCHAINE
REMISE EN ROUTE DES
CERCELS DE QUALITÉ.



En votant le jeudi 12 octobre à une large majorité (589 voix pour, 193 voix contre) l'évacuation de la forge, les grévistes de l'usine Peugeot de Mulhouse ont infligé un indiscutable revers à la CGT qui, depuis une semaine, tentait de bloquer le processus de conciliation engagé par M. Francis Blanchard, l'ancien directeur général du Bureau international du travail. Pour les cégétistes, accepter de quitter l'atelier occupé depuis le 27 septembre signifiait renoncer à un moyen de pression essentiel. Les salariés qui se sont exprimés jeudi (à peine plus de la moitié des grévistes officiellement recensés par les syndicats...) ont préféré jouer le jeu de la négociation tout en poursuivant la grève.

Cet échec n'a pas empêché M. Henri Krasnicki, secrétaire général de la CGT - qui s'est personnellement beaucoup engagé dans ce conflit - de considérer que son organisation sera « le porte-parole des exigences des salariés » et de mettre en avant la revendication d'une augmentation de 1 500 francs par mois.

Désormais acquiescentes, les négociations, qui devaient débiter vendredi 13 octobre à 13 h 30 au siège

de PSA, à Paris, simultanément à l'évacuation de la forge, s'annoncent difficiles. La direction de Peugeot, qui reste ferme sur les positions exprimées à plusieurs reprises par M. Jacques Calvet, PDG de PSA, n'en a pas accepté le principe que contraindre et forcer. La firme, qui devait être représentée, lors de cette séance, par M. Roland Vardanis, directeur central du personnel d'Automobiles Peugeot, risque de n'avoir pas grand-chose à proposer. Au moins, le canevas préparé par le conciliateur autour de quatre thèmes (bas salaires, critères d'individualisation des salaires, qualifications et intéressement) permet-il de donner un contenu à la discussion bien que la CGT n'entende pas tenir compte « des prétendues propositions du conciliateur ».

L'ouverture de ces négociations, même si rien ne garantit qu'elles puissent aboutir, constitue malgré tout un élément de détente non négligeable. Il a fallu attendre plus de cinq semaines de grève, plus de deux semaines d'occupation de la forge et la perte de plus de 45 000 véhicules pour en arriver là.

J.-M. N.

LOGEMENT

La CNL demande un blocage des loyers en 1990

La Confédération nationale du logement (CNL), la plus importante association de locataires, a demandé jeudi 12 octobre, au cours d'une conférence de presse, que le gouvernement décide pour 1990 un blocage des loyers à leur niveau actuel. M. Jean-Pierre Giamco, président de la CNL, affirme que le gouvernement a la possibilité d'imposer un tel gel des loyers, en raison de la « majorité de gauche » dont il dispose à l'Assemblée nationale.

Quant au plan gouvernemental en faveur du logement des plus démunis, M. Giamco estime que « ce n'est pas par le biais de l'assistance dans le secteur du logement qu'on aide les démunis, mais avec un bon boulot et un bon salaire ». Il a de plus souligné qu'une partie des fonds destinés à ce plan proviennent du 1° logement, ce qui amène les salariés, par ce « salaire différé », à contribuer au logement des plus démunis.

(Publicité)

AVIS

PRÉFECTURE DE L'AIN, DU RHONE ET DE L'ISERE

- Ligne électrique à 1 circuit 400 KV LA BOISSE - LE CHAFFARD.
- Modification des plans d'occupation des sols des communes de JONS et COLOMBIER-SAUGNIEU du département du RHONE.
ENQUÊTE PUBLIQUE POUR LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DES TRAVAUX DE L'OUVRAGE SUSVISÉ

Les Préfets des départements de l'AIN, du RHONE et de l'ISERE, informant le public qu'il sera procédé du 30 octobre au 1^{er} décembre 1989 à une enquête publique portant d'une part sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne à circuit 400 KV - LA BOISSE - LE CHAFFARD et d'autre part sur la modification des plans d'occupation des sols des communes de JONS et COLOMBIER-SAUGNIEU dans le département du RHONE.

M. EISENSTEIN, N. GUYEN et PLANTIER ont été désignés par le président du tribunal administratif de GRENOBLE, pour siéger au sein de la commission d'enquête.

M. EISENSTEIN a été nommé président de la commission d'enquête.

Le siège de la commission d'enquête est fixé à la Préfecture de l'Ain où toutes observations pourront être présentées par écrit.

Les pièces des dossiers d'enquête publique seront déposées du 30 octobre au 1^{er} décembre 1989 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture :

- à la Préfecture de l'AIN, du RHONE et de l'ISERE.

- à la sous-Préfecture de VIERRE et LA TOUR-DU-PIN.

- dans les mairies de LA BOISSE (01), NIEVROZ (01), COLOMBIER-SAUGNIEU (69), JONS (69), VILLETTE-D'ANTHON (69), JANNEYRAS (69), SATOLAS-ET-BONCE (69),

intéressées par le projet et dans les mairies de MONTLIER (01), MEZZEY (01),

PONT-DE-CHERUY (69), la VERVILLIÈRE (69), chef-lieu de canton.

Afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquêtes ou les adresser par écrit à la commission d'enquête au siège de l'enquête précité.

Les membres de la commission d'enquête recevront les intéressés qui le demandent de 9 h à 12 h :

JONS le 24 novembre 1989

SATOLAS-ET-BONCE le 24 novembre 1989

JANNEYRAS le 27 novembre 1989

VILLETTE-D'ANTHON le 28 novembre 1989

NIEVROZ le 29 novembre 1989

LA BOISSE le 30 novembre 1989

COLOMBIER-SAUGNIEU le 1^{er} décembre 1989

INDUSTRIE

Les échanges internationaux d'acier

Accord entre la CEE et les Etats-Unis sur les quotas sidérurgiques

La Communauté européenne et les Etats-Unis sont parvenus à un compromis sur les quotas d'exportation d'acier européen vers les Etats-Unis, a annoncé, le jeudi 12 octobre, un porte-parole de la CEE.

Dans un premier temps, la CEE, qui estime que les Etats-Unis devraient libéraliser leur commerce de l'acier, avait refusé la prorogation de l'accord de 1982, déjà prolongé en 1985 et qui expirait fin septembre. Au fil de la négociation, la CEE a accepté un accord valable deux ans et demi, qui constitue, d'après le porte-parole européen « une étape crédible pour libéraliser le marché de l'acier ». Les Etats-Unis, eux, souhaitent un accord pour une durée de cinq ans.

En ce qui concerne le quota alloué aux exportations européennes pour leurs exportations sur le marché américain, il passe de 6,68 % à 7 %. En tonnage, la hausse représente 300 000 tonnes sur une quantité globale d'environ 6 millions de tonnes. Il faut cependant noter que les sidérurgistes européens ne rem-

plissent pas leurs quotas actuels. En effet, leurs exportations pour l'année vers les Etats-Unis devraient atteindre 4,5 millions de tonnes, soit 4,9 % du marché au lieu des 6,68 % autorisés. Par ailleurs, la part du marché américain réservée aux importations est en baisse. Elle représente 18,4 % de ce marché, contre 30 % il y a cinq ans.

Les Douze doivent maintenant se mettre d'accord sur la répartition entre eux de ce quota global. La Commission propose de s'en tenir aux parts actuelles, mais la plupart des pays réclament des augmentations, en particulier les Britanniques et les Allemands. D'après le porte-parole européen, les discussions devraient cependant être facilitées par la durée limitée de cet accord qui devrait être le dernier de ce type.

Parallèlement à la reconduction de cet accord, les Etats-Unis et la CEE négocient un code de bonne conduite demandé par Washington en matière d'aides, pour faciliter la libéralisation des échanges d'acier.

En rejoignant le directoire d'Eureka 95

Le Finlandais Nokia adhère au projet européen de télévision à haute définition

Le club très fermé des groupes industriels participant au développement de la télévision à haute définition (TVHD) s'élargit. Le groupe finlandais Nokia vient en effet de rejoindre le directoire d'Eureka 95, organisme en charge du projet européen de recherche sur la TVHD. Nokia, troisième fabricant européen de téléviseurs (marques Océano, ITT, Schaub-Lorenz, Salora, Luxor, Graciz, Sonolor), devient ainsi le quatrième membre « A » du directoire d'Eureka 95, aux côtés de Philips (Pays-Bas), Thomson (France) et Bosch (RFA).

Ce projet de développement de la TVHD en Europe est considéré comme l'un des plus importants sur les 250 qui ont reçu le label Eureka. Pour sa première phase, une enveloppe d'environ 1,4 milliard de francs a été débouclée.

L'objectif est de développer un standard européen de télévision compatible avec les systèmes actuels de transmission et de réception. Cette norme, qui devra impérativement être exploitable au niveau mondial, est fondée sur la technologie HD-MAC, destinée à succéder à la norme D2-MAC. Paquets, testée en grandeur nature,

notamment sur les satellites de télévision directe français TDF-1 et allemand SAT 2. L'évolution vers le nouveau standard se fera en quatre étapes au cours de la prochaine décennie.

Par sa qualité, la TVHD fournira des images comparables au cinéma 35 mm. Elle devrait, d'autre part, trouver de nombreuses applications dans l'industrie graphique, en imagerie médicale et dans plusieurs autres domaines. Les premiers essais de TVHD sont prévus à l'occasion des Jeux olympiques de Barcelone et d'Albertville en 1992. L'entrée de Nokia témoigne de la volonté européenne de mener le projet de TVHD à son terme.

□ Automobile: Toyota veut doubler sa capacité de production aux Etats-Unis. - Toyota, premier constructeur japonais d'automobiles, entend doubler sa capacité de production aux Etats-Unis pour la porter de 360 000 véhicules actuellement à 750 000 vers 1995. Additionnée aux importations en provenance du Japon, cette production porterait ses ventes de 950 000 à 1,5 million de voitures.

AIMPES
France par AIRTEL Organisé par
VTD MIPEL - Marché International
de la Maroquinerie Cote d'Ivoire (CI)
20122 MILANO TEL: 02/4801510
TE: 15124 FAX: 02/4801510
Site de la manifestation
02/28

LE CUIR AVANCE AVEC LE MIPEL.

DU 20 AU 23 OCTOBRE 1989

Au 56^e MIPEL défileront devant vos yeux
ébahis les sacs, les valises et les accessoires
en cuir conçus dans la meilleure tradition de
la maroquinerie italienne. C'est à Milan et nulle
part ailleurs que vous pourrez avoir un avant-

56^e
MIPEL

goût de la mode printemps-été 90. En maro-
quinerie, MIPEL est le rendez-vous de l'année
à ne pas manquer. Entrée
réservée aux professionnels - Vendredi - Samedi -
Dimanche de 9 h à 18 h. Lundi de 9 h à 15 h.

LE MONDE A FLEUR DE PEAU

AFFAIRES

Les vingt ans de Roux-Séguela-Cayzac-Goudard

La bande des quatre au château de Versailles

Le groupe RSCG célèbre samedi 14 octobre son vingtième anniversaire au château de Versailles. Le groupe publicitaire fondé en 1969 a réalisé en 1988 une marge brute de plus de 1 milliard de francs et emploie 2 400 salariés à travers le monde. Une véritable *success story* à la française. Mais les quatre musquetaires entrés dans les eaux de la sérénité vont maintenant devoir réfléchir à la postérité de leur groupe.

Il y a vingt ans, ils rêvaient d'être d'éternels Bonapartes, de franchir un pont d'Arcole à chaque nouvelle campagne et de conquérir des terres étrangères, propices à de nouvelles conquêtes, du haut des buildings de Manhattan. Mais les années ont passé. Manhattan séduite et les campagnes programmées, ils se découvrent une âme de Louis XIV, épris de faste et de volupté, songeant aussi de se trouver un dauphin.

La bande des quatre du groupe RSCG — R pour Bernard Roux, S pour Jacques Séguela, C pour Alain Cayzac et G pour Jean-Michel Goudard — ne dédaigne pas, après avoir fait figure de tribuns, d'afficher une sérénité nouvelle et d'avouer des soucis d'entrepreneurs préoccupés par la relève. « Nous n'avons pas envie d'être les Alain Poirer de la publicité », sourit Alain Cayzac, l'homme du marketing et de l'Hexagone. « Nous entrons dans une société d'harmonisation, affirme pour sa part la célèbre Séguela. Un publicitaire doit savoir se couler dans son époque. Mais les années n'ont pas entamé notre dynamisme, ni notre créativité ».

Rien ne destinait ces quatre musquetaires à unir leurs repères. Tout part de mai 1968. Jacques Séguela, après avoir décroché un doctorat en pharmacie « pour faire plaisir à son père », après avoir bouclé une balade Périgord-Karschi en 2 CV (déjà Citroën...), puis un tour du monde dont il ramène un livre, *Le Tour du monde*, qui lui vaut en 1961 le Prix de Littérature sportive, après avoir

tâté de la presse à *Paris-Match* et à *France-Soir*, s'engage ferme dans l'agence Axa publicité. L'auteur de *Ne dites pas à ma mère que je suis dans la pub...* respire l'air des pavés. Bernard Roux, lui, officier de marine lyonnais reconverti dans l'industrie textile, avant de passer à la publicité chez Axa, participe au défilé gailliste du 30 mai. Tous les deux, après avoir essuyé le refus de leur patron de les associer au capital de son agence, décident, en 1969, de créer leur propre enseigne.

Elle démarre vraiment sur un scandale. La jeune agence fait paraître un encart dans *L'Express* vantant les moteurs de bateau Mercury. La photo ? Celle du président Pompidou à la barre, coiffé du slo-

clients. « Procter entra chez Dali », Alain Cayzac oriente les choix de Jacques Séguela, le créatif bouillonnant, et de Jacques Roux, le financier, vers les produits grand public. « Je suis allé voir mes amis « proctériens » qui ont fait confiance au trio », note sereinement le troisième homme. En 1976, un autre « proctérien », lui aussi diplômé d'HBC, intègre la bande : c'est Jean-Michel Goudard.

Un munition des médias

Cette année est à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire de RSCG. Elle passe du rang d'agence moyenne au deuxième

embaucher des vedettes, leur offrir des moyens audiovisuels. Donc racheter, se développer. La bande des quatre fait rimer. Elle s'installe en province alors qu'Havas y règne en maître, affronte les marchés étrangers. « Tous le monde nous prenait pour des fous », se souvient Alain Cayzac.

Face au succès montant de RSCG, les professionnels de la publicité écarquillent les yeux et finissent par mettre chapeau bas. La philosophie, c'est la *star strategy* : une marque a un style, un caractère, une histoire, à l'instar d'une personne. Il s'agit de cerner ses caractéristiques et de construire des campagnes capables de durer. Que ce soit Citroën, le Club Méditerranée, le Crédit agricole, Woolite, Manpower, etc., la mayonnaise prend, servie d'ailleurs à la louche par Jacques Séguela, qui s'introduit grand communicant parmi les communicants.

De décennie en décennie, il virevolte parmi les mots, les concepts et les images, publiant ici des livres (*Ne dites pas à ma mère... Hollywood love plus blanc, Fils de pub, Demain il sera trop star*), apparaissant là dans des émissions de télévision (« Samedi une heure », sur Canal Plus). Fétichiste des initiales, il décroche que les années 70 seront celles des trois « E » (comme Éléonore, Éric, Enrichissement), puis que les années 80 seront celles des trois « R » (Risque, Rire, Réve).

Pétards et jeux d'artifice

Mais dans l'ombre de ce grand munition des médias, que toute la France découvre en 1981 avec la fameuse campagne de François Mitterrand « La France rassemble », le groupe grandit. Il compte aujourd'hui plusieurs filiales à l'étranger, dont trois aux États-Unis, deux en Grande-Bretagne. Il a pris pied au Maroc, en Allemagne, en France, en Suède, en Espagne, en Autriche, etc., et a acquis, via Media Cosmos, la régie de l'ensemble des journaux professionnels soviétiques, avant de se lancer bientôt en Asie. Il s'est diversifié dans le hors-médias, grâce auquel il réalise presque 50 % de son chiffre

d'affaires. Et compte deux mille quatre cents salariés. Seul regret de la bande : ne pas avoir — encore — décroché quelques budgets vedettes (BSN, Air France ou la SNCF).

La croissance et l'âge venant, les quatre musquetaires, qui touchent à peu de chose près le même salaire mais ne détiennent pas la même part de capital (« C'est la prime aux deux pionniers, Roux et Séguela », note Alain Cayzac), se sont répartis les responsabilités au sein du groupe : Bernard Roux aux finances, Jacques Séguela à la

création, Alain Cayzac au marketing et à l'activité France, Jean-Michel Goudard à l'international. Ils seraient prêts, le cas échéant, à s'adjoindre un cinquième homme. Mais il n'y a pas d'urgence.

Les vingt ans de RSCG, célébrés à Versailles, sont la dernière fête de la bande des quatre. Une fête qui coûtera au bas mot 4 millions de francs, mais où seront conviées deux mille cinq cents personnes (publicitaires, annonceurs, journalistes, etc.), de France et d'ailleurs. La profession, étonnée, applaudit à la fête et à la réussite d'un groupe qui a su vieillir en gagnant en sérénité et en remuant ses pédales et ses feux d'artifice au vestiaire de la cour d'honneur.

« RSCG a accompli un parcours remarquable, bâti à la fois sur le talent et la provocation, leurs deux ingrédients. Maintenant, il leur faut réussir leur institutionnalisation », fait remarquer Maurice Lévy, président du directeur de Publicis. « RSCG n'a jamais fait une aussi bonne campagne que celle lancée à l'occasion de ses vingt ans, note Benoît Deveriaux, directeur de création chez Saatchi and Saatchi. Ils ont le sens de la création et la volonté de prendre des positions courageuses : en lançant leur campagne produits libres Carrefour, par exemple. Ces vingt ans sont ceux de publicitaires qui ont aussi porté un éclairage sur notre métier, qui l'ont fait parler. » « C'est une réussite exceptionnelle », estime Richard Dervin, PDG de DDB Needham. RSCG n'a peut-être plus la créativité folle des débuts, mais le groupe colle davantage aux produits qu'il vante, il en revient aux grands principes de la publicité. »

Et Jacques Hébert, PDG de J. Walter Thompson France, de conclure : « RSCG a été porteur de bombes, aujourd'hui il est le parcours normal d'un entrepreneur. Un peu à l'image de Jules Méline, qui, sous la III^e République, expliquait que sa politique avait évolué de la médiane, un explosif, au médiane. »

Fort de leur succès et de leur puissance, les quatre musquetaires de RSCG vont devoir maintenant écrire Vingt Ans après.

YVES-MARIE LABÉ

RSCG DANS LE MONDE

MB 1989 : 580 MF (est.)

● RSCG Europe (hors France)

MB 1989 : environ 360 MF

— sans la Grèce et le Portugal

— Grande-Bretagne : 72 % de Colman RSCG Group ; 26 % de Woolams Moira Gaskin O'Malley (MB 89 : 88 MF)

— RFA : 51 % de RSCG Butter Rang (83 MF)

— Belgique : 51 % de Garbarel RSCG (30 MF)

— Suisse : 100 % de RSCG Appenzel (12 MF)

— Italie : 51 % de RSCG Mezzano Costantini Mignani (65 MF)

— Espagne : 51 % de Leimov RSCG (34 MF)

— Autriche : 69 % de RSCG Jacob & Schwann (13 MF)

— Suède : 51 % de RSCG Stockholm Havi (43 MF)

— Pays-Bas : 51 % de Goedeke Oelmeers RSCG (43 MF)

— Maroc : 51 % de RSCG Klem (7 MF)

— Grèce et Portugal : prochainement annoncés.

● RSCG USA

MB 1989 : environ 220 MF

— Chicago : 70 % de Tatham Laird & Kudner

— New-York : 51 % de Messner Vetter Burger Carey Schmetterer et 51 % de Lally McFarland Partello

gan « Bravo Monsieur le président ! ». La page devra être rattachée dans 500 000 exemplaires, pour éviter une saisie. Mais l'agence est lancée. Ce « coup » a été comploté. De surcroît, les deux fondateurs ont été rejoint en 1972 par Alain Cayzac. Diplômé d'HBC, il est passé par d'autres agences avant de croiser la route de ceux qu'il avoue avoir pris, à l'époque, « pour un fou furieux et un bandit ». Alain Cayzac, bon connaisseur des budgets grande consommation, formé à l'école Procter et Gamble, les grands les-siviers américains, permet à la petite agence de diversifier ses

rang, en absorbant Delpire et Adam-Ossard-Goudard : elle s'implante en province (à Toulouse, Nantes, Marseille, après s'être prudemment installée à Lille, Lyon, Bordeaux et Montpellier). Le nombre de salariés s'est accru, de trente-cinq à cent cinquante. La bande des quatre décide alors d'être véritablement des entrepreneurs.

Pour cela, ils adoptent un axe de développement et une philosophie. L'axe, ce sera la croissance tous azimuts. « La taille n'est pas incompatible avec le talent », affirme Alain Cayzac. Si on veut rester créatif, il faut pouvoir

Les ambitions internationales du groupe publicitaire passent par la Bourse

Pour son vingtième anniversaire, RSCG fait très fort : sans y être obligé, puisqu'elle n'est pas cotée en Bourse, une agence de publicité, tricolore en France, publie ses comptes. C'est la première fois que des spécialistes de la communication se livrent ainsi publiquement à ce strip-tease financier. Et l'on voit apparaître à cette occasion à côté de Jacques Séguela, dont on a parfois regretté les excès en la matière, un nouvel homme médiatique : Bernard Roux, ancien officier de la Royale, le financier et PDG du groupe. Un financier au cœur tendre si l'on en juge par l'immense poster qui orne son bureau : la photographie de ses sept enfants veille sur son travail, à l'arrière-plan, dans l'arrière-plan, dans l'arrière-plan.

Bernard Roux est convaincu de la nécessité de se garantir contre d'éventuelles OPA : le super-holding financier lousens (RCK) est intégralement entre les mains des associés qui ont donné son nom à RSCG : Bernard Roux et Jacques Séguela en détiennent chacun 36 %, Alain Cayzac, 18 % et Jean-Michel Goudard, 10 %. Il contrôle à 78 % le holding opérationnel qu'est RSCG, aux côtés d'institutionnels (Banexi, Compagnie de Prebourg, du groupe Agil, Caisses des dépôts, CNP, Crédit national) à hauteur de 17 %, les 5 % restants étant dans les mains des cadres supérieurs du groupe. A son tour, RSCG détient 75 % de RSCG-France, 51 % de RSCG-Europe et 100 % de RSCG-USA. Chacune de ces entités, ainsi que trois autres, plus transversales, consacrées aux autres activités de la « communication » (création, régie, édition, images...) contrôlent majoritairement 102 filiales et sous-filiales.

Dans l'organigramme publié le 13 octobre, seules deux de ces filiales échappent à la règle : Adre ABC (44 %) et Edifrance Publicité (49 %), où les participations sont minoritaires. Bien sûr, au fil du temps, pour assurer le développement externe et interne, comme les ambitions du groupe sont grandes, le capital d'origine se dilue, mais la règle des 51 % en cascade devrait être respectée. Il y a de la marge.

La règle est aussi d'associer les grands cadres — les « managers » — au capital. Sur les 2 400 collaborateurs qu'emploie le groupe, 185 ont le statut de « partenaires associés », 147 en France, dans les

diverses structures, 21 en Europe, et 17 aux États-Unis.

Selon le commissaire aux comptes (1), RSCG a réalisé en 1988 une marge brute (2) dépassant légèrement le milliard de francs (1 012,6 millions) et un bénéfice net consolidé de 78,4 millions de francs, dont 53,2 millions pour la part du groupe. La progression de la marge brute par rapport à 1987 (où elle s'établissait à 622,4 millions de francs) est de 38,5 %, tandis que le bénéfice (29,9 millions de francs en 1987) a été multiplié par plus de deux et demi.

Un peu moins de la moitié de cette progression, 15 % environ, est

due à la croissance interne, tout à fait comparable à celle de la branche publicitaire en général. Le reste est « externe », par rachat d'entreprises en France et à l'étranger.

En 1989, la progression escomptée est du même ordre, puisque M. Roux table sur une marge brute de 1,4 milliard de francs, grâce notamment au rachat de deux agences américaines (Tatham Laird & Kudner, le 15 décembre 1988, et LMP en juin dernier, et d'une agence britannique, WMGO, en février).

L'ambition avouée est de continuer sur le même rythme en France comme à l'étranger. En

France, bien que le territoire national soit très converti (la moitié des filiales et sous-filiales du groupe y sont situées), il existe encore des agences moyennes (20 à 25 millions de francs de marge brute) qui peuvent ressentir le besoin d'avoir accès à un réseau international pour satisfaire la demande de leurs clients. En Europe ensuite, RSCG est présent en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Belgique, en Suisse, en Italie, en Espagne, en Autriche, en Suède et aux Pays-Bas, mais cette présence a tout intérêt à s'intensifier. Aux États-Unis, où le groupe ne peut songer de limiter sa présence à deux, trois ou quatre filiales. On n'existe vraiment aux États-Unis qu'en étant présent sur toute l'étendue du territoire. Et RSCG en est encore loin. Partout, les équipes du groupe sont à l'affût des occasions possibles.

reciproquement. La volonté de RSCG serait d'y aller « le plus vite possible », mais le problème, là, n'est pas financier, mais humain. Trouver sur place des hommes prêts à se lancer dans l'aventure n'est pas simple, les plus qualifiés ayant d'autres ambitions, et trouver en Europe des hommes de marketing et de conseil prêts à aller vivre plusieurs années au-delà du rideau de fer, même s'il ressemble de plus en plus à de la dentelle métallique, n'est pas simple non plus.

Pour une telle croissance externe, il faudra de l'argent, beaucoup d'argent. Et l'on pense de plus en plus, chez RSCG, à s'introduire en Bourse, mais pas avant le printemps 1991. Commencer à publier les comptes un an et demi à l'avance est un bon entraînement, qui accroit la crédibilité du groupe dans le public et auprès des investisseurs éventuels. Cependant, l'introduction en Bourse n'est pas un but en soi. « Je l'ai toujours dit, affirme avec force Bernard Roux, la Bourse est un moyen, pas une fin. Si nous avons besoin de capitaux, si on pense que le meilleur moyen, c'est la Bourse, alors on ira en Bourse. »

On ne peut en douter, RSCG aura besoin de capitaux, de toute façon.

JOSÉE DOYÈRE

"43 % des Français déclarent avoir peur de la Science". Parlons-en !

FORUM DE LA COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

UNE ANIMATION PERMANENTE

Dans l'espace d'exposition seront présentées et discutées les dernières innovations scientifiques et technologiques (projets, matériels, programmes, vidéos, etc.). Entreprises, organismes publics, instituts de formation, de recherche, collectivités locales, laboratoires, universités, associations seront présents pour communiquer avec vous en direct. Vous pourrez trouver aussi une très large sélection d'ouvrages et de revues scientifiques, pour tous les âges, dans la librairie.

Enfin, des prix seront attribués par le Conseil Général et la Revue "Avancées", pour distinguer les initiatives qui contribuent au développement de la culture scientifique et technique.



Mercredi 18 octobre / 18 h : le rôle de l'école dans la promotion de la culture scientifique. 18 h : quel rôle pour la télévision. Pourquoi elle aime mieux le plus ? Jeudi 19 octobre / 15 h : quelle contribution et quel avenir pour les institutions culturelles ? (CNAM, Villet, MUSEUM...) 18 h : la presse écrite, l'édition, etc., sont-elles des médias adaptés au développement de la culture scientifique ? Vendredi 20 octobre 15 h : demain, quelle Europe de la communication et des échanges ? Ces débats seront animés grâce à la participation de nombreuses personnalités du monde scientifique et universitaire.

18 - 22 Octobre 1989 de 10 h à 20 h

Espace Jacques Brel • Fontenay-sous-Bois

Entrée gratuite • RER Vol du Fontenay • Métro ligne 10 à Fontenay

L'événement : Des Spécialistes au Contact du Grand Public - Tél. : 48.98.98.98

مكتبة العلم

AFFAIRES

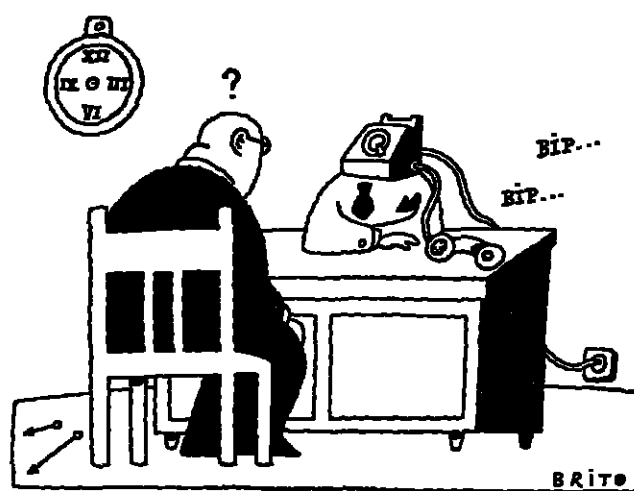
CONSUMMATION - HABITAT

L'accueil dans les agences commerciales

Telecom : peut mieux faire

Mercredi, 9 heures du matin. En chemise rose et bien pâle, le jeune agent des PTT d'une agence commerciale de France Telecom qui explique à un client les formalités à accomplir pour un banal transfert de ligne téléphonique est souriant, informé et coopératif... bref, efficace. Un quart d'heure plus tôt, à quelques mètres de là, le consommateur d'une autre agence était au moins aussi aimable et patient. Vendredi, à 17 h 5, on jouait sur un tout autre registre : cet automobiliste en retard d'un quart d'heure (embouteillages obligés), qui se déplaçait pour la seconde fois dans l'espoir de louer un répondeur auprès de l'administration des PTT, fut reçu si vertement qu'il décida de s'adresser au privé, où il trouverait son statut d'usager pour celui de « client ». Pile ou face ?

La réalité est plus prosaïque : comme tous les organismes en contact avec le public, les agences commerciales de France Telecom ont du mal à gérer leurs files d'attente. Aux heures creuses, c'est le rêve... mais quelle perte de temps et d'énergie pour l'abonné s'aventurant le samedi (matin, uniquement), jour où le salarié moyen fait son ravitaillement hebdomadaire, dépose ses vêtements chez le teinturier ou ses chaussures chez le cordonnier, va chercher son chèque à la banque (en banlieue ou en province) et la lettre recomman-



dée qui l'attend depuis plusieurs jours à la poste... le tout l'œil rivé sur la pendule, pour ne pas rater la sortie des classes... Quinze ans après l'ouverture des premières agences commerciales, France Telecom est conscient des problèmes d'accueil rencontrés par sa clientèle. Les plus sceptiques des responsables ont dû se rendre à l'évidence, l'an passé, à la lecture d'une enquête effectuée par des instituteurs à la maison, qui révélait que l'indice d'insatisfaction sur les prestations offertes par les agences atteignait les 20 %. La situation est particulièrement aigüe en région parisienne, où plusieurs facteurs se combinent pour dégrader le service : affluence aux heures de pointe, interlocuteurs ayant des difficultés à répondre aux questions posées et qui changent tout le temps... la liste des griefs est longue.

leur facture qui se servent des agences commerciales comme d'un bureau des réclamations... France Telecom a d'ailleurs décidé d'isoler ce type de clientèle des autres usagers, en créant des bureaux spécifiques. Ceux-ci rencontrent également des problèmes en région parisienne face à des guichetiers mal informés, trop nouveaux dans leurs fonctions pour savoir répondre à tout. Reproche parfois motivé, qui n'est qu'une manifestation supplémentaire des effets pervers du mode de recrutement des agents

des PTT. Embauchés par concours nationaux, aux six coins de l'Hexagone, les postiers et leurs cousins des Telecom doivent monter travailler plusieurs années en Ile-de-France. Ne rêvant que de rentrer dans leur région d'origine, ils remplissent dès leur arrivée une fiche de vœux en ce sens, quitte à abandonner leur qualification et la formation commerciale que France Telecom leur a donnée. Cette pratique oblige les PTT à recruter sans arrêt des agents qui ne cessent de leur filer entre les doigts. « Nous avons un rendement de machine à

vapeur », déplore-t-on à la direction des affaires commerciales de France Telecom, où l'on est tout à fait conscient de l'effet désastreux sur le client de ce perpétuel brassage. D'autant que l'employé auquel le particulier s'adressera sera appelé aussi bien à lui faire la démonstration d'un poste de téléphone ou d'un répondeur - au passage, les rayons d'exposition semblent bien pauvres comparés à la débâche de produits dans les grands magasins - qu'à l'informer sur la gamme de services (transferts de lignes, renvois d'appels...) dont il peut avoir besoin... Le tout pour la beauté de l'art : qu'il travaille bien ou non, l'employé d'une agence commerciale gèrera la même chose. Dans la fonction publique, il n'y a pas d'intéressement aux résultats.

Car il s'agit aussi d'adapter les réponses aux besoins. A cette fin, France Telecom en est venu à distinguer trois types de clientèle : les résidentiels, les petits professionnels et les entreprises. Les derniers sont confiés aux six cents anciens technico-commerciaux d'origine, reconvertis en attachés commerciaux et auxquels se joignent de nouveaux venus. Ils se voient confier un portefeuille de plusieurs entreprises clientes qu'ils suivent individuellement. Pour leur part, les quelque trois millions de clients professionnels (médecins, avocats, commerçants, petites sociétés de moins de trente salariés) font l'objet d'une démarche plus collective qui devrait devenir sectorielle à l'avenir. Huit cents agents tentent d'entrer en contact avec eux par le minitel, le téléphone ou par le biais de mailing pour les informer sur les produits et services offerts par France Telecom. Et des réunions d'information sont organisées.

Pour les particuliers, enfin, France Telecom va multiplier le nombre de points d'accueil, réaménager les locaux existants pour éviter l'attente debout, rapprocher les agences des lieux où les usagers vont faire leurs courses... L'apprentissage du commercial continue chez France Telecom face à une demande que le progrès technique rend de plus en plus multiple.

FRANÇOISE VAYSSÉ

Les « Al Capone de la clef à molette »

Des cartes plus ou moins criardes proposant des dépannages ultrarapides pour le téléviseur, le chauffe-eau, le frigo, on en trouve tous des quantités sous nos paillassons ou dans nos boîtes aux lettres. On les considère d'un œil indifférent ou agacé, selon le jour, puis on les jette à la corbeille, ou on s'en sert comme signal dans le bouquin d'avant le sommeil... Jusqu'au jour où la perte d'une clef nous jette à la recherche de ces précieux cartons.

Ces gens-là ont l'air sérieux : 50 F de « forfait déplacement » et 100 F de l'heure d'intervention. Après deux heures d'attente, ces « dépanneurs express » arrivent enfin, ouvrent la porte récalcitrante en dix secondes... et réclament 450 F. « Les 100 F de l'heure, c'était pour la plomberie. » Ah bon...

50 millions de consommateurs, dans son numéro de novembre, sous le titre « Escroquerie express », dresse un tableau inquiétant des aventures vécues par de trop nombreuses victimes de ces « Al Capone de la clef à molette ». Porte enfoncée quand il suffisait de forcer la serrure, cuvette de WC démontée à coups de marteau quand il fallait déboucher la tuyauterie, robinet d'eau changé et muni d'un adoucisseur inutile alors qu'il suffisait de remplacer un joint... les anecdotes fourmillent, plus aberrantes les unes que les autres. Et les factures sont elles aussi étonnantes. Factures qui très souvent, au mépris de la loi, servent aussi de devis !

Pour une conduite d'eau engorgée, M^{re} Hamand, dans le huitième arrondissement de Paris, s'est vu présenter une facture de... 18 639,17 F (quatre heures de travail de deux ouvriers), ce qui, au prix horaire annoncé par la société de dépannage, correspondait à 185 heures de main-d'œuvre, selon 50 millions. Quant aux prix des pièces, les coefficients multiplicateurs vont de 2,9 à 160. Telle serrure Picard, qui coûte dans les 1 500 F, a été facturée 5 590 F. « La plupart des factures de remplacement de serrure », écrit 50 millions, « s'échelonnent entre 5 000 F et

10 000 F, mais certaines atteignent 20 000 F. Or la société Fichet affirme que ses prix ne dépassent pas en général 2 000 F pour un changement de cylindre et 3 500 F pour un boîtier de serrure complet. » Le reste à l'avenant.

Les plaintes s'accumulent à la Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (une dizaine par jour à celle de Paris), à l'Institut national de la consommation, et la justice a du mal à suivre. Des procès ont eu lieu, des condamnations ont été prononcées (y compris des peines de prison) contre plusieurs sociétés de dépannage rapide, telles que Système D, Plomberie 102, Inter-Services, Micro-Dépannage, Les Compagnons de l'Ile-de-France, etc., et d'autres dossiers sont prêts à être transmis au parquet.

Ces actions ne font pas pour autant disparaître le phénomène. La société condamnée très souvent disparaît et une autre naît, qui pratique les mêmes méthodes. Mieux encore : sous des noms différents, des numéros de téléphone variés, se dissimule le même organisme, qui envoie à la demande le « spécialiste », qui sera le même, qu'il s'agisse de plomberie, d'électricité, de télévision ou de serrurerie. Ce qui explique sans doute le manque de qualité observé dans la prestation fournie...

Un bon code de déontologie

Dans toute cette arnaque, 50 millions signale quelques exceptions, comme SOS 99 ou STP Dépannage à Bordeaux, à Rouen et à Orléans, qui font du bon travail, sérieux.

Que faire ? Boycotton systématiquement les adresses des petites cartons trouvées dans la boîte aux lettres et se constituer, préventivement, un fichier d'adresses de vrais artisans spécialisés, grâce au bouche à oreille et à l'expérience de ses relations. Dans un premier temps, c'est la plus élémentaire prudence. Les professionnels sérieux se préoccupent de trouver des piliers à une situation qui devient préoccupante. Mais un bon code de déontologie n'évitera sans doute pas l'adoption d'une réglementation claire qui dissuade les bricoleurs escrocs de se lancer dans la carrière...

JOSÉE DOYÈRE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Crédit National

LE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE INDUSTRIELLE ET LE CRÉDIT NATIONAL

Conscient du rôle clé joué par la recherche scientifique et technique dans l'accroissement de la compétitivité des entreprises, le CRÉDIT NATIONAL a développé des actions spécifiques qui permettent d'intervenir efficacement en faveur de l'innovation industrielle.

S'appuyant sur une « Délégation au Financement de la Recherche Industrielle » récemment créée, le CRÉDIT NATIONAL dispose de moyens importants : ses interventions portent sur des financements en prêts (modulables selon les spécificités du programme : durée, marge participante liée aux résultats...) ou en fonds propres.

Il peut aussi faciliter le développement et le lancement industriel et commercial des programmes d'innovation des PME, grâce à une convention signée avec l'ANVAR et SOFARIS permettant, dès le stade d'élaboration des projets, une couverture globale et optimale de leurs besoins de financement.

Enfin, le CRÉDIT NATIONAL s'est associé avec la Caisse des Dépôts et Consignations pour créer une filiale commune de capital-risque « CRÉADÉFI » (Création - Développement - Finances) dont l'objectif principal est d'intervenir en fonds propres dans le processus de création de sociétés innovantes tournées vers des marchés à fort potentiel de croissance.

Le CRÉDIT NATIONAL, réunissant ainsi des outils efficaces, devient un partenaire privilégié des entreprises qui mettent en œuvre des programmes d'innovation.

AEROSPATIALE

Financement de bureaux d'études et de recherche appliquée.



ALSYS

Applications logicielles et systèmes.



COPERNIQUE

L'innovation dans la gestion des données.



CR2A

Conception et réalisation d'applications automatisées.



DASSAULT

Aéronautique avancée.



SEP

Propulsion spatiale.



SNECMA

Technologie des moteurs d'avions.



SOPHA MEDICAL

Recherche médicale pour la médecine nucléaire.



SOREBIO

Recherche et études en biotechnologies.



CRÉDIT NATIONAL - 45, rue Saint-Dominique - 75007 Paris - Tél. (33-1) 45.50.92.06

GROUPE SEC2

cofiroute

CEGELEC

B2

ei

ABB

MERRELL DOW RESEARCH INSTITUTE

EGCALSTHOM

elf aquitaine

SEXTANT AVIONIQUE

enet

AMX APX

SECRE

SKF

april

EURODATA

SONY

RHÔNE-POULENC

HEWLETT PACKARD

h/b

HERVE LE BAUT CONSULTANTS

SIEMENS

CGA-HBS

PHILIPS

Adequation

EGOR

U'MAN

AXOME

TECHNIP

ALTRAN

vallourec

ALCATEL

CT

Mobil

TRT

TRANSPAC

Diac

TONNA ELECTRONIQUE

ALEXANDRE TIC SA

ACTA

GCE

FRAMATOME

THOMSON

FRANCE TELECOM

NEC

Actimex

AGROTECHNIP

Geoservices

OREDIS

Triade & associés

UNILOG Ethnos

GROUPE CONCEPT

ALCATEL ESPACE

ALCATEL CABLES

INFORAMA

CETIM

LOGISTA

RCE

EDE GDF

aredys

Sogitec

GEMPLUS

cegos

Chantal Baudron s.a.

SEMA SELECTION

Doveurope

ORSAN

SILEC

UNO

ALCATEL

ALCATEL

INFORAMA

CETIM

LOGISTA

RCE

EDE GDF

aredys

Sogitec

GEMPLUS

cegos

Chantal Baudron s.a.

SEMA SELECTION

Doveurope

ORSAN

SILEC

Le Monde

Mardi 17 daté mercredi 18 octobre

SUPPLÉMENT

ÉCONOMIE – EMPLOI – FORMATION

Retraite - Pré-retraite

INGÉNIEURS, INFORMATIENS

INGÉNIEURS COMMERCIAUX...

Ces entreprises vous proposent

24 pages d'offres d'emploi

Votre rendez-vous SECTEURS DE POINTE

dans ce supplément

PILE
SÉPARÉE

diffusée avec le quotidien
sans supplément de prix

مكتبة الامم المتحدة

MARCHÉS FINANCIERS

Comme Paribas

Les AGF autorisées à détenir plus de 10 % de la Mixte

Les Assurances générales de France (AGF) ont, après Paribas, obtenu du Comité des établissements de crédit (CEC) l'autorisation de franchir le seuil de 10 % dans le capital de la Compagnie de navigation mixte. « Cela ne signifie pas que nous utiliserons forcément cette possibilité », a-t-on déclaré aux AGF, précisant que le groupe d'assurances nationalisées détenait 8 % environ de la Mixte. En y ajoutant les titres détenus par les SICAV de ce groupe, on frôle les 10 %. Aux AGF, on déclare ne pas s'être fixé un objectif précis en terme de valeur dans cette prise de participation, qui « reste un placement financier ».

Le flux continue donc à régner en ce qui concerne les intentions des AGF, qui avaient, auparavant, des visées sur les filiales d'assurance de la Mixte, visées fortement compromises par l'entrée en force (50 %) du géant allemand Allianz dans le capital de ces filiales. De

même, on prête aux AGF des appétits sur les compagnies d'assurances du groupe Worms (PFA-La Populaire), qui justifieraient leurs achats d'actions Pechelbrom, le holding qui contrôle ces compagnies, et dont les AGF détiennent déjà 18 %. En attendant, 512 000 actions Paribas ont été négociées jeudi 12 octobre à Paris, ce qui porte à plus de 2 millions de titres (3,5 % du capital) les transactions effectuées en trois jours. On peut penser que la plus grande part de ces transactions est à porter au compte du président de la Mixte, M. Marc Fournier, qui essaie de riposter à l'offensive de Paribas sur sa propre compagnie, dont 8 % du capital a changé de main en trois jours. Sur le champ de manœuvre boursier, les adversaires sont donc en train de renforcer leurs positions respectives, dans l'attente d'un marchandage final, qui n'est pas encore « mûr ».

F. R.

Réalisant une plus-value de 700 millions de francs

La Société générale vend la BIP à la Dresdner Bank

La Dresdner Bank, numéro deux des banques commerciales allemandes, va prendre le contrôle, en plusieurs étapes, de la Banque internationale de placement (BIP), filiale à 49 % de la Société générale. La BIP est une banque d'arbitrage et de trésorerie, une des premières de la place de Paris. Elle opère sur un créneau bien spécifique, celui des arbitrages (achats et ventes simultanés) sur des instruments financiers en France et à l'étranger (obligations, bons du Trésor et certificats de dépôts effectués sur la place de Paris. Elle opère sur un créneau bien spécifique, celui des arbitrages (achats et ventes simultanés) sur des instruments financiers en France et à l'étranger (obligations, bons du Trésor et certificats de dépôts effectués sur la place de Paris. Elle opère sur un créneau bien spécifique, celui des arbitrages (achats et ventes simultanés) sur des instruments financiers en France et à l'étranger (obligations, bons du Trésor et certificats de dépôts effectués sur la place de Paris.

Midland Bank, fondatrice au départ avec 34,50 % s'est retirée pour la Dresdner, déjà propriétaire de la petite banque lyonnaise Veuve Morin-Pons. Cette acquisition est le moyen de prendre pied davantage sur le marché financier de Paris dans le secteur, hautement sophistiqué, de l'arbitrage et de la trésorerie. Pour la Société générale, c'est une occasion de se défaire d'une filiale dont les activités devenaient concurrentes des siennes dans un secteur que la maison mère développe, ce qui la plaçait devant le dilemme bien connu : ou freiner l'expansion de cette filiale, ou la vendre à un étranger qui recherche à tout prix une implantation, avec une plus-value de 700 millions de francs pour l'établissement vendeur.

F. R.

United Airlines : les mécaniciens tentent de bloquer l'OPA de la direction

Le syndicat des mécaniciens de la compagnie aérienne américaine United Airlines a demandé, jeudi 12 octobre, au département du travail de bloquer l'offre d'achat de 6,75 milliards de dollars (42 milliards de dollars environ) lancée par la direction, les pilotes et les employés de la compagnie. Le syndicat, qui représente plus de 70 000 salariés de United, avance deux arguments : d'une part, la participation à l'OPA du fonds de retraite des pilotes viole les lois régissant l'utilisation de ces fonds ; d'autre part, le montant trop élevé de l'OPA entraînera

« des risques significatifs » pour la compagnie. Cette OPA, acceptée à la mi-septembre par le conseil d'administration de la firme, jusqu'à présent à toute prise de participation des pilotes, est en fait une contre-offensive contre l'OPA lancée au début d'août par le financier milliardaire californien Martin Davis au prix de 4,32, puis de 5,4 milliards de dollars. Elle est examinée actuellement par le département des transports, qui s'inscrit de la participation d'étrangers (British Airways prendrait 15 %).

Le Sénat adopte le projet de loi sur les assurances

Le Sénat a adopté dans la nuit du mercredi 11 au jeudi 12 octobre le projet de loi sur les assurances en y apportant de nombreux amendements, approuvés, dans une large mesure, par le gouvernement, notamment en ce qui concerne la détermination par l'Etat de 75 % du capital des trois compagnies nationalisées (UAP, AGF, GAN). Les restrictions imposées jusqu'à présent à la détention des 25 % restants ont été supprimées. L'amendement qui précisait que la participation de l'Etat pouvait être directe ou indirecte a été adopté avec l'accord du gouvernement. Une précision importante pour l'UAP, dans le cadre de son projet de rapprochement avec la BNP. La banque nationalisée doit en effet

prendre jusqu'à 10 % du capital de l'assureur, pourcentage qui sera donc décompté sur la part de l'Etat. Cela laisse ainsi à l'UAP la possibilité de mettre encore 10 % de ses titres dans le public, la participation actuelle de l'Etat dans le numéro un de l'assurance française se situant à 85 %. Le Sénat a également adopté, contre l'avis du gouvernement, contre l'avis de la cour d'appel de Paris l'examen des recours contre les décisions de la commission de contrôle des assurances. Pour sa part, le gouvernement souhaitait que cette compétence relève du juge administratif et non d'un tribunal judiciaire.

EN BREF

Les Philippines veulent racheter 1,3 milliard de dollars de leur propre dette. — Les Philippines, second pays bénéficiaire du plan Brady, s'approprient à racheter 1,3 milliard de dollars de leur propre dette à l'égard des banques créancières. C'est ce qu'a annoncé, jeudi 12 octobre, le gouverneur de la banque centrale des Philippines, José Hernandez. Manila souhaite retenir comme base d'achat la dette de 50 % actuellement appliquée sur ses créances par les marchés secondaires. Le coût de cette opération de réduction de dette reviendrait ainsi à 650 millions de dollars pour le Trésor philippin. La

dette bancaire des Philippines s'élève à 13 milliards de dollars sur un endettement extérieur total de 28 milliards de dollars.

Légère hausse des prix à la production en RFA. — Les prix à la production ouest-allemands ont augmenté de 0,2 % en septembre, en données brutes. Cette légère hausse laisse inchangé leur progression sur douze mois, qui se maintient à 3 % depuis juin. Selon l'Office fédéral de statistiques, ce sont les combustibles qui ont enregistré les augmentations de prix les plus marquées entre août et septembre.

NEW-YORK, 12 oct. ↓
Nouvelle baisse

Pour la troisième journée consécutive, la baisse a été au rendez-vous à Wall Street, après une tentative de reprise rapidement avortée sur l'apparition de nouvelles ventes bénéficiaires. A la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 2 759,84, soit à 13,52 points en dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée a été très compréhensible à ce résultat. Sur 1 950 valeurs traitées, 995 ont baissé, 533 ont monté et 520 n'ont pas varié. De l'avis général, la tendance n'a pas revêtu de signification particulière. Les prises de bénéfices ont surtout concerné les actions des entreprises, objet d'une OPA ou soupçonnées d'être contrôlées. Beaucoup autour du Big Board considèrent que la Bourse américaine s'offre en fait une petite pause dans l'attente de la publication, ce vendredi, des données statistiques sur l'évolution de l'économie, à savoir le prix à la production et les ventes au détail pour le mois de septembre. D'après les dernières prévisions, les premiers devraient monter de 0,8 %, et les seconds rester stables. Une certaine nervosité a néanmoins été perceptible sur le marché en liaison avec les incertitudes concernant l'évolution des taux. Prudemment, les investisseurs ajustent leurs positions pour ne pas être pris de court. L'activité, toutefois, demeure modérée, a porté sur 160,12 millions de titres, contre 164,10 millions.

VALEURS	Cours du 11 oct.	Cours du 12 oct.
Alcoa	71,3	70,75
Amgen	58,8	58,1
Boeing	58,8	58,1
Chem. American	43,8	43,2
Chem. du Mexique	43,8	43,2
Chem. du Nord	43,8	43,2
Chem. du Sud	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2
Chem. du North	43,8	43,2
Chem. du West	43,8	43,2
Chem. du Midwest	43,8	43,2
Chem. du South	43,8	43,2
Chem. du East	43,8	43,2
Chem. du Central	43,8	43,2

MARCHÉS FINANCIERS

**Cours relevés
à 17 h 33**

[illegible]

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

12/10

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emilien Frais Incl.	Rachet net	VALEURS	Emilien Frais Incl.	Rachet net	VALEURS	Emilien Frais Incl.	Rachet net	
Obligations												Obligations									
Emp. 5,80 % 77	120 80	3 424	C.I.C. France, 4e	234 50		Magasin S.A.	72	5	Viv	144 50	A.A.A.	1140 28	1230 27	France-Gesam	287 81	287 08	Paribas France	91 50	100 05		
Emp. 5,80 % 78/80	100 80	2 470	C.I. Malines	794		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 79/80	102 80	1 765	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 80/80	102 80	1 765	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 81/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 82/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 83/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 84/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 85/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 86/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 87/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 88/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 89/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 90/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 91/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 92/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 93/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 94/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 95/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 96/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 97/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 98/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 99/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 00/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 01/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 02/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 03/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 04/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 05/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 06/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 07/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 08/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 09/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 10/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 11/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 12/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 13/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 14/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 15/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 16/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 17/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 18/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 19/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 20/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 21/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 22/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 23/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 24/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 25/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 26/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 27/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 28/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 29/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 30/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 31/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 32/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251 42	241 89	France Indus. Sme	118 76	118 85	Paribas France	177 08	173 61		
Emp. 5,80 % 33/80	101 40	12 072	C.I. Malines	2080		Matras Paris	241 89		France Indus. Sme	241 89	A.A.E. Sme	251									

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Resignments :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

La grève aux impôts

La section socialiste des finances :
« L'accord est possible si... »

La section socialiste du ministère des finances quai de Bercy a adopté, jeudi 12 octobre en assemblée générale, un texte intitulé « une seule priorité : aboutir », qui affirme notamment : « Le mouvement social qui paralyse le ministère des finances depuis trop longtemps doit trouver une issue dans les jours qui viennent. Après les propositions globales des ministères qui marquent leur volonté de négocier et d'avancer dans la voie du règlement, il faut explorer à tous les niveaux les pistes qui permettraient au travail de reprendre sans amertume et sans rancune. »

« Pour négocier, il ne suffit pas de le proclamer, il faut le vouloir (...). Si la bonne volonté supplante enfin dans ce conflit les menagères tactiques et les règlements de compte, l'accord est possible. Un grand service public de l'Etat est aujourd'hui au bord du chaos. Des fonctionnaires reconnus pour leur compétence et leur responsabilité sont démotivés, meurtris ou aigris par trop de patience trop longtemps déçue (...). »

« Dans une administration où la sérénité doit être la règle, il ne peut être envisagé que l'état d'esprit actuel préside à la reprise du travail. »

La section socialiste des finances estime que ce « conflit [est] exemplaire à bien des égards » et conclut : « Face au libéralisme débridé et méprisant qui menace toujours, il faut faire la preuve de l'avantage que constitue pour la cohésion sociale un socialisme attentif et respectueux des aspirations des travailleurs. »

Grève sur le réseau bancaire de Paris-Montparnasse. — Le trafic était très perturbé, le vendredi 13 octobre, sur le réseau bancaire de Paris-Montparnasse : un train sur quatre circulait. Les aiguilleurs du nouveau poste d'aiguillage PRCL, mis en place à la gare Montparnasse, il y a trois semaines, ont déposé un préavis de grève jusqu'au 31 octobre et revendiquent notamment une prime exceptionnelle de 3 000 F. Selon la direction, le trafic devrait redevenir normal le samedi 14 octobre.

ISRAËL

Cinq Palestiniens tués par l'armée
dans les territoires occupés

JERUSALEM

de notre correspondant

Cinq Palestiniens ont été tués dans des affrontements avec l'armée en Cisjordanie et à Gaza, jeudi 13 octobre, au lendemain d'une grève générale de cinq jours, alors que les autorités veulent de lever le couvre-feu sur de nombreuses localités des territoires occupés.

Dans au moins deux des incidents, les soldats ont ouvert le feu sur des hommes masqués qui s'enfuyaient après avoir jeté des pierres ou organisé un défilé nationaliste. D'autre part, une jeune Palestinienne a été retrouvée morte dans le casbah de Naplouse, tuée à coups de couteau après avoir été battue.

Les perspectives diplomatiques sont tout aussi sombres. Voilà bientôt un semaine qu'Israël argumente laborieusement avec les Etats-Unis sur la manière de secourir ce qui reste du projet d'élections dans les territoires. Ce dialogue difficile commencerait à susciter une certaine impatience de la part

du secrétaire d'Etat, M. James Baker, qui se heurte aux réserves émises par les dirigeants du Likoud, notamment le premier ministre, M. Itzhak Shamir, et son ministre des affaires étrangères, M. Moshe Arens. Ces derniers, après avoir rejeté les propositions de l'Egypte pour réunir une conférence israélo-palestinienne, ont sollicité l'intervention des Etats-Unis qui leur ont soumis un texte en cinq points.

L'objectif est le même : il s'agit toujours d'organiser des pourparlers entre représentants de l'Etat hébreu et des Palestiniens pour mettre en œuvre le projet israélien d'élections dans les territoires. Les obstacles n'ont pas changé non plus : c'est encore la composition de la délégation palestinienne qui fait problème. Le document Baker stipule qu'elle doit être acceptable pour toutes les parties. Mais MM. Arens et Shamir entendent s'assurer que l'OLP ne sera aucunement associée à la composition de cette liste.

ALAIN FRACHON

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Piston

AFREUX ! Ah, c'est toi, c'est Colette. T'as vu cet article dans le Monde, hier, sur les pianqués du service militaire ?

— Oui, pourquoi ?

— Parce que, Jean-Luc, il doit le faire, lui. Il doit interrompre ses études de droit pour aller s'abrutir dans une caserne à Romorantin... Oui, mon adjoint... Vous me forcez huit jours... Le parcours du combattant... C'est vraiment pas juste. Quand je pense qu'il a un copain, fils d'archevêque, qui...

— Qu'est-ce que tu me racontes ? Je croyais que les curés...

— Mais non, idiot, c'est comme ça qu'on appelle les petits vernis bien pistonnés, genre grandes écoles, tu vois, qui sont recrutés par le secteur privé dans une boîte, un labo, ou qui font coopérant à 10 000 balles par mois aux Etats-Unis pour perfectionner leur anglais. Quand je pense au mien... il y a vraiment pas de raison.

— Si, quand même, écoute ! C'est obligatoire, il a des sursis. Il est pas malade, il...

— Ah ! tais-toi ! C'est moi qui en suis malade. Il aurait pu se faire réformer, ce petit con, s'il y avait mis un peu du sien. Suffisait de jouer les folles ou les fous, ou les deux, tiens, encore mieux. Je lui montrais devant la glace : Regarde, tu te mets des faux cils, du rouge à lèvres et tu signes des yeux, tu froisses le nez toutes les six secondes, il a pas osé. C'était pourtant facile.

— Crois pas ça. Tous ces vieux trucs, ils commencent à connaître, les médecins-majors.

— Alors, comment t'expliques qu'on en laisse filer cinquante mille par an qui n'auraient jamais été réformés dans le passé ?

— J'en sais rien, moi... Un coup de chance.

— Un coup de piston, oui ! Et c'est pour ça que je t'appelle. Tes copains, au journal, ils t'ont bien recommandés auprès d'un député quand ton fils...

— Ouais, mais ma démarche a lamentablement échoué. Je voulais qu'il fasse son service dans les parcs, pour lui apprendre à vivre, et ils ne l'ont mis chauffeur d'un général quatre étoiles... alors tu vois !

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« L'île-de-France : ambition ou alibi ? », par Michel Graud : « La petite histoire du sport », par Michel Cailliet 2

La réunion
des députés libanais

A Taïf, un accord est en vue sur un réajustage institutionnel en faveur des musulmans 5

M. Mitterrand à Bogota

Drogue et sous-développement : la même guerre 6

Le Vietnam
ouvert... et fermé

Libéralisation économique, mais monolithisme politique 7

Le nouveau code pénal

L'Assemblée nationale a adopté, à son tour, en première lecture, le projet de loi qui contient le livre premier du nouveau code pénal 10

M. Marchais
et l'Etat-PS

Le secrétaire général du Parti communiste a dénoncé devant le comité central la « méthode de la matraque » pratiquée par M. Rocard face aux conflits sociaux et à l'accaparement de l'appareil de l'Etat » par les socialistes 11

SECTION B

Inscriptions
dans les universités

Les recteurs des trois académies de l'île-de-France projettent de rendre obligatoire l'information des inscriptions et de créer cinq ou six nouveaux pôles universitaires dans la région 14

Journal d'un amateur

« Ruiseaux », par Philippe Bouchet 14

Les prix Nobel

Nobel de physique : deux Américains et un Allemand de l'Ouest pour la spectroscopie atomique de précision. Nobel de chimie : un Canadien et un Américain pour les propriétés catalytiques de l'ARN. 15

Paris : huit mesures
pour la circulation

Le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe, a défini huit mesures prioritaires pour améliorer la circulation dans la capitale 15

La mort d'un colleur
d'affiches

Un militant du Front national est jugé devant les assises des Yvelines pour le meurtre, à coups de couteau, d'un colleur d'affiches, militant du PS 16

La police satisfaite

M. Bernard Dolepale, secrétaire général de la FASP, confirme que les négociations salariales avec M. Pierre Joxe se sont bien terminées : 500 F d'augmentation 16

L'hommage
de Robert Hossein
à la Résistance

Avec son nouveau spectacle, *Dans la nuit la liberté*, au Palais des sports, Robert Hossein achève sa trilogie sur la condition humaine et rend hommage à la résistance française 17

« Télévision
sans frontières »

En inaugurant le Marché international des programmes, à Cannes, M. Jack Lang a défendu le principe de la « préférence européenne » 25

Catherine Fleury
championne du monde
de judo

Catherine Fleury est devenue, le 12 octobre à Belgrade, la huitième championne du monde française de judo 28

SANS VISA

Saqqarah a retrouvé
le vizir du pharaon

En suivant de près l'équipe d'archéologues qui, près de Memphis, en Egypte, viennent de découvrir le trésor funéraire d'Aper-El, vizir oublié d'Aménophis 19

Ardenne d'outre-Meuse

Un bol d'automne vif et stimulant dans les forêts de Frey et de Luchi 21

SECTION C

Le chancelier
de l'Echiquier
au congrès
des conservateurs
britanniques

« Il n'y a pas de solution de rechange à la politique actuelle », déclare M. Lawson 33

Compromis
entre le PS
et M. Bérégovoy

Le guern du budget n'aura pas lieu 33

Services

Abonnements 30
Annonces classées 40 et 41
Cartes 28
Jeux 24
Loto 30
Marchés financiers 42 et 43
Ménorologie 30
Philatélie 30
Radio-Télévision 31
Spectacles 29

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 13 octobre 1989 a été tiré à 547 020 exemplaires

MAROC

Démissions au sein
de l'Organisation
des droits de l'homme

Plusieurs responsables de l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) ont annoncé leur démission en raison de « divergences internes ». Ces querelles interviennent moins d'un an après la création de cette association qui se voulait indépendante des partis politiques et différente en cela des deux qui existaient déjà, l'une formée par des dissidents de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), l'autre proche du Parti de l'istiqal (opposition nationale).

A l'origine des dissensions il y a notamment l'adhésion de l'OMDH à la Fédération internationale des droits de l'homme qui aurait posé pour cela des conditions jugées inadmissibles par son président-fondateur, le professeur Madhi Elmandjra.

M. Elmandjra s'étant retiré, le président en exercice de l'OMDH, M. Omar Azzimne, et le vice-président, M. Raja Amrani, l'ont imité en raison de la « détérioration du climat » prévalant dans l'organisation. M. Elmandjra souligne que la plupart de ceux qui restent au bureau national de l'OMDH appartiennent à des partis politiques, ce qui porte atteinte à la « crédibilité et à l'efficacité de l'association ».

Quels que soient les arguments des uns et des autres, cette querelle paraît devoir mettre un terme aux espoirs qu'avait fait naître la création de l'organisation en décembre 1988.

M. Georges Marchais
invité
du « Grand Jury
RTL-le Monde »

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde » dimanche 15 octobre, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le député du Val-de-Marne qui a effectué fin septembre un voyage à Moscou répondra aux questions d'André Fassinon et de Paul-Jacques Tassinon et de Bernard Lohet de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

UNE RÉPUTATION
ÇA SE MÉRITE

« Nous sommes réputés depuis des années pour proposer le meilleur matériel masculin des grandes coutures ». Les prix d'Étalon Nantais, ainsi que nos promotions uniques à Paris. Ex : blazers pure laine, 395 F. Costumes, 895 F. Rayon grandes tailles.

STÉPHANE MEN'S

discount de luxe ouvert tous les jours de 12 h à 20 h en tout état de cause. 5, rue Washington, M^o George-V. 130, bd St Germain, M^o Odéon

En Thaïlande

Le sida des moines

Les responsables du clergé bouddhiste préparent des mesures destinées à arrêter « l'extension du sida parmi les moines », a annoncé, jeudi 12 octobre, un membre de la hiérarchie bouddhiste de Bangkok. Avant de révéler le robe de couleur safran, les novices devront se soumettre à des tests de dépistage et obtenir du ministère thaïlandais de la santé des certificats prouvant qu'ils ne sont pas atteints par le virus. Les futurs moines font déjà vœu de chasteté et doivent s'engager à ne jamais utiliser de la drogue.

Selon le gouvernement, la Thaïlande compte 9 000 séropositifs, dont 85 % contaminés par des seringues. — (AFP)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 13 octobre

Hausse

Réamorcé dans la soirée de jeudi, le mouvement de reprise s'est poursuivi à la veille du week-end dans la matinée à la Bourse de Paris. Vers 11 heures, l'indice CAC-40 enregistrait une avance de 1,73 %.

Fortifié de Havas, Navigation mixte, Chargeurs, Synthelabo, Eurotunnel, Compagnie bancaire, Ollipar, Damart.

Recul de BAFIP, Spie, Esso, Béghin, ESD, L'Air liquide, La Hélin, BHV, BP France, Ficht-Banque.

Fine...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

CHEZ CONTI Paris 16^e

•VOLVIC•

GLOBE

LES FRANCS-MAÇONS A QUOI CA SERT ?

UNE INTERVIEW DU GRAND-MAÎTRE DU GRAND-ORIENT

AGENT DE

ODOUL

Garde-meubles

42 08 10 30

16, rue de l'Atlas-75019 Paris

Préservez votre dos fragile

avec le sommier articulé à lattes de bois

FIRELLI

incroyable tête et pied soutient bien la colonne vertébrale

CAPÉLOU

37, av. de la République 75011 PARIS TEL: 45 57 46 35 - MÉTRO PARNASSIÈRE

Suicide du skipper
soviétique Gryshenko

« Je n'avais pas le choix », écrit-il dans l'agenda d'Alexei Gryshenko, skipper du volier soviétique *Faust* engagé dans la Course autour du monde en équipage. Son corps a été retrouvé pendu le 12 octobre dans les environs de Punta del Este, la station balnéaire uruguayenne, terme de la première étape de la course.

Massif, autoritaire et renfermé, Gryshenko, âgé de quarante-trois ans, avait disparu depuis dimanche 8 octobre de l'hôtel où séjournait l'équipage soviétique. L'hypothèse d'un rapt était alors plus souvent avancée que celle d'une fuite à l'Ouest. Selon le témoignage de coéquipiers, Gryshenko, ancien capitaine de la marine marchande, aurait pris conscience au cours de la première étape qu'il n'avait pas les compétences pour diriger un équipage composé de végétariens n'ayant jamais affronté la haute mer dans une course de cette nature et il redoutait d'affronter les mers du Sud.

□ Dernier vend 73 bimoteurs à Midway Airlines. — L'actionnaire ouest-allemand Dornier a annoncé, lundi 9 octobre, qu'il avait vendu 73 appareils Dornier-328, dont 40 en option à la compagnie américaine Midway Airlines. Les livraisons débuteront en 1993.

□ ECHOS : Karpov rejoint par Yousoupov. — Sensation jeudi 12 octobre à Londres dans les demi-finales du Tournoi des candidats : la cinquième partie du match Karpov-Yousoupov (qui n'avait pas été jouée comme une regrettable confusion nous l'a fait écrire dans le Monde du 13 octobre) a vu la défaite de l'ancien champion du monde, contraint à l'abandon au trente-septième coup devant les menaces de mat imparable de Yousoupov. Grâce à cette victoire, Yousoupov rejoint Karpov (2,5-2,5), alors qu'il reste trois parties à disputer.

□ DERNIER VENT 73 bimoteurs à Midway Airlines. — L'actionnaire ouest-allemand Dornier a annoncé, lundi 9 octobre, qu'il avait vendu 73 appareils Dornier-328, dont 40 en option à la compagnie américaine Midway Airlines. Les livraisons débuteront en 1993.

MODE,
LA SOLUTION
“IDEALE”
EXISTE !

Vous appréciez le Mode, mais vous exigez la qualité + la création + les prix... RODIN vous les offre sur des quantités apostrophées de tissus, présentés dans son immense magasin. Une variété prodigieuse, l'abondance des couleurs, le plaisir des fantasmes, et toujours les prix, des prix qui permettent vraiment d'acheter «discontés».

Chez RODIN, depuis 30 F le mètre.

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

(Publicité)

Pantalons
DOUBLES, POUR HOMME
en flanelle
189 F !

Les mêmes prix depuis 5 ans : 399 F, blazer pure laine : 699 F, veste cachemire et laine, même prix en flanelle tweed (10 couleurs) : à partir de 990 F, pardessus laine et cachemire ou costume tissu Noblet. Ils en ont aussi en Dornier. 1.335 F, smoking laine et mohair. Parce que les Entrepreneurs du Marais vendent en direct les créations Guy d'Amboise vous avez ces prix et la qualité. (Rayon spécial : grande et forte jusqu'à 62). Métro Saint-Sébastien-Froissart. 3, rue du Pont-aux-Choux. De 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

مكتبة الامم المتحدة